

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : Méthodes statistiques d'analyse de la situation monétaire (§§ 3, 4 et 5), par M. F.J. de Jong — Fonds des Rentes : Rapport sur les opérations de l'année 1955 — Bibliographie sur la situation monétaire et financière de la Belgique — Législation économique — Graphiques de la situation économique de la Belgique — Statistiques.

METHODES STATISTIQUES D'ANALYSE DE LA SITUATION MONETAIRE (1)

par M. F. J. DE JONG

Professeur à l'Université d'Etat de Groningue

§ 3. — L'instrument statistique : l'aperçu monétaire du Centraal Planbureau

3.1. — Les quatre « excédents »

Les plans économiques centraux (C.E.P.) publiés par le Centraal Planbureau (C.P.B.) après la deuxième guerre mondiale comprennent notamment les comptes nationaux de l'économie néerlandaise. A côté d'un aperçu rétrospectif couvrant les années précédentes, ces comptes fournissent également des prévisions pour l'année à venir. Celles-ci constituent une base utile à la politique économique. Le plan économique central, publié annuellement et que l'on peut trouver en librairie, tient d'ailleurs compte des principales mesures envisagées par le gouvernement.

Au début, ces comptes nationaux comprenaient uniquement les comptes des opérations courantes des particuliers, des entreprises, des pouvoirs publics, des fonds de pensions et d'assurances et de l'étranger, ainsi que le compte des opérations en capital de la nation; ce matériel statistique a été développé par le C.P.B. en collaboration avec le *Centraal Bureau voor de Statistiek*. Depuis 1951, les plans économiques centraux comportent en outre une analyse monétaire élaborée en collaboration avec le Service d'Etudes de la Nederlandsche Bank.

Dans les plans de 1951 et 1952, cette analyse revêtait la forme d'une série de comptes nationaux des secteurs précités. Mais depuis 1953, le C.P.B. a adopté une méthode plus synoptique : l'analyse monétaire a pris la forme d'un *aperçu monétaire*; l'économie nationale y est subdivisée en trois secteurs : (I) l'*Etat*; (II) les *pouvoirs publics subordonnés*; (III) le *secteur privé*; à gauche de la colonne correspondant au secteur I figure le *Total* subdivisé en deux sous-colonnes : *Total intérieur* et *Total étranger*. La première indique les relations entre le total et les institutions monétaires, la deuxième les relations entre le total et l'étranger.

Le secteur privé comprend, dans cette présentation, les particuliers (les ménages), l'ensemble des entreprises (y compris celles du secteur public), l'ensemble des fonds de pensions et d'assurances (y compris les fonds officiels), enfin les banques, à l'exclusion de leur activité comme émetteurs de monnaie et des postes des bilans qui s'y rapportent. Il faut tenir compte de cette exception quand on interprète les chiffres de la colonne « total » qui donne pour chaque poste (c'est-à-dire à chaque ligne) la somme des trois secteurs. Dans le

(1) Les §§ 1 et 2 et la bibliographie de cet article ont été publiés dans le *Bulletin* de mars 1956.

tableau III ci-après, qui résume les aperçus monétaires du *C.E.P. 1953* et *1954* (1), les trois premières lignes concernent uniquement le revenu national et les dépenses intérieures; la création de monnaie et les relations économiques extérieures ne sont pas envisagées : les chiffres portés à la colonne « total » doivent donc être considérés comme couvrant l'ensemble de l'économie néerlandaise. Par contre, pour les postes suivants, les chiffres de la colonne « total » couvrent pour partie les relations entre l'ensemble des trois secteurs et les institutions monétaires, et pour partie les relations entre les trois secteurs et l'étranger; c'est pour cette raison que la colonne « total » a été subdivisée en deux sous-colonnes.

Les postes mentionnés à gauche du tableau, sont groupés en quatre catégories dont on a calculé chaque fois le solde : on obtient ainsi les soldes suivants :

- a) l'excédent du revenu;
- b) l'excédent de financement;
- c) l'excédent brut de liquidités;
- d) l'excédent net de liquidités (2).

(1) Le schéma des postes a été légèrement modifié dans le *C.E.P. 1955*. Toutefois, la discussion sur le diagnostic monétaire qui sera résumée ici est basée sur le schéma indiqué dans le texte.

(2) La description des colonnes et lignes (postes) donnée ci-dessus a été empruntée essentiellement à la première annexe du *C.E.P. 1953*. Ce dernier utilise le terme *augmentation* de liquidités au lieu d'*excédent* de liquidités; par contre, dans le *C.E.P. 1955*, on a utilisé le terme *excédent* de liquidités, mais l'excédent net de liquidités ne figure plus séparément.

Précisons d'abord la signification de ces quatre « excédents ».

Puisqu'on a exposé au paragraphe précédent le concept de « l'équilibre monétaire interne » du *C.E.P. 1953*, la notion de l'*excédent du revenu* ne doit plus guère être précisée. Cet excédent correspond à la différence entre le revenu national et les dépenses intérieures (les deux *ex post*); cet excédent est donc égal à celui des transactions courantes de la balance des paiements. D'après le *C.E.P. 1953*, il y a équilibre monétaire interne lorsque l'excédent du revenu est nul.

La signification des autres soldes a été donnée d'une manière synoptique par M. Koopmans [16 : 452 = 24 : 9]. Celui-ci est parti de l'équation de la balance des paiements (1) d'une entité économique individuelle ou d'un secteur de l'économie nationale; il la représente sous la forme comptable d'un compte de caisse; voir tableau I.

(1) On trouvera des précisions dans J. G. Koopmans : « De budgetvergelijking als verbindingschakel tussen micro- en macro-economie ». *De Economist*, CIII (1955), pp. 95-96 (dans la publication séparée de ce discours inaugural : pp. 15-16); l'auteur distingue l'équation d'encaisse, l'équation de la balance des paiements et l'équation budgétaire. L'« équation d'encaisse » s'écrit sous la forme fondamentale suivante : *encaisse initiale + création de monnaie + recettes = dépenses + destruction de monnaie + encaisse finale*; la création de monnaie, par définition, est exclue des recettes des institutions créatrices de monnaie; un faux monnayeur est considéré également comme créateur de monnaie, alors que celui qui perd sa bourse est considéré comme destructeur de monnaie. (Toutefois, si quelqu'un perd sa bourse et qu'elle est retrouvée par un autre, M. Koopmans parle d'un transfert gratuit de capitaux.) Dans

Tableau I. EQUATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS SOUS FORME COMPTABLE ¹

| | | | |
|---|---|---|--|
| (I) Recettes de revenus primaires ² (IV) Recettes nettes de revenus transférés | (A) Revenu net pouvant être dépensé ³ | (II) Dépenses de consommation (III) Dépenses d'investissements nets | (B) Dépenses nettes ⁴ |
| (V) Recettes nettes de capitaux transférés gratuitement (VI) Recettes nettes à titre d'opérations sur le marché du crédit et des capitaux avec des organismes non monétaires ⁶ (VI.1) Transferts préalablement fixés ⁹ (VI.2) Transferts non préalablement fixés | (C) Recettes nettes totales de capitaux transférés ⁷ | (VII) Dépenses nettes à titre de transactions avec des institutions monétaires ⁸ (0) Accroissement net d'encaisses et d'autres liquidités | (D) Excédents de liquidités (+) ou insuffisances de liquidités (-) |
| _____ + | | _____ + | |
| (A) + (C) | | (B) + (D) | |

¹ Le schéma a été établi de la même manière que la balance des paiements d'une économie nationale : les débits à droite, les crédits à gauche; les deux comptes sont donc comparables.

² Par revenu initial ou primaire, il faut entendre le revenu représentant la rémunération pour la fourniture de produits (y compris les services).

³ M. Koopmans emploie ici « revenu disponible »; toutefois, comme ce terme a déjà été employé dans un autre sens dans cet article, nous ne l'avons pas repris.

⁴ Dépenses dans le secteur réel.

⁵ Cette séparation en pointillé a été ajoutée par l'auteur. Les postes figurant au-dessus du pointillé peuvent être comparés au compte des transactions courantes d'une balance des paiements.

⁶ M. Koopmans a employé ici : « ... avec des institutions autres que monétaires », ce qui revient au même. La subdivision en (VI.1) et (VI.2) figurant également au tableau III (aperçu monétaire du *C.E.P. 1953* et *1954*) a été ajoutée par nous parce qu'elle tient une place importante dans la discussion.

⁷ Conformément à la terminologie du Rapport annuel de la Nederlandsche Bank [12], ce terme doit être compris au sens large; il englobe aussi bien les transferts gratuits que les opérations sur le marché des capitaux.

⁸ Pour les institutions monétaires mêmes : le solde entre la destruction de monnaie (positif dans ce tableau) et la création de monnaie (négatif). [Note de M. Koopmans].

⁹ Par « transferts préalablement fixés de capitaux », il faut entendre des postes de financement qui sont prévisibles parce qu'ils constituent pour l'unité étudiée un engagement ferme ou un droit certain.

A l'aide des définitions données dans le tableau I, on peut maintenant préciser d'une manière très simple la notion des quatre « excédents » utilisée

dans l'aperçu monétaire du *C.E.P. 1953 et 1954*; voir tableau II. Les lettres et chiffres romains dans la colonne de gauche renvoient au tableau I.

Tableau II.

DEFINITIONS DES QUATRE EXCEDENTS

| | |
|--|--|
| (I) + (IV) = (A) (II) + (III) = (B) | Revenu net pouvant être dépensé Dépenses nettes (dans le secteur réel) |
| (A) - (B) (V) + (VI.1) + | <i>Excédent (+) ou insuffisance (-) du revenu</i> Recettes (+) ou octroi (-) de transferts préalablement fixés de capitaux |
| (VI.2) + | <i>Excédent (+) ou insuffisance (-) de financement</i> Recettes (+) ou octroi (-) de transferts non préalablement fixés de capitaux |
| (A) - (B) + (C) = (D) | <i>Excédent brut (+) ou insuffisance brute (-) de liquidités</i> Accroissement du stock monétaire actif ¹ |
| | <i>Excédent net (+) ou insuffisance nette (-) de liquidités se traduisant par :</i> { Accroissement du stock monétaire inactif ¹ { Accroissement des liquidités secondaires |

¹ La colonne « Etat » du tableau III ne contient aucune variation du stock monétaire : les avoirs de l'Etat ne sont pas considérés comme de la monnaie, mais viennent en déduction directe de la dette de l'Etat vis-à-vis des institutions monétaires.

3.2. — Quelques précisions

A ces définitions nous pouvons ajouter les notes explicatives suivantes :

1) Ce que le C.P.B. désigne par « excédent brut de liquidités » d'après la définition indiquée ci-dessus, s'identifie en principe à l'expression « excédent de liquidités » adoptée par M. Holtrop dans le Rapport annuel de la Nederlandsche Bank. Dans notre article, cette expression signifie toujours l'excédent brut de liquidités du C.P.B.; lorsque nous voudrions désigner l'excédent net de liquidités, nous en ferons expressément mention.

La notion d'excédent (brut) de liquidités (le poste D) est si souvent utilisée dans le débat qu'il convient de s'y arrêter un instant. Ce poste est la somme de (VII) et (0) du tableau I.

l'équation d'encaisse d'un organisme non créateur de monnaie ne figurent pas les termes « création de monnaie » et « destruction de monnaie ». Pour l'économie nationale, l'équation d'encaisse fondamentale peut encore s'écrire comme suit : *recettes + création nette de monnaie = dépenses + accroissement net d'encaisse (thésaurisation)*; nous verrons dans un autre article [37] que l'équation d'encaisse exprimée sous cette forme constitue le point de départ de la théorie de l'équilibre monétaire de M. Koopmans. Si l'on ajoute à l'équation d'encaisse les transactions externes non réglées en monnaie (achats et ventes de produits à crédit et transactions sur les marchés de l'argent et des capitaux qui font intervenir des liquidités secondaires et tertiaires; transferts gratuits), on obtient l'« équation de la balance des paiements ». Si l'on y ajoute encore les transactions internes (comptabilisation du salaire investi dans un outillage fabriqué par l'utilisateur lui-même; comptabilisation du loyer que représente l'occupation de sa propre maison par le propriétaire, etc.), on obtient l'« équation budgétaire » complète appelée en anglais *budget equation*.

Nous préciserons donc le contenu de ces deux postes et nous les exprimerons sous forme de symboles. En développant les symboles adoptés par M. Holtrop, nous entendrons par $\Delta L_{m, prim}$ l'accroissement de la masse de liquidités primaires (monnaie), par $\Delta L_{v, prim}$ l'accroissement de la demande de liquidités primaires (monnaie), par $\Delta L_{m, sec}$ l'accroissement de la masse de liquidités secondaires et finalement par $\Delta L_{v, sec}$ l'accroissement de la demande de liquidités secondaires. Par définition, on a les identités suivantes :

$$\Delta L_{m, prim} + \Delta L_{m, sec} \equiv \Delta L_m$$

$$\text{et } \Delta L_{v, prim} + \Delta L_{v, sec} \equiv \Delta L_v$$

2) Dans l'aperçu monétaire publié par le *C.E.P. de 1953 et 1954*, la ligne « accroissement des liquidités secondaires » figurant au tableau II est subdivisée en un nombre relativement élevé de postes qui, à première vue, ne donnent pas une idée très nette de l'ensemble. Nous les avons énumérés ci-dessous, en petits caractères; la dénomination des postes est imprimée en italique; les notes explicatives sont empruntées au *C.E.P. 1955*, pp. 108-109; nous avons cependant fait quelques ajoutes (mots mis entre crochets).

Accroissement (+) ou diminution (-) des liquidités secondaires.

[dans le sens de M. Holtrop] :

(a) *dépôts à terme;*

(b) *autres liquidités secondaires, notamment effets du Trésor, avoirs librement disponibles auprès du Trésor public et crédits de caisse aux pouvoirs publics subordonnés;*

ANALYSE DU POSTE (D) DU TABLEAU I.

| Poste | Désignation | Symbole |
|-------------------|--|---|
| (VII) | Dépenses nettes à titre de transactions avec des institutions monétaires, correspondant aux causes de la destruction de monnaie (nette, <i>ex post</i>); c'est donc la diminution <i>ex post</i> de la masse des liquidités primaires | — $\Delta L_{m, prim}$ |
| (0) | Accroissement d'encaisses, correspondant à la thésaurisation (nette) dans le sens de M. Koopmans, mais considéré <i>ex post</i> ; c'est donc l'accroissement de la demande <i>ex post</i> de liquidités primaires | $\Delta L_{v, prim}$ |
| | <i>plus</i> | |
| | accroissement des avoirs en autres liquidités (net, <i>ex post</i>); il résulte de l'octroi net de prêts ayant le caractère de liquidités secondaires, (donc, achats nets de liquidités secondaires créées par d'autres, moins l'accroissement de la masse des liquidités secondaires créées par soi-même) [12 : 47 et suiv.; 28 : 281] | $\Delta L_{v, sec} - \Delta L_{m, sec}$ |
| | + | |
| (D) = (VII) + (0) | Destruction nette de monnaie + thésaurisation nette (M. Koopmans) + octroi net de prêts ayant le caractère de liquidités secondaires [28 : 286 n.; 36 : 960], le tout considéré <i>ex post</i> | $\Delta L_v - \Delta L_m$ |

Diminution (+) ou augmentation (—) de dettes à court terme :

(a) envers des secteurs intérieurs (non bancaires); la contrepartie de ce poste — la créance — est considérée comme liquidité secondaire. [Cette contrepartie, c'est-à-dire la créance, est le poste précédent : « autres liquidités secondaires », de sorte que la somme des deux chiffres dans la colonne « total intérieur » doit être égale à 0. En effet, une créance à court terme d'un secteur correspond à une dette à court terme d'un autre secteur.]

(b) envers les banques [en florins];

(c) envers l'étranger (net) [c'est-à-dire envers les banques, en devises étrangères].

[La variation (b) et (c) des dettes à court terme envers les institutions monétaires a comme contrepartie une variation des créances.] La variation des créances sur les institutions monétaires se traduit naturellement dans les postes « accroissement du stock monétaire actif » et « accroissement du stock monétaire inactif » et « dépôts à terme ». [Il ressort toutefois du tableau des variations des créances et engagements du système monétaire qui figure à la p. 8 des annexes du C.E.P. 1953 qu'en général, les postes précités ne s'équilibrent pas exactement. Le tableau en question mentionne au poste « créances » des institutions monétaires : a) l'accroissement des prêts à long terme accordés à l'étranger (= exportations de capitaux figurant dans l'aperçu monétaire de 1953 et des années précédentes — quand la pénurie de capitaux aux Pays-Bas n'avait pas encore été entièrement surmontée — sous la rubrique « transferts non préalablement fixés de capitaux »); b) l'accroissement des prêts à long terme aux secteurs intérieurs; c) l'accroissement des prêts à court terme, et finalement d) l'accroissement de l'encaisse-or et des devises. Les variations d'engagements rangées en regard sont l'augmentation du stock monétaire et des dépôts à terme].

3) La troisième précision concerne l'« excédent de financement » du tableau II. Selon le C.E.P. 1953, p. 10 des annexes, on se trouve en présence d'un équilibre monétaire externe si l'excédent de financement est égal à zéro. Dans ce cas, il y a équilibre matériel de la balance des paiements; il ressort du tableau I, considéré comme balance nationale des paiements, que la somme des postes « transferts non préalablement fixés de capitaux » (VI.2) et « excédent de liquidités » (D) doit être

égale à zéro. Il semble donc que le C.P.B. considère la somme de (VI.2) + (D) comme une approximation statistique du solde compensatoire de la balance des paiements. Dans le C.E.P. 1953, on lit à ce sujet : « L'idée de base est la suivante : une insuffisance du revenu ne provoquera pas nécessairement des difficultés de financement si elle se produit dans un secteur ou un pays qui, en se basant sur des prévisions fondées [c'est-à-dire des transferts préalablement fixés de capitaux], peut escompter un apport de capitaux sous forme de donations ou d'emprunts à l'étranger. (Pratiquement, cela veut dire que le secteur intéressé ne sera pas obligé d'entamer ses propres encaisses ou ses liquidités secondaires ni de faire appel au marché des capitaux ou aux institutions monétaires). Dans le cas opposé d'un excédent du revenu, les possibilités de financement seront plus limitées que le laisserait entendre cet excédent si le secteur ou le pays en question doit remplir un engagement, fixé préalablement, de transférer ou d'accorder des capitaux. Inversement, les transactions non préalablement fixées en capital et l'accroissement brut des liquidités doivent être considérés comme une utilisation de l'excédent de financement ».

Ces deux postes, qui représentent ensemble l'utilisation de l'excédent de financement, ont donc — selon le C.P.B. — un caractère dépendant, c'est-à-dire que leur ampleur est conditionnée par les autres postes de la balance des paiements. Aussi peut-on admettre qu'ils mesurent approximativement l'importance du solde compensatoire de la balance des paiements; et puisqu'il est impossible de chiffrer ce solde avec une précision théoriquement parfaite, cette approximation constitue déjà un résultat appréciable. En outre, on ne peut perdre de vue que le

matériel statistique est couramment complété par des estimations lorsque les données recensées sont incomplètes; aussi les chiffres du C.E.P. pour les années antérieures sont-ils revus à chaque publication nouvelle, pour tenir compte des données plus précises et plus complètes dont on a disposé entre-temps. D'autre part, il se peut que les estimations nécessaires aient été effectuées de manière différente par les diverses institutions; enfin, celles-ci ne traceront pas toutes à la même place la ligne de démarcation entre les postes autonomes et les postes dépendants, puisque cette classification dépend en partie de l'appréciation subjective des statisticiens. Si l'on compare, par exemple, l'excédent de financement de l'ensemble de l'économie néerlandaise pour les années 1952 et 1953, tel qu'il figure dans l'aperçu monétaire du C.E.P. 1954, au solde de la « balance totale des paiements » pendant les mêmes années, publiée dans le *Statistisch Zakboek 1954* du Centraal Bureau voor de Statistiek (C.B.S.) à la p. 100, on constate que ces deux montants ne sont pas égaux, bien qu'ils mesurent approximativement l'un et l'autre l'excédent matériel de la balance des paiements; l'évaluation du C.E.P. 1954 dépasse successivement de 0,22 et de 0,15 milliard de florins celle du *Statistisch Zakboek 1954*. L'écart provient en partie des différences entre les données qui ont servi de base à l'élaboration de l'aperçu monétaire du C.P.B. et de la balance des paiements du C.B.S. (1); l'écart provient en partie aussi de ce que la ventilation des transactions en capital entre mouvements autonomes et mouvements dépendants — suivant la distinction de M. Meade — est opérée en partant de conceptions différentes. Parmi les « transferts préalablement fixés de capitaux » — voir poste (4), tableau III — qui entrent dans les mouvements autonomes de capitaux, le C.P.B. comprend l'aide américaine; pourtant, suivant le schéma du Fonds Monétaire International, cette aide doit être considérée comme « compensatoire » et, par conséquent, comme un mouvement dépendant. Cette aide s'élevait, selon le C.B.S., à 0,29 milliard de florins en 1952 et à 0,066 milliard en 1953. A juste titre, nous semble-t-il, le C.B.S. la range parmi les postes dépendants qui reflètent le solde de la « balance totale des paiements »; ce solde correspond, selon le tableau du C.B.S., au total du déficit des transactions courantes et des exportations de capitaux non compensatoires (2); ce total est donc

(1) Le C.E.P. établit son aperçu monétaire sur la « base des transactions », ce qui veut dire que les montants indiqués se rapportent à l'année pendant laquelle les transactions ont été effectuées. Le C.B.S. établit sa balance des paiements sur la même base. Par contre, le rapport annuel de la Nederlandsche Bank donne une balance des paiements basée sur les entrées et les sorties de caisse; les montants se rapportent donc à l'année pendant laquelle les paiements ont été effectués.

(2) Dans l'aperçu monétaire du C.E.P. 1955 figure également un poste « excédent de financement », dont la définition diffère de celle du C.E.P. 1953 et 1954; aussi la comparaison s'en trouve-t-elle faussée. C'est ainsi que dans le C.E.P. 1955, on ne fait plus de distinction dans les transferts de capitaux

l'inverse de l'excédent matériel de la balance des paiements selon la définition de M. Meade.

3.3. — Données statistiques

Le tableau III présente un résumé de l'aperçu monétaire des années 1951, 1952 et 1953; le schéma est le même que celui du tableau II. Le raisonnement étant, en grande partie, basé sur ces données statistiques, on reviendra souvent, dans le § 4, sur le contenu du tableau III.

Le poste auquel on se réfère le plus souvent est celui de l'excédent de liquidités (poste 7). Puisqu'il s'agit d'une grandeur statistique, elle a un caractère *ex post*. On peut se demander, dès lors, si ΔL_v et ΔL_m considérés *ex post*, ne doivent pas être identiques; en effet, une proposition bien connue de théorie monétaire affirme l'identité *ex post* :

$$\Delta L_{v, \text{prim}} \equiv \Delta L_{m, \text{prim}}$$

(ou, en symboles de Keynes : $\Delta L \equiv \Delta M$) (1).

S'il en était ainsi, le poste (7) serait toujours égal à zéro.

Nous avons vu que le poste (7) du tableau III est identique au poste (D) des tableaux I et II; en les analysant, nous avons déjà parlé des grandeurs $\Delta L_{v, \text{prim}}$ et $\Delta L_{m, \text{prim}}$. Au tableau III, la quantité

$$\Delta L_{v, \text{prim}} \equiv \Delta L_{m, \text{prim}}$$

est donnée par la somme des postes (8) et (10), que l'on peut qualifier d'« accroissement du stock monétaire »; cette somme représente un des postes qui reflètent l'excédent de liquidités (7).

Peut-on écrire

$$\Delta L_{v, \text{sec}} \equiv \Delta L_{m, \text{sec}} \text{ ex post ?}$$

Cette identité est valable pour l'ensemble de l'éco-

— suivant qu'ils sont préalablement fixés ou non; le C.P.B., en effet, s'est rangé à l'opinion exprimée dans un article de De Pous [13 : 917] que cette distinction était plutôt arbitraire; et les critères sur lesquels le C.P.B. s'appuyait pour opérer la distinction, ne correspondaient pas à la réalité : lorsqu'ils élaborent leurs plans de dépenses, les agents économiques ne sont pas influencés seulement par l'ampleur des revenus qu'ils escomptent et des opérations sur capitaux à long terme fixées préalablement; ils tiennent au moins autant compte de leurs propres anticipations concernant le mouvement des prix et les chances de profit, etc. Le financement de leurs dépenses ne s'effectue donc pas exclusivement au moyen du revenu courant et des opérations sur capitaux préalablement fixées; peuvent aussi intervenir la déthésaurisation, la vente de liquidités secondaires, le recours aux crédits bancaires ou aux crédits pour achats à tempérament, l'émission d'actions et d'obligations, etc. [voir aussi 14 : 271]. Quant à l'excédent de financement national, il comprend, dans le C.E.P. 1955, l'excédent des transactions courantes augmenté de l'aide américaine et diminué de l'aide accordée au Suriname et à la Nouvelle-Guinée; c'est dire que cet excédent de financement national est devenu totalement différent du concept de l'« équilibre matériel de la balance des paiements » et qu'il n'a plus rien de commun avec le solde de la « balance des paiements totale » du C.B.S.

(1) Que l'on réfléchisse aux expressions frappantes telles que : « All money which is anywhere must be somewhere » et « The amount of hoarding must be equal to the quantity of money ». La première de ces citations a été empruntée à D. H. Robertson : « Mr. Harrod and the Expansion of Credit », *Economica N. S.*, I (1934), pp. 473-475, notamment p. 473; la deuxième à J. M. Keynes, à la p. 174 de la « *General Theory* » de 1936. De pareilles constatations ne sont évidemment que truismes.

Tableau III.

APERÇU MONÉTAIRE (résumé)
en milliards de florins, années 1951/1953 ¹

| Numéro du poste | Désignation | 1951 | | | | | 1952 | | | | | 1953 | | | | |
|-----------------|---|----------|-----------|-------|------------------------------|---------------|----------|-----------|-------|------------------------------|---------------|----------|-----------|-------|------------------------------|---------------|
| | | Total | | Etat | Pouvoirs publics subordonnés | Secteur privé | Total | | Etat | Pouvoirs publics subordonnés | Secteur privé | Total | | Etat | Pouvoirs publics subordonnés | Secteur privé |
| | | Etranger | Intérieur | | | | Etranger | Intérieur | | | | Etranger | Intérieur | | | |
| (1) | Revenu net pouvant être dépensé | 19,73 | | 3,39 | 1,01 | 15,33 | 20,18 | | 3,14 | 1,22 | 15,82 | 21,46 | | 3,41 | 1,12 | 16,93 |
| (2) | Dépenses nettes | 19,82 | | 2,21 | 0,96 | 16,65 | 18,34 | | 2,32 | 1,05 | 14,97 | 20,14 | | 2,57 | 1,28 | 16,29 |
| (3)=(1)-(2) | Excédent du revenu | -0,09 | | 1,18 | 0,05 | -1,32 | 1,84 | | 0,82 | 0,17 | 0,85 | 1,32 | | 0,84 | -0,16 | 0,64 |
| (4) | Transferts préalablement fixés de capitaux | 0,22 | × | -0,33 | -0,79 | 1,34 | × | — | 0,08 | -0,61 | 0,58 | -0,15 | × | -0,78 | -0,50 | 1,13 |
| (5)=(3)+(4) | Excédent de financement | 0,13 | | 0,85 | -0,74 | 0,02 | 1,84 | | 0,85 | -0,44 | 1,43 | 1,17 | | 0,06 | -0,66 | 1,77 |
| (6) | Transferts non préalablement fixés de capitaux | 0,31 | -0,06 | -0,08 | 0,37 | -0,04 | — | 0,07 | -0,25 | 1,39 | -0,07 | -0,21 | 0,05 | 0,74 | 0,48 | -1,38 |
| (7)=(5)+(6) | Excédent brut de liquidités | 0,38 | | 0,77 | -0,37 | -0,02 | 1,91 | | -0,60 | 0,95 | 0,36 | 1,01 | | 0,80 | -0,18 | 0,39 |
| (8) | Accroissement du stock monétaire actif ... | × | 0,60 | × | — | 0,60 | × | 0,14 | × | — | 0,14 | × | 0,38 | × | — | 0,38 |
| (9)=(7)-(8) | Excédent net de liquidités | -0,22 | | 0,77 | -0,37 | -0,62 | 1,77 | | 0,60 | 0,95 | 0,22 | 0,63 | | 0,80 | -0,18 | 0,01 |
| (10) | se traduisant par : Accroissement du stock monétaire inactif | × | -0,40 | × | 0,03 | -0,43 | × | 0,63 | × | 0,06 | 0,57 | × | 0,15 | × | -0,04 | 0,19 |
| (11) | Accroissement des liquidités secondaires : | | | | | | | | | | | | | | | |
| | (a) dépôts à terme | × | 0,33 | × | — | 0,33 | × | 0,17 | × | 0,13 | 0,04 | × | 0,02 | × | -0,10 | 0,12 |
| | (b) autres liquidités secondaires | × | -0,42 | × | 0,02 | -0,44 | × | 0,16 | × | 0,15 | 0,01 | × | -0,06 | × | -0,07 | 0,01 |
| (12) | Diminution (+) des dettes à court terme : | | | | | | | | | | | | | | | |
| | (a) vis-à-vis des secteurs intérieurs (non bancaires) | × | 0,42 | 0,64 | -0,22 | — | × | -0,16 | -0,41 | 0,33 | -0,08 | × | 0,06 | -0,10 | 0,13 | 0,03 |
| | (b) vis-à-vis des banques | × | -0,31 | 0,13 | -0,20 | -0,24 | × | 1,08 | 1,01 | 0,28 | -0,21 | × | 0,52 | 0,90 | -0,10 | -0,28 |
| | (c) vis-à-vis de l'étranger (nette) ² | 0,16 | × | × | × | 0,16 | -0,11 | × | × | × | -0,11 | -0,06 | × | × | × | -0,06 |

¹ Note explicative générale. Les montants sont exprimés en prix courants; pour l'année 1951, ils ont été empruntés au C.E.P. 1953 et pour les années 1952-1953, au C.E.P. 1954. La croix signifie qu'il a été impossible d'indiquer un montant eu égard au caractère du poste et de la colonne intéressés. La numérotation des postes est faite par l'auteur lui-même; en raison du caractère synthétique de ce tableau, elle ne correspond donc pas aux postes des deux publications précitées du C.E.P. Pour les lecteurs qui ne connaissent pas suffisamment la langue néerlandaise pour consulter les aperçus monétaires détaillés dans les éditions originales du C.E.P., nous renvoyons à l'article en allemand et anglais de MM. Tinbergen et Schouten; il contient un aperçu monétaire détaillé pour les années 1951-1953 [15 : tableau 5]. Pour la facilité de ces lecteurs, nous indiquons ci-après les correspondances entre les postes du tableau ci-dessus et ceux du tableau 5 de l'article de Tinbergen et Schouten (les numéros des postes de notre propre tableau se trouvent à la gauche des signes, les numéros des postes correspondants du tableau 5 de Tinbergen et Schouten sont à droite) : 1 = 3. 2 = 4 + 6. 3 = 8 - (4 + 6), c.-à-d. l'excédent du revenu que Tinbergen et Schouten n'ont pas mentionné séparément; en allemand on peut qualifier cette grandeur de *Einkommensüberschuss* et en anglais de *Income Surplus*. 4 = - 7 (intérieur) - la partie de (10.a + 10.b + 10.c) intérieur, qui concerne des amortissements - 10.d. 5 est analogue à 9, mais les montants mentionnés ne concordent pas, parce que l'excédent de financement (en allemand *Finanzierungsüberschuss* et en anglais *Financing Surplus*) n'est pas défini de la même façon dans notre tableau ci-dessus que chez Tinbergen et Schouten. 6 = - (partie restante de 10.a + 10.b + 10.c, tous intérieurs) - 10.e. 7 = 11; on peut appeler cette grandeur, en allemand *Bruttoliquiditätsüberschuss*, en anglais *Gross Liquidity Surplus*. 8 = 12. 9 = 13. 10 = 16. 11 = 14. 12 = 15.

² Le poste (12.c) indique les crédits commerciaux accordés par l'étranger [11 : annexes, 8]. L'accroissement de l'encaisse-or et devises peut être calculé à l'aide de l'aperçu monétaire complet en prenant comme point de départ le poste « excédent de financement » (5), en ajoutant les « importations de capitaux (+) » figurant dans l'aperçu monétaire complet sous la rubrique des « transferts non préalablement fixés de capitaux » (6) et en soustrayant finalement la « diminution (+) des dettes à court terme vis-à-vis de l'étranger (12.c) ». L'accroissement de l'encaisse-or et devises s'élève en 1951 à 0,28, en 1952 à 1,95, et en 1953 à 1,02 milliard de florins.

nomie nationale, dans la mesure où il s'agit de crédits à court terme que les secteurs intérieurs non monétaires se sont accordés les uns aux autres. Dans l'aperçu monétaire, l'Etat et les banques sont rangés parmi ces secteurs non monétaires nationaux pour autant, toutefois, qu'il s'agisse de leurs fonctions autres que celle de la création de monnaie. Parmi les crédits précités, citons l'exemple du papier du Trésor vendu par l'Etat aux placeurs institutionnels; ceux-ci font partie du secteur privé. Ces ventes augmentent la dette de l'Etat vis-à-vis de ce secteur (chiffre négatif pour le poste (12.a) dans la colonne « Etat »), mais aussi — et dans la même mesure — les créances du secteur privé sur l'Etat (chiffre positif pour le poste (11.b) dans la colonne « Secteur privé »). Le total de ces deux chiffres est naturellement égal à zéro (les postes (12.a) et (11.b) de la colonne « Total - intérieur » se contrebalancent toujours exactement).

Toutefois, outre les crédits à court terme que les secteurs intérieurs se sont accordés mutuellement, les grandeurs $\Delta L_{v, sec}$ et $\Delta L_{m, sec}$ comprennent encore trois autres éléments.

1) Le poste (11.a) : « dépôts à terme », c'est-à-dire une créance des secteurs intérieurs sur les banques qui a le caractère de liquidité secondaire; son augmentation est, par définition, positive, tandis que l'accroissement correspondant (diminution négative) des dettes des banques vis-à-vis des secteurs intérieurs n'est pas repris parmi les postes qui traduisent l'excédent de liquidités.

2) Poste (12.b) : « diminution des dettes à court terme [des secteurs intérieurs] vis-à-vis des banques »; il s'agit de la diminution du volume des crédits contractés par les secteurs intérieurs auprès du système bancaire (1).

3) Poste (12.c) : « diminution (nette) des dettes à court terme [des secteurs intérieurs] vis-à-vis de l'étranger ». Le terme « nette » signifie ici que ce poste comprend les crédits commerciaux *reciproques* entre les Pays-Bas et l'étranger. A proprement parler, il s'agit donc d'une diminution des liquidités secondaires détenues par l'étranger, dans la mesure où elles représentent des créances sur les secteurs de l'économie néerlandaise (2).

(1) Les comptes débiteurs des secteurs intérieurs auprès du système bancaire « s'améliorent » donc, pour ainsi dire. Par contre, si les comptes créditeurs de ces secteurs « s'améliorent » — ce qui est essentiellement un phénomène analogue — on parle d'un « accroissement du stock monétaire »; voir postes (8) et (10).

(2) Dans le C.E.P. 1955, ces créances de l'étranger ne sont plus reprises sous les postes qui traduisent l'excédent national de liquidités des Pays-Bas. Le contenu du poste (12.c) dans notre tableau III est repris, dans l'aperçu monétaire du C.E.P. 1955, sous les mouvements des capitaux avec l'étranger, qui figurent dans la partie se trouvant au-dessus de l'excédent de liquidités. Cette méthode nous paraît exacte. Dans le C.E.P. 1955, la notion de l'excédent de liquidités correspond entièrement à la notion semblable figurant dans les rapports annuels de la Nederlandsche Bank [12 : 61]; ainsi, cet excédent est égal à l'accroissement de l'encaisse-or et devises moins les crédits versés au compte de contrepartie de l'aide américaine.

L'existence de ces trois postes fait que la grandeur $\Delta L_{v, sec}$, même si elle est prise au sens *ex post*, n'est pas identique à $\Delta L_{m, sec}$; c'est dire qu'il n'y a pas identité non plus entre ΔL_v et ΔL_m .

Comme on l'a vu au § 2.3, M. Holtrop considère qu'une valeur positive de l'excédent de liquidités — conçu comme un écart entre des stocks — (*ex ante* $L_v > L_m$) est l'indice d'une pression déflationnaire. De même, une valeur positive de l'excédent de liquidités — conçu comme un écart entre des flux — (*ex ante* $\Delta L_v > \Delta L_m$) est un élément déflationnaire, selon la théorie de M. Holtrop. On peut établir cette analogie en se basant sur le raisonnement qu'il développe dans E.S.B. [22 : 989/990 = 24 : 118/119] (1).

Considérons un état dans lequel un excédent de liquidités existe dans le sens de *ex ante* $L_v - L_m > 0$ (voir § 2.3). Les sujets économiques désirent accumuler cet excédent soit par la thésaurisation (dans le sens de M. Koopmans), soit par un prélèvement sur le marché des capitaux en y cédant des placements, soit par les deux moyens à la fois.

I) La liquidation de placements entraîne une offre croissante de liquidités tertiaires, et, par conséquent, une baisse de leur cours et une hausse du taux d'intérêt. Ces mouvements peuvent avoir trois effets :

1) diminution des investissements;

2) diminution du désir de liquidités (il nous semble que M. Holtrop aurait dû ajouter : du moins si la hausse du taux d'intérêt jusqu'à ce niveau est considérée comme terminée et définitive, de sorte que la spéculation ne puisse opérer); il s'ensuit que la demande de liquidités L_v accuse également une tendance à la baisse;

3) les placements de l'étranger sur le marché intérieur peuvent augmenter; en provoquant un excédent du poste du compte capital de la balance des paiements, ils entraînent une augmentation de L_m .

II) La thésaurisation de liquidités, c'est-à-dire la diminution des dépenses, a les effets déflationnaires suivants :

1) une diminution des dépenses à l'étranger qui fait apparaître un excédent dans la balance des paiements; il en résulte un accroissement de L_m ;

2) une baisse de la production, et/ou

3) une baisse du niveau général des prix.

Les deux derniers effets provoquent une diminution du revenu national monétaire Y , et par conséquent, une contraction du besoin de liquidités et, dès lors, une tendance à la baisse de L_v .

(1) M. Holtrop n'aime pas employer les termes *ex ante* et *ex post*; il les prend dans leur sens original (acception suédoise) et il laisse entendre d'ailleurs que, dans ce sens, ils sont d'une utilité contestable [17 : 711 = 24 : 56/57]. Cette question a déjà été citée en note au début du § 2 de cet article.

Tous ces phénomènes agissent vers une diminution de L_v et une augmentation de L_m . Toutes autres choses restant égales, ce processus se poursuivra pendant un certain temps, jusqu'à ce que L_v soit devenu égal à L_m , autrement dit jusqu'à ce que l'équilibre monétaire (dans l'acception de M. Holtrop) soit rétabli. Supposons qu'au début de cette période, c'est-à-dire au moment où l'impulsion déflatoire se manifeste, $L_v \text{ ex ante} = 4$ et $L_m \text{ ex ante} = 2$ et qu'à la fin de la période,

$$L_v = L_m = 3.$$

Au début,

$$L_v - L_m = 2;$$

à la fin,

$$L_v - L_m = 0.$$

Pour l'ensemble de la période en question, $\Delta L_v - \Delta L_m$ (c'est-à-dire l'excédent de liquidités considéré comme un flux) est égal à -2 . Cet excédent de liquidités est négatif; en réalité, il s'agit donc d'une *insuffisance* de liquidités. Elle révèle une *inflation* croissante; dans notre exemple, il s'agit là de la réaction inflatoire induite provoquée par l'impulsion déflatoire initiale; cette réaction assure le retour à l'équilibre monétaire en fin de période.

Il est impossible de mesurer les valeurs *ex ante* de L_v et L_m à un moment donné; le tableau statistique du C.P.B. intitulé « aperçu monétaire » ne donne que la valeur *ex post* de $\Delta L_v - \Delta L_m$ (poste (7) du tableau III). Lorsque cette grandeur est positive, il apparaît qu'une partie du revenu n'a pas été redépendue au cours de l'année considérée, ce qui a dû provoquer une pression déflatoire au cours de cette année. C'est pour cette raison que M. Holtrop considère le poste (7) comme l'expression statistique de l'excédent de liquidités; une valeur positive de ce poste révèle *formellement* une déflation (ou une tension inflatoire décroissante). Mais il reste à trancher si, *dans son essence* (c'est-à-dire *matériellement*), cette déflation est une impulsion autonome ou une réaction induite. L'aperçu monétaire ne nous renseigne pas à ce sujet; nous reviendrons sur ce problème dans le § 4.

3.4. — Proposition de distinguer un cinquième « excédent »

En analysant au § 2.3 la théorie de M. Holtrop, nous avons dit que si M. Goedhart admire sa méthode de raisonnement, il préfère cependant l'appliquer à ce qu'il appelle l'excédent « épuré » ou « pur » de liquidités [28 : 285, 288], pour se rapprocher des concepts de M. Koopmans sur l'inflation, l'équilibre monétaire et la déflation; comme l'auteur de cet article, M. Goedhart préfère ces concepts aux notions des autres auteurs dont il a été question au § 2. Cet excédent pur de liquidités, conçu comme un flux, peut s'écrire

$$\Delta L_{v, \text{prim}} - \Delta L_{m, \text{prim}}$$

(ou bien $\Delta L - \Delta M$, symboles de Keynes), ces gran-

deurs devant être interprétées *ex ante*. Il importe donc de savoir s'il est possible de trouver une version *ex post* qui puisse faire l'objet de vérifications statistiques.

A la lettre, elle est en principe absolument irréalisable étant donné que dans l'optique *ex post*, on a l'identité :

$$\Delta L_{v, \text{prim}} \equiv \Delta L_{m, \text{prim}}$$

Dès lors le vœu de M. Goedhart « de limiter, en conséquence, la notion d'insuffisance de liquidités au recours à la création de monnaie et aux encaisses » [28 : 283] peut-il être exaucé dans la théorie, mais non pas lors de mensurations statistiques. Qu'entendait-il donc par là ?

Si nous ne nous abusons, il donne une indication à ce sujet dans le passage suivant déjà signalé [28 : 281/282] : « Pour le calcul de l'excédent national ou de l'insuffisance nationale de liquidités, on peut indifféremment ranger ou non, parmi les moyens de financement inflatoires, la création et la déthésaurisation de liquidités secondaires à côté de la création et de la déthésaurisation de monnaie; car, pour l'économie nationale dans son ensemble, la création et la détention de liquidités secondaires se contrebalancent toujours exactement. Ce n'est par contre pas le cas lorsqu'on procède à une analyse par secteur ».

Cette thèse de M. Goedhart, que la création et l'accumulation de liquidités secondaires se compensent toujours exactement, si on considère l'économie nationale dans son ensemble, nous avons vu qu'elle vaut uniquement pour les crédits à court terme que les secteurs intérieurs (non bancaires) s'accordent mutuellement; au tableau III, ces crédits figurent aux postes (11.b) et (12.a). En d'autres termes, selon M. Goedhart, l'excédent de liquidités de M. Holtrop peut être « épuré », c'est-à-dire rendu plus proche des conceptions de M. Koopmans; il suffit pour cela de soustraire les postes (11.b) et (12.a) du poste (7). Nous avons effectué ce calcul dans le tableau IV.

Comme M. Goedhart entend « appliquer le terme excédent de liquidités uniquement à l'appel aux liquidités primaires » [28 : 283], nous proposons de désigner désormais cette grandeur comme l'*excédent de liquidités primaires*; cette dénomination se substitue à celle d'excédent « pur » ou « épuré » de liquidités; elle a donc été utilisée pour définir le contenu du poste (14) du tableau IV. Celui-ci donnera donc l'interprétation statistique de la grandeur

$$\Delta L_{v, \text{prim}} - \Delta L_{m, \text{prim}}$$

On pourrait se demander en vertu de quelles considérations « philosophiques » cette grandeur *ex post* est prise comme approximation statistique de l'équilibre ou du déséquilibre monétaire dans le sens de M. Koopmans. De fait, cette grandeur *ex post* peut ne pas être égale à zéro (cfr. le poste (14) du tableau IV), alors que nous venons de constater que la demande *ex post* de monnaie doit être identique

Tableau IV.

CALCUL DE L'EXCEDENT DE LIQUIDITES PRIMAIRES ET DE L'AUGMENTATION DE L'INFLATION POTENTIELLE

en milliards de florins, années 1951/1953 (les chiffres du tableau III sont pris comme base)

| Numéro du poste (pour comparaison, voir tabl. III) | Désignation | 1951 | | | | | 1952 | | | | | 1953 | | | | |
|--|---|-------------|-----------|-------|---------------------------------|---------------|----------|-----------|-------------|---------------------------------|---------------|----------|-------------|-------|---------------------------------|---------------|
| | | Total | | Etat | Pouvoirs publics subordonnés | Secteur privé | Total | | Etat | Pouvoirs publics subordonnés | Secteur privé | Total | | Etat | Pouvoirs publics subordonnés | Secteur privé |
| | | Etranger | Intérieur | | | | Etranger | Intérieur | | | | Etranger | Intérieur | | | |
| (7) | <i>Excédent (brut) de liquidités</i> | 0,38 | 0,77 | -0,37 | -0,02 | 1,91 | 0,60 | 0,95 | 0,36 | 1,01 | 0,80 | -0,18 | 0,39 | | | |
| (11.b) | Accroissement des « autres » liquidités secondaires | x | -0,42 | x | 0,02 | x | 0,16 | x | 0,01 | x | -0,06 | x | -0,07 | 0,01 | | |
| (13) = (7) — (11.b) | <i>Solde intermédiaire</i> | 0,80 | 0,77 | -0,39 | 0,42 | 1,75 | 0,60 | 0,80 | 0,35 | 1,07 | 0,80 | -0,11 | 0,38 | | | |
| (12.a) | Diminution (+) des dettes à court terme vis-à-vis des secteurs intérieurs (non bancaires) | x | 0,42 | 0,64 | -0,22 | x | -0,16 | -0,41 | 0,33 | -0,08 | x | 0,06 | -0,10 | 0,13 | 0,03 | |
| (14) = (13) — (12.a) | <i>Excédent de liquidités primaires</i> ¹ | 0,38 (0,22) | 0,13 | -0,17 | 0,42 (0,26) | 1,91 (2,02) | 1,01 | 0,47 | 0,43 (0,54) | 1,01 (1,07) | 0,90 | -0,24 | 0,35 (0,41) | | | |
| (15) = (8) + (10) | Se traduisant par : | | | | | | | | | | | | | | | |
| (11.a) | Accroissement du stock monétaire | x | 0,20 | x | 0,03 | x | 0,77 | x | 0,06 | 0,71 | x | -0,04 | 0,57 | | | |
| | Accroissement des dépôts à terme | x | 0,33 | x | — | x | 0,17 | x | 0,13 | 0,04 | x | -0,10 | 0,12 | | | |
| (12.b) | Diminution (+) des dettes à court terme : | | | | | | | | | | | | | | | |
| | vis-à-vis des banques | x | -0,31 | 0,13 | -0,20 | x | 1,08 | 1,01 | 0,28 | -0,21 | x | 0,52 | 0,90 | -0,10 | -0,28 | |
| (12.c) | vis-à-vis de l'étranger (net) | 0,16 | x | x | x | -0,11 | x | x | x | -0,11 | -0,06 | x | x | -0,06 | | |
| (10) | Accroissement du stock monétaire inactif | x | -0,40 | x | 0,03 | x | 0,63 | x | 0,06 | 0,57 | x | 0,15 | x | -0,04 | 0,19 | |
| (11) | Accroissement des liquidités secondaires | x | -0,09 | x | 0,02 | x | 0,33 | x | 0,28 | 0,05 | x | -0,04 | x | -0,17 | 0,13 | |
| (16) = (10) + (11) | <i>Augmentation de l'inflation potentielle</i> (+) | -0,49 | x | 0,05 | -0,54 | 0,96 | x | 0,34 | 0,62 | 0,11 | x | -0,21 | 0,32 | | | |

¹ Les chiffres entre parenthèses en italique du poste (14) ont été obtenus en soustrayant le poste (12.c) des chiffres romains du poste (14). Les chiffres en italique représentent l'excédent de liquidités primaires dans le sens de M. Goedhart. Voir aussi p. 239, note (2).

à l'offre de monnaie si l'on considère l'économie nationale dans son ensemble.

D'après M. Goedhart, ces considérations « philosophiques » sont très simples (1). Il y a excédent de liquidités dans un secteur si sa position nette vis-à-vis du système bancaire émetteur de monnaie s'améliore, soit par l'augmentation de ses soldes créditeurs (accroissement de son encaisse), soit par la diminution de ses soldes débiteurs (remboursement de crédits bancaires), soit par l'affectation donnée à de la monnaie reçue de tiers, par exemple à la constitution d'un dépôt à terme (ce qui signifie une diminution du recours aux institutions monétaires; au point de vue statistique, la constitution d'un dépôt à terme équivaut donc à un remboursement de soldes débiteurs au moyen de monnaie reçue de tiers).

Dans une économie *fermée*, l'excédent de liquidités primaires de la nation est égal à zéro. En effet, toute augmentation des liquidités dans un secteur a toujours pour contrepartie exacte une diminution des liquidités des autres secteurs; car à la monnaie créée par des débits en compte correspond une augmentation, par ailleurs, de soldes créditeurs (2). Mais dans une économie *ouverte*, un excédent de liquidités de la nation peut apparaître: en effet, les sommes reçues de l'étranger (c'est-à-dire l'accroissement de l'encaisse-or et devises) ne compensent pas nécessairement les sommes payées à l'étranger (c'est-à-dire la diminution de l'encaisse-or et devises) auxquelles il faut ajouter les montants crédités au compte de contrepartie de l'aide américaine.

Dès lors, l'excédent national de liquidités est, par définition, égal à l'augmentation nette de l'encaisse-or et devises *moins* les crédits inscrits au compte de contrepartie [12 : 61] (3).

(1) Le professeur Goedhart a eu l'amabilité de nous exposer son raisonnement par lettre; les deux alinéas suivants s'appuient sur cette information, sauf ce que nous avons dit au sujet du compte de contrepartie.

(2) Aux Pays-Bas, les banques ne passent l'écriture « *Débiteurs à Créditeurs* » qu'au moment et à concurrence de l'utilisation du crédit à des paiements.

(3) D'après cette interprétation, l'équilibre monétaire (excédent national de liquidités = 0) s'identifie donc à l'équilibre de la balance totale des paiements, celui-ci étant compris comme l'absence de variations dans les « avoirs en monnaie internationale » (en d'autres termes, la différence entre les mouvements de l'encaisse-or et devises d'une part et les crédits inscrits au compte de contrepartie d'autre part, est égale à zéro [28 : 287, toutefois M. Goedhart y a négligé les montants inscrits au crédit de ce compte]). Signalons cependant que le concept de M. Goedhart de l'« équilibre de la balance totale des paiements » ne concorde pas avec la notion que nous avons désignée du même nom et empruntée au C.B.S.; elle a été discutée à la p. 236; cette notion correspond plus ou moins au concept de l'excédent de *financement* du C.P.B. (sous réserve de certaines différences comme nous l'avons exposé à la p. 237); elle fournit une approximation statistique de l'équilibre ou du déséquilibre matériel de la balance des paiements dans le sens où l'entendent MM. Meade, Korteweg et Keesing. Aussi le concept de M. Goedhart de « l'équilibre de la balance totale des paiements » diffère-t-il de celui de l'équilibre matériel. L'équilibre monétaire ne s'identifie donc pas à l'équilibre matériel de la balance des paiements.

Toutefois, nous avons vu que l'excédent national de liquidités est, par définition, égal à l'augmentation du stock monétaire national — poste (15) tableau IV — augmenté du montant de la diminution du recours à la création de monnaie (c'est-à-dire la diminution des crédits bancaires — poste (12.b) — et de l'accroissement des dépôts à terme — soit poste (11.a). En d'autres termes,

$$\Delta L_{v, prim} - \Delta L_{m, prim} = (15) + (11.a) + 12.b$$

du tableau IV; au point de vue statistique, on identifie $\Delta L_{v, prim}$ au poste (15) et $-\Delta L_{m, prim}$ au poste (11.a) + le poste (12.b). C'est-à-dire qu'on altère par un artifice la définition statistique de $\Delta L_{m, prim}$ et dès lors cette grandeur est influencée par les mouvements de la « monnaie extérieure »; de cette façon, quand on envisage une économie ouverte, on évite l'identité $\Delta L_{v, prim} \equiv \Delta L_{m, prim}$. Ceci revient à considérer — par analogie au traitement du poste VII dans l'« Analyse du poste (D) du tableau I », à la p. 236 — que $\Delta L_{m, prim}$ représente certaines causes de l'accroissement du stock monétaire, celles qui correspondent aux variations des créances et des dettes à court terme des secteurs intérieurs vis-à-vis des institutions monétaires. Il s'agit donc de la somme des postes (11.a) et (12.b) après inversion des signes. Le poste (15) est considéré comme l'interprétation statistique de $\Delta L_{v, prim}$. Considéré de cette manière, l'excédent national de liquidités primaires

$$\Delta L_{v, prim} - \Delta L_{m, prim}$$

pour l'année 1953 est égal à 0,53 + 0,02 + 0,52 = 1,07, comme l'indique, au tableau IV, le chiffre en italique figurant entre parenthèses à la colonne « Total intérieur » pour 1953.

Notons que l'on n'a pas tenu compte du poste (12.c) dans ce calcul de l'excédent national de liquidités primaires, selon la conception de M. Goedhart. Ceci explique que les chiffres en italique figurant au poste (14) ne concordent pas avec les chiffres romains figurant au même poste; ces derniers chiffres sont obtenus directement, en soustrayant du poste (7) du tableau III — repris dans le tableau IV — les postes (11.b) et (12.a). La différence entre les chiffres romains et les chiffres en italique du poste (14) est donc égale au poste (12.c). Le raisonnement développé dans les deux alinéas précédents montre que le poste (12.c) n'était pas classé de façon très heureuse dans les aperçus monétaires du C.E.P. 1953 et 1954; le C.P.B. s'en est rendu compte lui-même et, dans le C.E.P. 1955, il a reporté ce poste à la partie de l'aperçu monétaire se trouvant au-dessus de l'excédent de liquidités (poste (7) (voir aussi note 2 de la p. 239). Pour plus de précision, nous aurions dû porter le poste (12.c) également en déduction des montants figurant au poste (7) du tableau IV.

En le faisant mentalement, il s'avère — comme M. Goedhart le remarquait — que pour l'ensemble de l'économie, il est sans importance que l'on utilise

soit l'excédent de liquidités primaires, soit l'excédent « non épuré » de liquidités de M. Holtrop et de l'aperçu monétaire du C.P.B.; les deux grandeurs s'élèvent, pour 1953, à 1,07; que l'on compare, à cet effet, au tableau IV, le poste (7) modifié mentalement au montant mis en italique du poste (14) dans la colonne « Total ». Toutefois, si l'on compare ces postes pour les autres colonnes, on constate qu'il y a bien une différence lorsqu'on fait l'analyse par secteur, comme le fait également remarquer M. Goedhart. La différence est frappante pour l'année 1951; c'est ainsi que selon le « critère formel de M. Holtrop » (excédent non épuré ou brut de liquidités), le secteur privé était plutôt inflatoire, alors que selon le critère formel du poste (14) — que nous appellerons le « critère formel de M. Goedhart » —, ce secteur accusait une tendance nettement déflatoire.

Nous estimons que le critère formel de M. Goedhart, — c'est-à-dire l'excédent de liquidités primaires qui vient d'être défini — constitue la meilleure approximation statistique de la grandeur « thésaurisation *ex ante* moins création de monnaie *ex ante* » de M. Koopmans. Il est à noter, d'une part, que l'altération de la définition de $\Delta L_{m, prim}$ ne se justifie jamais *entièrement* d'un point de vue théorique. Mais, d'autre part, on ne peut perdre de vue qu'une vérification statistique (donc *ex post*) de la grandeur *ex ante* de M. Koopmans est *en principe irréalisable*, si on veut la justifier *entièrement* du point de vue théorique. En outre, en donnant à $\Delta L_{m, prim}$ le sens de « causes de l'accroissement du stock monétaire », on fait intervenir des facteurs qui revêtent un certain caractère *ex ante*. Enfin, si l'on considère l'économie nationale dans son ensemble, il est parfaitement logique d'admettre qu'un excédent de liquidités primaires se traduit *ex post* par un accroissement que l'on constate dans le volume de la « monnaie internationale ». Pour l'économie nationale dans son ensemble, cette monnaie internationale remplit en effet la même fonction que la monnaie intérieure pour les individus.

M. Holtrop s'est aperçu également que l'analyse monétaire empirique peut être basée sur le critère formel de l'excédent de liquidités primaires. Il en parle dans un de ses articles publiés dans *Economisch-Statistische Berichten* [17 : 690/691 = 24 : 48].

Dans cet article, pour désigner la notion que nous avons appelée « l'excédent de liquidités primaires », il utilise les termes *l'excédent d'encaisse*. Il le définit comme suit : « C'est l'accroissement du stock monétaire (= thésaurisation) et des avoirs nets (non monétaires) auprès des institutions monétaires (= destruction de monnaie)... Dans la mesure où il s'agit de variations du stock monétaire, ce critère nous donne la somme des contreparties détenues par les différents secteurs économiques figurant dans le rapport annuel (1953) de la Nederlandsche Bank (tableau 25) sous le titre 'Causes des variations

du stock monétaire intérieur'. Dans la mesure où il s'agit... de thésaurisation, ce critère nous éclaire sur les faits pour autant que ceux-ci puissent être observés à partir des mouvements opposés que l'on observe du côté des unités ou groupes économiques ». Cet exposé peut être considéré comme un résumé de l'argumentation que nous avons développée ci-dessus.

In fine du tableau IV, nous avons calculé encore *l'inflation potentielle* selon une méthode préconisée par le C.P.B. [11 : annexes, 11]; elle se mesure par la somme des postes (10) et (11) du tableau III. Si cette somme est négative, on parlera de déflation potentielle. Le *C.E.P. 1953* s'exprime comme suit au sujet de cette grandeur « l'inflation potentielle » : « Ce terme est clair en soi : cette forme d'inflation devient active si la demande de liquidités (1) des secteurs intéressés diminue, et qu'ils cherchent à se débarrasser de leurs liquidités. On ne peut évidemment perdre de vue la possibilité qu'ont les institutions monétaires d'augmenter leurs soldes débiteurs et partant leurs soldes créditeurs ». Nous y ajouterons encore cette précision complémentaire : les encaisses *actives* moyennes peuvent être réduites par un changement dans les « déterminantes objectives de la vitesse de circulation de la monnaie » — selon l'expression de M. Zijlstra, dans sa thèse [5] — (dont les usages de paiement constituent un élément important). Un tel changement correspond également à une déthésaurisation dans le sens de M. Koopmans et exerce donc une influence inflatoire. C'est dire que le poste (16) ne donne qu'une idée très incomplète de l'inflation potentielle.

§ 4. — Discussion de la mensuration statistique et de la localisation des troubles monétaires

4.1. — La méthode de M. Holtrop

Il y a un point sur lequel les participants au débat sont unanimes : c'est que les données statistiques ont, de par leur nature, un caractère *ex post* et que des grandeurs *ex post*, en elles-mêmes, n'offrent pas une base suffisante pour formuler une interprétation convenable de la situation monétaire; et pourtant cette interprétation est l'essentiel même du diagnostic monétaire (2). Pour poser celui-ci, il faut considérer les données du tableau III en les plaçant dans le cadre du développement général de l'économie nationale. Une telle analyse fait appel à la théorie, et pas seulement à la connaissance des faits (3).

(1) Littéralement : « besoin de liquidités », mais dans la terminologie de M. Holtrop, que nous avons respectée pour l'uniformité de cet article, il faut remplacer ce terme par « demande de liquidités ».

(2) Cette interprétation ne serait possible que si l'on pouvait mesurer directement les grandeurs *ex ante* elles-mêmes.

(3) C'est la raison pour laquelle cet article « pratique » contient tant de considérations théoriques. Que l'on réfléchisse aux mots de A. Marshall dans ses « *Principles* » (1898), 4^e édition (traduction française de F. Sauvaire-Jourdan, 1906,

C'est à M. Holtrop que l'on doit le premier travail important dans ce sens; son essai de diagnostic est contenu dans le rapport annuel 1953 de la Nederlandsche Bank [12 : 64/68]. M. Koopmans a décrit son analyse et l'a soumise à un examen critique [16 = 24 : 1/42], amorçant ainsi une discussion qui s'est poursuivie pendant de longs mois.

Partant de son concept de l'équilibre monétaire, M. Holtrop considère l'excédent de liquidités brut (qu'il appelle excédent de liquidités tout court) comme le meilleur critère formel qui puisse servir au diagnostic monétaire. Il rejoint ainsi la formule du poste (7) du tableau III. Dans le raisonnement de M. Holtrop, il s'agit d'établir si les différents secteurs de l'économie nationale transmettent les liquidités qu'ils ont reçues ou s'ils les conservent, ou s'ils en dépensent plus qu'ils n'en ont encaissé pendant la période considérée. Si les dépenses et les recettes de liquidités d'un secteur déterminé s'équilibrent, son comportement est neutre au point de vue monétaire; en d'autres termes, il n'est pas à l'origine de perturbations monétaires. S'il dépense moins qu'il n'a reçu, autrement dit s'il se constitue un excédent de liquidités (valeur positive du poste (7)), il exerce une influence déflationniste; toutefois, il faudra confronter ce processus à l'évolution économique générale pour être certain de la signification de celui-là : car il peut être la manifestation apparente d'une impulsion déflationniste autonome aussi bien que d'une réaction déflationniste à une impulsion inflationniste se produisant par ailleurs. Si le secteur en question dépense plus qu'il n'a reçu, c'est-à-dire s'il provoque une insuffisance de liquidités (valeur négative du poste (7)), il exerce une influence inflationniste; mais, encore une fois, ce phénomène doit être interprété dans les faits, soit comme une impulsion inflationniste autonome soit comme une réaction inflationniste à une impulsion déflationniste se produisant par ailleurs.

M. Holtrop estime, en outre, que l'emprunteur sur le marché des capitaux peut logiquement admettre qu'il fait circuler une épargne constituée par le prêteur (à partir de son revenu courant). S'il n'en est pas ainsi et que le prêteur se soit constitué des disponibilités en déthésaurisant ou en faisant créer de la monnaie, ce n'est pas à l'emprunteur mais au prêteur que ces opérations sont imputables. Aussi M. Holtrop estime-t-il que l'observation des opérations sur le marché des capitaux ne contribue pas à localiser les troubles monétaires;

p. 148) : « L'économiste doit être avide de faits; mais les faits par eux-mêmes n'apprennent rien. ... la raison seule peut les interpréter et en tirer des leçons. Le travail à faire est si varié qu'une partie peut en être confiée au simple sens commun instruit par l'expérience, juge suprême pour tout problème pratique. La science économique n'est que l'effort du sens commun aidé par les procédés organisés de l'analyse et du raisonnement abstrait; grâce à eux, on arrive plus facilement à réunir, à disposer les faits particuliers, et à en tirer les conséquences. Quoique son champ soit toujours limité, quoique sans l'aide du sens commun son œuvre soit vaine, cependant pour les problèmes difficiles elle permet au sens commun d'aller plus loin qu'il ne le pourrait sans elle. »

c'est-à-dire que, si nous nous référons à notre tableau I, les opérations sur le marché des capitaux ne peuvent pas être assimilées à l'excédent de liquidités (poste D du tableau I). Ce dernier poste est le seul qui doit être pris en considération.

M. Holtrop soumet à l'examen dont il vient d'être question l'économie néerlandaise dans son ensemble, puis les différents secteurs particuliers; c'est l'année 1953 qui est prise en considération.

Pour ce qui est de l'économie néerlandaise dans son ensemble, M. Holtrop commence par constater formellement l'existence d'un excédent de liquidités d'un milliard environ (1). Il fait observer à ce sujet [12 : 64/65] : « Il est intéressant de constater que cet excédent peut être défini comme l'excédent national de liquidités vis-à-vis de l'étranger et que, dans cette perspective, il suggère une influence déflationniste de l'économie nationale vis-à-vis de l'étranger; mais il peut être défini, à l'inverse, comme une insuffisance de liquidités de l'étranger vis-à-vis des Pays-Bas, ce qui suggère une influence inflationniste exercée par l'étranger sur l'économie néerlandaise. Ces deux interprétations pourraient à première vue correspondre à la réalité. Ce n'est qu'en analysant avec précision l'évolution économique ambiante que l'on pourra sélectionner l'interprétation correcte. La question est de savoir si l'excédent national de liquidités doit être attribué à des impulsions déflationnistes intérieures, ou bien à des impulsions inflationnistes étrangères, ou bien aux deux à la fois. Avant de répondre à cette question, il importe de déterminer dans quelle mesure les excédents nationaux de liquidités résultent d'impulsions autonomes déflationnistes ou seulement de réactions déflationnistes compensatoires ou équilibrantes ».

M. Holtrop décrit ensuite l'évolution globale de la conjoncture intérieure néerlandaise et relève de la sorte des symptômes, contradictoires sans doute, mais qui cependant dénotent plutôt, dans leur ensemble, un climat légèrement inflationniste. Comme indice d'un milieu inflationniste, il faut signaler la forte reprise, en 1953, de l'activité économique générale, la production industrielle et l'emploi se situant à un niveau plus élevé. Révèlent, au contraire, un climat déflationniste : la grande stabilité des salaires et du coût de la vie et la tendance légèrement baissière des prix de gros; enfin, du côté des échanges internationaux, on observe des baisses sensibles (de 11 p.c.) des indices des prix à l'importation et à l'exportation. C'est dans ce cadre que M. Holtrop examine ensuite les différents secteurs intérieurs [12 : 65 et suivantes].

Il observe tout d'abord le *secteur public*, constitué par les secteurs « Etat » et « Pouvoirs publics ».

(1) Les montants des différents excédents de liquidités indiqués par M. Holtrop [12 : 61] diffèrent légèrement des chiffres de notre tableau III, poste (7), calculés par le C.P.B. Etant donné que les différences pour l'année 1953 entre les chiffres de la Banque (M. Holtrop) et ceux du C.P.B. (notre tableau III) sont faibles, on peut baser la discussion sur ce dernier tableau; c'est ce que nous ferons ici.

subordonnés ». Il estime que « l'excédent de liquidités constitué dans ce secteur doit, en tout cas, être tenu pour caractéristique d'une impulsion déflatoire autonome. Dans ce secteur, il est peu probable que l'excédent de liquidités résulte d'une réaction déflatoire à des impulsions inflatoires nées par ailleurs. Tout au plus, pourrait-ce être le cas si le produit des impôts sensibles à la conjoncture, dépassait les prévisions sous l'influence d'une expansion inflatoire. Mais l'évolution économique en 1953 ne présente pas les caractéristiques d'une telle situation. Dès lors, on peut conclure que l'excédent de liquidités du secteur public ne s'est pas produit sous l'influence d'un tel processus, mais qu'il a exercé surtout une influence déflatoire autonome. Il est important de souligner que cette impulsion déflatoire était notablement plus faible qu'en 1952 ». On peut faire la même constatation en consultant notre tableau III; on comparera pour 1952 et 1953 le total « Etat » et « Pouvoirs publics subordonnés » figurant au poste (7). Les pouvoirs publics subordonnés exercent une action déflatoire en 1952, alors qu'ils agissent en sens contraire en 1953. Par contre, l'action de l'*Etat* — sur laquelle, nous semble-t-il, porte essentiellement l'exposé de M. Holtrop — était plus déflatoire en 1953 qu'en 1952. D'après ce diagnostic, l'*Etat* a donc appliqué avec à-propos la politique anticyclique qui lui incombait : au travers d'une conjoncture ascendante et de plein emploi de la main-d'œuvre, comportant des risques de hausses de prix, il a exercé une pression déflatoire suffisante pour empêcher que cette hausse se déclenche. Certes, M. Holtrop a souligné dans un article [22 : 996 = 24 : 133/134] que cette politique aurait été poursuivie à mauvais escient si les impulsions inflatoires provenant de l'extérieur avaient eu un caractère durable; dans ce cas, en effet, cette politique de déflation aurait abouti à gonfler encore l'excédent par lequel se soldait la balance des paiements. En telle occurrence, il eût fallu accepter la contagion inflationniste ou modifier le cours des changes.

M. Holtrop analyse ensuite le *secteur privé*, c'est-à-dire l'ensemble des « fonds sociaux (1) et caisses d'épargne » et des « entreprises et particuliers ». Pour ce qui est des fonds sociaux et caisses d'épargne, il écrit : « Un état général d'inflation déclencherait toujours, du côté de ce groupe, certaines réactions déflatatoires compensatoires, car l'apport d'épargnes plus abondantes donnera lieu à une plus grande liquidité. Toutefois, cette accumulation de liquidités se produira aussi si leur afflux trouve son origine dans un développement normal (2) de l'épargne; dans ce cas, on reconnaîtra à l'excédent de liquidités le caractère d'une impulsion déflatoire autonome. Ce sont ces réactions, inévitables dans un marché financier sain, qui non seulement justifient, mais imposent

même le recours à un financement inflatoire modéré dans une économie en expansion régulière ». En résumé, M. Holtrop considère cet excédent de liquidités des fonds sociaux et caisses d'épargne qui se produit dans le climat *légèrement* inflationniste de cette année comme ayant en partie le caractère d'une impulsion déflatoire autonome; il l'estime à 0,19 milliard de florins en 1953 [12 : 61]; le progrès du revenu national de 1952 à 1953 aura donné lieu à un développement « normal » de l'épargne, entraînant une impulsion déflatoire du groupe des fonds sociaux et caisses d'épargne.

M. Holtrop examine finalement le groupe des « entreprises et particuliers ». Ce groupe se distingue des autres du fait que « c'est essentiellement dans ce secteur que se produiront les réactions aux impulsions inflatoires ou déflatatoires nées à l'intérieur de ce groupe ou ailleurs. En outre, dans un secteur si hétérogène, il arrivera souvent que des impulsions opposées opèrent, se neutralisant mutuellement. On peut citer, à titre d'exemple, l'accumulation de liquidités primaires qui s'est produite pendant le deuxième semestre de 1953, en même temps qu'un recours aux institutions monétaires et un prélèvement sur les liquidités secondaires. Dans le climat conjoncturel de 1953, ces deux derniers phénomènes constituent sans nul doute des impulsions inflatoires autonomes : on ne peut pas chercher l'explication de la demande accrue de liquidités au cours du deuxième semestre de 1953 dans une baisse des revenus bruts qui eût rendu impossible de couvrir les dépenses courantes. Il est plus difficile d'interpréter l'accumulation de liquidités primaires. En soi, celle-ci peut être l'indice d'une impulsion déflatoire autonome. Toutefois, cette éventualité est improbable, en raison des circonstances régnant en 1953, surtout au second semestre. Comme on constate que l'accumulation de liquidités primaires évolue parallèlement à l'augmentation du revenu national, on peut attribuer à cette accumulation le caractère d'une réaction déflatoire plutôt que celui d'une impulsion. Pour résumer les phénomènes monétaires observés dans le groupe des entreprises et particuliers, on conclura que pour l'année 1953 dans son ensemble, l'excédent de liquidités ne révèle pas une prépondérance d'impulsions déflatatoires autonomes, mais plutôt une réaction déflatoire à l'expansion économique qui s'est produite pendant cette année ».

M. Holtrop revient ensuite à l'économie néerlandaise dans son ensemble : « En résumé, l'analyse de la situation monétaire globale de l'année 1953 aboutit à la conclusion que cette situation a été influencée par des impulsions déflatatoires assez vigoureuses d'origine intérieure, cependant moins prononcées qu'en 1952; ces impulsions partent du secteur public et de celui des fonds sociaux et caisses d'épargne; tandis que, dans le secteur des entreprises et particuliers, des tendances contradictoires ont agi avec prédominance de réactions déflatatoires à un climat d'expansion. La résultante de ces différentes forces a été une pression déflatoire; en l'absence

(1) Les fonds de pensions et d'assurances.

(2) Par « normal », M. Holtrop entend sans doute : ne résultant pas d'une situation inflatoire générale.

d'autres influences, celle-ci aurait dû se répercuter sur l'activité économique; cette pression déflatoire n'aurait cependant pas été suffisante en elle-même pour que ces mouvements intérieurs à l'économie puissent expliquer seuls l'apparition de l'excédent constaté dans la balance des paiements. Par conséquent, ce dernier excédent résulte également d'impulsions inflationnaires extérieures agissant sur l'économie nationale; par conséquent aussi, l'évolution de l'activité ne peut s'expliquer que si l'on fait intervenir l'incidence de ces facteurs extérieurs ».

D'après M. Holtrop, l'existence de tensions inflationnaires extérieures est avérée, si l'on considère les deux éléments suivants : 1) différents pays n'avaient pas encore libéralisé entièrement leurs importations dans le cadre européen; 2) en 1953, entre les coûts et les prix des Pays-Bas et ceux d'une grande partie du monde se manifestait une disparité qui ne reposait pas sur une différence de productivité.

Comme l'a dit M. Koopmans [16 : 449 = 24 : 2], cette analyse du Président de la Nederlandsche Bank est perspicace et elle allie très heureusement des raisonnements inductifs et déductifs.

4.2. — Proposition d'appliquer le raisonnement de M. Holtrop à l'excédent de liquidités primaires

On peut se demander quels enseignements on tirerait en appliquant la même méthode de raisonnement à l'excédent de liquidités primaires. La littérature antérieure ne nous apporte rien à ce sujet. D'ailleurs, notre tableau IV contient la première estimation chiffrée de cette grandeur. Comme la construction de ce tableau s'appuie sur quelques observations de M. Goedhart déjà citées, on pourrait, nous semble-t-il, désigner par « méthode Goedhart » l'application à l'excédent de liquidités primaires, de la méthode de raisonnement de M. Holtrop. M. Goedhart lui-même n'a jamais développé cette méthode dans aucune publication; nous nous y emploierons brièvement dans cet article.

Pour l'année 1953, les chiffres de l'excédent de liquidités primaires — poste (14) du tableau IV — ne diffèrent pas sensiblement de ceux de l'excédent (brut) de liquidités — poste (7). C'est dire que, pour cette année, la « méthode Goedhart » n'aboutit pas à d'autres résultats que la méthode de M. Holtrop.

Il est plus intéressant de remonter à l'année 1951, pour laquelle les deux méthodes doivent aboutir à des résultats différents, comme en témoignent les chiffres du tableau IV. Cette année a été marquée de mouvements accusés (1). Le gouvernement néerlandais a combattu le processus inflationnaire qui se

développait à l'époque (1); à cette fin, il a adopté un ensemble de mesures très nettement déflationnaires; les plus importantes étaient : réduction, à concurrence d'environ 300 millions de florins, des subsides de prix financés par le Fonds d'égalisation agricole (mars 1951), relèvement des impôts à raison d'environ 250 millions de florins (août 1951), amputation des dépenses publiques civiles pour 1951, à concurrence de quelque 150 millions de florins, émission d'un emprunt d'Etat de 200 millions de florins (avril 1951) et restriction de la construction; tout ce dispositif aboutissait à contracter les dépenses nationales de plus d'un milliard de florins. En outre, le gouvernement et les syndicats s'étaient mis d'accord pour abaisser les salaires réels de 5 p.c. (mars 1951) : cet objectif fut atteint en accordant une augmentation des salaires qui ne compensait que partiellement la hausse du coût de la vie intervenue précédemment. Par toutes ces mesures et le contrôle du crédit exercé d'autre part par la Nederlandsche Bank, on escomptait provoquer une diminution des investissements intérieurs d'environ 25 p.c.; ce résultat a été atteint (2).

Le revirement de la situation, plutôt hésitant au début, s'est affirmé à la fin de l'été de 1951 (3). La consommation privée fléchit immédiatement, c'est-à-dire dès le deuxième trimestre de 1951; pour l'ensemble de l'année, la diminution du volume de la consommation atteignit environ 3 p.c., soit 5 p.c. par tête d'habitant (4); c'était l'objectif assigné. Il s'agissait donc bien d'une impulsion déflationnaire intérieure. Etant donné que la propension marginale à importer des Pays-Bas s'élevait à cette époque à environ 50 p.c. (5), on pouvait s'attendre, nous semble-t-il, à une réduction de plus d'un demi-milliard du déficit des transactions courantes de la balance des paiements. En réalité, la diminution par rapport à 1950 s'est chiffrée à plus d'un milliard (6); dès 1951, le déficit était presque entièrement résorbé. En effet, les courants d'importation s'étaient ralentis, en conséquence : 1) du retard dans les dépenses militaires et 2) d'un accroissement des recettes du Trésor public, le produit des impôts ayant dépassé les prévisions (7). Ces facteurs ont également le caractère d'une impulsion déflationnaire intérieure autonome.

Le tableau IV ne nous permet malheureusement pas de comparer suffisamment, sur cette toile de fond, la méthode de M. Holtrop et celle de M. Goedhart. Car, en 1953, les travaux d'établissement d'un aperçu monétaire étaient encore à leurs débuts; aussi les chiffres donnés pour 1951 par la Nederlandsche Bank diffèrent sensiblement de ceux du

(1) En outre, le gouvernement envisageait de dégager les moyens nécessaires pour couvrir l'augmentation des dépenses militaires.

(2) L'amélioration escomptée, à savoir l'équilibre de la balance des paiements, a été obtenue. Dès 1952, elle a été réalisée entièrement.

(3) Rapport annuel de la Nederlandsche Bank 1951, p. 1.

(4) C.E.P. 1952, p. 10.

(5) C.E.P. 1952, p. 14.

(6) C.E.P. 1955, aperçu monétaire.

(7) C.E.P. 1952, p. 14.

(1) Voir les publications suivantes : — Rapport annuel de la Nederlandsche Bank de 1951, pp. 1/3. — C.E.P. 1952, pp. 7, 10 et 11. — J. Tinbergen : « Rapport Nederland algemeen », document de travail pour le Congrès du centenaire de la Société Royale d'Economie Politique de Belgique, Bruxelles, 22-25 septembre 1955, § 2, section « Instruments », deuxième alinéa.

Centraal Planbureau; ni les uns ni les autres ne peuvent donc être considérés comme suffisamment représentatifs. Aussi nous faudra-t-il nous baser sur des données concernant l'année 1951, qui ont été calculées à une date plus récente; elles figurent au tableau V. Les chiffres fournis par les deux insti-

tutions précitées diffèrent peu les uns des autres. Néanmoins, au tableau V, aussi bien qu'au tableau IV, les montants des postes (7) et (14) des secteurs intérieurs divergent très nettement; l'écart est tel que les postes « Etat » et « secteur privé » sont précédés de signes contraires dans le tableau V.

Tableau V. CALCUL DE L'EXCEDENT DE LIQUIDITES PRIMAIRES POUR L'ANNEE 1951

à partir des chiffres de l'aperçu monétaire dans *C.E.P. 1955*
(entre parenthèses figurent quelques postes correspondants d'après le tableau paru dans le rapport annuel de la *Nederlandsche Bank* pour 1954, pp. 64 et 56).

| Numéro du poste | Désignation | Total | | Etat | Pouvoirs publics subordonnés | Secteur privé |
|----------------------|--|--------------------|------------|------------|------------------------------|---------------|
| | | Etranger | Intérieur | | | |
| (7) | <i>Excédent (brut) de liquidités</i> | -0,22 (-0,26) | | 0,25(0,19) | -0,39(-0,39) | -0,08(-0,06) |
| (11.b) | Accroissement des « autres » liquidités secondaires | x | -0,45 | x | 0,02 | -0,47 |
| (13) = (7) - (11.b) | Solde intermédiaire | 0,23 | | 0,25 | -0,41 | 0,39 |
| (12.a) | Diminution des dettes à court terme vis-à-vis des secteurs intérieurs (non bancaires) | x | 0,45 | 0,68 | -0,23 | — |
| (14) = (13) - (12.a) | <i>Excédent de liquidités primaires</i> | -0,22 | | -0,43 | -0,18 | 0,39 |
| | Se traduisant par : | | | | | |
| (15) = (8) + (10) | Accroissement du stock monétaire | | 0,16(0,18) | x | 0,03 | 0,13 |
| (11.a) | Accroissement des dépôts à terme | | 0,40 | x | — | 0,40 |
| (17) | Diminution (+) de dettes à court et à long terme vis-à-vis des institutions monétaires | -0,31 ¹ | -0,78 | -0,43 | -0,21 | -0,14 |

¹ La présentation de l'aperçu monétaire dans le *C.E.P. 1955* diffère légèrement de celle des deux publications précédentes du *C.E.P.* Le poste (17) est jusqu'à un certain point comparable au poste (12.b) des tableaux III et IV. Voir en outre la note 2 à la page 239. Les chiffres du poste (14) dans le tableau V se basent en principe sur la même définition que les chiffres en italique du poste (14) du tableau IV, placés entre parenthèses; en fait, ils diffèrent cependant de ceux-ci en raison de la plus grande précision des chiffres de 1951 qui sont devenus disponibles en 1955.

Si l'on suit la méthode de M. Holtrop, on constate que l'Etat et les pouvoirs publics subordonnés accusent un excédent brut de liquidités respectivement de 0,25 (ou 0,19 selon la *Nederlandsche Bank*) et de - 0,39, soit pour le secteur public en entier - 0,14 (ou - 0,20). Dans les circonstances du moment, cela signifie une impulsion déflatoire émanant de l'Etat et une pression inflatoire plus prononcée encore de la part des pouvoirs publics subordonnés. On constate, en outre, une insuffisance de liquidités de 0,08 (0,06) dans le secteur privé; dans le raisonnement de M. Holtrop, et compte tenu de l'abaissement des salaires réels, cette insuffisance se présenterait essentiellement comme une réaction induite.

Toutefois, nous pencherions plutôt pour une approche suivant la « méthode Goedhart ». Il appert du poste (17) que l'Etat a fait appel à des liquidités primaires et qu'il a procédé à un financement inflatoire. C'est dire que la diminution de ses dépenses n'a pas été suffisante pour faire obstacle à une impulsion inflatoire autonome émanant de l'Etat. La méthode de M. Holtrop n'a pas permis de dégager

ce fait; cette insuffisance confirme ce que nous avons dit dans le § 2.3 du caractère moins précis de cette méthode. Comme le poste (14) nous l'indique, les pouvoirs publics subordonnés ont également exercé une influence inflatoire, encore que cette dernière ait été plus faible que ce que suggérerait la méthode de M. Holtrop en se basant sur le poste (7).

Comment le secteur privé s'est-il comporté? Les dépôts d'épargne auprès des caisses d'épargne et de crédit agricole ont diminué (1); il se peut que ces institutions aient réagi à ce mouvement en contractant leur liquidité, ce qui signifie une réaction inflatoire induite. Les entreprises peuvent avoir déthésaurisé des disponibilités pour financer des investissements; mais ce processus ne peut pas avoir pris de grandes proportions, étant donné que les chefs d'entreprises n'ignoraient pas l'amputation de 5 p.c. des salaires réels et s'attendaient à un recul conséquent de la demande effective et donc des ventes; on peut donc admettre qu'ils se sont bornés à achever les programmes d'investissements en cours. D'autre

(1) *Rapport annuel de la Nederlandsche Bank 1951*, p. 53.

part, le contrôle du crédit s'opposait à un financement inflatoire important au moyen de crédits bancaires. Etant donné que les investissements ont été effectivement diminués de 25 p.c., nous croyons plutôt à une impulsion déflatoire autonome ayant son origine dans le secteur « entreprises »; (les décisions prises par le gouvernement auraient provoqué cette réaction). Par rapport à 1950, les investissements totaux ont diminué d'environ 0,6 à 0,8 milliard. Il s'agit donc bien d'une impulsion déflatoire assez forte émanant des entreprises; si l'on tient compte en outre d'une certaine réaction inflatoire induite, de la part des fonds sociaux et caisses d'épargne ainsi que des particuliers — par suite de la baisse des salaires —, on peut très bien admettre que l'influence déflatoire nette du secteur privé ait atteint 0,39 milliard, comme l'indique le poste (14). Cela nous semble en tout cas beaucoup plus probable que la réaction inflatoire induite à laquelle conclurait la méthode de M. Holtrop en considérant le poste (7).

Si ce qui précède est exact, la « méthode Goedhart » est plus adéquate que celle de M. Holtrop. Dans la mesure où la première constitue une approche statistique valable de l'équilibre monétaire — dans l'acceptation de M. Koopmans en 1933 —, on peut dire que la définition de ce dernier est plus efficace que celle de M. Holtrop.

M. Holtrop réfute la méthode de M. Goedhart; à son avis, [17 : 691 = 24 : 49/50] l'utilisation du concept de l'excédent de liquidités primaires — qu'il appelle « excédent d'encaisse » — minimise, dans certains cas, l'incidence monétaire des dispositions prises par certains secteurs intérieurs et exagère celle d'autres. A titre d'exemple le plus frappant, il cite le cas d'un achat de bons du Trésor par des entreprises aux institutions monétaires; cet achat ne signifie pas que les pouvoirs publics se sont constitué de nouveaux moyens de financement, mais le recours du Trésor au système bancaire se réduit néanmoins puisque celui-ci détient moins de bons du Trésor. Dans ce cas, M. Holtrop estime qu'il n'est pas légitime, d'une part, d'admettre que cette accumulation de liquidités par les entreprises est neutre au point de vue monétaire et, d'autre part, de considérer la diminution des créances du système bancaire sur le Trésor comme un remboursement déflatoire effectué par les autorités sur leurs dettes.

Nous voudrions rencontrer cette objection : nous croyons qu'en traitant suivant la « méthode Goedhart », cet exemple proposé par M. Holtrop, on aboutirait à d'autres conclusions que celles que suppose M. Holtrop. Auparavant, nous voudrions dissiper un malentendu manifeste. On pourrait alléguer que l'achat de bons du Trésor par les entreprises signifie une destruction de monnaie et qu'un processus déflationniste intervient donc de toute manière; provoquer ce processus, c'est, en effet, le but d'une politique d'open market déflatoire consistant à placer des bons du Trésor sur le marché. Toutefois, ce raisonnement est erroné. Une diminution du stock

monétaire *ex post* n'implique pas une déflation dans tous les cas et surtout pas dans une économie ouverte (1); la théorie développée en 1933 par M. Koopmans [37] conduit aussi à formuler la même réserve.

Le raisonnement par la méthode de M. Goedhart est beaucoup plus nuancé et il peut donc contribuer à éviter ce malentendu. Appliqué à l'exemple de M. Holtrop, ce raisonnement nous paraît être le suivant. Supposons que le secteur privé achète des bons du Trésor au système bancaire. (Il ne s'agit pas encore d'une politique d'open market; le système bancaire peut être amené à vendre des bons du Trésor parce que, par exemple, les banques ont dû faire face à des retraits importants). Cet achat entraîne une diminution du stock de monnaie détenu par le secteur privé, sans que se modifient les dettes de ce dernier envers le système bancaire; en d'autres termes, $L_{v, prim}$ *ex post* fléchit dans le secteur privé, tandis que $L_{m, prim}$ reste constant. Il s'ensuit une insuffisance de liquidités :

$$\Delta L_{v, prim} - \Delta L_{m, prim} < 0,$$

ce qui, dans notre exemple, signifie une impulsion inflatoire. Dans le secteur « Etat », au contraire, il se produit une réaction déflatoire se traduisant par une régression de $L_{m, prim}$, du fait que la dette de l'Etat envers le système bancaire diminue. Dans l'optique macro-économique, ces deux facteurs se compensent et l'excédent national de liquidités ne subit pas de changement. Dans l'exemple proposé, nous devons nous borner à cette constatation formelle, faute de données plus détaillées. Pour préciser la signification réelle du phénomène constaté dans ses manifestations, il faudrait, par exemple, connaître l'origine de la monnaie dont le secteur privé s'est servi pour acheter des bons du Trésor : s'agit-il d'encaisses inactives ou d'encaisses actives constituées précédemment pendant une réaction déflatoire ? Et savoir, compte tenu de l'évolution économique générale, quels mobiles ont déterminé le secteur privé à faire cet achat. A cet effet, il faudrait également connaître les autres événements qui se sont produits dans les différents secteurs.

Ce qui est important, c'est de toujours considérer les secteurs dans leurs rapports mutuels. Supposons, comme deuxième exemple, que les autorités publiques empruntent un montant x au système bancaire, l'utilisent à des paiements au secteur privé et que ce dernier le transforme ensuite en un dépôt à terme. L'emprunt contracté par les autorités signifie une augmentation de $L_{m, prim}$ à concurrence de x (soit — x au poste (17) du tableau V), c'est-à-dire une insuffisance de liquidités des autorités et dès lors, par exemple, une impulsion inflatoire émanant de celles-ci. Dans le secteur privé, le stock monétaire

(1) Etablir une corrélation rigoureuse entre les deux phénomènes, c'est ce qu'a fait I. Fisher en partant de sa théorie quantitative « mécanique ». De nos jours, on admet généralement que cette théorie est incomplète.

$L_{v, prim}$ reste constant (poste (15) = 0), tandis que les dépôts à terme augmentent (poste (11.a) = x), de sorte que $L_{m, prim}$ diminue; il s'ensuit que dans le secteur privé

$$\Delta L_{v, prim} - \Delta L_{m, prim} > 0,$$

soit un excédent de liquidités reflétant l'influence déflatoire du secteur privé (cette influence peut avoir le caractère d'une réaction). Dans ce deuxième exemple, l'excédent *national* de liquidités ne subit pas de modification.

Si, toutefois — troisième exemple —, le secteur privé transforme de la monnaie thésaurisée en un dépôt à terme, $L_{v, prim}$ et $L_{m, prim}$ baissent simultanément dans les mêmes proportions, ce qui représente, comme il fallait s'y attendre, une opération neutre au point de vue monétaire.

4.3. — La méthode de M. Koopmans

M. Koopmans a également émis des objections à l'égard de la méthode suivie par M. Holtrop pour analyser la situation monétaire néerlandaise en 1953. Mais ses réserves portent sur un tout autre aspect que celui que nous venons de développer; il nous paraît, d'ailleurs, que l'argumentation de M. Koopmans correspond beaucoup moins que la nôtre à sa propre analyse théorique de 1933, qu'il considère toujours, cependant, comme exacte.

Selon M. Koopmans [16], les liaisons entre marché de l'argent et marché des capitaux (voir les 2 derniers alinéas du § 2.3) rendent également possible une monétisation de liquidités tertiaires. Supposons que les entreprises émettent de nouveaux titres. Si les investissements dépassent les épargnes (les deux considérés *ex ante*) — c'est-à-dire qu'il y a un excédent de l'offre de titres —, il se produit une création de monnaie et une déthésaurisation : l'émission de monnaie se réalisera lorsque les titres émis par les entreprises seront monétisés directement (remis aux banques en nantissement de prêts), ou indirectement (les détenteurs de liquidités secondaires les vendent aux banques en vue d'acheter des titres). L'impulsion à ce processus inflatoire est donnée par ces sujets économiques-là, qui veulent effectuer de nouveaux investissements et cèdent des titres à cet effet. Par conséquent, pour M. Koopmans, dans la mesure où les opérations sur le marché des capitaux servent à couvrir un déficit de financement (ou excédent de financement négatif) d'un ou de plusieurs secteurs, elles ne sont pas sans présenter d'intérêt pour la solution de notre problème.

C'est donc l'*excédent de financement* (le poste (5) du tableau III), que M. Koopmans adopte comme critère en vue de l'étude de la localisation des troubles monétaires. Il rejoint par là, dans une certaine mesure, la position qu'a prise le C.P.B. dans son examen de l'équilibre, vis-à-vis de l'étranger, de l'économie nationale dans son ensemble (« équilibre monétaire externe »). Toutefois, M. Koopmans

ajoute que pour prouver l'existence d'impulsions inflatoires ou déflatrices d'origine *étrangère*, il faut tenir compte de l'*excédent du revenu*, c'est-à-dire du poste (3) du tableau III, en l'interprétant par référence à l'évolution interne du niveau général des prix et de l'emploi [16 : 514 = 24 : 36/38]. En 1953, la balance des transactions courantes accusait un excédent important; les prix intérieurs étaient demeurés pour ainsi dire stables; dès lors, en se basant sur la théorie que M. Meade a développée dans l'ouvrage que nous avons cité précédemment, on peut conclure que des impulsions déflatrices extérieures et intérieures se sont produites simultanément.

Pour localiser les impulsions déflatrices *intérieures*, M. Koopmans prend en considération : les *excédents de financement* des secteurs intérieurs, en excluant les postes dépendants des balances des paiements de ces secteurs. Le poste (5) du tableau III montre que le secteur public (Etat et pouvoirs publics subordonnés) a enregistré un déficit de financement en 1953; puisque les transferts non préalablement fixés de capitaux (donc, non prévisibles) ne sont pas pris en considération, on peut attribuer à cette grandeur un caractère *ex ante* et, selon M. Koopmans, conclure que les autorités ont donné une impulsion inflatoire à l'économie nationale. Par contre, le secteur privé a accusé un excédent de financement qui caractérise une influence déflatoire.

Les conclusions auxquelles MM. Holtrop et Koopmans aboutissent pour le secteur public sont donc contradictoires : son influence a été déflatoire, suivant le premier, inflatoire suivant le second. Sur ce point, MM. Tinbergen et Links se rallient aux vues de M. Koopmans [19 : 790 = 24 : 81].

Ce dernier montre en quoi sa méthode diffère de celle de M. Holtrop : pour lui, les données statistiques de l'aperçu monétaire, relatives à l'excédent de financement, enregistrent la tension sur les marchés de l'argent et des capitaux *avant* qu'aient eu lieu les émissions des emprunts d'Etat; au contraire, M. Holtrop se réfère à l'excédent de liquidités qui enregistre la situation *après* le succès de ces émissions, quand les tensions ont été déjà plus ou moins éliminées [16 : 515 = 24 : 41]. Dans l'optique de M. Koopmans, les transferts de capitaux « non prévisibles » — qui se concrétisent dans l'émission par l'Etat d'emprunts servant ultérieurement à couvrir son déficit de financement —, doivent être considérés comme un poste résiduaire; aussi ces transferts n'ont pas le caractère d'une impulsion autonome.

A cette thèse, M. Holtrop répond par cette objection [17 : 711 = 24 : 56] : on ne peut supposer que les autorités — en l'occurrence les pouvoirs publics subordonnés — prennent des dispositions *ex ante* en vue d'investir dans la construction d'habitations et en vue de rembourser des dettes, mais qu'elles ne prennent aucune disposition pour financer ces dépenses. Aussi refuse-t-il de considérer l'ex-

cédent de financement comme un concept *ex ante* judiciaire. Il nous semble que M. Holtrop a raison sur ce point. Au surplus, la position de M. Koopmans est assez curieuse — M. Goedhart en fit la remarque également — : sa théorie de 1933 est fondée entièrement sur l'excédent de liquidités primaires (*ex ante*), et, néanmoins, lorsqu'il discute les propositions de M. Holtrop, qui s'appuient sur l'excédent brut de liquidités, sa réaction n'est pas d'éliminer les éléments secondaires de cette grandeur, mais, au contraire, d'y ajouter encore des liquidités tertiaires !

La proposition de M. Koopmans a été réfutée péremptoirement, à notre avis, par M. Goedhart [28 : 286]. Ce dernier écrit : « Ceux qui prennent l'initiative d'émissions, de remboursements, de placements et de ventes sur le marché des capitaux ne peuvent être tenus pour 'responsables' des perturbations monétaires éventuelles résultant de ce que leurs contreparties sur ce marché créent de la monnaie, thésaurisent, déthésaurisent ou détruisent de la monnaie; cette proposition indique suffisamment que l'excédent et le déficit de financement sont encore de moins bons instruments d'analyse que la notion d'excédent et de déficit de liquidités utilisée dans le rapport annuel de la Banque ».

Il développe une argumentation analogue contre la thèse du C.P.B., selon laquelle un déficit de financement national — un facteur perturbant l'équilibre monétaire externe — pourrait être considéré comme un indice d'inflation intérieure. C'est, sans doute, ce que devrait suggérer l'idée « de perturbation de l'équilibre monétaire externe ». Suivant la définition donnée dans le *C.E.P. 1955*, le déficit de financement national est identique à la diminution de l'encaisse-or et devises du système monétaire, augmentée des importations nettes de capitaux. Mais M. Goedhart écrit à ce sujet [28 : 287] : « Cela signifie ni plus ni moins que l'on considère le recours aux emprunts étrangers comme un moyen de financement inflatoire pour l'économie nationale envisagée. Non seulement ce genre de présomption ne peut pas servir à déterminer les responsabilités monétaires internationales, mais il est aussi dangereux et fallacieux. Car cette analyse aboutit à des conclusions absurdes. Supposons qu'il ne se produise pas de création nette de monnaie ou de déthésaurisation nette (positive ou négative) dans une économie nationale — c'est-à-dire qu'elle se trouve en état d'équilibre monétaire dans le sens de M. Koopmans [1]; supposons que, dans cette économie, les dépenses soient supérieures au revenu national, la différence étant couverte par des emprunts extérieurs; supposons enfin que ceux-ci proviennent de disponibilités monétaires créées à cette occasion à l'étranger; en analysant cette situation par la méthode des déficits et excédents de financement, on aboutirait à la conclusion que le pays emprunteur qui n'a pas procédé à une création nette de monnaie, fait de l'inflation, tandis que l'expansion monétaire qui se produit à l'étranger est compensée par une 'déflation' dans

le sens d'exportations de capitaux » (1). Selon M. Goedhart, la difficulté ne peut pas être résolue en introduisant une distinction entre opérations sur le marché des capitaux préalablement fixées et non préalablement fixées; car cette distinction ne révèle pas si les phénomènes monétaires qui accompagnent les échanges de capitaux ont un caractère spontané ou sont induits.

4.4. — La méthode de M. Witteveen

M. Witteveen a cherché la solution du problème du diagnostic monétaire en suivant une tout autre voie. Il part de la théorie de l'équilibre du revenu dans une économie ouverte et de la théorie dynamique du multiplicateur du revenu, connexe à la précédente, dont la diffusion a été assurée par l'ouvrage de M. F. Machlup : « *International Trade and the National Income Multiplier* » (Philadelphie 1943). M. Witteveen admet comme impulsions autonomes : l'accroissement des investissements ΔI , des dépenses publiques ΔE_p , des exportations ΔU_e , et la partie autonome de l'augmentation de la consommation ΔC_{au} ; soit au total :

$$\Delta I + \Delta E_p + \Delta U_e + \Delta C_{au}.$$

Il néglige les exportations induites qu'envisage M. Machlup; cette simplification est raisonnable, dans le cas des Pays-Bas, petit pays qui ne peut guère exercer une influence inflatoire ou déflatrice sensible sur le monde extérieur. En se basant sur ce raisonnement, il a construit un tableau qui servait à l'analyse de l'accroissement du revenu national des Pays-Bas ΔY [18 : 769 = 24 : 65]; ce tableau ayant été critiqué par MM. Links et Tinbergen [19], M. Witteveen l'a modifié [20 : 874 = 24 : 97]; nous avons repris une partie de cette nouvelle version dans notre propre tableau VI.

Pour juger l'influence exercée par l'Etat, M. Witteveen examine l'accroissement des dépenses publiques de l'Etat par rapport à l'année précédente : ΔE_p . Toutefois, comme il le fait remarquer, on ne peut oublier qu'une partie de cette grandeur ΔE_p ne représente pas des dépenses réelles de l'Etat, mais des transferts de revenus et de capitaux vers le secteur privé, qui provoqueront un accroissement des investissements privés et des dépenses de consommation. Selon M. Witteveen, on pourrait admet-

(1) Ce raisonnement de M. Goedhart n'est pas incompatible avec la constatation que, dans certaines conditions, en économie ouverte, l'inflation peut aller de pair avec une diminution du stock monétaire et une déflation avec une augmentation de ce dernier. Voir à ce sujet *Rapport annuel de la Nederlandsche Bank 1951*, p. 51, et J.J. Polak : « The Effect of Income Expansion on the Quantity of Money », *I.M.F. Staff Papers*, août 1955, pp. 398-433. Cette observation à elle seule incite à une certaine réserve vis-à-vis de la version « mécanique » de la théorie quantitative (I. Fisher). Signalons encore que dans l'aperçu monétaire du *C.E.P. 1955*, le C.P.B. ne fait plus de distinction entre opérations préalablement fixées ou non sur le marché des capitaux [14 : 270/275] (voir la dernière note au § 3.2); la définition de l'excédent de financement y diffère légèrement de celle figurant dans les publications précédentes du *C.E.P.* En outre, le *C.E.P. 1955* ne fait plus mention de l'excédent net de liquidités.

Tableau VI.

ANALYSE DE M. WITTEVEEN
DE L'ÉVOLUTION DU REVENU NATIONAL
AUX PAYS-BAS
en milliards de florins

Symboles ¹ :

| | |
|-----------------|--|
| ΔU_e | = accroissement des exportations |
| ΔI | = accroissement des investissements privés |
| ΔE_p | = accroissement des dépenses publiques |
| ΔC_{au} | = accroissement autonome de la consommation ($\Delta C_{au} \equiv \Delta C - c' \cdot \Delta Y$) |
| c' | = propension marginale à consommer |
| ΔU_i | = accroissement des importations ($\Delta U_i = m' \cdot \Delta Y$) |
| m' | = propension marginale à importer |
| ΔC_{in} | = accroissement induit de la consommation ($\Delta C_{in} \equiv c' \cdot \Delta Y$) |

| | 1951 | 1952 | 1953 |
|--|------|------|------|
| I. Facteurs autonomes d'origine extérieure | | | |
| 1) ΔU_e | 3,1 | 0,7 | 0,2 |
| II. Facteurs autonomes d'origine intérieure | | | |
| 2) ΔI | -0,6 | -1,7 | 1,1 |
| 3) ΔE_p | 0,4 | 0,2 | 0,6 |
| 4) ΔC_{au} | 0,1 | -0,1 | -0,4 |
| 5) Total des facteurs autonomes d'origine intérieure (2) + (3) + (4) | -0,1 | -1,6 | 1,3 |
| 6) Total de tous les facteurs autonomes (1) + (5) | 3,0 | -0,9 | 1,5 |
| III. Facteurs induits | | | |
| 7) ΔU_i | 2,2 | -1,2 | 0,7 |
| 8) ΔC_{in} | 0,9 | 0,2 | 0,9 |
| 9) Accroissement du revenu national $\Delta Y = (6) - (7) + (8)$ ² | 1,8 | 0,5 | 1,8 |
| La formule du multiplicateur du revenu [18 : 769 = 24 : 65] s'écrit dans ce cas comme suit : | | | |
| $\frac{1}{(1 - c') + m'}$ | | | |

¹ Ces symboles ne sont pas tous les mêmes que ceux employés par M. Witteveen.

² Sous cette ligne, M. Witteveen fait figurer dans son tableau une autre ligne : (10) Accroissement du flux total de pouvoir d'achat qui s'écoule vers l'intérieur et l'étranger ($\Delta Y + \Delta U_i$) : 4,0 ; - 0,7 ; 2,5. Il l'explique comme suit [20 : 870 n = 24 : 85 n] : « Au cours d'une conversation, Drs. H.W.J. Bosman m'a fait remarquer que l'on peut concevoir une impulsion inflatoire (par exemple un investissement en stocks) qui se transmettrait immédiatement et totalement à l'étranger et se traduirait donc uniquement par un accroissement de U_i et non pas de Y . Dans ce cas, la variation de Y ne serait plus la mesure exacte de l'équilibre monétaire ; on devrait plutôt se baser sur la variation des dépenses totales $C + I + E_p$, qui se reflète dans $Y + U_i$. Cette définition serait également défectueuse si les importations subissaient des fluctuations autonomes qui ne fussent pas le résultat, mais la cause de perturbations de l'équilibre monétaire. Mais s'il ne se produit pas de grandes fluctuations autonomes dans les importations, $Y + U_i$ pourrait être admis comme une mesure exacte des perturbations de l'équilibre monétaire. Comme nous le montrerons ci-après, ce fut probablement le cas dans notre pays au cours des années d'après-guerre. C'est pourquoi nous avons indiqué dans notre tableau, outre ΔY , également $\Delta Y + \Delta U_i$ comme mesure des perturbations de l'équilibre monétaire. »

tre en première approximation que la meilleure base de calcul est obtenue en considérant les dépenses totales de l'Etat, sous déduction des amortissements sur la dette publique.

Les recettes de l'Etat, à l'exception des emprunts, sont constituées, en majeure partie, par les impôts et les bénéfices des entreprises publiques. Elles ont, en principe, un caractère induit : elles sont fonction du revenu national monétaire (1). Pour la facilité, nous les désignerons globalement par « impôts », représentés par T , et l'accroissement marginal des impôts par t' ; on peut alors écrire :

$$\Delta T = t' \cdot \Delta Y ;$$

cette grandeur ΔT n'a donc pas le caractère d'une impulsion autonome, du moins aussi longtemps que les taux d'imposition demeurent inchangés (2). Les recettes de l'Etat, diminuées du produit des emprunts, ne doivent donc pas figurer parmi les facteurs autonomes.

De son tableau, M. Witteveen déduit que l'impulsion inflatoire d'origine extérieure n'a pas été très prononcée en 1953 ; à son avis, l'influence inflatoire provient, en ordre principal, de l'intérieur. Les autorités y ont contribué. Sur ce point, ses vues s'opposent donc à celles de M. Holtrop.

En raison de sa simplicité relative, cette méthode d'analyse semble sans nul doute attrayante. Néanmoins, elle soulève de sérieuses objections.

1) MM. Links et Tinbergen ont souligné que M. Witteveen travaille sur des périodes d'un an [19 : 789 = 24 : 76] ; or, ceci ne répond pas aux conditions de l'analyse par périodes à laquelle procède la théorie de l'équilibre du revenu. Comme le fait observer très justement M. Kreukniet — partisan lui aussi de la méthode de l'équilibre du revenu —, celle-ci exige une division en périodes choisies de telle façon que l'on puisse admettre que le revenu gagné pendant une période soit disponible pour les dépenses pendant la période suivante [26 : 3]. M. Tinbergen pense que le délai entre l'acquisition et la dépense du revenu diffère sensiblement suivant les personnes et institutions : mais ce délai atteindra rarement un an ; en moyenne, il estime que la période de propagation du revenu (3) peut atteindre environ quatre ou cinq mois ; cette donnée correspond au rapport entre le stock monétaire et le revenu national monétaire mensuel [21 : 951 = 24 : 112], c'est-à-dire à la vitesse en revenu de la circulation de la monnaie. Nous rejoignons plutôt le point de vue de M. Zijlstra [5 : 195], pour qui la période moyenne

(1) Les remboursements et les emprunts ne sont donc pas repris dans la grandeur autonome. M. Witteveen estime, en fait, que la transformation de liquidités en obligations d'Etat, dont il est question ici, n'exercera pas une grande influence sur les dispositions du secteur privé, surtout pas dans la situation de grande liquidité de l'année 1953 [20 : 875 = 24 : 100].

(2) Dans le cas contraire, il serait préférable, selon M. Witteveen, de calculer l'impulsion autonome, en déduisant de l'excédent budgétaire, ΔT calculé sur base de l'ancien barème fiscal.

(3) Cette terminologie est celle de M. Machlup (*income propagation period*).

de propagation du revenu est égale à la vitesse en revenu de la circulation de la monnaie *active*, soit le rapport entre le stock monétaire actif et le revenu national monétaire mensuel; cette période, plus courte que celle de M. Tinbergen, pourrait s'étendre sur trois mois environ; une période d'un an comprendrait donc quatre périodes de propagation du revenu, au sens de la théorie de l'équilibre du revenu.

2) Raisonnons en considérant le concept de l'équilibre monétaire, non pas comme une norme, mais comme un instrument d'analyse. En ce cas, s'il s'agit de déterminer l'impulsion inflatoire que produit, par l'effet du multiplicateur, une augmentation des exportations, il faudra prendre comme base de comparaison un niveau précédent des exportations qui correspondait à un état d'équilibre du revenu. Mais il est difficile de déterminer exactement ce niveau. Cette difficulté a été soulignée par M. Kreukniet [26 : 7]. Nous estimons qu'on peut faire la même observation pour les autres facteurs autonomes. M. Witteveen a négligé cet aspect de la question. L'analyse du multiplicateur part toujours d'un état initial d'équilibre du revenu, et fait intervenir une ou plusieurs impulsions autonomes qui rompent cet équilibre; si les facteurs qui se sont modifiés restent *constants*, et si les grandeurs qui conditionnent le multiplicateur restent *constantes*, l'équilibre du revenu se rétablira à un niveau différent, après un nombre infini de périodes. Une analyse correcte partant d'un état d'équilibre du revenu, décrirait donc, période par période, l'évolution du revenu national sous l'influence d'impulsions, jusqu'à l'expiration d'un an. Ce résultat devrait ensuite être inscrit dans le tableau. Comme M. Witteveen ne le fait pas, ses conclusions ne sont pas suffisamment pertinentes.

3) Mentionnons enfin l'objection de M. Holtrop : supposer que les grandeurs dont il a été question au 2) sont constantes n'est pas toujours conforme à la réalité; c'est ainsi que les propensions marginales à épargner ($1 - c'$) et à importer (m') ne sont pas constantes, parce qu'elles réagissent aussi aux modifications des prix [22 : 993/994 = 24 : 127].

Nous concluons que la méthode de M. Witteveen peut être utilisée à condition de remédier aux imprécisions citées ci-dessus. On devra tenir compte de la durée exacte de la période de propagation du revenu et choisir, comme point de départ de l'analyse, une situation antérieure d'équilibre du revenu. Mais encore faut-il que cette période de référence ne soit *pas trop éloignée*; sinon on ne pourrait admettre, par approximation, que les grandeurs sont effectivement restées constantes, conformément à l'hypothèse de la théorie du multiplicateur du revenu. En d'autres termes, cette méthode ne peut être employée qu'*en courte période*.

L'équilibre du revenu étant un cas spécial de l'équilibre monétaire, dans le sens de M. Koopmans [1], la méthode de l'équilibre du revenu et celle de M. Goedhart se complètent et se contrôlent heureu-

sement, *mais à condition que la première soit appliquée en courte période*. Comme l'écrit M. Tinbergen, le délai entre l'acquisition et la dépense du revenu n'est pas le même pour tous les sujets économiques. En admettant qu'il soit fort court chez certains, leur intervention peut rompre l'équilibre du revenu sans porter atteinte à l'équilibre monétaire. *A la longue*, on pourra observer la modification du revenu, mais sans pouvoir en conclure que l'équilibre monétaire s'en trouve « donc » également rompu. C'est donc exclusivement *en courte période* que l'observation de l'équilibre du revenu (ou de ses perturbations) pourra être considérée comme révélatrice de l'existence de l'équilibre monétaire (ou du déséquilibre monétaire). En longue période, au contraire, la méthode de l'équilibre du revenu ne peut *pas*, même approximativement, être utilisée pour faire le diagnostic de la situation monétaire.

§ 5. — Résumé et conclusions

M. Goedhart a donné un aperçu synoptique des différentes méthodes d'approximation empirique de l'équilibre monétaire et de ses perturbations [28 : 274/291]. Nous allons développer quelque peu son schéma.

1) *La méthode de l'hypothèse de travail*. Cette méthode part d'un examen statistique des phénomènes monétaires dans l'économie nationale et dans ses différents secteurs; cet examen révèle l'un ou l'autre « excédent », qui constitue un critère formel de l'existence de phénomènes déflatoires; ensuite, en se référant à la situation économique générale du pays et à la nature de ses secteurs, on s'efforce de dégager une hypothèse de travail concernant le caractère autonome ou induit des « excédents » relevés par la statistique (c'est l'interprétation matérielle de ces excédents). Cette méthode a été élaborée par M. Holtrop. Elle a été adoptée par d'autres auteurs, qui s'écartent cependant de M. Holtrop sur la question du type « d'excédent » à choisir comme critère formel. A cet égard, on peut distinguer trois points de vue :

a) L'excédent brut de liquidités sert de critère formel; c'est la conception défendue par M. Holtrop lui-même. Ce critère prend en considération les liquidités secondaires, mais non tertiaires.

b) L'excédent de financement est utilisé comme critère formel; ce point de vue est défendu d'abord par M. Koopmans; pour celui-ci, l'exclusion de toutes les liquidités tertiaires aboutit à une schématisation excessive de la réalité, en raison des liaisons qui unissent les marchés de l'argent et des capitaux. M. Koopmans souhaite cependant que ce critère formel ne soit appliqué qu'aux secteurs intérieurs; quand il s'agit d'apprécier l'équilibre extérieur, il considère plutôt l'excédent national du revenu. Mais celui-ci ne fournit pas d'indication sur l'équilibre « matériel » de la balance des paiements; et, en ce qui concerne les secteurs intérieurs, le critère for-

mel de l'excédent de financement présente l'inconvénient de tracer une démarcation trop schématique entre les transferts de capitaux préalablement fixés et ceux qui ne le sont pas.

Le Centraal Planbureau (Tinbergen) également, s'est servi de l'excédent de financement comme critère formel; mais il y a recouru pour analyser les relations extérieures (« équilibre monétaire externe »); quant à l'« équilibre monétaire interne », le Centraal Planbureau ne l'apprécie pas en se référant à un « excédent » mais en comparant l'évolution réelle et l'évolution normale (en d'autres termes : considérée comme souhaitable) du stock monétaire actif. Si ce dernier concept présente un intérêt, du point de vue de la politique économique, il est tout à fait étranger au concept théorique de l'équilibre monétaire proprement dit. Du reste, l'« équilibre monétaire externe » non plus ne se relie pas avec ce concept théorique; néanmoins, l'excédent de financement national peut être utilisé comme une approximation empirique de l'équilibre matériel de la balance des paiements (qui est également un concept de politique économique), à condition que l'on puisse définir les « transferts non préalablement fixés de capitaux » de telle sorte qu'ils se rangent parmi les « mouvements dépendants », c'est-à-dire que ces mouvements de capitaux se produisent non pas pour des motifs commerciaux, mais bien en raison de la situation même des paiements extérieurs. Les rédacteurs du C.E.P. ne l'ont pas fait d'une manière convaincante.

c) L'excédent de liquidités primaires (appelé excédent « épuré » ou « pur » de liquidités, par M. Goedhart et « excédent d'encaisse », par M. Holtrop) sert de critère formel pour apprécier l'équilibre monétaire ou les phénomènes de perturbation monétaire. Nous nous rallions à cette conception que nous avons développée en nous appuyant sur des observations de M. Goedhart. Ce critère formel se rapproche le plus du concept théorique proposé par M. Koopmans en 1933, que M. Goedhart et nous-mêmes considérons comme la notion la plus appropriée de l'équilibre monétaire. Toutefois, en utilisant cette méthode, il ne faut pas perdre de vue que, pour parvenir à la notion statistique de l'excédent primaire de liquidités, on a eu recours à un artifice justifié au point de vue pratique, mais qui comporte certaines réserves au point de vue théorique. La méthode est complétée — encore que selon une norme très imparfaite — par le calcul de « l'inflation potentielle », définie comme l'accroissement du stock monétaire inactif (la thésaurisation au sens étroit) augmenté des liquidités secondaires, comme l'a présenté le Centraal Planbureau. On évite ainsi d'omettre la distinction entre inflation « actuelle » et inflation « potentielle », confusion qu'a commise M. Holtrop.

2) *La méthode de l'équilibre du revenu*; c'est M. Witteveen qui a essayé le premier, aux Pays-Bas, d'appliquer cette méthode dans le concret. A notre

avis, la discussion de son travail fait ressortir qu'il n'a pas utilisé cette méthode à bon escient; dès lors, le reproche qu'il adresse au gouvernement — d'avoir suivi une politique monétaire qui accentuait les fluctuations cycliques au lieu de les atténuer — n'est pas suffisamment fondé. A ne s'en tenir qu'à la méthode elle-même, nous croyons qu'elle peut être utilisée pour une approche empirique de la situation monétaire en courte période. Au contraire, en longue période (disons, pour fixer les idées, englobant par exemple huit périodes de propagation du revenu), on ne peut plus y recourir pour l'étude qui nous intéresse : en effet, en longue période, des variations se produisent, en fait, dans les grandeurs que la théorie suppose par hypothèse constantes et, en outre, l'équilibre monétaire peut très bien coexister avec des fluctuations observables du revenu national.

3) *La méthode de l'approche par les symptômes*. Cette méthode nous vient de Keynes (« *Treatise* », 1930) qui voyait dans l'apparition de « profits et de pertes imprévisibles » (*windfall*) des symptômes d'inflation et de déflation; dans un état d'équilibre monétaire, ces profits seraient donc nuls. Dans l'acceptation de Keynes, ce critère nous semble inutilisable en pratique, parce que les profits imprévisibles échappent à toute observation statistique; en outre, la valeur de ce critère n'est pas suffisamment démontrée au point de vue théorique. Toutefois, les profits, les mouvements de prix, les fluctuations de l'emploi et du volume des stocks, et les changements du compte des transactions courantes dans la balance des paiements, sont des symptômes de la situation économique générale, dont nous avons déjà parlé sous 1) en commentant la méthode de l'hypothèse de travail. Ainsi conçue, la méthode 3) est indispensable aux analystes qui veulent appliquer la méthode de l'hypothèse de travail; pour eux, la troisième méthode est une partie intégrante de la première.

4) *La méthode de la formule approximative*. Cette méthode revient à adopter une formule statistique d'usage facile qui s'écarte le moins possible de la définition théorique parfaite du critère de l'équilibre monétaire. M. Goedhart nous apprend [28 : 276] que M. Hawtrey fut le promoteur de cette méthode (1). Ce dernier considérait qu'un mouvement du revenu national qui soit proportionnel au volume des facteurs de production employés pourrait constituer une formule approximative raisonnable; toutefois, on ne pouvait oublier — toujours selon M. Hawtrey — que ce procédé impliquait l'hypothèse — imparfaite en théorie — que les taux de rémunération des facteurs de production restent inchangés dans un état d'équilibre monétaire. M. Goedhart semble

(1) R. G. Hawtrey : « Money and Index Numbers », *Journal of the Royal Statistical Society*, XCIII (1930), pp. 64-85, réédité dans son livre « *The Art of Central Banking* », Londres &c. 1932, et dans le recueil « *Readings in Monetary Theory* », sous la rédaction de F.A. Lutz et L. W. Mints, Londres, 1952, pp. 129-155.

vouloir se rallier à cette méthode [28 : 289/290] ; il propose de comparer le mouvement du revenu national — calculé d'après la méthode de M. Hawtrey — augmenté des importations nettes de capitaux, avec le total des dépenses nationales effectives (1). La conception théorique de cette méthode n'est pas parfaite pour deux raisons, d'après M. Goedhart, [28 : 290] : non seulement on admet que les taux de rémunération des facteurs de production restent constants dans un état d'équilibre monétaire, mais on néglige aussi les variations que subit le revenu national monétaire dans un état d'équilibre monétaire, par suite des changements de la productivité.

A notre avis, cette méthode n'a de sens que si on prend comme point de départ une situation d'équilibre monétaire ; à cet égard, cette méthode et la seconde — celle de l'équilibre du revenu — présentent les mêmes caractéristiques ; et il nous paraît que cette seconde méthode peut être rangée dans la catégorie des « formules approximatives » (contrairement à l'avis de M. Goedhart), tout aussi bien que la méthode de M. Hawtrey et de M. Goedhart ; car il n'est pas exact qu'une rupture de l'équilibre du revenu implique une rupture de l'équilibre monétaire ; nous estimons toutefois que l'on peut adopter cette méthode comme « formule approximative » en courte période.

Enfin, la méthode l.c) — celle de l'hypothèse de travail, adoptant l'excédent de liquidités primaires comme critère formel — présente également des caractéristiques de la méthode « formule approximative ». En effet, le concept statistique de « l'excédent de liquidités primaires » n'est lui-même qu'une

(1) C'est-à-dire les « ressources nationales » calculées d'après la méthode de M. Hawtrey. Il s'agit donc à nouveau d'éviter l'identité *ex post* entre les dépenses nationales et les ressources nationales au moyen d'un artifice : « l'évolution des ressources nationales en cas d'équilibre monétaire » à déterminer au moyen de la formule approximative de M. Hawtrey.

approximation — imparfaite au point de vue théorique — de la notion de M. Koopmans (thésaurisation *ex ante* moins création de monnaie *ex ante*).

Nous voudrions terminer cet exposé par les deux conclusions suivantes :

I) Le calcul par le C.P.B., dans ses aperçus monétaires de 1953 et 1954, de l'excédent net de liquidités, n'a pas fait l'objet d'une discussion quant au choix du critère formel approprié. Il ne semble pas que ce concept présente un grand intérêt. Aussi, n'en est-il plus fait mention dans l'aperçu monétaire du *C.E.P. 1955*.

II) Comme conclut très justement M. Goedhart [28 : 290/291], lorsqu'il s'agit de présenter une approche statistique de la situation monétaire, on peut et on doit utiliser simultanément différentes méthodes. Celles-ci, à notre avis, ne constituent souvent que des variantes d'une même méthode générale. Nous préférierions utiliser, pour une première approche, la méthode l.c), c'est-à-dire celle de l'hypothèse de travail adoptant l'excédent de liquidités primaires comme critère formel. Mais, en établissant l'hypothèse de travail, il faut se servir de la méthode de l'approche par les symptômes 3) ; d'ailleurs, l'excédent de liquidités primaires est lui-même une sorte de formule approximative 4). Si les circonstances le permettent, on peut ensuite contrôler les résultats au moyen de la méthode de l'équilibre du revenu 2), qui implique aussi, en fait, une formule approximative 4). Enfin, il nous paraît qu'on pourrait utiliser la méthode approximative de MM. Hawtrey et Goedhart 4) comme second moyen de contrôle à condition que les taux de rémunération des facteurs de production soient stables à cette époque et, qu'au surplus, les progrès techniques introduits ne soient pas trop rapides, de façon que la productivité soit à peu près stable ; encore faut-il que, comme nous, on n'attribue pas une valeur normative au concept de l'équilibre monétaire.

ERRATA

Dans la première partie de cet article (*Bulletin* de mars 1956), les rectifications suivantes doivent être faites :

à la page 159, colonne de gauche, sous le graphique, lire : Dans le graphique ci-dessus, on a porté en ordonnée le taux d'intérêt et en abscisse les liquidités...

à la page 168 : colonne de gauche, l'avant-dernière équation doit se lire : $Y = C' + I' + E_p$, et non $Y = C' + I' = E_p$.

à la page 171, colonne de droite, 20^e ligne, lire : monétaire externe », étant donné...

FONDS DES RENTES

RAPPORT SUR LES OPERATIONS DE L'ANNEE 1955

I. — CONSIDERATIONS GENERALES

Dans son rapport sur les opérations de l'année 1954, le Comité du Fonds des Rentes faisait remarquer qu'« il serait souhaitable de ménager le marché afin de ne pas courir le risque de l'épuiser et de provoquer finalement une détérioration des cours ». Il ajoutait que le répit donné au marché, après l'emprunt à long terme de l'Etat du mois d'octobre 1954, avait permis au Fonds des Rentes, dès les premiers mois de 1955, de ramener son portefeuille à un niveau normal.

La valeur nominale des titres détenus par le Fonds, qui se chiffrait à 5.022 millions de francs au 31 décembre 1954, n'atteignait plus que 4.056 millions de francs le 18 février 1955, veille de l'introduction à la cote de l'emprunt de l'Etat 1954/1974, 2^e série. Les cours accusaient une hausse appréciable.

Dans la suite, pour diverses raisons, la physionomie du marché des rentes devait s'altérer jusqu'au mois d'août et redevenir plus favorable de septembre à décembre 1955.

Tout d'abord la cotation, le 18 février 1955, de l'emprunt 1954/1974, 2^e série, qui était mal classé, fit refluer un montant important vers le Fonds des Rentes.

Ensuite, l'agitation politique intérieure, l'attrait croissant du marché des actions en hausse constante, et la reprise, à partir d'avril 1955, des émissions publiques, pesaient de plus en plus sur le marché des rentes, lassé et rendu vulnérable par l'ampleur des appels au marché.

Le placement des emprunts de la Société nationale des Chemins de fer belges et de l'Etat, en avril 1955, n'a pas rencontré de grandes difficultés. Mais les emprunts de renouvellement émis en mai et en juin respectivement par les villes de Liège et d'Anvers furent d'un placement plus laborieux, et la situation s'aggrava lors de l'émission en juillet du nouvel emprunt de la Société nationale des Chemins de fer. Entretemps, le volume du portefeuille du Fonds des Rentes s'accroissait.

Enfin, le 4 août 1955, la Banque Nationale majorait le taux de l'escompte de 2 $\frac{3}{4}$ % à 3 %.

Les cours des rentes ressentirent l'effet de la modification du taux de l'escompte. En quelques jours, l'accroissement très sensible des ventes provoqua une baisse qui atteignit 2 % à 2 $\frac{1}{2}$ % pour les

emprunts à long terme émis après la guerre, tandis que le déchet était moins sensible pour les anciennes émissions soutenues par les achats réguliers pour l'amortissement.

La baisse des emprunts à moyen terme a été moins profonde. Elle se situe entre 0,60 % et 1 %.

Le 8 août 1955, quatre jours après le relèvement du taux de l'escompte, le portefeuille du Fonds atteignait le chiffre le plus élevé de l'année : 5.885 millions de francs, soit un accroissement de 1.829 millions de francs par rapport au 18 février.

La chute des cours et la suspension des émissions de juillet à octobre 1955 devaient provoquer un revirement. Tout en haussant lentement les cours, comme le montre le tableau annexé au présent rapport, le Fonds s'est dégagé progressivement, si bien qu'à la fin de l'année 1955 le portefeuille se chiffrait à 4.533 millions valeur nominale, soit une réduction de 489 millions par rapport à fin 1954 et de 1.352 millions par rapport au 8 août 1955.

La suppression temporaire des émissions de juillet à octobre 1955 et l'appel modéré au marché des capitaux d'octobre à décembre 1955 ont rendu possible ce redressement.

Deux emprunts seulement ont été placés, avec grand succès d'ailleurs, pendant le second semestre, celui du Fonds des Routes et celui du Congo belge. Il ne s'agit ensemble que de 4.600 millions, tandis que le premier semestre avait comporté un montant de 10.165 millions. Le total de 14.765 millions reste largement inférieur à celui des trois années antérieures.

En résumé, l'année 1955 a marqué un tournant à un triple point de vue :

a) réduction des émissions sur le marché par les pouvoirs publics et les institutions parastatales : 14,7 milliards brut et 14,2 milliards net en 1955, contre 38,2 milliards brut et 25,5 milliards net en 1954;

b) réduction de la durée des emprunts : après avoir passé, par paliers, de 10 ans en 1952 à 20 ans, on est revenu à 10 ans pour l'emprunt du Fonds des Routes en octobre 1955, tout en allongeant le délai à 12 ans pour celui du Congo belge;

c) augmentation du taux de rendement : de juin 1952 à avril 1955, le rendement au moment de leur émission des emprunts à long terme de l'Etat avait diminué progressivement de 5,25 % à 4,50 %;

l'emprunt du Fonds des Routes, plus court, donnait 4,63 %.

Quant à l'évolution des cours, les exemples qui suivent permettent de s'en rendre compte :

| Emprunts | Moyenne mensuelle janvier 1955 | Cours extrêmes | | Moyenne mensuelle décembre 1955 | | |
|--|--------------------------------|----------------|-----------|---------------------------------|----------|----------|
| | | Plus bas | Plus haut | | | |
| 4 % Unifié | 95,655 | 95,20 | 31-12-54 | 97,— | 6-4-55 | 95,859 |
| 4 % Libération | 92,525 | 92,10 | 31-12-54 | 94,45 | 1-7-55 | 93,767 |
| 4 ½ % Belge 1952/1962 | 101,192 | 100,50 | 5-8-55 | 102,30 | 23-6-55 | 101,921 |
| 4 ¼ % Belge 1954/1974, 1 ^{re} série | 97,092 | 95,15 | 26-9-55 | 97,90 | 25-3-55 | 95,589 |
| 4 % Trésor 1947 | 105,14 | 104,95 | 31-12-54 | 105,90 | 21-6-55 | 105,659 |
| 2 % Lots 1953 | 1.016,80 | 1.012,— | 31-12-54 | 1.031,— | 12-12-55 | 1.030,66 |
| 4 % Priv. Chemins de fer | 498,55 | 490,— | 5-8-55 | 500,— | 18-1-55 | 494,809 |
| 4 % R.T.T. 1950 | 102,84 | 102,80 | 4-1-55 | 104,30 | 12-4-55 | 103,678 |
| 4 % Crédit communal, 1 ^{re} série | 93,85 | 93,80 | 4-1-55 | 95,65 | 28-4-55 | 94,311 |

II. — EMISSIONS ET REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS

Les pouvoirs publics et les institutions paraétatiques ont émis par souscription publique en 1955 les emprunts figurant au tableau ci-dessous :

| Emprunts | Dates d'émission | Nominal en millions de francs | Taux nominal % | Durée | Prix d'émission | Rendement moyen pour le souscripteur % |
|--|------------------|-------------------------------|----------------|--------|-----------------|--|
| Société nationale des Chemins de fer belges 1955/1975, 1 ^{re} série | 5-4 | 950 | 4,— | 20 ans | 95,50 | 4,498 |
| Etat belge 1955/1975 | 18-4 | 6.565 | 4,— | 20 ans | 95,50 | 4,498 |
| Ville de Liège | 20-5 | 400 | 4,— | 20 ans | 95,— | 4,55 |
| Ville d'Anvers 1955/1975 | 21-6 | 750 | 4,— | 20 ans | 95,— | 4,55 |
| Société Nationale des Chemins de fer belges 1955/1975, 2 ^e série | 11-7 | 1.500 | 4,— | 20 ans | 95,50 | 4,498 |
| Fonds des Routes 1955/1965 | 17-10 | 2.500 | 4,25 | 10 ans | 97,— | 4,63 |
| Congo belge 1955/1967 | 5-12 | 2.100 | 4,25 | 12 ans | 97,50 | 4,59 |
| | | 14.765 | | | | |

Aux émissions précitées se sont ajoutés, le 4 août 1955, les titres de la quatrième série de l'Emprunt de l'Assainissement monétaire, introduits à la cote à concurrence de 2.241.427.000 francs et remboursables par moitié le 1^{er} janvier 1959 et le 1^{er} janvier 1960.

De plus, un montant de 1.786 millions de francs, représentant les titres de la deuxième tranche des obligations remises aux sinistrés par la Caisse autonome des Dommages de guerre du 1^{er} octobre 1954 au 30 septembre 1955, a été introduit à la cote le 14 février 1955.

Enfin, le tableau ci-dessus fait abstraction des placements opérés en 1955 par les institutions d'intérêt public à leurs guichets ou par cession directe.

Le montant nominal de 14,8 milliards figurant au tableau des émissions publiques doit être diminué de 621 millions, représentant le total des emprunts remboursés en 1955, indépendamment des amortisse-

ments contractuels effectués sur divers emprunts par rachats en bourse ou tirages au sort échelonnés.

Remboursements effectués en 1955

| | | (en francs) |
|--------------|--|-------------------|
| 1-2 au 28-2 | 4 % Chemins de fer 1950/1960, 1 ^{re} série | 2.262.000 |
| 10-3 au 9-4 | 4 % Régie des Télégraphes et Téléphones 1950/1960 | 181.000 |
| 28-3 au 26-4 | 4 % Trésor Congo 1950/1960 | 220.000 |
| 15-4 au 15-5 | 4 % Trésor 1949 | 2.745.000 |
| 6-5 | 3 % Chemins de fer liégeois-limbourgeois | 773.500 |
| 1-6 | 4 % Ville de Liège 1946/1956, remboursement anticipé | 400.000.000 |
| 24-6 | 4 % Ville d'Anvers 1946/1956 | 180.000.000 |
| 15-7 au 14-8 | 4 % Chemins de fer 1950/1960, 2 ^e série | 848.000 |
| 27-10 | 3 % Borgerhout 1886, remboursement anticipé | 38.500 |
| 2-11 | 3 % Blankenberghe 1892, remboursement anticipé | 237.000 |
| 2-11 | 3 % Lokeren 1891, remboursement anticipé | 73.500 |
| 5-12 | Divers emprunts du Congo belge | 33.597.000 |
| | | <hr/> 620.975.500 |

Le montant net des nouveaux appels au marché des capitaux s'établit donc à 14,2 milliards contre 25,5 milliards en 1954.

Il faut tenir compte, pour établir un chiffre net, des remboursements et du solde des mouvements du portefeuille du Fonds des Rentes :

| | 1954 | 1955 |
|--|--------------------------|-------|
| | (en milliards de francs) | |
| Montant brut des émissions | 38,2 | 14,8 |
| Remboursements | — 12,7 | — 0,6 |
| | 25,5 | 14,2 |
| Solde des opérations effectuées en Bourse et dont le Fonds a été la contrepartie | — 1,5 | + 0,5 |
| | 24,0 | 14,7 |

III. — EVOLUTION DU MARCHÉ DES RENTES

Le tableau ci-après résume les fluctuations du portefeuille du Fonds des Rentes pendant l'année 1955 :

| Dates | Solde général comptable | Solde des opérations à réméré | Solde réel | Mouvement | |
|-----------------------|-------------------------|-------------------------------|------------|-----------|---------|
| | | | | + | - |
| En millions de francs | | | | | |
| 31-12-1954 | 4.022,5 | 1.000 | 5.022,5 | | |
| 31- 1-1955 | 3.321,4 | 1.000 | 4.321,4 | | 701,1 |
| 28- 2-1955 | 3.324,8 | 1.000 | 4.324,8 | 9,4 | |
| 31- 3-1955 | 3.481,6 | 1.000 | 4.481,6 | 156,8 | |
| 29- 4-1955 | 4.419,9 | 1.000 | 5.419,9 | 938,3 | |
| 31- 5-1955 | 4.509,8 | 1.000 | 5.509,8 | 89,9 | |
| 29- 6-1955 | 4.938,6 | 1.000 | 5.938,6 | | 171,2 |
| 31- 7-1955 | 4.711,8 | 1.000 | 5.711,8 | 373,2 | |
| 31- 8-1955 | 4.757,3 | 1.000 | 5.757,3 | 45,5 | |
| 30- 9-1955 | 4.501,9 | 1.000 | 5.501,9 | | 255,4 |
| 28-10-1955 | 4.123,6 | 1.000 | 5.123,6 | | 378,3 |
| 30-11-1955 | 3.793,1 | 1.000 | 4.793,1 | | 330,5 |
| 29-12-1955 | 3.533,3 | 1.000 | 4.533,3 | | 259,8 |
| | | | | 1.607,1 | 2.096,3 |
| | | | | - 489,2 | |

Les mouvements du portefeuille sont commentés ci-dessus. Rappelons simplement que le minimum a été atteint le 18 février 1955 (4.056 millions) et le maximum le 8 août 1955 (5.885 millions).

Le chiffre du portefeuille du Fonds a subi, au cours des années antérieures, les variations suivantes :

| | (en millions de francs) |
|------------|-------------------------|
| 1949 | — 761 |
| 1950 | + 1.353 |
| 1951 | — 276 |
| 1952 | — 824 |
| 1953 | — 580 |
| 1954 | + 1.491 |
| 1955 | — 489 |

Il est rappelé aussi que le tableau des cours moyens en 1955 des principaux types d'emprunts est publié en annexe et que le relevé inséré dans les « considérations générales » fait ressortir les cours extrêmes de quelques rentes.

Si l'on remonte à l'année 1947, on constate que l'amélioration des cours a été presque constante, ainsi qu'il appert du cours moyen de l'emprunt 4 %

unifié depuis cette époque :

| | |
|---------------------|-------|
| Décembre 1947 | 84,57 |
| » 1948 | 84,74 |
| » 1949 | 89,31 |
| » 1950 | 89,17 |
| » 1951 | 86,91 |
| » 1952 | 89,46 |
| » 1953 | 92,16 |
| » 1954 | 95,18 |
| » 1955 | 95,86 |

IV. — VOLUME DES TRANSACTIONS

Le marché a été plus actif dans les deux sens que pendant les années précédentes. La comparaison entre les années 1954 et 1955 donne les résultats suivants :

Volume général des opérations effectuées en Bourse sur le marché des rentes

| | (Valeur nominale, en millions de francs) | | |
|-----------------------|--|--------|------------|
| | 1954 | 1955 | Différence |
| Titres offerts | 14.305 | 14.580 | + 275 |
| Titres demandés | 13.052 | 15.291 | + 2.239 |
| | 27.357 | 29.871 | + 2.514 |

La situation générale du portefeuille du Fonds s'établit comme suit au 31 décembre 1955, comparativement au 31 décembre 1954 :

| | (Valeur nominale en francs) | |
|------------------------|-----------------------------|------------------|
| | 31 décembre 1954 | 31 décembre 1955 |
| Portefeuille A (1) ... | 3.458.497.342,50 | 2.977.528.245,— |
| Portefeuille B (2) ... | 1.564.045.264,— | 1.555.753.539,— |
| | <hr/> | <hr/> |
| | 5.022.542.606,50 | 4.533.281.784,— |
| Cédé à réméré | 1.000.000.000,— | 1.000.000.000,— |
| | <hr/> | <hr/> |
| | 4.022.542.606,50 | 3.533.281.784,— |

(1) Emprunts à la charge de l'Etat et certains emprunts du Congo belge.

(2) Emprunts garantis par l'Etat; emprunts du Crédit communal, des provinces et des communes; certains emprunts du Congo belge.

Ainsi qu'il a été mentionné ci-dessus, la valeur nominale du portefeuille a diminué en 1955 de 489 millions de francs, contre une augmentation de 1.491 millions l'année précédente. Le montant des opérations à réméré avec des organismes d'intérêt public ne s'est pas modifié au cours de 1955.

Au 31 décembre 1955, le Fonds des Rentes exerçait sur les places de Bruxelles, d'Anvers, de Gand et de Liège, le contrôle de la cotation de 213 em-

prunts, totalisant un capital nominal de 201,8 milliards de francs.

Le portefeuille du Fonds représente 2,25 % du capital en circulation. En 1954, le rapport était de 2,76 %.

Les manipulations de titres par le Fonds des Rentes ont porté en moyenne et par jour, pour la seule Bourse de Bruxelles, sur environ 15.400 titres, comme en 1954.

V. — FINANCEMENT DES OPERATIONS

De même qu'en 1954, les opérations du Fonds des Rentes sur le marché des fonds publics ont été financées en 1955 en ordre principal par des emprunts au jour le jour (call money) et subsidiairement par l'escompte de bons de caisse auprès de la Banque Nationale.

Les chiffres qui suivent ont été établis en fin de trimestre.

| | Call Bons de caisse (en millions de francs) | |
|------------------------------------|--|----------------|
| | Call | Bons de caisse |
| 31 décembre 1954 | 2.248 | 1.328 |
| 1 ^{er} avril 1955 | 2.715 | 198 |
| 1 ^{er} juillet 1955 | 2.375 | 1.448 |
| 30 septembre 1955 | 2.987 | 1.605 |
| 30 décembre 1955 | 2.235 | 730 |

**

VI. — BILAN ET COMPTE DE PERTES ET PROFITS AU 31 DECEMBRE 1955

Bilan au 31 décembre 1955

Résultats au 31 décembre 1955

| ACTIF | | CREDIT | |
|---|-------------------------|---|-----------------------|
| | Valeur comptable | | |
| Fonds publics : | — | Revenus des fonds publics | 174.421.626,90 |
| En portefeuille | 3.686.669.982,— | Soldes des postes de titres complètement liquidés | 7.660.853,90 |
| Titres cédés à réméré | 917.930.000,— | | <u>182.082.480,80</u> |
| | <u>4.604.599.982,—</u> | | |
| Ventes de titres à liquider | 34.582.730,— | | |
| Prorata d'intérêts acquis au 31 décembre 1955 sur fonds publics en portefeuille ... | 63.707.934,45 | | |
| Prorata d'intérêts au 31 décembre 1955 sur bons de caisse escomptés | 4.493.333,35 | | |
| | <u>4.707.383.979,80</u> | | |
| | | DEBIT | |
| | | Intérêts des emprunts à court terme : | |
| | | a) Opérations de call money | 38.497.305,05 |
| | | b) Compte d'avances à la Banque Nationale | 160.985,— |
| | | | <u>38.598.290,05</u> |
| | | Intérêts des bons de caisse remis à l'escompte | 25.163.235,55 |
| | | Moins réescompte | 4.493.333,35 |
| | | | <u>20.669.902,20</u> |
| | | Courtages | 20.443.413,80 |
| | | Frais généraux | 195.794,60 |
| | | | <u>79.907.400,65</u> |
| | | Solde bénéficiaire à virer à la réserve générale | 102.175.080,15 |
| | | | <u>182.082.480,80</u> |
| | | | |
| PASSIF | | | |
| Montant à payer à terme — rachat (opérations à réméré) | 917.930.000,— | | |
| Emprunts à court terme | 2.039.000.000,— | | |
| Bons de caisse remis à l'escompte | 920.000.000,— | | |
| Banque Nationale, compte d'avances | 3.953.260,62 | | |
| Achats de titres, à liquider | 29.806.929,— | | |
| Réserve générale : | | | |
| Au 31 décembre 1954 ... | 694.518.710,03 | | |
| Résultat : | | | |
| Au 31 décembre 1955 ... | 102.175.080,15 | | |
| | <u>796.693.790,18</u> | | |
| | <u>4.707.383.979,80</u> | | |

Le bilan reproduit ci-dessus fait apparaître une réserve générale de 797 millions de francs.

Cette réserve est basée sur la valeur comptable des fonds publics en portefeuille, qui est supérieure de 141 millions à la valeur boursière au 31 décembre

1955. Compte tenu de cette moins-value, la réserve effective s'établit à 656 millions de francs, contre 584 millions au 31 décembre 1954, 430 millions au 31 décembre 1953 et 280 millions au 31 décembre 1952.

Le 20 mars 1956.

Le président,
J. VANHEURCK.

**

1955. — Moyennes des Cotations

| | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre |
|--|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Portefeuille « A » : | | | | | | | | | | | | |
| 3 % Belge, II | 97.267 | 95.748 | 96.291 | 96.623 | 96.592 | 97.070 | 97.147 | 95.286 | 95.000 | 95.047 | 95.289 | 95.673 |
| 3 ½ % Belge 1937 | 84.610 | 85.060 | 85.478 | 85.818 | 86.213 | 86.739 | 87.350 | 87.720 | 87.750 | 87.802 | 87.965 | 88.219 |
| 3 ½ % Belge 1943 | 85.815 | 86.485 | 87.139 | 87.416 | 87.568 | 88.107 | 88.947 | 89.168 | 89.247 | 89.307 | 89.626 | 89.874 |
| 4 % unifiée | 95.655 | 96.200 | 96.745 | 96.708 | 96.231 | 96.384 | 96.558 | 96.293 | 96.375 | 96.065 | 96.963 | 95.859 |
| 4 % Libération | 92.525 | 93.250 | 93.663 | 93.539 | 93.497 | 94.057 | 94.405 | 93.981 | 94.000 | 93.837 | 93.878 | 93.767 |
| 4 ½ % Belge 1951/1966 | 100.675 | 101.005 | 101.306 | 101.158 | 100.929 | 100.816 | 101.066 | 100.697 | 101.038 | 100.922 | 100.636 | 100.580 |
| 4 ½ % Belge 1952/1962 | 101.192 | 101.335 | 101.715 | 101.405 | 101.713 | 102.082 | 101.713 | 100.579 | 101.113 | 101.300 | 101.560 | 101.921 |
| 4 ½ % Belge 1952/1964 | 100.812 | 100.995 | 101.265 | 100.774 | 100.882 | 101.334 | 101.245 | 100.368 | 100.563 | 100.455 | 100.413 | 100.504 |
| 4 ½ % Belge 1953/1973 | 99.918 | 100.313 | 100.385 | 100.032 | 99.894 | 100.091 | 99.884 | 98.488 | 98.213 | 98.125 | 98.497 | 99.228 |
| 4 ½ % Belge 1953/1968 | 99.895 | 100.210 | 100.239 | 99.721 | 99.592 | 99.748 | 99.531 | 98.127 | 97.988 | 98.100 | 99.050 | 99.797 |
| 4 ½ % Belge 1954/1972 | 99.802 | 100.183 | 100.117 | 99.547 | 99.308 | 99.623 | 99.305 | 97.606 | 97.563 | 97.597 | 98.342 | 99.502 |
| 4 ¼ % Belge 1954/1974, I | 97.092 | 97.370 | 97.709 | 99.339 | 97.208 | 97.218 | 97.392 | 95.890 | 95.250 | 97.150 | 95.234 | 95.589 |
| 3 ½ % Trésor, 1942 I | 113.500 | 113.628 | 113.739 | 113.703 | 114.316 | 114.216 | 114.271 | 113.963 | 113.900 | 113.892 | 113.978 | 114.345 |
| 4 % Trésor 1943 | 108.325 | 108.475 | 108.826 | 108.984 | 109.000 | 109.111 | 109.208 | 108.981 | 109.000 | 108.877 | 108.557 | 108.550 |
| 4 % Trésor 1947 | 105.140 | 105.300 | 105.424 | 105.405 | 105.508 | 105.811 | 105.876 | 105.431 | 105.384 | 105.390 | 105.621 | 105.659 |
| 4 % Trésor 1948 | 107.515 | 107.798 | 108.245 | 108.223 | 108.316 | 108.122 | 108.137 | 107.670 | 107.595 | 107.720 | 108.557 | 108.169 |
| 4 % Trésor 1949 | 102.082 | 103.125 | 104.006 | 103.676 | 103.542 | 103.884 | 103.955 | 103.461 | 103.486 | 103.632 | 104.478 | 103.971 |
| 4 % Trésor 1954/1959, I | 100.482 | 100.615 | 101.000 | 101.147 | 101.005 | 100.966 | 100.959 | 100.593 | 100.402 | 100.275 | 100.289 | 100.288 |
| 4 % Belge à lots 1933 | 1.080.750 | 1.087.400 | 1.088.782 | 1.088.000 | 1.076.316 | 1.081.227 | 1.080.947 | 1.073.909 | 1.070.363 | 1.070.900 | 1.075.736 | 1.090.238 |
| 4 % Belge à lots 1941 | 999.050 | 1.003.700 | 1.009.391 | 1.004.052 | 1.004.474 | 1.005.818 | 1.002.688 | 994.818 | 991.045 | 993.050 | 998.894 | 1.001.333 |
| 2 % Belge à lots 1953 | 1.016.800 | 1.025.250 | 1.028.174 | 1.027.210 | 1.028.000 | 1.027.818 | 1.027.000 | 1.027.590 | 1.028.000 | 1.028.450 | 1.030.000 | 1.030.666 |
| 4 % Dommages de guerre 1923 | 533.650 | 535.450 | 538.000 | 537.684 | 537.579 | 536.545 | 531.210 | 524.409 | 521.000 | 521.250 | 523.105 | 524.476 |
| 2 % Reconstruction, I | 1.027.000 | 1.035.550 | 1.032.913 | 1.020.052 | 1.014.789 | 1.013.954 | 1.016.842 | 1.013.772 | 1.012.000 | 1.012.350 | 1.015.000 | 1.032.238 |
| 2 % Reconstruction, III | 1.057.150 | 1.065.950 | 1.064.783 | 1.054.105 | 1.048.789 | 1.051.000 | 1.046.684 | 1.039.090 | 1.035.181 | 1.034.751 | 1.041.263 | 1.049.285 |
| 4 % Priv. Chem. de fer belges | 498.550 | 498.800 | 498.391 | 496.526 | 494.632 | 497.727 | 494.316 | 493.181 | 494.727 | 494.550 | 494.789 | 494.809 |
| 4 % Congo 1936 | 93.750 | 93.783 | 94.365 | 95.042 | 95.100 | 95.100 | 95.105 | 94.827 | 94.800 | 94.800 | 94.800 | 94.800 |
| Portefeuille « B » : | | | | | | | | | | | | |
| 3 % Chemins de fer vicinaux J.-J., IV ^e | 68.250 | 68.913 | 69.510 | 69.919 | 69.912 | 69.900 | 70.107 | 69.972 | 69.868 | 69.825 | 69.757 | 69.872 |
| 3 ½ % Régie T. T. 1943 | 91.963 | 91.976 | 91.941 | 91.875 | 91.850 | 91.850 | 91.829 | 90.845 | 90.650 | 90.685 | 90.738 | 91.030 |
| 4 % Régie T. T. 1950 | 102.843 | 103.363 | 104.172 | 104.239 | 104.105 | 104.113 | 104.118 | 103.781 | 103.850 | 103.805 | 103.792 | 103.678 |
| 4 ½ % Régie T. T. 1952, I | 101.908 | 102.093 | 102.552 | 103.084 | 102.581 | 102.634 | 102.736 | 102.204 | 102.150 | 102.200 | 102.244 | 102.388 |
| 4 ½ % Régie T. T. 1953, I | 100.373 | 100.623 | 101.133 | 101.281 | 101.092 | 101.100 | 101.018 | 99.786 | 99.561 | 99.517 | 99.965 | 100.269 |
| 4 ¼ % Régie T.T. 1954/1974, I | 97.123 | 97.458 | 97.739 | 97.489 | 97.116 | 97.063 | 97.058 | 95.379 | 94.929 | 94.850 | 95.107 | 95.457 |
| 4 % Régie T. T. 1954/1974, II | — | — | — | — | 94.742 | 94.609 | 94.532 | 93.497 | 93.120 | 93.100 | 93.100 | 93.271 |
| 4 % Chemins de fer belges 1937 | 912.053 | 918.600 | 922.601 | 925.579 | 927.000 | 927.000 | 925.842 | 919.181 | 917.233 | 915.000 | 912.388 | 910.619 |
| 4 % Chemins de fer belges 1946 | 999.000 | 999.150 | 1.000.087 | 998.736 | 994.895 | 996.772 | 999.105 | 997.045 | 997.218 | 998.050 | 999.777 | 1.000.000 |
| 4 ½ % Chemins de fer belges 1954/1972 | 99.693 | 100.080 | 100.291 | 99.863 | 99.226 | 99.461 | 99.402 | 97.761 | 97.375 | 97.555 | 98.713 | 99.369 |
| 4 ½ % S.N.C.I. 1951 | 101.325 | 101.665 | 102.330 | 102.484 | 102.105 | 102.077 | 102.015 | 101.575 | 101.604 | 101.680 | 102.018 | 102.061 |
| 4 ½ % S.N.C.I. 1952, I | 102.130 | 102.190 | 102.665 | 103.011 | 102.800 | 102.804 | 102.897 | 102.334 | 102.293 | 102.322 | 102.297 | 102.421 |
| 4 ½ % Distributions d'Eau 1953 | 99.840 | 100.183 | 100.919 | 101.000 | 100.953 | 101.041 | 101.050 | 99.797 | 99.570 | 99.562 | 99.818 | 99.923 |
| 4 % Congo 1950, II, décen. | 99.692 | 100.008 | 100.367 | 100.305 | 100.052 | 99.811 | 99.676 | 99.052 | 99.050 | 99.022 | 99.102 | 98.933 |
| 4 ¼ % Congo 1954/1974 | 99.200 | 99.978 | 100.344 | 100.242 | 99.734 | 99.778 | 99.436 | 97.770 | 96.961 | 96.872 | 98.065 | 97.902 |
| 4 % Trésor belge 1950, I | 102.668 | 103.253 | 104.371 | 103.865 | 103.597 | 103.378 | 103.289 | 102.765 | 102.847 | 102.795 | 102.773 | 102.819 |
| 4 % Crédit communal, I | 93.850 | 94.508 | 94.913 | 95.526 | 95.600 | 95.502 | 95.271 | 94.652 | 94.468 | 94.402 | 94.407 | 94.311 |
| 4 % Crédit communal, IV | 94.305 | 94.738 | 95.261 | 95.400 | 95.431 | 95.636 | 95.578 | 94.838 | 94.672 | 94.582 | 94.555 | 94.780 |
| 4 ½ % Crédit communal 1952 | 101.328 | 101.458 | 101.415 | 101.224 | 101.136 | 101.648 | 101.676 | 101.179 | 101.031 | 101.182 | 101.471 | 101.690 |
| 4 % Anvers 1919 | 96.300 | 96.450 | 96.570 | 96.650 | 96.650 | 96.650 | 96.700 | 96.700 | 96.700 | 96.700 | 96.700 | 96.700 |
| 4 % Anvers 1931 | 95.200 | 95.536 | 95.600 | 95.650 | 95.650 | 95.650 | 95.650 | 95.600 | 95.600 | 95.557 | 95.550 | 95.508 |
| 4 ½ % Anvers 1953/1968, I | 99.985 | 100.193 | 100.528 | 100.516 | 100.316 | 100.300 | 100.305 | 99.668 | 99.545 | 99.462 | 99.586 | 99.740 |
| 4 % Bruxelles 1930 | 92.525 | 93.618 | 94.581 | 94.600 | 94.600 | 94.600 | 94.600 | 94.337 | 94.208 | 94.100 | 94.000 | 94.000 |
| 4 ½ % Bruxelles 1952, I | 101.870 | 102.065 | 102.433 | 102.439 | 102.400 | 102.391 | 102.350 | 101.829 | 101.734 | 101.700 | 101.700 | 101.745 |
| 4 ¼ % Gand 1954/1974 | 96.535 | 96.578 | 96.787 | 96.621 | 96.500 | 96.500 | 96.500 | 95.568 | 95.338 | 95.272 | 95.250 | 95.250 |
| 4 ½ % Liège 1951 | 101.775 | 101.838 | 101.956 | 102.039 | 102.000 | 101.991 | 101.978 | 101.613 | 101.681 | 101.787 | 101.831 | 101.897 |
| 2 % Bruxelles 1905 | 75.156 | 73.813 | 74.425 | 73.375 | 73.437 | 74.194 | 72.892 | 71.138 | 71.333 | 71.093 | 70.178 | 71.111 |

BIBLIOGRAPHIE SUR LA SITUATION MONETAIRE ET FINANCIERE DE LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans notre *Bulletin* de mars 1956. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions, ni les sources statistiques.

1. MONNAIE — BANQUE

DELMOTTE L., Instrumenten van kredietpolitiek. (*V.E.V.-Berichten, Anvers, n° 6, 31 mars 1956, pp. 625-632.*)

FEYERICK G., La Banque au Congo Belge. (*Commerce & Industrie, Bruxelles, n° 6, 1955, pp. 21-24.*)

KERVYN DE LETTENHOVE A., Les mécanismes monétaires belges. (*Bulletin de l'Institut de Recherches Economiques et Sociales, Université Catholique de Louvain, XXII, n° 1, février 1956, pp. 3-40.*)

LISON F., A propos des crédits documentaires. (*Centre d'études bancaires, Bruylant, Bruxelles, n° 57, février 1956, 43 p.*)

2. BOURSE — EPARGNE

TIMMERMANS A., Le fonds des rentes (2^e partie). (*Annales de sciences économiques appliquées, Louvain, XIV, n° 1, mars 1956, pp. 36-104.*)

3. PRIX — SALAIRES

La Belgique à la veille de la semaine de 45 heures. (*L'industrie, Paris, n° 532, 15 mars 1956, pp. 5-6.*)

La semaine de 44 heures dans l'industrie sidérurgique luxembourgeoise. (*Agence industrielle et économique, La Haye, n° 408, 11 avril 1956, pp. 15-16.*)

4. BUDGET — FINANCES PUBLIQUES

Budgets du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1956. (*Banque du Congo belge, Bulletin mensuel, n° 2, février 1956, pp. 33-36.*)

Comparaison des budgets belge et néerlandais pour l'exercice 1956. (*Ministère des Affaires Economiques, Bulletin mensuel de la Direction générale des Etudes et de la Documentation, Bruxelles, n° 2, février 1956, pp. 44-64.*)

LEEMAN A., Rol en betekenis van de overheidsfinancien. (*Centre d'études bancaires, Bruylant, Bruxelles, n° 57, février 1956, 43 p.*)

5. ORGANISMES FINANCIERS REGIS PAR DES DISPOSITIONS LEGALES PARTICULIERES OU PLACES SOUS LA GARANTIE OU LE CONTROLE DE L'ETAT

TIMMERMANS A., Le fonds des rentes (2^e partie). (*Annales de sciences économiques appliquées, Louvain, XIV, n° 1, mars 1956, pp. 36-104.*)

7. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

Convertibility seems to be the only way out. (*The Statist, Londres, n° 4071, 17 mars 1956, pp. 298-300.*)

SCAMMEL W., Währungspolitische Probleme nach Einführung der Sterlingkonvertibilität. (*Wirtschaftsdienst, Hambourg, n° 2, février 1956, pp. 77-82.*)

8. ASPECTS FINANCIERS DE BENELUX

BRAUERS W., Nederlands optimisme nopens de toekomst. (*V.E.V.-Berichten, Anvers, n° 5, 15 mars 1956, pp. 499-506.*)

VAN HOUTTE J., Benelux en Europa. (*Streven, Bruxelles, n° 6, mars 1956, pp. 497-503.*)

9. PLAN SCHUMAN

DELPEREE A., Le marché commun et la libre circulation des travailleurs. (*Revue du travail, Bruxelles, n° 2, février 1956, pp. 169-195.*)

10. GENERALITES

Aperçu de l'économie belge en 1955. (*Ministère des Affaires Economiques, Bulletin mensuel de la Direction générale des Etudes et de la Documentation, Bruxelles, n° 3, mars 1956, div. p.*)

VANES F., Problèmes de l'économie flamande. (*Industrie, Bruxelles, n° 3, mars 1956, pp. 135-141.*)

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge, au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est consacrée aux autres textes législatifs.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

- I. — Législation économique générale
- II. — Législation relative aux finances publiques (y compris les lois budgétaires), législation monétaire, bancaire et financière
- III. — Législation agricole
- IV. — Législation industrielle
- V. — Législation du travail
- VI. — Législation relative au commerce intérieur
- VII. — Législation relative au commerce extérieur
- VIII. — Législation des transports
- IX. — Législation relative aux prix et aux salaires
- X. — Législation sociale (pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers)
- XI. — Législation en matière de dommages de guerre

II — LEGISLATION RELATIVE AUX FINANCES PUBLIQUES (Y COMPRIS LES LOIS BUDGETAIRES), LEGISLATION MONETAIRE, BANCAIRE ET FINANCIERE

Arrêté royal du 20 janvier 1956

établissant un droit spécial à percevoir à l'occasion de la délivrance des licences d'importation de bœufs (Moniteur du 9 mars 1956, p. 1.477). (Voir texte, rubrique VII.)

Arrêté royal du 30 janvier 1956

relatif à l'amortissement de l'emprunt Dette coloniale 4 ¼ p.c. 1955-1967, émise en Belgique (Moniteur du 3 mars 1956, p. 1.328).

Loi du 10 février 1956

contenant le règlement définitif des budgets des exercices 1948, 1949 et 1950 (Moniteur du 21 mars 1956, p. 1.782).

.....
Art. 10. — Le résultat général du budget de l'exercice 1948 est définitivement arrêté ainsi qu'il suit :

| | |
|---|--------------------|
| Recettes fixées à l'article 2 | 122.782.207.396,55 |
| Dépenses fixées à l'article 4 | 141.409.394.179,81 |
| Excédent des dépenses | 18.627.186.783,26 |
| Cette somme vient en augmentation du montant des dépenses ordonnancées au delà des ressources budgétaires à la clôture de l'exercice 1947 | |
| | 104.421.883.472,23 |
| fr. | 123.049.070.255,49 |

Cette dernière somme a été transportée au compte de l'exercice 1949.
.....

Art. 20. — Le résultat général du budget de l'exercice 1949 est définitivement arrêté ainsi qu'il suit :

| | |
|---|--------------------|
| Recettes fixées à l'article 12 | 76.342.388.745,02 |
| Dépenses fixées à l'article 14 | 90.370.526.073,08 |
| Excédent des dépenses | 14.028.137.328,06 |
| Cette somme vient en augmentation du montant des dépenses ordonnancées au delà des ressources budgétaires à la clôture de l'exercice 1948 | |
| | 123.049.070.255,49 |
| fr. | 137.077.207.583,55 |

Cette dernière somme a été transportée au compte de l'exercice 1950.
.....

Art. 30. — Le résultat général du budget de l'exercice 1950 est définitivement arrêté ainsi qu'il suit :

| | |
|---|--------------------|
| Recettes fixées à l'article 22 | 73.754.101.335,04 |
| Dépenses fixées à l'article 24 | 80.859.641.913,93 |
| Excédent des dépenses | 7.105.540.578,89 |
| Cette somme vient en augmentation du montant des dépenses ordonnancées au delà des ressources budgétaires à la clôture de l'exercice 1949 | |
| | 137.077.207.583,55 |
| fr. | 144.182.748.162,44 |

Cette dernière somme a été transportée au compte de l'exercice 1951.
.....

Arrêté royal du 16 février 1956

Société nationale de la Petite Propriété terrienne. Modifications aux statuts (Moniteur du 10 mars 1956, p. 1.499).

Vu l'arrêté royal du 27 février 1935 instituant une Société nationale de la Petite Propriété terrienne;

Vu les statuts de cette société nationale approuvés par arrêté royal du 26 août 1935 et les modifications des statuts des 28 novembre 1935, 2 mai 1939, 6 mai 1947, 2 mai 1950, 8 mai 1951, 5 mai 1953 et 4 mai 1954, approuvées par les arrêtés royaux des 15 janvier 1936 et 14 juin 1939, par l'arrêté du Régent du 27 juin 1947 et par les arrêtés royaux des 13 juillet 1951, 8 juillet 1953 et 28 août 1954;

Vu la décision de l'assemblée générale extraordinaire de la Société nationale de la Petite Propriété terrienne du 10 novembre 1955, apportant les modifications ci-après aux statuts de la société :

1° Modifier l'article 13 comme suit :

« Art. 13. — Indépendamment des fonds mis à sa disposition par l'Etat, la Société nationale peut se procurer les ressources nécessaires par voie d'emprunt. En représentation des emprunts, la Société peut émettre des obligations.

» Les emprunts à plus de dix jours de date sont soumis à l'autorisation du Ministre de l'Agriculture, du Ministre des Finances et du Ministre de la Santé publique et de la Famille.

» Les obligations sont nominatives ou au porteur; la valeur de ces obligations ne peut dépasser le coût des immeubles acquis par la Société et le montant des prêts consentis par elle. »

2° Modifier l'article 15 comme suit :

« Art. 15. — La Société n'utilise ses avoirs et ses disponibilités que pour réaliser des opérations et des investissements prévus par sa loi organique et ses statuts. Les avoirs et les disponibilités qui ne seraient pas utilisés à cette fin doivent être investis en valeurs émises ou garanties par l'Etat ou en fonds publics dont la liste est établie par le Roi. Le Ministre des Finances peut toutefois arrêter d'autres modalités pour le placement de la portion des disponibilités non utilisée pour des opérations et des investissements visés par la loi organique et les statuts de la Société. »

3° Modifier l'article 15bis comme suit :

Art. 15bis. — Les réserves mathématiques de la caisse d'assurances dont il est question à l'article 2bis sont placées dans les conditions déterminées ci-après :

» 1° en fonds publics belges ou en valeurs garanties par l'Etat, dans une proportion qui ne peut être inférieure à 15 p.c. du total des réserves mathématiques;

» 2° en obligations des provinces, des villes, des communes ou du Crédit communal;

» 3° en immeubles situés en Belgique et en prêts hypothécaires sur immeubles également situés en Belgique, dans une proportion qui ne peut excéder 65 p.c. du total;

» 4° en obligations de sociétés belges qui, depuis cinq ans consécutifs au moins, ont fait face à tous leurs engagements au moyen de leurs ressources ordinaires, dans une proportion qui ne peut excéder 50 p.c. du total. »

4° Supprimer le 2° et le 3° alinéa de l'article 17.

5° Modifier comme suit l'alinéa 3 de l'article 21 :

« Il fait les emprunts et les émissions d'obligations, compte tenu des dispositions des articles 13 et 14. »

6° Modifier comme suit l'alinéa 9 de l'article 21 :

« Il détermine, compte tenu de l'article 15, le placement des fonds disponibles et dispose des fonds mis en dépôt ou en compte courant. »

7° Supprimer l'article 24.

8° Insérer un article 25bis :

« Art. 25bis. — Les dispositions de l'arrêté royal du 14 octobre 1937 fixant une limite d'âge pour toute personne nommée par arrêté royal ou ministériel dans les institutions, organismes ou sociétés par actions de la Métropole ou de la Colonie, institués par une loi ou par un arrêté royal, ou dans lesquels l'Etat ou la Colonie sont représentés en vertu d'une loi, d'un arrêté royal, d'une concession, d'une convention ou de statuts, pris en exécution de la loi du 10 juin 1937, modifié et confirmé par la loi du 16 juin 1947, sont applicables à la Société. »

9° Modifier l'article 29 comme suit :

« Art. 29. — La Société nationale de la Petite Propriété terrienne est soumise au pouvoir de contrôle du Ministre de l'Agriculture, du Ministre des Finances et du Ministre de la Santé publique et de la Famille.

» Ce contrôle est exercé à l'intervention de trois commissaires du Gouvernement nommés par le Roi, sur présentation respectivement du Ministre de l'Agriculture, du Ministre des Finances et du Ministre de la Santé publique et de la Famille.

» Le Commissaire du Gouvernement dispose d'un délai de trois jours francs pour prendre son recours contre l'exécution de toute décision qu'il estime contraire à la loi, aux statuts ou à l'intérêt général.

» Ce délai court à partir du jour de la réunion à laquelle la décision a été prise, pour autant qu'il y ait été régulièrement convoqué. En outre, le Commissaire du Gouvernement peut, à sa diligence, prendre connaissance des décisions prises en son absence, sans que le délai soit augmenté. Le recours est suspensif.

» Si, dans un délai de quinze jours francs, commençant le même jour que le premier délai, le Ministre n'a pas statué, la décision devient définitive.

» Le Commissaire du Gouvernement assiste avec voix consultative aux réunions des organes d'administration et de contrôle. Il a les pouvoirs les plus étendus pour l'accomplissement de sa mission. »

10° Insérer un article 29bis :

« Art. 29bis. — Le Ministre de l'Agriculture, le Ministre des Finances et le Ministre de la Santé publique et de la Famille désignent de commun accord, auprès de la Société, trois réviseurs; ils sont choisis, dans la mesure du possible, parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprise.

» Les réviseurs sont chargés de contrôler les écritures et d'en certifier l'exactitude et la sincérité.

» Ils peuvent prendre connaissance, sans déplacement, des livres et documents comptables, de la correspondance, des procès-verbaux, des situations périodiques et généralement de toutes les écritures. Ils vérifient la consistance des biens et des valeurs qui appartiennent à la Société ou dont celle-ci a l'usage ou la gestion.

» Ils ne peuvent s'immiscer dans la gestion de la Société.

» Ils adressent au Ministre de l'Agriculture, au Ministre des Finances, au Ministre de la Santé publique et de la Famille et aux organes directeurs de la Société, un rapport sur la situation active et passive ainsi que sur les résultats de l'exploitation, au moins une fois l'an, à l'occasion de la confection du bilan et du compte de profits et pertes. Ils leur signalent, sans délai, toute négligence, toute irrégularité et en général toute situation susceptible de compromettre la solvabilité et la liquidité de la Société. »

11° Insérer un nouvel article 29ter :

« Art. 29ter. — La Société rembourse au Trésor les dépenses résultant du contrôle de ces opérations. »

12° Modifier comme suit l'article 36 :

« Art. 36. — Il est tenu chaque année, le 31 mars au plus tard, à Bruxelles, une assemblée générale des actionnaires. »

13° Modifier comme suit l'article 44 :

« Art. 44. — Au 31 décembre de chaque année, et pour la première fois au 31 décembre 1935, les comptes sont arrêtés et l'exercice clos. La Société dresse ses comptes annuellement pour le 31 mars au plus tard. Elle établit, annuellement, dans le même délai, un bilan et un compte de résultats. Le bilan et le compte de résultats sont publiés.

» Les comptes de la Société sont transmis au Ministre de l'Agriculture, au Ministre des Finances et au Ministre de la Santé publique et de la Famille.

» La Société présente à ces ministres des situations périodiques ainsi qu'un rapport annuel sur son activité. »

14° Insérer un article 44bis :

« Art. 44bis. — Sur proposition du Ministre de l'Agriculture, du Ministre des Finances et du Ministre de la Santé

publique et de la Famille, le Roi peut fixer les règles générales et particulières relatives :

- » 1° à la comptabilité;
 - » 2° à la reddition des comptes;
 - » 3° aux situations et rapports périodiques.
- » La comptabilité de la Société est organisée selon des méthodes commerciales.

» En ce qui concerne les travaux et fournitures, la Société est tenue d'appliquer les clauses et conditions administratives et techniques du cahier des charges de l'Etat. »

Vu l'article 41 des statuts de la Société nationale de la Petite Propriété terrienne;

Considérant que les décisions ci-dessus ont été prises à l'unanimité et que l'assemblée générale était valablement constituée;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Agriculture, de Notre Ministre des Finances et de Notre Ministre de la Santé publique et de la Famille,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. — Les modifications apportées aux statuts de la Société nationale de la Petite Propriété terrienne par l'assemblée générale extraordinaire de cette société, le 10 novembre 1955, sont approuvées.

Art. 2. — Notre Ministre de l'Agriculture, Notre Ministre des Finances et Notre Ministre de la Santé publique et de la Famille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Loi du 22 février 1956

autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1955 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1954 et antérieurs - Erratum (Moniteur du 8 mars 1956, p. 1.451).

Loi du 23 février 1956

contenant le budget du Corps de la Gendarmerie pour l'exercice 1956 (Moniteur des 5-6 mars 1956, p. 1.394).

Loi du 23 février 1956

contenant le budget du Ministère des Colonies pour l'exercice 1956 (Moniteur du 22 mars 1956, p. 1.831).

Il est ouvert pour les dépenses de l'exercice 1956 afférentes au budget du Ministère des Colonies, des crédits s'élevant à la somme de 67 millions 547.000 francs.

Arrêté royal du 27 février 1956

autorisant la Société nationale de la Petite Propriété terrienne à émettre, sous la garantie de l'Etat, un emprunt de 450 millions de francs (Moniteur du 2 mars 1956, p. 1.300).

La Société nationale de la petite propriété terrienne est autorisée à emprunter par tranches, sous la garantie de l'Etat et aux conditions qui seront approuvées par le Ministre des Finances, un montant effectif de quatre cent cinquante millions de francs.

Arrêté royal du 27 février 1956

réglant le fonctionnement de la Caisse d'amortissement créée par la loi du 2 août 1955 (Moniteur du 7 mars 1956, p. 1.426).

Article 1^{er}. — La Caisse d'amortissement, instituée au Ministère des Finances par la loi du 2 août 1955, est rattachée à l'Administration de la Trésorerie et de la Dette publique.

Art. 2. — Le directeur général de l'Administration de la Trésorerie et de la Dette publique est comptable des deniers et valeurs de la Caisse d'amortissement. Il peut déléguer la signature pour tous actes d'administration journalière.

Art. 3. — Les comptes et registres de la Caisse d'amortissement sont tenus distinctement.

Art. 4. — Les dotations ordinaires d'amortissement sont versées à la Caisse d'amortissement, aux époques fixées par les prescriptions légales et contractuelles.

Art. 5. — Les frais relatifs à l'amortissement des diverses dettes sont payés par la Caisse d'amortissement au moyen de fonds mis à sa disposition par imputation sur le Budget de la Dette publique.

Art. 6. — L'amortissement des titres de la Dette publique a lieu, conformément aux lois et contrats d'emprunt, soit par rachats en bourse, ou sur les places étrangères, soit par voie de tirages au sort.

Les tirages au sort des titres des emprunts à désigner pour l'amortissement se font, à Bruxelles, par un délégué du Service de la Dette publique, en présence d'un délégué de la Caisse d'amortissement et d'un délégué de la Cour des Comptes; à l'étranger conformément aux conventions passées avec les prêteurs.

Il est dressé procès-verbal de ces opérations; un extrait de cet acte mentionnant les numéros des titres sortis aux tirages, est publié au *Moniteur belge*.

Art. 7. — Les titres rachetés pour l'amortissement sont annulés au moment de leur dépôt aux guichets du caissier de l'Etat, à la Banque Nationale de Belgique, par perforation et apposition d'un timbre portant : « Amortissement — Delging ».

Les titres amortissables par voie de tirages au sort sont remboursés, en Belgique, aux guichets du caissier de l'Etat à la Banque Nationale de Belgique, à l'étranger par les banques chargées contractuellement du service financier des emprunts.

Les titres amortis sont conservés par le caissier de l'Etat, en attendant leur destruction à laquelle il doit être procédé au cours de l'année qui suit celle de leur acquisition ou de leur remboursement.

Art. 8. — La destruction des titres amortis est annoncée par la voie du *Moniteur belge*; elle a lieu publiquement.

Loi du 29 février 1956

contenant le budget des Services du Premier Ministre pour l'exercice 1956 (Moniteur du 3 mars 1956, p. 1.323).

Il est ouvert pour les dépenses de l'exercice 1956 afférentes au budget des Services du Premier Ministre, des crédits s'élevant à la somme de 41.879.000 francs.

Par dérogation à l'article 15 de la loi organique de la Cour des Comptes du 29 octobre 1846, des avances de fonds d'un montant maximum de 400.000 francs peuvent être consenties aux comptables extraordinaires des Services du Premier Ministre.

Arrêté ministériel du 1^{er} mars 1956

fixant le montant des primes accordées aux industries produisant, à base de lait belge, certains dérivés du lait (Moniteur du 10 mars 1956, p. 1.498).

Arrêté royal du 5 mars 1956

relatif à l'émission, par la Société nationale des Chemins de fer belges, de l'emprunt 4 ¼ p.c. 1956-1971, au capital nominal de 800 millions de francs, dont l'Etat supporte la charge d'intérêt et d'amortissement (Moniteur du 7 mars 1956, p. 1.427).

La Société nationale des Chemins de fer belges est autorisée à émettre un emprunt à 4 ¼ %, de huit cents millions de francs, à valoir sur les autorisations d'emprunt accordées par les lois du 28 juin 1955 et du 21 février 1956.

Loi du 5 mars 1956

contenant le budget du Ministère de la Défense Nationale pour l'exercice 1956 (Moniteur du 18 mars 1956, p. 1.706).

Il est ouvert pour les dépenses de l'exercice 1956 afférentes au budget de la Défense Nationale, des crédits s'élevant à la somme de 11 milliards 510.226.000 francs.

Loi du 8 mars 1956

contenant le budget des non-valeurs et des remboursements pour l'exercice 1956 (Moniteur du 18 mars 1956, p. 1.703).

Il est ouvert, pour les dépenses de l'exercice 1956, afférentes au budget des non-valeurs et des remboursements, des crédits s'élevant à la somme de 506.634.000 francs.

Loi du 10 mars 1956

contenant le budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'exercice 1956 (Moniteur du 23 mars 1956, p. 1.862).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses de l'exercice 1956 afférentes au budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille..., des crédits s'élevant à la somme de 2.424.043.000 francs.

Art. 2. — Par dérogation à l'article 15 de la loi organique de la Cour des Comptes du 29 octobre 1846, des avances de fonds d'un montant maximum de 1.500.000 francs peuvent être consenties aux comptables extraordinaires du Département.

Art. 3. — Vu le caractère urgent des dépenses à prévoir, et par dérogation à l'article 15 modifié de la loi organique de la Cour des Comptes du 29 octobre 1846, des avances de fonds successives d'un montant ne dépassant pas 500.000 francs, dont il sera justifié ultérieurement, peuvent être consenties au comptable chargé de la liquidation des secours et allocations à caractère social.

Il en est de même pour les allocations en faveur des activités culturelles et sportives créées parmi le personnel du Département de la Santé publique et de la Famille.

Arrêté royal et arrêté ministériel du 13 mars 1956

relatifs à l'échange des obligations de l'emprunt à lots émis en 1923 par la Fédération des Coopératives pour dommages de guerre (Moniteur du 15 mars 1956, pp. 1.609 et 1.613). (Voir texte, rubrique XI.)

Remboursement anticipatif au 15 juin 1956

des obligations à 5 p.c. estampillées de l'emprunt à lots émis en 1923 par la Fédération des Coopératives pour dommages de guerre (Moniteur du 15 mars 1956, p. 1.614).

Arrêté royal du 14 mars 1956

relatif à l'émission de l'Emprunt à lots de l'Exposition 1958 au capital nominal de 1.200 millions de francs (Moniteur du 16 mars 1956, p. 1.631).

Article 1^{er}. — Le Ministre des Finances est autorisé à émettre en Belgique, aux conditions qu'il déterminera, un emprunt à lots au capital nominal de un milliard deux cents millions de francs, dénommé « Emprunt à lots de l'Exposition 1958 ».

Cet emprunt sera représenté par 1.200.000 obligations au porteur de mille francs chacune, numérotées de 0.000.001 à 1.200.000.

Art. 2. — Les obligations porteront intérêt, au taux de 2 p.c. l'an, à partir du 1^{er} avril 1956, et seront munies de quatre coupons d'intérêt annuels, payables le 1^{er} avril des années 1957 à 1960.

Art. 3. — Les obligations seront amortissables par voie de tirages au sort à effectuer conformément au plan des tirages annexé au présent arrêté; les obligations non désignées pour l'amortissement par ces tirages sont remboursables le 1^{er} avril 1960 au pair de la valeur nominale.

Les obligations sorties aux tirages au sort sont remboursables, selon le cas, soit par le montant du lot qui leur aura été attribué, soit au pair de la valeur nominale à partir du 1^{er} avril qui suit les tirages; elles auront droit au coupon échéant à cette date.

Toutefois, les obligations désignées au remboursement par les tirages effectués pendant les onze premiers mois de chaque période annuelle pourront être encaissées à partir du 1^{er} du mois qui suit les tirages, mais sans bonification d'intérêt.

Art. 4. — Les coupons d'intérêt et les lots seront exempts, pendant toute la durée de l'emprunt, de tous impôts et taxes réels quelconques, présents et futurs, au profit de l'Etat, des provinces et des communes.

En outre, les lots sont exonérés de l'impôt complémentaire personnel.

Art. 5. — Les tirages au sort pour l'attribution des lots auront lieu aux dates fixées au plan des tirages.

Si le jour fixé est un jour férié, le tirage aura lieu la veille.

L'amortissement s'effectue par groupes de 100 obligations; il ne sera attribué qu'un seul lot par groupe qui écherra à une obligation; les obligations qui font partie des groupes sortis et qui n'obtiennent pas de lot seront remboursables au pair.

Il sera appelé à chaque tirage autant de groupes de 100 obligations qu'il y a de lots attribués à ce tirage.

Art. 6. — Le paiement des coupons d'intérêt et le remboursement des obligations amorties au pair seront effectués aux guichets du Caissier de l'Etat, à la Banque Nationale de Belgique, à Bruxelles et en province.

Les obligations sorties avec lot seront remboursables à Bruxelles seulement. Préalablement au remboursement, elles devront être présentées au Ministère des Finances (Service de la Dette au porteur) à l'effet d'y être revêtues d'une autorisation spéciale de paiement.

Art. 7. — Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 8. — Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Loi du 16 mars 1956

contenant le budget des dotations pour l'exercice 1956 (Moniteur du 21 mars 1956, p. 1.798).

Il est ouvert pour les dépenses de l'exercice 1956 afférentes au budget des dotations, des crédits s'élevant à la somme de 286.214.500 francs.

Arrêté royal du 19 mars 1956

modifiant le Code et le Règlement général sur les taxes assimilées au timbre (Moniteur du 29 mars 1956, p. 2.084).

Arrêté ministériel du 20 mars 1956

organisant la mise au travail des chômeurs par les provinces, les communes et les établissements publics (Moniteur du 22 mars 1956 p. 1.834). (Voir texte, rubrique X.)

III — LEGISLATION AGRICOLE

Arrêté royal du 20 janvier 1956

établissant un droit spécial à percevoir à l'occasion de la délivrance des licences d'importation de bœufs (Moniteur du 9 mars 1956, p. 1.477). (Voir texte, rubrique VII.)

Arrêté royal du 16 février 1956

Société nationale de la Petite Propriété terrienne. Modifications aux statuts (Moniteur du 10 mars 1956, p. 1.499). (Voir texte, rubrique II.)

Arrêté ministériel du 1^{er} mars 1956

fixant le montant des primes accordées aux industries produisant, à base de lait belge, certains dérivés du lait (Moniteur du 10 mars 1956, p. 1.498).

Arrêté ministériel du 10 mars 1956

prescrivant le recensement des dégâts causés par le gel à l'agriculture et à l'horticulture (Moniteur du 21 mars 1956, p. 1.805).

IV — LEGISLATION INDUSTRIELLE

Arrêté royal du 15 février 1956

accueillant une requête relative à l'industrie du mastic, déposée par application de l'arrêté royal n° 62 du 13 janvier 1935, permettant l'institution d'une réglementation économique de la production et de la distribution (Moniteur du 9 mars 1956, p. 1.474).

V — LEGISLATION DU TRAVAIL

Arrêté royal du 21 février 1956

modifiant l'arrêté royal du 31 mars 1936, complétant et coordonnant les dispositions relatives à l'emploi de la main-d'œuvre étrangère (Moniteur du 3 mars 1956, p. 1.326).

Il est inséré dans l'arrêté royal n° 285 du 31 mars 1936 un article 10bis, libellé comme suit :

« Art. 10bis. — Les dispositions des articles 1 à 10 ne sont pas applicables aux travailleurs de nationalité luxembourgeoise.

» Toutefois, l'employeur qui occupe un travailleur de nationalité luxembourgeoise est tenu de le déclarer dans les forme

et délai déterminés par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

Arrêté ministériel du 22 février 1956

relatif aux déclarations des travailleurs de nationalité luxembourgeoise (Moniteur du 3 mars 1956, p. 1.326).

Quiconque occupe un travailleur de nationalité luxembourgeoise est tenu de le déclarer, dans les quarante-huit heures de cette occupation, au bureau régional de l'Office national du placement et du chômage du ressort du lieu du travail.

VII — LEGISLATION RELATIVE AU COMMERCE EXTERIEUR

Arrêté royal du 20 janvier 1956

établissant un droit spécial à percevoir à l'occasion de la délivrance des licences d'importation de bœufs (Moniteur du 9 mars 1956, p. 1.477).

.....

Considérant qu'en vue de satisfaire à l'engagement international souscrit par la Belgique, de diminuer les restrictions quantitatives à l'importation, les bœufs pourront être importés sous certaines conditions; qu'il s'indique, notamment, de mettre le producteur belge à l'abri d'une baisse anormale des prix sur le marché intérieur;

.....

Article 1^{er}. — La délivrance des licences d'importation de bœufs adultes et de bouvillons (positions 3 b5 et ex b2, du tarif des droits d'entrée) donne lieu à la perception d'un droit spécial, qui ne pourra excéder 15 francs le kilogramme sur pied, le Ministre de l'Agriculture ayant la faculté de fixer ce droit en fonction des variations de la différence entre les prix de ces animaux sur le marché extérieur et sur le marché belge.

.....

Art. 3. — Dans les cas dûment établis de réexportation des animaux importés ou d'exportation de viande ou de conserves de viande obtenues à l'aide de ces animaux importés, le droit spécial, perçu en application de l'article 1^{er}, peut être restitué sur leur demande, en totalité ou en partie, aux bénéficiaires des licences ou aux réexportateurs. Il peut, de même, être restitué dans la mesure où l'importation prévue n'a pas été réalisée.

.....

IX — LEGISLATION RELATIVE AUX PRIX ET AUX SALAIRES

Arrêté royal du 21 février 1956

rendant obligatoires les décisions en date du 15 septembre 1955 de la Commission paritaire nationale de l'industrie des cuirs et peaux concernant la fixation des salaires minimums dans l'industrie de la chaussure et de la pantoufle en général, ainsi que le rattachement de ces salaires à l'index-number des prix de détail (Moniteur du 14 mars 1956, p. 1.583).

Article 1^{er}. — Sont rendues obligatoires les décisions en date du 15 septembre 1955 de la Commission paritaire nationale de l'industrie des cuirs et peaux, reprises en annexe et concernant la fixation des salaires minimums des travailleurs et travailleuses dans l'industrie de la chaussure et de la pantoufle en général, ainsi que le rattachement de ces salaires à l'index-number des prix de détail.

Arrêté royal du 21 février 1956

allouant des primes supplémentaires aux ouvriers belges qui s'engagent pour le travail du fond de la mine (Moniteur du 21 mars 1956, p. 1.800).

L'Office national du placement et du chômage accorde aux travailleurs belges recrutés pour les travaux du fond des charbonnages et qui n'ont jamais été occupés antérieurement à ces travaux, en supplément des primes octroyées en vertu de l'arrêté-loi du 14 avril 1945, modifié par l'arrêté-loi du 29 novembre 1945, des primes s'élevant à :

a) 1.000 francs à l'embauchage, s'ils souscrivent un engagement de six mois;

b) 1.500 francs si, à l'expiration du deuxième engagement de six mois, ils souscrivent un nouvel engagement de douze mois.

Arrêté royal du 1^{er} mars 1956

rendant obligatoire la décision du 28 septembre 1955 de la Commission paritaire nationale pour les entreprises forestières, relative à la fixation du

salaires minimum et au rattachement de ce salaire à l'index-number des prix de détail (Moniteur des 12-13 mars 1956, p. 1.558).

Est rendue obligatoire la décision en date du 28 septembre 1955, de la Commission paritaire nationale pour les entreprises forestières, reprise en annexe, relative à la fixation du salaire minimum des travailleurs occupés dans les entreprises forestières.

.....

Convention

A. Fixation du salaire minimum.

Article 1^{er}. — Le salaire horaire minimum des ouvriers des entreprises forestières est fixé à 20 francs.

Toutefois, pour les ouvriers des entreprises situées dans les provinces d'Anvers et de Limbourg, le salaire horaire minimum est fixé à 19 francs jusqu'au 30 avril 1956.

B. Rattachement du salaire à l'index-number des prix de détail.

Art. 2. — Le salaire horaire minimum déterminé à l'article 1^{er} est rattaché à l'index-number des prix de détail fixé mensuellement par le Ministère des Affaires économiques et publié au Moniteur belge.

Art. 3. — Le salaire horaire minimum déterminé à l'article 1^{er} est d'application tant que l'index-number des prix de détail défini à l'article 2 fluctue entre 96 et 104 points.

Art. 4. — La présente convention remplace la convention du 24 avril 1951, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 10 octobre 1951.

Art. 5. — La présente convention entre en vigueur le 1^{er} octobre 1951.

Arrêté royal du 1^{er} mars 1956

rendant obligatoire la décision du 23 septembre 1955 de la Commission paritaire nationale pour les entreprises forestières, octroyant des congés à l'occasion d'événements particuliers, aux travailleurs occupés dans les entreprises forestières (Moniteur des 12-13 mars 1956, p. 1.559).

rendant obligatoire la décision du 29 septembre 1955 de la Commission paritaire nationale de l'industrie de la construction, concernant la liaison des salaires à l'index-number des prix de détail du Royaume (Moniteur du 24 mars 1956, p. 1.913).

modifiant le Code et le Règlement général sur les taxes assimilées au timbre (Moniteur du 29 mars 1956, p. 2.084).

X — LEGISLATION SOCIALE
(PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS)

Arrêté royal du 21 février 1956

allouant des primes supplémentaires aux ouvriers belges qui s'engagent pour le travail du fond de la mine (Moniteur du 21 mars 1956, p. 1.800). (Voir texte, rubrique IX).

Arrêté ministériel du 20 mars 1956

organisant la mise au travail des chômeurs par les provinces, les communes et les établissements publics (Moniteur du 22 mars 1956, p. 1.834).

Article 1^{er}. — Les travaux d'utilité publique visés par l'article 155 de l'arrêté du Régent du 26 mai 1945, organique de l'Office national du placement et du chômage sont : les travaux urgents accidentels, tels que déblaiement de lieux publics et de quartiers sinistrés, enlèvement de neige, de sable, etc.; les travaux que le pouvoir ou l'établissement public n'est normalement pas tenu d'effectuer et qui, en l'absence des dispositions du présent arrêté, n'auraient pas été entrepris, à la condition qu'ils soient autorisés par le Premier Ministre.

Sont également considérés comme travaux d'utilité publique au sens de l'alinéa précédent, les travaux résultant de dommages causés par la guerre, ainsi que les travaux prévus par l'arrêté du Régent du 2 juillet 1949. Toutefois, l'accord préalable du Ministre ayant les travaux publics ou la santé publique et la famille dans ses attributions doit être demandé par le pouvoir ou par l'établissement public qui désire occuper des chômeurs à de tels travaux.

Tous les chômeurs indemnisés par l'Office national du placement et du chômage peuvent être affectés à l'exécution de ces travaux.

En outre, les chômeurs subissant une incapacité de travail partielle comprise entre 1/3 et 2/3 et ceux qui sont considérés par la commission consultative du bureau régional de l'Office comme étant d'un placement difficile peuvent être affectés à l'exécution de tous travaux d'utilité publique quelconques d'une durée limitée.

Art. 2. — Les demandes sont introduites au bureau régional compétent; elles mentionnent notamment la nature et la durée probable des travaux, ainsi que le nombre de chômeurs à mettre au travail.

Art. 3. — Les demandes sont instruites par le directeur du bureau régional, qui les transmet au Directeur général de l'Office national du placement et du chômage accompagnées de son avis motivé, et lorsqu'il s'agit de travaux qui revêtent une certaine importance, de l'avis motivé de la commission consultative.

Sauf pour les travaux urgents accidentels, la demande ne peut être agréée que lorsque les crédits nécessaires sont prévus au budget de la personne publique requérante.

Art. 4. — Le Directeur général de l'Office national du placement et du chômage statue sur les demandes introduites par les provinces, les communes et les établissements publics.

Il soumet au Premier Ministre, pour décision, les demandes relatives aux travaux qui doivent être autorisés par celui-ci.

Le directeur du bureau régional compétent peut autoriser la mise au travail des chômeurs indemnisés lorsqu'il s'agit de travaux urgents accidentels ou de travaux qui ne doivent pas durer plus de trois jours. La demande peut être faite et l'autorisation accordée par communications téléphoniques, qui doivent être confirmées par écrit dans les quarante-huit heures.

Art. 5. — En cas d'agrégation de la demande, le dossier, revêtu de l'autorisation, est renvoyé au directeur du bureau régional compétent.

Celui-ci désigne les chômeurs à mettre au travail en tenant compte de leurs aptitudes, et à aptitudes égales, en donnant la préférence à ceux qui chôment depuis le plus longtemps, aux chômeurs complets domiciliés dans la commune où les travaux doivent être exécutés et à ceux qui sont domiciliés dans les communes environnantes.

Il établit, dans la mesure où la nature et la durée des travaux le permettent, un roulement parmi les chômeurs.

Art. 6. — Les chômeurs mis à la disposition des provinces, communes et établissements publics travaillent sous la responsabilité de ceux-ci.

Ils restent maintenus sur la liste des demandeurs d'emploi.

Aucun préavis, ni indemnité de préavis ne peuvent être exigés des intéressés à l'égard des pouvoirs et établissements publics visés ci-dessus, ni de ces derniers à l'égard des chômeurs.

Les chômeurs mis au travail en application des dispositions du présent arrêté peuvent s'absenter pour répondre à une offre de travail sans perdre le droit aux indemnités prévues à l'article 7. Le directeur du bureau régional statue sur la nécessité et la durée de ces absences.

Art. 7. — L'Office national du placement et du chômage alloue aux chômeurs occupés par les pouvoirs ou établissements publics une indemnité dont le montant est fixé par le directeur du bureau régional sur avis de la commission consultative. Elle doit correspondre au salaire normalement payé pour les travaux du genre de celui auquel le chômeur est occupé d'après le barème adopté par la commission paritaire dont relève la profession envisagée, déduction faite des retenues de sécurité sociale; 16 p.c. du montant de cette indemnité sont à charge du pouvoir ou de l'établissement public qui occupe le chômeur.

Il est octroyé, en outre, aux intéressés à charge de l'Office national du placement et du chômage, un supplément à titre d'allocations familiales et à titre d'allocations de la mère au foyer, du même montant que les allocations qui sont payées en vertu des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés.

L'Office national assure les intéressés contre les accidents du travail. Il leur octroie des avantages équivalents à ceux qui sont prévus pour les travailleurs par la législation sur les vacances annuelles.

En matière d'assurance maladie-invalidité et d'assurance vieillesse et décès prématuré, les intéressés continuent à être considérés comme des chômeurs. Il en est de même en ce qui concerne le calcul des prestations visé par l'article 57bis, 2^o, b, de la loi du 4 août 1930, modifiée par la loi du 27 mars 1951 relative aux allocations familiales pour travailleurs salariés. Toutefois, en ce qui concerne les chômeurs occupés en qualité d'employés, l'Office national du placement et du chômage verse à l'organisme compétent des cotisations pour la pension

équivalentes à celles qui sont exigées en cas de contrat d'emploi.

Art. 8. — Les pouvoirs et établissements publics qui occupent des chômeurs fournissent à l'Office tous renseignements qu'il estime utile de leur demander pour l'accomplissement de sa mission.

Art. 9. — Le recouvrement des sommes qui sont à charge du pouvoir ou de l'établissement public s'effectue à l'intervention du Crédit communal ou suivant les modalités convenues entre l'Office et le pouvoir ou l'établissement public en cause.

Art. 10. — Le chômeur qui, sans motif légitime, s'abstient de répondre à l'offre d'occupation ou abandonne le travail, est privé du bénéfice des allocations de chômage conformément aux dispositions en vigueur en matière de refus ou d'abandon de travail.

Art. 11. — L'arrêté ministériel du 6 mai 1949 organisant la mise au travail des chômeurs par les provinces, les communes et les établissements publics est abrogé.

Art. 12. — Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} avril 1956.

XI. — LEGISLATION EN MATIERE DE DOMMAGES DE GUERRE

Arrêté royal et arrêté ministériel du 13 mars 1956

relatifs à l'échange des obligations de l'emprunt à lots émis en 1923 par la Fédération des Coopératives pour dommages de guerre (Moniteur du 15 mars 1956, pp. 1.609 et 1.613).

Article 1^{er}. — Les obligations transformées à 4 % d'une valeur nominale de 525 francs de l'emprunt à lots émis en 1923 par la Fédération des Coopératives pour dommages de guerre, non désignées pour l'amortissement par les tirages au sort effectués avant le 15 juin 1956 seront échangées contre de nouvelles obligations d'une valeur nominale de 1.050 francs, répondant aux prescriptions de l'arrêté du Régent du 17 janvier 1949.

Art. 2. — L'échange sera effectué du 18 juin 1956 au 15 janvier 1957, avec jouissance du 15 juin 1956, à raison de deux obligations actuelles pour une obligation nouvelle.

Seules les obligations nouvelles de 1.050 francs participeront aux tirages au sort prévus au tableau d'amortissement et au plan des tirages annexés au présent arrêté.

Art. 3. — Les porteurs qui ne possèdent pas un nombre pair d'obligations actuelles pourront soit vendre une obligation, soit acheter une obligation.

Ces achats ou ces ventes seront effectués sans courtage du 18 juin 1956 au 15 janvier 1957 aux guichets du Caissier de l'Etat à la Banque Nationale de Belgique à Bruxelles et en province, sur la base du dernier cours coté en Bourse avant l'opération d'achat ou de vente pour les nouvelles obligations, majoré des intérêts courus, depuis le 15 juin 1956 jusques et y compris le jour de l'opération.

Art. 4. — Le Ministre des Finances est autorisé à vendre en Bourse ou hors Bourse, un capital nominal d'obligations nouvelles, correspondant à l'excédent des achats sur les ventes d'obligations que le Caissier de l'Etat effectuera en vertu de l'article 3 ci-dessus.

Art. 5. — Les nouvelles obligations d'une valeur nominale de 1.050 francs sont numérotées de 000.001 à 963.410. Elles portent intérêt au taux de 4 % l'an à partir du 15 juin 1956 et sont munies de 27 coupons d'intérêt annuels de 42 francs pour les échéances du 15 juin 1957 au 15 juin 1983.

Art. 6. — Les obligations sont amortissables en 57 ans, par voie de tirages au sort, conformément au plan des tirages et au tableau d'amortissement annexés au présent arrêté.

Les obligations sorties aux tirages au sort seront remboursables, selon le cas, soit par le montant du lot qui leur aura été attribué soit par 1.150 francs, c'est-à-dire avec une prime de 100 francs, à partir du 15 juin qui suit la date des tirages.

Elles ont droit au coupon d'intérêt échéant à la date fixée pour leur remboursement.

.....

Art. 8. — L'Etat se réserve la faculté de rembourser par anticipation à toute échéance d'intérêt et moyennant un préavis de trois mois à publier au *Moniteur belge*, les obligations non amorties par les tirages au sort.

Dans ce cas, tous les titres non encore désignés pour l'amortissement par les tirages sont remboursables par une même somme représentant le pair de la valeur nominale soit 1.050 francs, augmenté de la valeur moyenne des primes de 100 francs, ramenées au taux de 5 p.c. l'an à la date fixée pour le remboursement anticipé.

Art. 9. — Les exemptions fiscales dont jouissent les obligations actuelles sont reportées sur les nouvelles obligations.

Art. 10. — L'Etat assume le paiement des intérêts et le remboursement des obligations.

L'annuité nécessaire au service des intérêts et de l'amortissement est portée, chaque année, au budget de la Dette publique.

.....

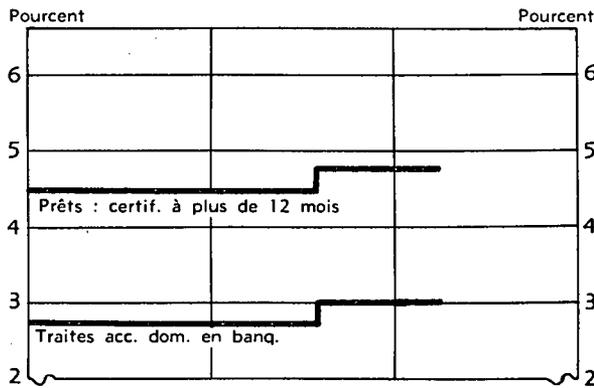
Remboursement anticipatif des obligations estampillées.

Art. 12. — Les obligations à 5 p.c. de 500 francs de l'emprunt à lots de 1923 revêtues de l'estampille « non convertie » et qui n'auront pas été désignées au remboursement par les tirages au sort effectués ou à effectuer avant le 15 juin 1956 seront remboursées anticipativement à partir du 15 juin 1956 par la somme de F 509,25, représentant le pair de la valeur nominale, augmenté de la valeur moyenne des primes de 50 francs ramenées au taux de 5 p.c. l'an à la date du 15 juin 1956.

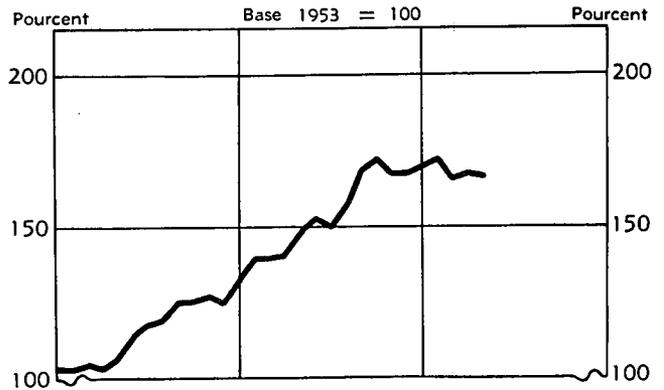
Ces obligations cessent de porter intérêt à partir de la date fixée pour leur remboursement.

GRAPHIQUES DE LA SITUATION ECONOMIQUE DE LA BELGIQUE

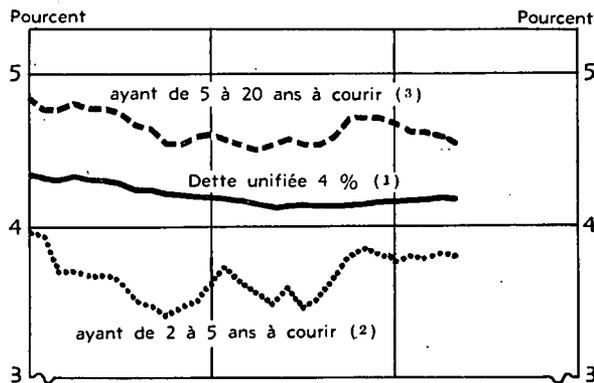
B.N.B. - TAUX D'ESCOMPTE ET DE PRETS



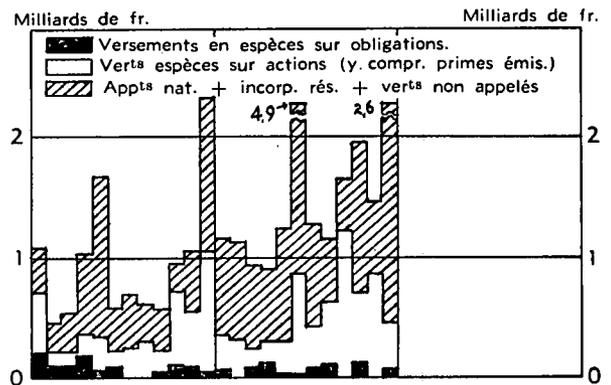
INDICE GENERAL DES ACTIONS



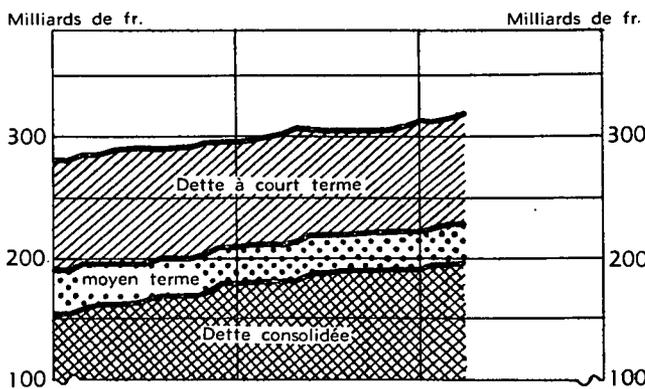
RENDEMENTS D'EMPRUNTS D'ETAT



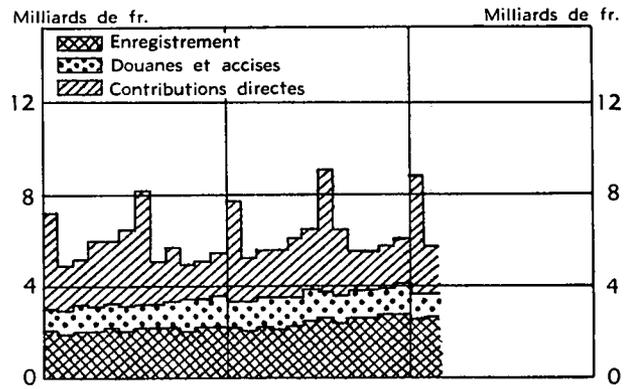
EMISSIONS DE CAPITAUX (4)



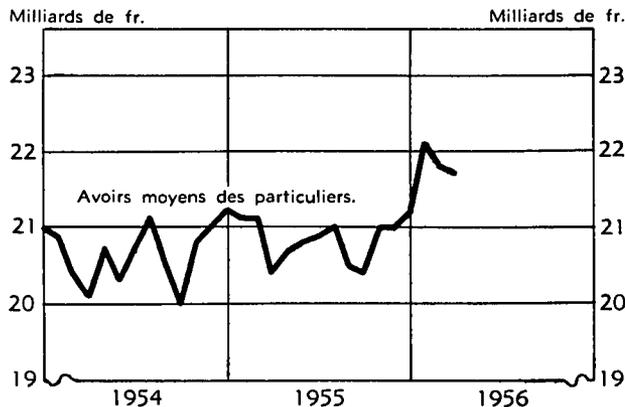
DETTE PUBLIQUE (5)



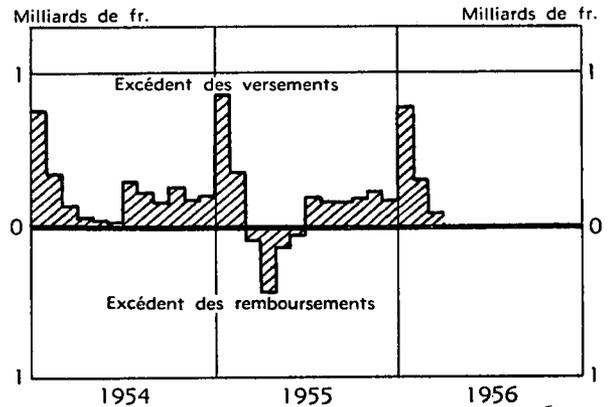
RECETTES FISCALES



AVOIRS A L'OFFICE DES CHEQUES POSTAUX



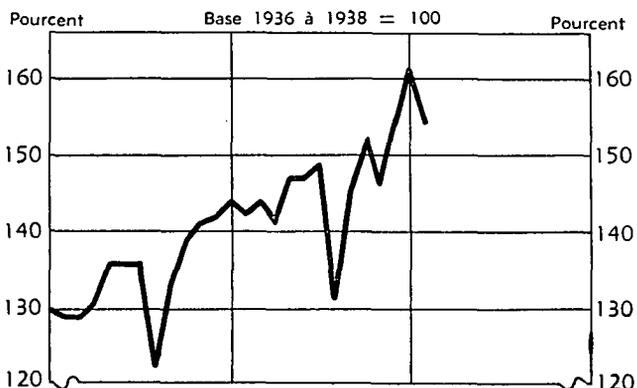
CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE



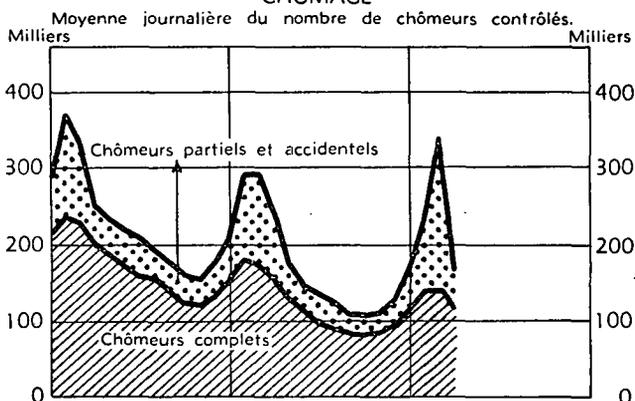
- (1) Rendement eu égard au cours seulement.
 (2) Remboursables à date fixe (3,5 à 4 % nominal).
 (3) Remboursables par annuités variables (4,25 et 4,5 % nominal).
 (4) Sociétés anonymes, commandites par actions, S.P.R.L. belges et sociétés congolaises.
 (5) Non compris les dettes intergouvernementales résultant de la guerre 1914-1918.

GRAPHIQUES DE LA SITUATION ECONOMIQUE DE LA BELGIQUE

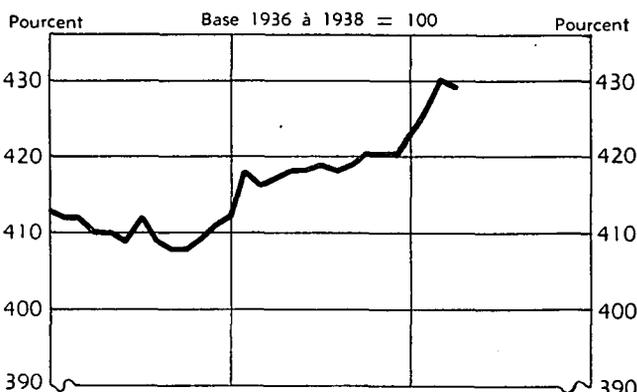
INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE



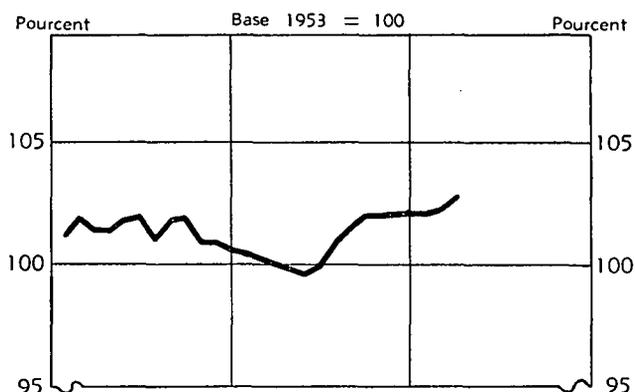
CHOMAGE



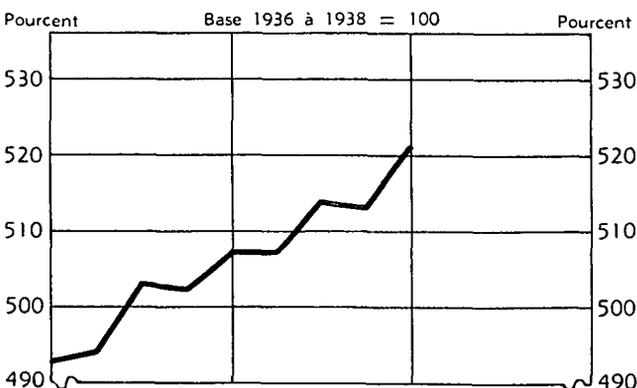
INDICE GENERAL DES PRIX DE GROS



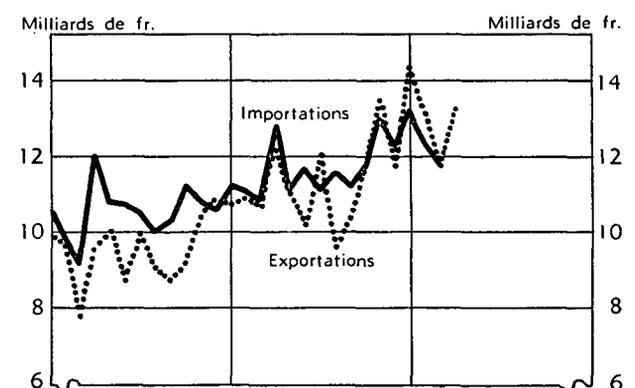
INDICE GENERAL DES PRIX DE DETAIL



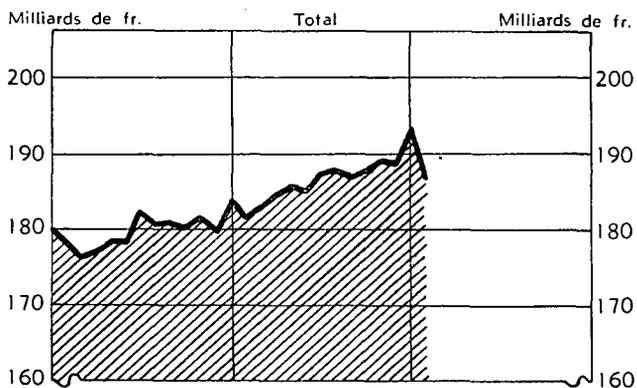
INDICE DES SALAIRES HORAIRES MOYENS



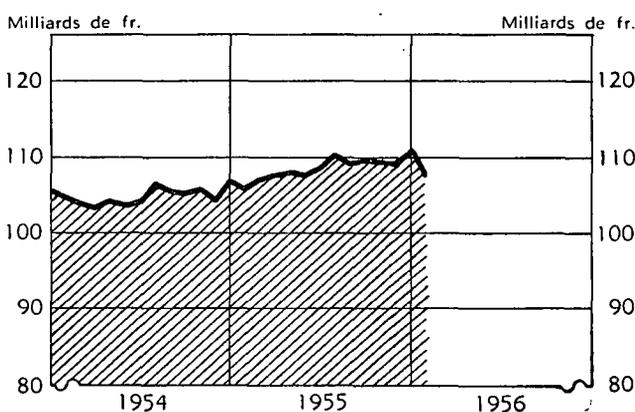
COMMERCE EXTERIEUR



STOCK MONETAIRE EN FRANCS BELGES



STOCK DE MONNAIE FIDUCIAIRE



STATISTIQUES MENSUELLES COURANTES

(Table des matières, voir dernière page du Bulletin)

MARCHE DE L'ARGENT

I. — TAUX D'ESCOMPTE ET DE PRETS (en %)

2

| Epoques | Taux officiels de la Banque Nationale de Belgique | | | | | | | | | | Taux du call 2 | | |
|------------------------|---|---|---|---|-----------|--|---|--|---|-----------------------|----------------|-------------------|-------------------|
| | Escompte | | | | | Prêts et avances sur 1 * | | | | | 1 jour | 5 jours | 10 jours |
| | Traites acceptées domiciliées en banque Warrants et acceptations de banque préalablement visées par la B.N.B. | Traites acceptées non domiciliées en banque | Traites non acceptées domiciliées en banque | Traites non acceptées non domiciliées en banque | Promesses | Certificats ayant maximum 120 jours à courir | Certificats ayant maximum 8 mois à courir | Certificats ayant maximum 12 mois à courir | Certificats à plus de 12 mois et emprunts à moyen terme | Autres effets publics | | | |
| 1954 Moyenne | 2,75 | 3,25 | 4,25 | 4,25 | 4,50 | 2,— | 2,1875 | 2,375 | 4,50 | 4,50 | 1,25 | — | — |
| 1955 Moyenne | 2,85 | 3,46 | 4,35 | 4,46 | 4,60 | 2,0781 | 2,1875 | 2,2969 | 4,60 | 4,60 | 1,35 | — | — |
| 1955 Janvier | 2,75 | 3,25 | 4,25 | 4,25 | 4,50 | 2,— | 2,1875 | 2,375 | 4,50 | 4,50 | 1,25 | — | — |
| Février | 2,75 | 3,25 | 4,25 | 4,25 | 4,50 | 2,— | 2,1875 | 2,375 | 4,50 | 4,50 | 1,25 | — | — |
| Mars | 2,75 | 3,25 | 4,25 | 4,25 | 4,50 | 2,— | 2,1875 | 2,375 | 4,50 | 4,50 | 1,25 | — | — |
| Avril | 2,75 | 3,25 | 4,25 | 4,25 | 4,50 | 2,— | 2,1875 | 2,375 | 4,50 | 4,50 | 1,25 | — | — |
| Mai | 2,75 | 3,25 | 4,25 | 4,25 | 4,50 | 2,— | 2,1875 | 2,375 | 4,50 | 4,50 | 1,25 | — | — |
| Juin | 2,75 | 3,25 | 4,25 | 4,25 | 4,50 | 2,— | 2,1875 | 2,375 | 4,50 | 4,50 | 1,25 | — | — |
| Juillet | 2,75 | 3,25 | 4,25 | 4,25 | 4,50 | 2,— | 2,1875 | 2,375 | 4,50 | 4,50 | 1,25 | — | — |
| Août (dep. le 4) | 3,— | 3,75 | 4,50 | 4,75 | 4,75 | 2,1875 | 2,1875 | 2,1875 | 4,75 | 4,75 | 1,50 | — | — |
| Septembre | 3,— | 3,75 | 4,50 | 4,75 | 4,75 | 2,1875 | 2,1875 | 2,1875 | 4,75 | 4,75 | 1,50 | — | — |
| Octobre | 3,— | 3,75 | 4,50 | 4,75 | 4,75 | 2,1875 | 2,1875 | 2,1875 | 4,75 | 4,75 | 1,50 | — | — |
| Novembre | 3,— | 3,75 | 4,50 | 4,75 | 4,75 | 2,1875 | 2,1875 | 2,1875 | 4,75 | 4,75 | 1,50 | — | — |
| Décembre | 3,— | 3,75 | 4,50 | 4,75 | 4,75 | 2,1875 | 2,1875 | 2,1875 | 4,75 | 4,75 | 1,50 | — | — |
| 1956 Janvier | 3,— | 3,75 | 4,50 | 4,75 | 4,75 | 2,1875 | 2,1875 | 2,1875 | 4,75 | 4,75 | 1,50 | — | — |
| Février | 3,— | 3,75 | 4,50 | 4,75 | 4,75 | 2,1875 | 2,1875 | 2,1875 | 4,75 | 4,75 | 1,50 | 1,60 ² | 1,70 ³ |
| Mars | 3,— | 3,75 | 4,50 | 4,75 | 4,75 | 2,1875 | 2,1875 | 2,1875 | 4,75 | 4,75 | 1,50 | 1,60 | 1,70 |

1 La Banque Nationale de Belgique admet en nantissement d'avances en compte courant et de prêts à court terme, les certificats de trésorerie spéciaux U.E.P. Les taux de ces opérations s'élèvent à 3,50 % pour les certificats émis à 24 mois.

2 Taux en compensation et hors compensation.

3 Depuis le 27 février 1956.

* *Quotité de l'avance au 31 mars 1956 :*

| | | | |
|--|-----------|---|-----------|
| Certificats de trésorerie émis à court terme | max. 95 % | Certificats de trésorerie 4 % à 5 ou 10 ans 1940 | max. 90 % |
| Certificats de trésorerie émis à 2 ou 3 ans | 90 % | Certificats de trésorerie 4 % à 5 ans 1954 | 90 % |
| Obligations Emprunt 4 1/2 %, 1951 à 10 ou 15 ans | 90 % | Certificats de trésorerie 3,75 % à 5 ans 1954 | 90 % |
| Obligations Emprunt 4 1/2 %, 1952-1962, à 10 ans | 90 % | Certificats de trésorerie 4 % 1950 Congo belge | 90 % |
| Obligations Emprunt 4 1/2 %, 1952-1964, à 12 ans | 90 % | Obligations 4 % 1950-1960 Congo belge | 90 % |
| Certificats de trésorerie 8 1/2 %, à 15 ans au plus 1942 | 90 % | Obligations 8 1/2 % de l'Assain. Monét. 8e et 4e séries | 90 % |
| Certificats de trésorerie 4 % à 5, 10 ou 20 ans 1943 | 90 % | Autres effets publics | 80 % |
| Certificats de trésorerie 4 % à 5 ou 10 ans 1947 | 90 % | Certificats de trésorerie spéciaux U.E.P. | 50 % |
| Certificats de trésorerie 4 % à 5 ou 10 ans 1948 | 90 % | | |

II. — TAUX DES DEPOTS EN BANQUE ET A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE

4

| Epoques | Banques — Comptes de dépôts à * | | | | | Caisse Générale d'Epargne (dépôts sur livrets) | | |
|--------------------|---------------------------------|---------------------|--------|--------|--------|--|----------------------------|------------------------|
| | vue | 15 jours de préavis | 1 mois | 3 mois | 6 mois | jusqu'à 100.000 fr. 1 | 100.001 à 150.000 fr. 1 | au delà de 150.000 fr. |
| 1954 Moyenne | 0,50 | 0,85 | 1,10 | 1,40 | 1,75 | 3,— | 1,50 | 0,50 |
| 1955 Moyenne | 0,50 | 0,85 | 1,10 | 1,40 | 1,75 | 3,— | 1,50 | 0,50 |
| 1955 Janvier | 0,50 | 0,85 | 1,10 | 1,40 | 1,75 | 3,— | 1,50 | 0,50 |
| Février | 0,50 | 0,85 | 1,10 | 1,40 | 1,75 | 3,— | 1,50 | 0,50 |
| Mars | 0,50 | 0,85 | 1,10 | 1,40 | 1,75 | 3,— | 1,50 | 0,50 |
| Avril | 0,50 | 0,85 | 1,10 | 1,40 | 1,75 | 3,— | 1,50 | 0,50 |
| Mai | 0,50 | 0,85 | 1,10 | 1,40 | 1,75 | 3,— | 1,50 | 0,50 |
| Juin | 0,50 | 0,85 | 1,10 | 1,40 | 1,75 | 3,— | 1,50 | 0,50 |
| Juillet | 0,50 | 0,85 | 1,10 | 1,40 | 1,75 | 3,— | 1,50 | 0,50 |
| Août | 0,50 | 0,85 | 1,10 | 1,40 | 1,75 | 3,— | 1,50 | 0,50 |
| Septembre | 0,50 | 0,85 | 1,10 | 1,40 | 1,75 | 3,— | 1,50 | 0,50 |
| Octobre | 0,50 | 0,85 | 1,10 | 1,40 | 1,75 | 3,— | 1,50 | 0,50 |
| Novembre | 0,50 | 0,85 | 1,10 | 1,40 | 1,75 | 3,— | 1,50 | 0,50 |
| Décembre | 0,50 | 0,85 | 1,10 | 1,40 | 1,75 | 3,— | 1,50 | 0,50 |
| 1956 Janvier | 0,50 | 0,85 | 1,10 | 1,40 | 1,75 | 3,— | 1,50 | 0,50 |
| Février | 0,50 | 0,85 | 1,10 | 1,40 | 1,75 | 3,— | 1,50 | 0,50 |
| Mars | 0,50 | 0,85 | 1,10 | 1,40 | 1,75 | 3,— | 1,50 | 0,50 |

* Moyenne de quatre banques.

1 Jusqu'au 31 décembre 1954 : 8 % jusqu'à 75.000 fr.; 1,50 % de 75.001 à 150.000 fr.; 0,50 % au delà de 150.000 fr.

III. — Marché du call¹
(millions de francs)

| Moyennes journalières | Capitaux prêtés | | | Capitaux empruntés | | |
|-----------------------|----------------------------------|-------------------|-------|--------------------------------------|-----------------|-------------------|
| | par des organismes compensateurs | | Total | par des organismes non compensateurs | en compensation | hors compensation |
| | Banques de dépôts | Autres organismes | | | | |
| 1954 | 2.330 | 422 | 2.752 | 2.584 | 2.731 | 2.605 |
| 1955 | 2.325 | 338 | 2.663 | 2.976 | 2.663 | 2.976 |
| 1955 Août | 2.292 | 411 | 2.703 | 3.699 | 2.703 | 3.699 |
| Septembre .. | 2.355 | 220 | 2.575 | 2.855 | 2.575 | 2.855 |
| Octobre ... | 2.580 | 194 | 2.774 | 2.599 | 2.774 | 2.599 |
| Novembre . | 2.287 | 350 | 2.637 | 2.700 | 2.637 | 2.700 |
| Décembre . | 2.472 | 325 | 2.797 | 3.054 | 2.796 | 3.055 |
| 1956 Janvier ... | 2.362 | 376 | 2.738 | 2.675 | 2.738 | 2.675 |
| Février ... | 1.971 | 340 | 2.311 | 2.908 | 2.311 | 2.908 |
| Mars | 2.464 | 309 | 2.773 | 2.288 | 2.770 | 2.291 |
| 9 au 15 . | 2.386 | 386 | 2.772 | 2.222 | 2.772 | 2.222 |
| 16 au 22 . | 2.473 | 410 | 2.883 | 2.290 | 2.883 | 2.290 |
| 23 au 29 . | 2.940 | 226 | 3.166 | 2.286 | 3.166 | 2.286 |
| Avril : | | | | | | |
| 30/3 au 5 . | 2.097 | 182 | 2.279 | 1.954 | 2.279 | 1.954 |
| 6 au 12 . | 2.444 | 356 | 2.800 | 2.336 | 2.800 | 2.336 |
| 13 au 19 . | 2.881 | 245 | 3.126 | 2.213 | 3.021 | 2.318 |

¹ Depuis le 27 février 1956 les chiffres comprennent l'encours du call à 5 et 10 jours, s'il y a lieu.
² Notamment le Crédit Communal de Belgique et la Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi.
³ Notamment la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite et l'Office National de Sécurité Sociale.
⁴ Notamment l'Institut de Récompte et de Garantie et l'Office National du Dueroire.
⁵ Notamment le Fonds des Rentes et l'Office Central de Crédit hypothécaire.

Cours des métaux précieux¹

| Moyennes journalières | Londres 1 | Bombay 2 | |
|-----------------------|-----------------------------|--|--|
| | Or en sh. et d. par oz. fin | Or Conversion en sh. et d. par oz. fin | Argent Conversion en pence par oz. fin |
| 1954 | 249/9½ ^B | 350/11 | 76 |
| 1955 | 250/11 | 376/5 | 79 |
| 1955 Janvier ... | 251/7 | 361/3 | 76 |
| Février ... | 251/9½ | 371/6 | 79 |
| Mars | 251/2 | 373/3 | 80 |
| Avril | 250/8 | 383/8 | 80 |
| Mai | 250/8 | 375/0 | 79 |
| Juin | 251/2 | 374/3 | 76 |
| Juillet ... | 251/8 | 377/3 | 77 |
| Août | 251/4¼ | 380/0 | 79 |
| Septembre ... | 251/1½ | 379/6 | 80 |
| Octobre ... | 250/6¾ | 379/3 | 81 |
| Novembre . | 249/8¾ | 385/6 | 82 |
| Décembre . | 249/6¾ | 376/3 | 83 |
| 1956 Janvier ... | 249/4¼ | 382/4 | 85 |
| Février : | 249/3¾ | 391/0 | 84 |
| Mars | 249/5 | 412/0 | 85 |

¹ Prix de l'oz d'or fin : 10) à New-York : 85 \$ depuis le 1er février 1934; 20) à Londres : 248 sh. du 18 sept. 1949 au 19 mars 1954. — Réouverture du marché libre de l'or le 22 mars 1954.
² Cotations originales en roupies et annas respectivement par fine tola et par 100 fine tolas.
³ Moyenne des 9 derniers mois.

MARCHE DES CHANGES

I. — Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles **10¹**
(francs belges)

| Moyennes | 1 franc suisse | 1 \$ U.S.A. | 100 francs français | 1 \$ canadien | 1 Livre Sterling | 100 Escudos | 1 fl. P.B. | 1 Cr. suéd. | 1 Cr. dan. | 1 D. M. | 1 Cr. norv. | \$ Accord Argentine U.E.B.L. | Lire italienne |
|------------------|----------------|-------------|---------------------|---------------|------------------|-------------|------------|-------------|------------|---------|-------------|------------------------------|-------------------|
| 1954 | 11,46 | 50,05 | 14,27 | 51,44 | 140,05 | 174,04 | 13,18 | 9,64 | 7,21 | 11,94 | 7,00 | — | — |
| 1955 | 11,41 | 50,23 | 14,27 | 50,94 | 139,56 | 174,04 | 13,15 | 9,64 | 7,21 | 11,89 | 6,98 | 49,29 ¹ | 7,97 ² |
| 1955 Janvier ... | 11,38 | 50,10 | 14,28 | 51,87 | 139,35 | 174,03 | 13,17 | 9,60 | 7,19 | 11,86 | 6,96 | — | — |
| Février ... | 11,37 | 50,16 | 14,28 | 51,37 | 139,30 | 174,04 | 13,15 | 9,60 | 7,19 | 11,84 | 6,96 | — | — |
| Mars | 11,38 | 50,36 | 14,29 | 51,18 | 139,66 | 174,04 | 13,14 | 9,60 | 7,20 | 11,84 | 6,98 | 49,99 ³ | — |
| Avril | 11,40 | 50,26 | 14,26 | 50,99 | 140,05 | 174,05 | 13,15 | 9,63 | 7,22 | 11,88 | 7,00 | 49,86 | — |
| Mai | 11,42 | 50,26 | 14,29 | 50,96 | 139,96 | 174,04 | 13,17 | 9,64 | 7,21 | 11,91 | 6,99 | 49,90 | — |
| Juin | 11,45 | 50,32 | 14,31 | 51,11 | 139,92 | 174,05 | 13,16 | 9,68 | 7,21 | 11,94 | 6,99 | 49,96 | — |
| Juillet ... | 11,47 | 50,33 | 14,33 | 51,11 | 139,59 | 174,03 | 13,13 | 9,68 | 7,22 | 11,94 | 6,98 | 49,74 | — |
| Août | 11,44 | 50,31 | 14,29 | 51,08 | 139,07 | 174,02 | 13,11 | 9,67 | 7,19 | 11,89 | 6,96 | 48,69 | — |
| Septembre . | 11,43 | 50,31 | 14,27 | 50,94 | 139,10 | 174,04 | 13,14 | 9,66 | 7,19 | 11,90 | 6,96 | 48,63 | 7,99 ⁴ |
| Octobre ... | 11,42 | 50,22 | 14,19 | 50,48 | 139,40 | 174,04 | 13,14 | 9,66 | 7,21 | 11,89 | 6,97 | 48,58 | 7,95 |
| Novembre . | 11,41 | 50,10 | 14,22 | 50,12 | 139,67 | 174,05 | 13,14 | 9,63 | 7,23 | 11,89 | 6,98 | 48,51 | 7,94 |
| Décembre . | 11,41 | 50,03 | 14,22 | 50,05 | 139,77 | 174,05 | 13,15 | 9,63 | 7,23 | 11,91 | 6,98 | 49,19 | 7,95 |
| 1956 Janvier ... | 11,40 | 49,99 | 14,18 | 50,05 | 139,69 | 174,05 | 13,15 | 9,61 | 7,23 | 11,91 | 6,98 | 49,75 | 7,96 |
| Février ... | 11,40 | 50,00 | 14,19 | 50,03 | 139,50 | 174,06 | 13,13 | 9,60 | 7,22 | 11,90 | 6,97 | 50,00 | 7,96 |
| Mars | 11,40 | 49,94 | 14,18 | 50,00 | 139,53 | 174,05 | 13,11 | 9,60 | 7,21 | 11,91 | 6,97 | 50,00 | 7,96 |

¹ Moyenne du 1er mars au 31 décembre 1955. — ² Moyenne du 22 août au 31 décembre 1955. — ³ A partir du 1er mars 1955. — ⁴ A partir du 22 août 1955.

II. — Cours officiels, au 31 mars 1956, fixés par la Banque Nationale de Belgique **10²**
en vertu de l'arrêté n° 6 pris à Londres le 1er mai 1944 par les Ministres réunis en Conseil
(« Moniteur belge » du 5 septembre 1944, n° 22)
(francs belges)

| Devises | Cours contractuel | Transferts | |
|-------------------------------------|-------------------|----------------|---------------|
| | | Cours acheteur | Cours vendeur |
| 100 francs congolais | — | 100,— | 100,— |
| 100 francs luxembourgeois | — | 100,— | 100,— |
| 100 couronnes tchécoslovaques | 694,44225 | 692,50 | 696,50 |
| 100 schillings autrichiens | 192,30769 | 191,72 | 192,90 |

MARCHE DES CAPITAUX

I. — COURS COMPARÉS DE QUELQUES FONDS PUBLICS

14

| Désignation des titres | Cotation pour | Cours au | | | | |
|---|---------------|-----------------|----------------|----------------|-------------|--------------|
| | | 1 décembre 1955 | 3 janvier 1956 | 1 février 1956 | 1 mars 1956 | 3 avril 1956 |
| I. — Dette intér. dir. de l'Etat Belge (Intérêts à bonif.) | | | | | | |
| Dette 3 1/2 % 1937 1 2 | 100,— | 88,10 | 88,30 | 88,55 | 88,35 | 88,55 |
| Dette 3 1/2 % 1943 1 2 | 100,— | 89,75 | 89,95 | 90,— | 90,— | 89,95 |
| Dette unifiée 4 % 1 ^{re} s. 1 2 | 100,— | 96,— | 95,70 | 95,75 | 95,50 | 95,60 |
| Emprunt de la Libération, 4 %, 1945 2 | 100,— | 93,80 | 93,70 | 93,55 | 93,60 | 93,60 |
| Emprunt 4 1/2 %, 1951, à 10 ou 15 ans 2 | 100,— | 100,60 | 100,70 | 100,80 | 100,95 | 101,10 |
| Emprunt 4 1/2 %, 1952-1962, à 10 ans 2 | 100,— | 101,60 | 102,05 | 101,85 | 101,85 | 102,— |
| Emprunt 4 1/2 %, 1952-1964, à 12 ans 2 | 100,— | 100,55 | 101,05 | 100,95 | 101,45 | 101,55 |
| Emprunt 4 1/2 %, 1953, à 20 ans 2 | 100,— | 98,75 | 99,60 | 99,95 | 100,20 | 100,40 |
| Emprunt 4 1/2 %, 1953-1968, à 15 ans 2 | 100,— | 99,60 | 99,95 | 100,05 | 100,05 | 100,30 |
| Emprunt 4 1/2 %, 1954-1972, à 18 ans 2 | 100,— | 98,75 | 99,75 | 99,95 | 100,— | 100,15 |
| Emprunt 4 1/4 %, 1954-1974, à 20 ans, 1 ^{re} série 2 | 100,— | 95,35 | 95,70 | 96,— | 96,30 | 96,80 |
| Emprunt 4 1/4 %, 1954-1974, à 20 ans, 2 ^e série 2 | 100,— | 94,80 | 95,15 | 95,10 | 95,35 | 96,10 |
| Emprunt 4 %, 1955-1975, à 20 ans 2 | 100,— | 93,— | 92,75 | 92,70 | 93,20 | 93,50 |
| Certif. de Trés. à 15 ans au plus, 3 1/2 %, 1942, 1 ^{re} série 1 2 | 100,— | 114,05 | 114,65 | 114,90 | 114,95 | 115,15 |
| Certif. de Trés. à 20 ans au plus, 3 1/2 %, 1943, 1 2 3 | 100,— | 108,55 | 108,55 | 108,45 | 108,45 | 108,30 |
| Certif. de Trés. à 5 ou 10 ans, 4 %, 1947 2 | 100,— | 105,65 | 105,75 | 105,40 | 105,75 | 105,80 |
| Certif. de Trés. à 5 ou 10 ans, 4 %, 1948 2 | 100,— | 108,15 | 108,10 | 108,10 | 108,05 | 108,25 |
| Certif. de Trés. à 5 ou 10 ans, 4 %, 1949 2 | 100,— | 103,90 | 104,10 | 104,25 | 104,20 | 104,05 |
| Certif. de Trés. à 5 ans, 4 %, 1954 2 | 100,— | 100,25 | 100,35 | 100,30 | 100,25 | 100,20 |
| Certif. de Trés. à 5 ans, 3 3/4 % 1954 2 | 100,— | 99,40 | 99,40 | 99,45 | 99,20 | 99,20 |
| Emprunts à lots 1938, 4 % | 500,— | 504,— | 507,— | 510,— | 511,— | 511,— |
| Emprunts à lots 1941 (4 % depuis 1951) | 1.000,— | 1.001,— | 1.003,— | 1.004,— | 1.002,— | 999,— |
| Emprunts à lots 1953 (2 %, 5 % dès 1967) 2 | 1.000,— | 1.030,— | 1.031,— | 1.032,— | 1.028,— | 1.030,— |
| II. — Dette indir. et dette gar. par l'Etat (Int. à bonif.) | | | | | | |
| Dommages de guerre à lots 1923, 4 % | 525,— | 521,— | 527,— | 530,— | 534,— | 530,— |
| Empr. de la Reconstr. 1 ^{re} tr. 1947 (2 %, 5 % dès 1957) 2 | 1.000,— | 1.019,— | 1.046,— | 1.046,— | 1.045,— | 1.037,— |
| Empr. de la Reconstr. 2 ^e tr. 1949 (2 %, 5 % dès 1958) 2 | 1.000,— | 1.025,— | 1.036,— | 1.049,— | 1.060,— | 1.049,— |
| Empr. de la Reconstr. 3 ^e tr. 1950 (2 %, 5 % dès 1960) 2 | 1.000,— | 1.043,— | 1.057,— | 1.070,— | 1.064,— | 1.049,— |
| Soc. Nat. Ch. de fer belges (tr. belge), act. priv. 4 % 1 2 | 500,— | 497,— | 494,— | 498,— | 500,— | 502,— |
| Caisse autonome des Domm. de Guerre 1 ^{re} tr. 5 % 1953 2 | 100,— | 102,15 | 102,15 | 102,25 | 102,45 | 102,65 |
| Régie des Télégr. et Téléph. à 15 ans, 4 1/2 %, 1953, 1 ^{re} s. 2 | 100,— | 100,05 | 100,45 | 100,70 | 100,90 | 101,20 |
| Régie des Télégr. et Téléph. à 15 ans, 4 1/2 %, 1953, 2 ^e s. 2 | 100,— | 99,65 | 100,45 | 100,70 | 100,85 | 101,20 |
| Régie des Télégr. et Téléph. à 20 ans, 4 1/4 %, 1954, 1 ^{re} s. 2 | 100,— | 95,30 | 95,65 | 96,25 | 96,35 | 98,10 |
| Soc. Nat. Ch. de fer belges, 4 1/2 %, 1954-1972 2 | 100,— | 99,— | 99,85 | 100,05 | 100,05 | 100,05 |
| Soc. Nat. Ch. de fer belges, 4 1/4 %, 1954-1974 2 | 100,— | 95,15 | 95,40 | 95,85 | 96,30 | 96,60 |
| Soc. Nat. Ch. de fer belges, 4 %, 1955-1975 1 ^{re} s. 2 | 100,— | 93,10 | 93,15 | 93,15 | 93,25 | 93,40 |
| Soc. Nat. Créd. à l'Ind. à 10 ans, 4 1/2 %, 1951 2 | 100,— | 102,05 | 102,— | 102,05 | 102,— | 102,— |
| Soc. Nat. Créd. à l'Ind. à 10 ans, 4 1/2 %, 1952 2 ^e s. 2 | 100,— | 102,05 | 102,25 | 102,20 | 102,50 | 102,65 |
| III. — Dette directe de la Colonie. | | | | | | |
| <i>Sans coupons d'intérêt : Congo belge, emprunt à lots 1888 ...</i> | | | | | | |
| 100,— | 255,— | 254,— | 254,— | 253,— | 252,— | 252,— |
| <i>Intérêts à bonifier :</i> | | | | | | |
| Dette coloniale 1936, 4 % | 100,— | 94,80 | 94,80 | 94,80 | 94,80 | 94,80 |
| Dette coloniale 1954-1974, 4 1/4 % 2 | 100,— | 98,15 | 97,90 | 97,30 | 97,45 | 97,50 |
| Certificats de Trésorerie à 5 ou 10 ans, 4 %, 1950 2 | 100,— | 102,80 | 102,85 | 102,90 | 103,— | 102,90 |

¹ Titres pour lesquels une opération est en cours en vertu des arrêtés du 6 octobre 1944. — ² Titres créés après le 6 octobre 1944. — ³ Le taux de l'intérêt a été porté à 4 % le 14 octobre 1948.

II. — INDICES MENSUELS DES ACTIONS COTEES AUX BOURSES DE BRUXELLES ET D'ANVERS 15¹

MARCHE AU COMPTANT : VALEURS BELGES ET COLONIALES

Source : Institut National de Statistique.

| Dates | Indice général | Secteur financier et immobilier | | | | | | | | | | | | | | | | | | Industries diverses | Commerce et services | Sociétés coloniales | Plantations |
|---|----------------|---------------------------------|--|-------------------------------------|------------|-------------------------------------|--------------------|------------------------------|---|--------------------|----------------------|--------------|------------------------|-------------------------------|---------------------|------------------------------|-----|-----|-----|---------------------|----------------------|---------------------|-------------|
| | | Secteur financier et immobilier | Sociétés à portefeuille (non spécialisées) | Holdings (Transports & électricité) | Transports | Entreprises d'électricité et de gaz | Distribution d'eau | Industries de la métallurgie | Industries des fabrications métalliques | Métaux non ferreux | Industries chimiques | Charbonnages | Glaceries et verreries | Industries de la construction | Industries textiles | Industries de l'alimentation | | | | | | | |
| Indices par rapport aux cours du mois précédent | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1956 1 ^{er} mars ... | 101 | 101 | 102 | 102 | 102 | 101 | 104 | 103 | 102 | 103 | 102 | 101 | 101 | 98 | 98 | 100 | 101 | 101 | 97 | | | | |
| 3 avril ... | 99 | 97 | 97 | 101 | 101 | 101 | 97 | 99 | 98 | 99 | 101 | 103 | 98 | 102 | 95 | 100 | 102 | 103 | 97 | | | | |
| Indices par rapport à la moyenne de l'année 1953 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1955 1 ^{er} avril ... | 149 | 133 | 161 | 165 | 127 | 130 | 181 | 126 | 127 | 200 | 139 | 104 | 200 | 145 | 100 | 155 | 150 | 144 | 164 | | | | |
| 2 mai | 152 | 133 | 164 | 177 | 132 | 134 | 167 | 130 | 126 | 203 | 146 | 103 | 207 | 146 | 98 | 156 | 181 | 149 | 164 | | | | |
| 1 ^{er} juin ... | 150 | 133 | 162 | 168 | 127 | 130 | 168 | 126 | 123 | 201 | 139 | 105 | 198 | 142 | 93 | 158 | 166 | 144 | 164 | | | | |
| 1 ^{er} juillet ... | 158 | 140 | 174 | 171 | 126 | 129 | 163 | 127 | 120 | 209 | 137 | 108 | 204 | 143 | 88 | 157 | 177 | 144 | 180 | | | | |
| 1 ^{er} août ... | 169 | 144 | 185 | 184 | 131 | 136 | 165 | 135 | 122 | 231 | 141 | 115 | 224 | 148 | 89 | 159 | 196 | 146 | 193 | | | | |
| 1 ^{er} sept. ... | 173 | 140 | 186 | 184 | 130 | 138 | 173 | 146 | 125 | 239 | 140 | 123 | 244 | 154 | 90 | 160 | 194 | 148 | 200 | | | | |
| 3 octobre ... | 168 | 143 | 178 | 189 | 131 | 140 | 184 | 147 | 123 | 222 | 138 | 122 | 243 | 155 | 91 | 168 | 195 | 160 | 189 | | | | |
| 2 novembre ... | 167 | 141 | 175 | 185 | 132 | 138 | 173 | 145 | 122 | 220 | 136 | 124 | 249 | 168 | 89 | 169 | 196 | 149 | 185 | | | | |
| 1 ^{er} décemb. ... | 170 | 143 | 179 | 180 | 136 | 138 | 173 | 144 | 123 | 222 | 136 | 123 | 259 | 175 | 88 | 173 | 200 | 150 | 193 | | | | |
| 1956 3 janvier ... | 172 | 146 | 180 | 180 | 134 | 136 | 169 | 147 | 121 | 222 | 136 | 127 | 269 | 173 | 92 | 177 | 195 | 151 | 198 | | | | |
| 1 ^{er} février ... | 166 | 146 | 175 | 175 | 135 | 137 | 166 | 145 | 117 | 209 | 132 | 125 | 238 | 174 | 90 | 174 | 189 | 154 | 187 | | | | |
| 1 ^{er} mars ... | 168 | 147 | 178 | 178 | 138 | 138 | 173 | 150 | 119 | 215 | 136 | 128 | 240 | 176 | 88 | 170 | 189 | 155 | 189 | | | | |
| 3 avril ... | 166 | 143 | 173 | 179 | 139 | 139 | 168 | 149 | 117 | 213 | 137 | 132 | 235 | 180 | 84 | 170 | 192 | 159 | 183 | | | | |

Source : Bulletin mensuel des statistiques publié par la Commission de la Bourse de Bruxelles.

| Périodes | Nombre de séances | Obligations de sociétés | | Actions 1 | | Total 1 | |
|--------------------|-------------------|-------------------------|---------------------------------------|--------------------|---------------------------------------|--------------------|---------------------------------------|
| | | Milliers de titres | Capitaux traités (millions de francs) | Milliers de titres | Capitaux traités (millions de francs) | Milliers de titres | Capitaux traités (millions de francs) |
| 1954 | 249 | 129 | 127 | 20.654 | 27.191 | 20.783 | 27.318 |
| 1955 | 246 | 126 | 126 | 23.523 | 37.187 | 23.649 | 37.313 |
| 1955 Janvier | 20 | 10 | 10 | 2.607 | 3.239 | 2.617 | 3.249 |
| Février | 20 | 11 | 11 | 1.963 | 2.779 | 1.974 | 2.790 |
| Mars | 23 | 12 | 12 | 2.085 | 3.217 | 2.097 | 3.229 |
| Avril | 19 | 11 | 11 | 2.166 | 3.625 | 2.176 | 3.635 |
| Mai | 19 | 9 | 9 | 1.649 | 2.635 | 1.658 | 2.644 |
| Juin | 22 | 9 | 9 | 1.771 | 2.798 | 1.780 | 2.807 |
| Juillet | 19 | 9 | 9 | 1.818 | 3.199 | 1.827 | 3.208 |
| Août | 22 | 13 | 13 | 2.233 | 3.976 | 2.246 | 3.989 |
| Septembre | 22 | 15 | 15 | 2.575 | 3.982 | 2.589 | 3.997 |
| Octobre | 20 | 10 | 10 | 1.801 | 3.029 | 1.810 | 3.039 |
| Novembre | 19 | 9 | 9 | 1.588 | 2.618 | 1.597 | 2.627 |
| Décembre | 21 | 9 | 9 | 1.269 | 2.090 | 1.278 | 2.099 |
| 1956 Janvier | 21 | 9 | 9 | 1.540 | 2.590 | 1.549 | 2.599 |
| Février | 21 | 7 | 8 | 1.206 | 1.938 | 1.213 | 1.946 |
| Mars | 21 | 8 | 9 | 1.362 | 2.483 | 1.370 | 2.491 |

1 Marchés au comptant et à terme.

IV. — RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES
(en pourcentages)

| Début de mois | Dette unifiée (rendement eu égard au cours seulement) | Echéance de 2 à 5 ans | | Echéance de 5 à 10 ans | | | Echéance de 5 à 20 ans | | Echéance à plus de 20 ans | | Taux médian (non compris la Dette unifiée) |
|------------------------|---|-----------------------------|---------------------|--|---------------------------|---|------------------------|-----------------|---------------------------|------|--|
| | | Etat | Paraétat. et Villes | Paraétat. et Villes (remboursement à date fixe) ¹ | Emprunts de sociétés émis | | Etat | Crédit Communal | Etat | | |
| | | | | | de 1936 à 1938 | de 1943 à 1948 | | | Emprunts à lots | | |
| | | (remboursement à date fixe) | | (remboursement par ann. const.) | | (remboursements par annuités variables) | | Dette directe | Dette indirecte | | |
| 4 % 1 ^{re} s. | 3,5 à 4 % | 4 et 4,5 % | 4 et 4,5 % | 4,5 et 5 % | 4 et 4,5 % | 4,25 et 4,5 % | 4 % | 4 % | 4 % | | |
| 1955 Février | 4,17 | r3,62 | 3,83 | 4,29 | 4,25 | 4,95 | 4,55 | 4,59 | 4,38 | 4,79 | 4,4 |
| Mars | 4,15 | r3,54 | 3,83 | 4,24 | 4,23 | 4,81 | 4,53 | 4,54 | 4,36 | 4,79 | 4,4 |
| Avril | 4,13 | r3,48 | 3,80 | 4,25 | 4,20 | 4,85 | 4,54 | 4,49 | 4,38 | 4,78 | 4,3 |
| Mai | 4,16 | r3,59 | 3,83 | 4,28 | 4,43 | 4,76 | 4,58 | 4,48 | 4,41 | 4,82 | 4,4 |
| Juin | 4,16 | r3,46 | 3,85 | 4,29 | 4,50 | 5,02 | 4,54 | 4,47 | 4,42 | 4,79 | 4,4 |
| Juillet | 4,14 | r3,52 | 3,82 | 4,26 | 4,30 | 4,95 | 4,54 | 4,47 | 4,41 | 4,83 | 4,3 |
| Août | 4,15 | r3,65 | 3,88 | 4,30 | 4,30 | 5,01 | 4,60 | 4,49 | 4,44 | 4,86 | 4,4 |
| Septembre | 4,15 | r3,78 | 4,08 | 4,40 | 4,46 | 5,09 | 4,72 | 4,59 | 4,46 | 4,98 | 4,5 |
| Octobre | 4,15 | r3,83 | 4,05 | 4,40 | 4,34 | 5,12 | 4,73 | 4,58 | 4,48 | 5,— | 4,5 |
| Novembre | 4,17 | r3,78 | 3,99 | 4,39 | 4,41 | 5,18 | 4,73 | 4,59 | 4,45 | 4,98 | 4,5 |
| Décembre | 4,17 | r3,75 | 3,98 | 4,38 | 4,44 | 5,08 | 4,68 | 4,58 | 4,44 | 5,01 | 4,5 |
| 1956 Janvier | 4,18 | r3,80 | 3,97 | 4,36 | 4,57 | 5,17 | 4,63 | 4,59 | 4,38 | 4,94 | 4,5 |
| Février | 4,18 | r3,79 | 3,95 | 4,35 | 4,37 | 5,07 | 4,63 | 4,60 | 4,36 | 4,89 | 4,4 |
| Mars | 4,19 | 3,82 | 4,00 | 4,36 | 4,51 | 5,10 | 4,60 | 4,61 | 4,37 | 4,86 | 4,5 |
| Avril | 4,18 | 3,81 | 4,00 | 4,37 | 4,41 | 5,10 | 4,56 | 4,61 | 4,35 | 4,90 | 4,5 |

1 Y compris un emprunt amortissable par annuités constantes.
N. B. Méthode d'établissement : voir Bulletin d'Information et de Documentation de février 1956 p. 84.
r : chiffres rectifiés.

Tableau rétrospectif

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique.

| Périodes | Constitutions de sociétés | | | Augmentations de capital | | | | Emissions d'obligations | | Ensemble des émissions | Primes d'émission | Libération sans espèces | | Emissions nettes |
|----------|---------------------------|-----------------|----------------------------------|--------------------------|----------------|-----------------------|----------------------------------|-------------------------|-----------------|------------------------|-------------------|-------------------------|---|------------------|
| | Nombre | Montant nominal | Montant libéré sur val. nominale | Nombre | Capital ancien | Augmentation nominale | Montant libéré sur val. nominale | Nombre | Montant nominal | | | 1 | 2 | |

A. — Sociétés belges (sociétés anonymes et en commandite par actions, sociétés de personnes à responsabilité limitée)

| | | | | | | | | | | | | | | |
|----------------------|-------|--------------------|--------------------|-----|--------|--------|-------|----|--------------------|--------------------|-------|-------|-------|-------|
| 1953 | 2.209 | 1.736 | 1.546 | 647 | 6.040 | 2.924 | 2.593 | 72 | 1.394 | 6.054 | 19,5 | 1.713 | 1.288 | 2.525 |
| 1954 | 2.181 | 1.835 | 1.628 | 756 | 12.113 | 5.711 | 5.083 | 82 | 1.794 ⁵ | 9.340 | 537,7 | 1.672 | 2.456 | 4.861 |
| 1955 p | 2.304 | 4.772 | 4.421 | 840 | 14.347 | 10.584 | 9.899 | 25 | 589 | 15.945 | 731,1 | 4.957 | 5.316 | 5.367 |
| 1955 Janvier | 222 | 260 | 173 | 49 | 1.172 | 363 | 258 | 3 | 31 | 654 | — | 162 | 99 | 201 |
| Février | 215 | 163 | 116 | 41 | 211 | 556 | 554 | — | — | 719 | — | 80 | 521 | 69 |
| Mars | 236 | 181 | 155 | 65 | 625 | 518 | 446 | 4 | 88 | 786 | 25,2 | 379 | 122 | 213 |
| Avril | 195 | 157 | 120 | 62 | 739 | 407 | 396 | 5 | 113 | 676 | — | 165 | 246 | 218 |
| Mai | 165 | 171 | 124 | 85 | 1.478 | 843 | 707 | 1 | 15 | 1.029 | 18,9 | 126 | 511 | 228 |
| Juin | 201 | 3.006 ⁶ | 2.973 ⁶ | 83 | 2.084 | 1.551 | 1.511 | 1 | 20 | 4.577 ⁶ | 31,0 | 3.009 | 823 | 703 |
| Juillet | 183 | 155 | 142 | 53 | 278 | 301 | 289 | 3 | 60 | 516 | 24,6 | 121 | 119 | 270 |
| Août | 133 | 87 | 74 | 33 | 707 | 599 | 598 | 3 | 95 | 781 | 63,0 | 301 | 12 | 517 |
| Septembre ... | 148 | 74 | 69 | 62 | 1.328 | 1.034 | 1.022 | — | — | 1.108 | 443,2 | 60 | 302 | 1.172 |
| Octobre | 184 | 167 | 162 | 80 | 1.217 | 1.431 | 1.238 | 2 | 110 | 1.708 | 76,8 | 128 | 844 | 615 |
| Novembre | 141 | 148 | 126 | 73 | 3.283 | 1.155 | 1.083 | — | — | 1.303 | 48,4 | 82 | 362 | 815 |
| Décembre | 281 | 202 | 188 | 154 | 1.225 | 1.828 | 1.803 | 3 | 57 | 2.087 | — | 345 | 1.355 | 348 |
| 1956 Janvier p | | 253 | 226 | | | 280 | 205 | | 5 | 538 | 27,9 | 216 | 17 | 231 |
| Février p | | 338 | 311 | | | 274 | 195 | | — | 612 | — | 350 | 18 | 138 |
| Mars p | | 196 | 184 | | | 397 | 315 | | 148 | 740 | 0,5 | 161 | 196 | 291 |

B. — Sociétés congolaises (sociétés par actions et sociétés de personnes)

| | | | | | | | | | | | | | | |
|--------------------|-----|-------|-----|-----|-------|-------|-------|---|-----|-------|------|-----|-----|-------|
| 1953 | 253 | 1.047 | 785 | 108 | 3.000 | 2.166 | 1.470 | 4 | 190 | 3.343 | 8,1 | 332 | 227 | 1.834 |
| 1954 | 301 | 1.354 | 879 | 87 | 1.604 | 1.218 | 1.121 | 5 | 260 | 2.832 | 9,0 | 706 | 182 | 1.381 |
| 1955 p | 300 | 1.091 | 781 | 108 | 2.926 | 2.445 | 1.928 | 1 | 25 | 3.561 | 32,0 | 699 | 734 | 1.335 |
| 1954 Octobre | 16 | 77 | 52 | 8 | 235 | 99 | 90 | — | — | 176 | — | 26 | 47 | 69 |
| Novembre ... | 18 | 144 | 67 | 7 | 238 | 133 | 130 | — | — | 277 | — | 116 | 32 | 49 |
| Décembre | 26 | 56 | 45 | 9 | 75 | 189 | 185 | — | — | 245 | — | 90 | 52 | 88 |
| 1955 Janvier | 16 | 42 | 40 | 8 | 516 | 410 | 129 | 1 | 25 | 477 | 18,0 | 21 | 24 | 167 |
| Février | 26 | 175 | 117 | 8 | 191 | 240 | 187 | — | — | 415 | — | 66 | 2 | 236 |
| Mars | 32 | 89 | 59 | 7 | 33 | 38 | 21 | — | — | 127 | 0,3 | 35 | — | 45 |
| Avril | 25 | 102 | 80 | 11 | 192 | 121 | 104 | — | — | 223 | — | 65 | 13 | 106 |
| Mai | 21 | 52 | 49 | 13 | 239 | 145 | 112 | — | — | 197 | 12,1 | 45 | 24 | 104 |
| Juin | 29 | 57 | 40 | 9 | 313 | 216 | 204 | — | — | 273 | — | 17 | 79 | 148 |
| Juillet | 32 | 168 | 84 | 12 | 508 | 560 | 551 | — | — | 728 | 0,1 | 40 | 425 | 170 |
| Août | 25 | 132 | 66 | 6 | 270 | 164 | 164 | — | — | 296 | — | 25 | 94 | 111 |
| Septembre ... | 24 | 90 | 85 | 5 | 10 | 10 | 10 | — | — | 100 | — | 53 | — | 42 |
| Octobre | 20 | 41 | 35 | 14 | 179 | 146 | 98 | — | — | 187 | — | 73 | 5 | 55 |
| Novembre | 22 | 37 | 30 | 4 | 19 | 27 | 27 | — | — | 64 | — | 11 | 2 | 44 |
| Décembre | 28 | 105 | 96 | 11 | 455 | 368 | 322 | — | — | 473 | 1,0 | 247 | 64 | 108 |

1 Non comprises dans les montants libérés.

2 Compris dans les constitutions et augmentations de capital.

3 Compris dans les augmentations de capital.

4 Comprennent les montants libérés sur souscriptions d'actions, les émissions d'obligations, les primes d'émission, moins les libérations sans espèces, ainsi que les émissions destinées au remboursement d'anciens emprunts.

5 Dont emprunts de conversion pour un montant total de 54 millions de francs.

6 Y compris la constitution de la Société Cockerill-Ougrée pour un montant de 2.760 millions de francs.

V. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES CONGOLAISES

172

(millions de francs)

OCTOBRE 1955

Source : Institut National de Statistique.

| Rubriques | Constitutions de sociétés | | | | | | Augmentations de capital | | | Emissions d'obligations | | | Primes d'émission (non comprises dans les montants libérés) | Libérations sans espèces | | | | Dissolutions Sociétés par actions et sociétés de personnes | | | | Réductions de capital soc. par act. et soc. de personnes | | |
|-----------|---------------------------|-----------------|------------------------------------|--------------|-----------------|------------------------------------|---|----------------|-----------------------|------------------------------------|--------|-----------------|---|-----------------------------|---------------------------|--------------|--------------------------|--|--------------|---------|---------|--|--------|---------|
| | par actions | | | de personnes | | | Sociétés par actions et sociétés de personnes | | | | | | | Apports en nature | | | | Sociétés par actions | | | | | | |
| | Nombre | Montant nominal | Montant libéré sur valeur nominale | Nombre | Montant nominal | Montant libéré sur valeur nominale | Nombre | Capital ancien | Augmentation nominale | Montant libéré sur valeur nominale | Nombre | Montant nominal | | dont emprunts de conversion | Constitutions de sociétés | | Augmentations de capital | Incorporations de réserves (comprises dans les augmentations de capital) | Liquidations | | Fusions | | Nombre | Montant |
| | | | | | | | | | | | | | | | par actions | de personnes | | | Nombre | Montant | Nombre | Montant | | |

Détail des émissions

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|-------------------------------|----------|------------|------------|-----------|-------------|-------------|-----------|--------------|--------------|-------------|----------|----------|----------|----------|-------------|-------------|------------|----------|------------|----------|------------|----------|----------|----------|
| Banques, soc. financières ... | — | — | — | 1 | 1,0 | 1,0 | 4 | 33,1 | 39,9 | 13,6 | — | — | — | — | — | 1,0 | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Sociétés commerciales | 1 | 1,0 | 0,3 | 9 | 12,8 | 10,2 | 4 | 26,5 | 41,5 | 24,3 | — | — | — | — | 4,0 | 11,5 | — | 1 | 1,0 | 1 | 0,5 | — | — | — |
| Sociétés industrielles | 1 | 5,0 | 5,0 | 6 | 15,5 | 14,9 | 2 | 103,0 | 51,0 | 51,0 | — | — | — | — | 6,9 | 50,0 | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Mines | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Construction, bâtiments ... | — | — | — | 2 | 6,0 | 3,3 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | 1 | 0,4 | — | — | — | — | — |
| Sociétés agricoles | — | — | — | — | — | — | 1 | 5,0 | 5,0 | 1,0 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Transports | — | — | — | — | — | — | 3 | 11,5 | 8,5 | 8,5 | — | — | — | — | — | — | 4,9 | — | — | — | — | — | — | — |
| Services publics | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Divers | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Totaux ... | 2 | 6,0 | 5,3 | 18 | 35,3 | 29,4 | 14 | 179,1 | 145,9 | 98,4 | — | — | — | — | 10,9 | 62,5 | 4,9 | 2 | 1,4 | 1 | 0,5 | — | — | — |

Groupement des sociétés selon l'importance du capital nominal émis ou annulé

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|----------------------------|----------|------------|------------|-----------|-------------|-------------|-----------|--------------|--------------|-------------|----------|----------|----------|----------|-------------|-------------|------------|----------|------------|----------|------------|----------|----------|----------|
| 1 million et moins | 1 | 1,0 | 0,3 | 7 | 5,2 | 5,2 | 1 | 3,0 | 1,0 | 1,0 | — | — | — | — | 1,4 | — | — | 2 | 1,4 | 1 | 0,5 | — | — | — |
| de 1 à 5 millions | 1 | 5,0 | 5,0 | 10 | 24,1 | 18,2 | 7 | 30,5 | 25,5 | 21,5 | — | — | — | — | 7,5 | 3,5 | 4,9 | — | — | — | — | — | — | — |
| de 5 à 10 millions | — | — | — | 1 | 6,0 | 6,0 | 2 | 4,0 | 15,0 | 15,0 | — | — | — | — | 2,0 | 9,0 | — | — | — | — | — | — | — | — |
| de 10 à 20 millions | — | — | — | — | — | — | 1 | 11,6 | 11,9 | 2,4 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| de 20 à 50 millions | — | — | — | — | — | — | 3 | 130,0 | 92,5 | 58,5 | — | — | — | — | — | 50,0 | — | — | — | — | — | — | — | — |
| de 50 à 100 millions | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| plus de 100 millions | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Totaux ... | 2 | 6,0 | 5,3 | 18 | 35,3 | 29,4 | 14 | 179,1 | 145,9 | 98,4 | — | — | — | — | 10,9 | 62,5 | 4,9 | 2 | 1,4 | 1 | 0,5 | — | — | — |

Répartition des sociétés suivant la nature du droit qui les régit

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|-------------------------------|----------|------------|------------|-----------|-------------|-------------|-----------|--------------|--------------|-------------|----------|----------|----------|----------|-------------|-------------|------------|----------|------------|----------|------------|----------|----------|----------|
| Sociétés de droit belge | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Sociétés de droit congolais | 2 | 6,0 | 5,3 | 18 | 35,3 | 29,4 | 14 | 179,1 | 145,9 | 98,4 | — | — | — | — | 10,9 | 62,5 | 4,9 | 2 | 1,4 | 1 | 0,5 | — | — | — |
| Totaux ... | 2 | 6,0 | 5,3 | 18 | 35,3 | 29,4 | 14 | 179,1 | 145,9 | 98,4 | — | — | — | — | 10,9 | 62,5 | 4,9 | 2 | 1,4 | 1 | 0,5 | — | — | — |

V. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES CONGOLAISES

17²

(millions de francs)

NOVEMBRE 1955

Source : Institut National de Statistique.

| Rubriques | Constitutions de sociétés | | | | | | Augmentations de capital Sociétés par actions et sociétés de personnes | | | Emissions d'obligations | | | Primes d'émission (non comprises dans les montants libérés) | Libérations sans espèces | | | | Dissolutions Sociétés par actions et sociétés de personnes | | | | Réductions de capital Soc. par act. et soc. de personnes | | | | |
|-----------|---------------------------|--------------------|---|--------------|--------------------|---|--|-------------------|-------------------------------|---|--------|--------------------|---|--------------------------------------|------------------------------|-----------------|-----------------------------|--|--------------|---------|---------|--|--------|---------|--------|---------|
| | par actions | | | de personnes | | | Nombre | Capital ancien | Augmen- tation nominale | Montant libéré sur valeur nominale | Nombre | Montant nominal | | dont emprunts de conversion | Apports en nature | | Augmentations de capital | Incorporations de réserves (comprises dans les augmentations de capital) | Liquidations | | Fusions | | Nombre | Montant | | |
| | Nombre | Montant nominal | Montant libéré sur valeur nominale | Nombre | Montant nominal | Montant libéré sur valeur nominale | | | | | | | | | Constitutions de sociétés | de personnes | | | Nombre | Montant | Nombre | Montant | | | Nombre | Montant |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

Détail des émissions

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|-------------------------------|---|---|---|----|------|------|---|------|------|------|---|---|---|---|---|---|------|---|-----|---|-----|---|---|---|-----|
| Banques, soc. financières ... | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | 0,4 | 1 | 1,0 | — | — | — | — | | |
| Sociétés commerciales | — | — | — | 12 | 12,9 | 12,4 | 1 | 0,7 | 0,4 | 0,4 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | | |
| Sociétés industrielles | — | — | — | 4 | 9,7 | 9,2 | 1 | 6,5 | 23,5 | 23,5 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | | |
| Mines | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | | |
| Construction, bâtiments ... | — | — | — | 3 | 5,4 | 3,4 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | | |
| Sociétés agricoles | — | — | — | 2 | 4,5 | 2,7 | 1 | 10,0 | 2,0 | 2,0 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | | |
| Transports | — | — | — | 1 | 4,0 | 2,0 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | | |
| Services publics | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | | |
| Divers | — | — | — | — | — | — | 1 | 1,5 | 1,5 | 1,5 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | | |
| Totaux ... | — | — | — | 22 | 36,5 | 29,7 | 4 | 18,7 | 27,4 | 27,4 | — | — | — | — | — | — | 11,1 | — | 2,4 | 1 | 1,0 | — | — | 1 | 3,5 |

Groupement des sociétés selon l'importance du capital nominal émis ou annulé

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|----------------------------|---|---|---|----|------|------|---|------|------|------|---|---|---|---|---|---|------|---|-----|---|-----|---|---|---|-----|
| 1 million et moins | — | — | — | 10 | 6,4 | 6,4 | 1 | 0,7 | 0,4 | 0,4 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| de 1 à 5 millions | — | — | — | 12 | 30,1 | 23,3 | 2 | 11,5 | 3,5 | 3,5 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| de 5 à 10 millions | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| de 10 à 20 millions | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| de 20 à 50 millions | — | — | — | — | — | — | 1 | 6,5 | 23,5 | 23,5 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| de 50 à 100 millions | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| plus de 100 millions | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| Totaux ... | — | — | — | 22 | 36,5 | 29,7 | 4 | 18,7 | 27,4 | 27,4 | — | — | — | — | — | — | 11,1 | — | 2,4 | 1 | 1,0 | — | — | 1 | 3,5 |

Répartition des sociétés suivant la nature du droit qui les régit

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|-------------------------------|---|---|---|----|------|------|---|------|------|------|---|---|---|---|---|---|------|---|-----|---|-----|---|---|---|-----|
| Sociétés de droit belge | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| Sociétés de droit congolais | — | — | — | 22 | 36,5 | 29,7 | 4 | 18,7 | 27,4 | 27,4 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| Totaux ... | — | — | — | 22 | 36,5 | 29,7 | 4 | 18,7 | 27,4 | 27,4 | — | — | — | — | — | — | 11,1 | — | 2,4 | 1 | 1,0 | — | — | 1 | 3,5 |

V. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES CONGOLAISES

17²

(millions de francs)

DECEMBRE 1955

Source : Institut National de Statistique.

| Rubriques | Constitutions de sociétés | | | | | | Augmentations de capital Sociétés par actions et sociétés de personnes | | | Emissions d'obligations | | | Primes d'émission (non comprises dans les montants libérés) | Libérations sans espèces | | | | Dissolutions Sociétés par actions et sociétés de personnes | | | | Réductions de capital Soc. par act. et soc. de personnes | | | | |
|-----------|---------------------------|--------------------|---|--------------|--------------------|---|--|-------------------|-------------------------------|---|--------|--------------------|---|--------------------------------------|-------------------|-----------------|-----------------------------|--|--------------|---------|---------|--|--------|---------|--------|---------|
| | par actions | | | de personnes | | | Nombre | Capital ancien | Augmen- tation nominale | Montant libéré sur valeur nominale | Nombre | Montant nominal | | dont emprunts de conversion | Apports en nature | | Augmentations de capital | Incorporations de réserves (comprises dans les augmentations de capital) | Liquidations | | Fusions | | Nombre | Montant | | |
| | Nombre | Montant nominal | Montant libéré sur valeur nominale | Nombre | Montant nominal | Montant libéré sur valeur nominale | | | | | | | | | par actions | de personnes | | | Nombre | Montant | Nombre | Montant | | | Nombre | Montant |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

Détail des émissions

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|-------------------------------|----------|-------------|-------------|-----------|-------------|-------------|-----------|--------------|--------------|--------------|----------|----------|----------|------------|-------------|-------------|--------------|-------------|----------|-------------|----------|----------|----------|----------|
| Banques, soc. financières ... | — | — | — | 1 | 0,5 | 0,1 | 1 | 33,0 | 30,0 | 6,2 | — | — | — | — | — | — | — | 2 | 1,3 | — | — | — | — | |
| Sociétés commerciales | — | — | — | 17 | 47,1 | 39,7 | 1 | 1,0 | 1,0 | 1,0 | — | — | — | — | 21,2 | 1,0 | — | 4 | 5,7 | — | — | — | — | |
| Sociétés industrielles | — | — | — | 2 | 5,0 | 5,0 | 7 | 389,5 | 264,5 | 242,3 | — | — | — | — | 2,5 | 175,0 | 2,5 | — | — | — | — | — | — | |
| Mines | — | — | — | 1 | 1,2 | 1,2 | — | — | — | — | — | — | — | — | 0,6 | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| Construction, bâtiments ... | 1 | 40,0 | 40,0 | 3 | 7,3 | 6,6 | — | — | — | — | — | — | — | 40,0 | 4,1 | — | — | 1 | 40,0 | — | — | — | — | |
| Sociétés agricoles | — | — | — | 2 | 3,4 | 3,4 | 2 | 31,5 | 72,5 | 72,5 | — | — | — | — | — | — | 62,0 | — | — | — | — | — | — | |
| Transports | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| Divers | — | — | — | 1 | 0,7 | 0,4 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| Totaux ... | 1 | 40,0 | 40,0 | 27 | 65,2 | 56,4 | 11 | 455,0 | 368,0 | 322,0 | — | — | — | 1,5 | 40,0 | 31,4 | 176,0 | 64,5 | 7 | 47,0 | — | — | — | — |

Groupement des sociétés selon l'importance du capital nominal émis ou annulé

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|----------------------------|----------|-------------|-------------|-----------|-------------|-------------|-----------|--------------|--------------|--------------|----------|----------|----------|------------|-------------|-------------|--------------|-------------|----------|-------------|----------|----------|----------|----------|
| 1 million et moins | — | — | — | 13 | 6,0 | 4,3 | 2 | 2,0 | 2,0 | 2,0 | — | — | — | — | 1,5 | 1,0 | — | 4 | 2,3 | — | — | — | — | |
| de 1 à 5 millions | — | — | — | 12 | 32,2 | 31,1 | 2 | 2,5 | 6,5 | 6,3 | — | — | — | — | 20,1 | — | 2,5 | 2 | 4,7 | — | — | — | — | |
| de 5 à 10 millions | — | — | — | 1 | 7,5 | 1,5 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| de 10 à 20 millions | — | — | — | 1 | 19,5 | 19,5 | 3 | 199,5 | 42,5 | 20,5 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| de 20 à 50 millions | 1 | 40,0 | 40,0 | — | — | — | 2 | 83,0 | 80,0 | 56,2 | — | — | — | 40,0 | — | — | — | 1 | 40,0 | — | — | — | — | |
| de 50 à 100 millions | — | — | — | — | — | — | 1 | 18,0 | 62,0 | 62,0 | — | — | — | — | — | — | 62,0 | — | — | — | — | — | — | |
| plus de 100 millions | — | — | — | — | — | — | 1 | 150,0 | 175,0 | 175,0 | — | — | — | — | — | 175,0 | — | — | — | — | — | — | — | |
| Totaux ... | 1 | 40,0 | 40,0 | 27 | 65,2 | 56,4 | 11 | 455,0 | 368,0 | 322,0 | — | — | — | 1,5 | 40,0 | 31,4 | 176,0 | 64,5 | 7 | 47,0 | — | — | — | — |

Répartition des sociétés suivant la nature du droit qui les régit

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|-------------------------------|----------|-------------|-------------|-----------|-------------|-------------|-----------|--------------|--------------|--------------|----------|----------|----------|------------|-------------|-------------|--------------|-------------|----------|-------------|----------|----------|----------|----------|
| Sociétés de droit belge | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | 1 | 40,0 | — | — | — | — | |
| Sociétés de droit congolais | 1 | 40,0 | 40,0 | 27 | 65,2 | 56,4 | 11 | 455,0 | 368,0 | 322,0 | — | — | — | 1,5 | 40,0 | 31,4 | 176,0 | 64,5 | 6 | 7,0 | — | — | — | |
| Totaux ... | 1 | 40,0 | 40,0 | 27 | 65,2 | 56,4 | 11 | 455,0 | 368,0 | 322,0 | — | — | — | 1,5 | 40,0 | 31,4 | 176,0 | 64,5 | 7 | 47,0 | — | — | — | — |

V. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES BELGES

17³

Détail des émissions

(millions de francs)

NOVEMBRE 1955

Source : Institut National de Statistique.

| Rubriques | Constitutions de sociétés 1 | | | | | | Augmentations de capital (sociétés anonymes) (sociétés en commandite par actions) (sociétés de personnes à responsabilité limitée) | | | Emissions d'obligations | | | Primes d'émission (non comprises dans les montants libérés) | Libérations sans espèces | | | Dissolutions de sociétés 1 (sociétés anonymes) (sociétés en comman- dite par actions) (sociétés de personnes à responsabilité limitée) | | Réductions de capital (sociétés anonymes) (sociétés en command. par actions) (sociétés de personnes à responsab. limitée) | | | | | |
|---|---|--------------------|--|---|--------------------|--|--|---|--------------------------|--|--------|--------------------|---|--------------------------------|------------------------------|------|--|--------------|---|---------|---------|--------|---------|------|
| | anonymes et en commandite par actions | | | de personnes à responsabilité limitée | | | Nombre | Capital ancien | Augmentation nominale | Montant libéré sur valeur nominale | Nombre | Montant nominal | | dont emprunts de conversion | Apports en nature | | Incorporations de réserves (comprises dans les augmentations de capital) | Liquidations | | Fusions | | | | |
| | Nombre | Montant nominal | Montant libéré sur valeur nominale | Nombre | Montant nominal | Montant libéré sur valeur nominale | | | | | | | | | Constitutions de sociétés | | | Nombre | Montant | Nombre | Montant | Nombre | Montant | |
| | | | | | | | anonymes et en commandite par actions | de personnes à responsabilité limitée | Nombre | Montant | Nombre | Montant | | | | | | | | | | | | |
| Banques | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | | | |
| Assurances | — | — | — | — | — | 1 | 20,0 | 10,0 | 5,0 | — | — | — | — | 0,5 | — | — | — | 1 | 0,5 | — | — | | | |
| Opérat. financières et immobilières | 8 | 64,7 | 60,0 | 3 | 0,2 | 0,2 | 17 | 613,5 | 251,8 | 205,1 | — | — | — | 46,3 | 2,8 | — | — | 2 | 4,2 | — | 2 | 6,6 | | |
| Commerce de détail | 4 | 1,2 | 1,2 | 17 | 4,2 | 4,1 | 2 | 0,4 | 0,7 | 0,7 | — | — | — | 1,0 | 2,6 | 0,7 | — | 4 | 0,7 | — | — | — | | |
| Comm. de gros et comm. extérieur | 8 | 5,4 | 4,2 | 21 | 8,4 | 6,9 | 10 | 7,7 | 11,0 | 9,7 | — | — | — | 2,0 | 4,2 | 4,0 | 1,5 | 18 | 11,2 | — | 1 | 3,9 | | |
| Fabrications métalliques | 4 | 13,0 | 5,0 | 7 | 3,7 | 3,7 | 5 | 716,6 | 114,9 | 114,9 | — | — | — | 1,4 | 2,8 | 10,0 | 104,0 | 3 | 4,4 | 1 | 20,0 | — | | |
| Métallurgie du fer | — | — | — | — | — | — | 3 | 1.611,0 | 493,0 | 483,4 | — | — | — | — | — | 5,0 | — | — | — | — | — | 1 | 11,3 | |
| Métaux non ferreux | — | — | — | 1 | 0,1 | 0,1 | — | — | — | — | — | — | — | — | 0,0 | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| Industries textiles | 2 | 1,2 | 0,4 | 4 | 9,5 | 9,5 | 2 | 0,2 | 2,0 | 2,0 | — | — | — | 0,0 | 8,7 | 1,4 | 0,6 | 4 | 4,7 | — | — | — | — | |
| Industries alimentaires | 1 | 7,5 | 4,3 | — | — | — | 4 | 193,2 | 117,8 | 117,8 | — | — | — | 3,6 | — | 1,0 | 116,8 | 2 | 1,6 | — | — | — | — | |
| Industrie du bois | — | — | — | 2 | 0,8 | 0,8 | — | — | — | — | — | — | — | — | 0,8 | — | — | 2 | 0,4 | — | — | — | — | |
| Industries chimiques | 1 | 1,2 | 1,2 | 1 | 0,3 | 0,3 | 2 | 0,8 | 11,3 | 9,9 | — | — | — | — | — | 1,7 | 6,7 | 2 | 0,2 | — | — | 1 | 5,0 | |
| Industrie du verre | — | — | — | — | — | — | 3 | 2,0 | 16,0 | 8,8 | — | — | — | 1,6 | — | — | 6,0 | — | — | — | — | — | — | |
| Electricité | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| Gaz | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| Eau | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| Cuir | 1 | 3,0 | 3,0 | 1 | 1,2 | 1,2 | 1 | 8,0 | 8,0 | 8,0 | — | — | — | 2,2 | 1,0 | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| Papier et imprimerie | — | — | — | 1 | 0,5 | 0,5 | 2 | 1,5 | 3,0 | 3,0 | — | — | — | — | 0,5 | 1,0 | — | 1 | 0,1 | — | — | — | — | |
| Transport | 2 | 0,4 | 0,1 | 6 | 2,6 | 2,6 | 1 | 30,0 | 10,0 | 10,0 | — | — | — | 0,0 | 2,4 | 7,1 | — | 1 | 0,1 | — | — | — | — | |
| Tourisme | — | — | — | 5 | 1,1 | 1,1 | 2 | 0,2 | 1,5 | 1,5 | — | — | — | — | 0,4 | — | 0,4 | 4 | 0,9 | — | — | — | — | |
| Intermédiaires | 2 | 0,7 | 0,7 | 4 | 0,4 | 0,4 | 2 | 0,7 | 1,0 | 1,0 | — | — | — | 0,1 | — | — | 0,6 | 1 | 0,1 | — | — | — | — | |
| Déchets et matières de récupérat. | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| Construction | 2 | 1,1 | 1,1 | 6 | 3,1 | 2,7 | 5 | 3,0 | 3,4 | 3,4 | — | — | — | — | 2,2 | 1,9 | 1,5 | 4 | 0,4 | — | — | — | — | |
| Charbon | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| Terre cuite | — | — | — | 1 | 0,9 | 0,9 | — | — | — | — | — | — | — | — | 0,3 | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| Ciment et industries connexes | — | — | — | — | — | — | 1 | 64,3 | 85,7 | 85,7 | — | — | — | — | — | — | 85,7 | — | — | — | — | — | — | |
| Carrières | — | — | — | 2 | 0,9 | 0,9 | 1 | 0,2 | 0,5 | 0,5 | — | — | — | — | 0,5 | — | — | — | — | — | — | 1 | 0,6 | |
| Chaux | — | — | — | — | — | — | 1 | 1,5 | 1,7 | 1,3 | — | — | — | — | — | 1,2 | — | — | — | — | — | — | — | |
| Industries céramiques | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| Industrie du tabac | — | — | — | — | — | — | 1 | 5,0 | 5,0 | 5,0 | — | — | — | — | — | — | 2,0 | — | — | — | — | — | — | |
| Industrie du diamant | — | — | — | 1 | 0,2 | 0,2 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| Editions, librairies, presse | — | — | — | 2 | 0,3 | 0,3 | — | — | — | — | — | — | — | — | 0,0 | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| Films, théâtres, attractions | — | — | — | 1 | 0,1 | 0,1 | 1 | 0,0 | 0,1 | 0,1 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| Artisanat | — | — | — | 13 | 6,5 | 4,8 | 4 | 2,8 | 4,6 | 4,6 | — | — | — | — | 1,9 | 2,1 | 1,7 | 6 | 1,7 | — | — | — | — | |
| Agric., hortic., élev., pêche | 1 | 0,3 | 0,3 | 3 | 1,4 | 1,0 | — | — | — | — | — | — | — | 0,1 | 0,9 | — | — | — | — | — | — | — | — | |
| Divers non dénommés | 1 | 1,0 | 1,0 | 2 | 1,0 | 1,0 | 2 | 0,9 | 1,8 | 1,8 | — | — | — | 0,3 | 0,9 | — | 1,5 | 3 | 42,9 | — | — | — | — | |
| Totaux ... | 37 | 100,7 | 82,5 | 104 | 47,4 | 43,3 | 73 | 3.283,5 | 1.154,8 | 1.083,2 | — | — | — | 48,4 | 13,5 | 30,1 | 37,1 | 362,1 | 58 | 74,1 | 1 | 20,0 | 6 | 27,4 |

1 Coopératives : 19 sociétés constituées au capital minimum de 6.468.400 francs; 5 sociétés dissoutes au capital minimum de 341.000 francs.

V. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES BELGES
Groupement des sociétés selon le lieu où s'exerce leur activité et selon l'importance
du capital nominal émis ou annulé
(millions de francs)

174

Source : Institut National de Statistique.

| Classification | Constitutions de sociétés | | | | | | Augmentations de capital (sociétés anonymes) (sociétés en commandite par actions) (soc. de pers. à resp. lim.) | | | Emissions d'obligations | | | Primes d'émission (non comprises dans les montants libérés) | Libérations sans espèces | | Dissolutions | | Réductions de capital Montant | |
|----------------|---|--------------------|--|---|--------------------|--|--|----------------|--------------------------|--|--------|--------------------|---|--------------------------------|----------------------|-------------------------------|--------------|----------------------------------|---------|
| | anonymes et en command. par actions | | | de personnes à responsabilité limitée | | | Nombre | Capital ancien | Augmentation nominale | Montant libéré sur valeur nominale | Nombre | Montant nominal | | dont emprunts de conversion | Apports en nature | Incorporations de réserves | Liquidations | | Fusions |
| | Nombre | Montant nominal | Montant libéré sur valeur nominale | Nombre | Montant nominal | Montant libéré sur valeur nominale | | | | | | | | | | | | | |

1. — Selon le lieu où s'exerce leur activité

NOVEMBRE 1955

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|----------------|----|-------|------|-----|------|------|----|---------|---------|---------|---|---|---|------|------|-------|------|------|------|
| Belgique | 37 | 100,7 | 82,5 | 104 | 47,4 | 43,3 | 72 | 3.093,5 | 1.044,8 | 973,2 | — | — | — | 48,4 | 80,7 | 252,1 | 34,1 | 20,0 | 27,4 |
| Etranger | — | — | — | — | — | — | 1 | 190,0 | 110,0 | 110,0 | — | — | — | — | — | 110,0 | 40,0 | — | — |
| Totaux ... | 37 | 100,7 | 82,5 | 104 | 47,4 | 43,3 | 73 | 3.283,5 | 1.154,8 | 1.083,2 | — | — | — | 48,4 | 80,7 | 362,1 | 74,1 | 20,0 | 27,4 |

2. — Selon l'importance du capital nominal émis ou annulé

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|------------------------|----|-------|------|-----|------|------|----|---------|---------|---------|---|---|------|------|-------|-------|------|------|------|
| 1 million et moins ... | 26 | 13,3 | 10,9 | 96 | 26,0 | 23,4 | 29 | 17,0 | 14,6 | 13,6 | — | — | — | 18,4 | 2,1 | 11,2 | — | — | 0,6 |
| de 1 à 5 millions | 7 | 14,0 | 14,0 | 7 | 12,4 | 10,9 | 27 | 284,7 | 64,4 | 57,6 | — | — | — | 33,0 | 26,5 | 22,9 | — | — | 15,5 |
| de 5 à 10 millions | 3 | 23,4 | 7,6 | 1 | 9,0 | 9,0 | 8 | 91,5 | 69,6 | 57,4 | — | — | 2,1 | 29,3 | 12,8 | — | — | — | — |
| de 10 à 20 millions | — | — | — | — | — | — | 1 | 18,0 | 12,0 | 2,4 | — | — | — | — | — | — | — | 20,0 | 11,3 |
| de 20 à 50 millions | 1 | 50,0 | 50,0 | — | — | — | 2 | 105,0 | 65,0 | 65,0 | — | — | 20,0 | — | 25,0 | 40,0 | — | — | — |
| de 50 à 100 millions | — | — | — | — | — | — | 3 | 974,3 | 238,2 | 196,2 | — | — | 26,3 | — | 185,7 | — | — | — | — |
| plus de 100 millions | — | — | — | — | — | — | 3 | 1.793,0 | 691,0 | 691,0 | — | — | — | — | 110,0 | — | — | — | — |
| Totaux ... | 37 | 100,7 | 82,5 | 104 | 47,4 | 43,3 | 73 | 3.283,5 | 1.154,8 | 1.083,2 | — | — | — | 48,4 | 80,7 | 362,1 | 74,1 | 20,0 | 27,4 |

1. — Selon le lieu où s'exerce leur activité

DECEMBRE 1955

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|----------------|----|-------|-------|-----|------|------|-----|---------|---------|---------|---|------|---|-------|---------|------|-------|------|
| Belgique | 77 | 117,8 | 112,6 | 204 | 84,7 | 75,0 | 152 | 1.200,0 | 1.761,8 | 1.737,6 | 3 | 57,3 | — | 345,4 | 1.318,2 | 90,0 | 117,1 | 81,9 |
| Etranger | — | — | — | — | — | — | 2 | 24,8 | 65,7 | 65,8 | — | — | — | — | 36,2 | — | — | — |
| Totaux ... | 77 | 117,8 | 112,6 | 204 | 84,7 | 75,0 | 154 | 1.224,8 | 1.827,5 | 1.803,4 | 3 | 57,3 | — | 345,4 | 1.354,4 | 90,0 | 117,1 | 81,9 |

2. — Selon l'importance du capital nominal émis ou annulé

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|------------------------|----|-------|-------|-----|------|------|-----|---------|---------|---------|---|------|---|-------|---------|------|-------|------|
| 1 million et moins ... | 56 | 23,7 | 22,4 | 185 | 44,9 | 41,7 | 62 | 60,6 | 30,5 | 27,2 | 3 | 57,3 | — | 37,1 | 6,7 | 30,1 | 4,6 | 4,2 |
| de 1 à 5 millions | 17 | 39,3 | 37,8 | 19 | 39,8 | 33,3 | 47 | 134,9 | 128,4 | 119,9 | — | — | — | 32,2 | 48,3 | 24,9 | — | 26,3 |
| de 5 à 10 millions | 3 | 29,8 | 27,4 | — | — | — | 16 | 220,2 | 115,9 | 103,6 | — | — | — | 24,8 | 84,1 | — | — | 15,4 |
| de 10 à 20 millions | — | — | — | — | — | — | 12 | 111,5 | 182,3 | 182,3 | — | — | — | 22,5 | 122,5 | 35,0 | 12,5 | 36,0 |
| de 20 à 50 millions | 1 | 25,0 | 25,0 | — | — | — | 9 | 145,3 | 345,2 | 345,2 | — | — | — | 78,8 | 267,6 | — | — | — |
| de 50 à 100 millions | — | — | — | — | — | — | 4 | 85,6 | 290,0 | 290,0 | — | — | — | — | 290,0 | — | 100,0 | — |
| plus de 100 millions | — | — | — | — | — | — | 4 | 466,7 | 735,2 | 735,2 | — | — | — | 100,0 | 535,2 | — | — | — |
| Totaux ... | 77 | 117,8 | 112,6 | 204 | 84,7 | 75,0 | 154 | 1.224,8 | 1.827,5 | 1.803,4 | 3 | 57,3 | — | 345,4 | 1.354,4 | 90,0 | 117,1 | 81,9 |

VI. — EMPRUNTS
DES POUVOIRS PUBLICS
ET DES ORGANISMES
D'UTILITE PUBLIQUE ¹

18

(long et moyen terme)

| Périodes | Emissions publiques en Belgique | Emprunts à l'étranger |
|------------------|--|-------------------------------|
| | (millions de francs) | |
| 1954 | 38.221 | fr. s. 129 fl. P.-B. 132,5 |
| 1955 | 14.765 | \$ 50 fl. P.-B. 100 |
| 1955 Mars | 950 | fl. P.-B. 100 |
| Avril | 6.565 | — |
| Mai | — | — |
| Juin | 400 | — |
| Juillet | 2.260 | — |
| Août | — | — |
| Septembre .. | — | — |
| Octobre ... | 2.500 | — |
| Novembre .. | — | — |
| Décembre .. | 2.100 | — |
| 1956 Janvier ... | 5.436 | — |
| Février ... | — | — |
| Mars | 2.000 | — |

VII. — OPERATIONS BANCAIRES
DU CREDIT COMMUNAL

19

(Avances et remboursements opérés sur emprunts
consentis aux pouvoirs publics et aux organismes
d'utilité publique pour le paiement des dépenses.)

| Périodes | Dépenses extraordinaires | | Dépenses ordinaires |
|------------------|---|--------------------------|------------------------|
| | Prélèvements sur comptes ² | Rembourse- ments nets | |
| | (millions de francs) | | |
| 1954 Moyenne ... | 474 | 86 | 209 |
| 1955 Moyenne ... | 503 | 87 | 217 |
| 1955 Mars | 431 | 37 | 250 |
| Avril | 329 | 28 | 171 |
| Mai | 567 | 18 | 353 |
| Juin | 591 | 11 | 270 |
| Juillet | 448 | 30 | 236 |
| Août | 584 | 45 | 192 |
| Septembre .. | 608 | 22 | 187 |
| Octobre ... | 700 | 71 | 191 |
| Novembre .. | 557 | 38 | 123 |
| Décembre .. | 651 | 92 | 137 |
| 1956 Janvier ... | 606 | 644 | 113 |
| Février ... | 603 | 40 | 305 |
| Mars | 500 | 88 | 397 |

VIII. — INSCRIPTIONS
HYPOTHECAIRES ³

20

| Périodes | Montant selon droits d'inscription perçus (millions de francs) |
|------------------|--|
| 1954 Moyenne ... | 1.652 |
| 1955 Moyenne ... | 1.670 |
| 1955 Mars | 1.624 |
| Avril | 1.585 |
| Mai | 1.497 |
| Juin | 1.732 |
| Juillet | 2.006 |
| Août | 1.531 |
| Septembre .. | 1.718 |
| Octobre ... | 1.705 |
| Novembre .. | 1.634 |
| Décembre .. | 2.018 |
| 1956 Janvier ... | 1.504 |
| Février ... | 1.542 |
| Mars | 1.885 |

¹ Emprunts de l'Etat, de la Colonie, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la Société Nationale des Chemins de fer belges, la Société Nationale des Chemins de fer vicinaux, la Société Nationale de Distribution d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des émissions continues et des emprunts de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie). — ² Y compris les retraits sur subsides accordés par la province et l'Etat. — ³ Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 p. c. du total, mais non compris les hypothèques légales.

FINANCES PUBLIQUES

I. — SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE (millions de francs)

25¹

| Fin de mois | Dettes consolidées | | | | Dettes à moyen terme ³ | | | Dettes à court terme ⁴ | | | Avoirs des partic. en C.C.P. | Dettes totales ^{1 5} |
|--------------------|--------------------|-----------|---------|------------|-----------------------------------|------------|--------|-----------------------------------|------------|--------|------------------------------|-------------------------------|
| | intérieure | | | extérieure | intérieure | extérieure | totale | intérieure | extérieure | totale | | |
| | directe | indirecte | totale | | | | | | | | | |
| | | | | 1 2 | | 2 | | 5 | 2 | | | |
| 1955 Janvier | 153.914 | 9.896 | 163.810 | 16.393 | 26.020 | 2.787 | 28.807 | 64.193 | 4.234 | 68.427 | 20.560 | 297.997 |
| Février | 153.533 | 10.039 | 163.572 | 16.387 | 26.028 | 2.789 | 28.817 | 66.515 | 4.233 | 70.748 | 20.647 | 300.171 |
| Mars | 153.429 | 10.332 | 163.761 | 17.045 | 26.036 | 2.795 | 28.831 | 67.734 | 4.232 | 71.966 | 19.830 | 301.433 |
| Avril | 155.431 | 10.323 | 165.754 | 17.663 | 26.042 | 2.794 | 28.836 | 67.461 | 4.228 | 71.689 | 20.282 | 304.224 |
| Mai | 159.640 | 10.316 | 169.956 | 17.692 | 26.049 | 2.802 | 28.851 | 64.353 | 3.869 | 68.222 | 20.411 | 305.132 |
| Juin | 159.107 | 10.304 | 169.411 | 17.520 | 26.057 | 2.809 | 28.866 | 64.518 | 3.197 | 67.715 | 20.710 | 304.222 |
| Juillet | 158.843 | 11.702 | 170.545 | 17.477 | 26.061 | 2.557 | 28.618 | 64.083 | 3.514 | 67.597 | 20.140 | 304.377 |
| Août | 158.745 | 11.717 | 170.462 | 17.508 | 26.064 | 2.555 | 28.619 | 63.574 | 3.854 | 67.428 | 20.045 | 304.062 |
| Septembre | 158.655 | 11.791 | 170.446 | 17.456 | 26.064 | 2.552 | 28.616 | 63.937 | 3.870 | 67.807 | 20.254 | 304.579 |
| Octobre | 158.285 | 14.243 | 172.528 | 17.455 | 26.046 | 2.060 | 28.106 | 63.849 | 5.049 | 68.898 | 20.956 | 307.943 |
| Novembre | 157.650 | 14.237 | 171.887 | 17.426 | 25.944 | 2.057 | 28.001 | 66.482 | 5.044 | 71.526 | 20.630 | 309.470 |
| Décembre | 157.235 | 14.231 | 171.466 | 17.372 | 25.850 | 2.056 | 27.906 | 66.800 | 4.870 | 71.670 | 22.849 | 311.263 |
| 1956 Janvier | 161.415 | 14.205 | 175.620 | 17.417 | 25.465 | 2.055 | 27.520 | 63.002 | 5.213 | 68.215 | 21.610 | 310.382 |
| Février | 161.033 | 14.193 | 175.226 | 17.441 | 25.404 | 1.565 | 26.969 | 66.572 | 5.718 | 72.290 | 21.331 | 313.257 |
| Mars | 161.249 | 14.977 | 176.226 | 17.364 | 25.005 | 1.318 | 26.323 | 69.294 | 5.968 | 72.262 | 21.637 | 316.812 |

¹ Non compris les dettes intergouvernementales résultant de la guerre 1914-1918. — ² Le montant des dettes extérieures est établi d'après le cours des changes à la date indiquée. — ³ Certificats de trésorerie à échéance de plus d'un an. — ⁴ Certificats à un an d'échéance au plus. — ⁵ Non compris la Dotation des Combattants.

II. — AVOIRS EN EFFETS PUBLICS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE (millions de francs)

25²

| Fin de mois | A 120 jours au maximum | A plus de cinq ans | | Total |
|----------------------|--|--|---------------------------------------|--------|
| | Certificats de trésorerie ¹ | Créance consolidée sur l'Etat ² | Effets publics nationaux ³ | |
| 1952 Septembre | 8.953 | 34.763 | 1.475 | 45.191 |
| Décembre | 6.260 | 34.763 | 1.478 | 42.501 |
| 1953 Mars | 7.819 | 34.660 | 1.565 | 44.044 |
| Juin | 6.009 | 34.660 | 1.653 | 42.322 |
| Septembre | 8.965 | 34.660 | 1.678 | 45.303 |
| Décembre | 8.040 | 34.660 | 1.678 | 44.378 |
| 1954 Mars | 5.449 | 34.660 | 1.781 | 41.890 |
| Juin | 7.983 | 34.660 | 1.790 | 44.433 |
| Septembre | 8.681 | 34.660 | 1.792 | 45.133 |
| Décembre | 7.939 | 34.660 | 1.792 | 44.391 |
| 1955 Mars | 7.882 | 34.660 | 1.902 | 44.444 |
| Juin | 7.664 | 34.660 | 1.901 | 44.225 |
| Septembre | 8.047 | 34.660 | 1.913 | 44.620 |
| Décembre | 8.918 | 34.660 | 1.914 | 45.492 |
| 1956 Mars | 7.517 | 34.660 | 2.069 | 44.246 |

¹ Convention du 14 septembre 1948, conclue en vertu de l'art. 18 de la loi organique de la B.N.B. — ² Art. 8 § b), de la loi du 28 juillet 1948 relative à l'assainissement du bilan de la B.N.B. — ³ Art. 14 de la loi organique de la B.N.B.

III. — APERÇU DE L'EXECUTION DES BUDGETS (millions de francs)

25³

Source : *Moniteur belge*.

| Recettes | Du 1/I au 29/II/1956 | | Dépenses | Du 1/I au 29/II/1956 | |
|---------------------------------------|-------------------------|-------------------------|---|-------------------------|-------------------------|
| | Pour compte exerc. 1955 | Pour compte exerc. 1956 | | Pour compte exerc. 1955 | Pour compte exerc. 1956 |
| Voies et moyens : | | | Dépenses ordinaires : | | |
| Impôts | 4.609 | 9.731 | Dettes publiques | 648 | 338 |
| Taxes, péages et redevances | 73 | 530 | Pensions | 460 | 2.582 |
| Revenus patrimoniaux | 280 | 85 | Dotations | 8 | 69 |
| Remboursements | 45 | 75 | Non-valeurs et remboursements | 91 | 60 |
| Produits divers | 20 | 310 | Administration { rémunérations | 111 | 3.810 |
| Impôts d'assainissement monétaire ... | 73 | 1 | générale { matériel | 623 | 394 |
| Recettes résultant de la guerre | 13 | 125 | Subventions | 1.528 | 4.625 |
| | | | Travaux | 102 | 18 |
| | | | Autres dépenses | 205 | 476 |
| Total ... | 5.073 | 10.857 | Total ... | 3.776 | 12.372 |
| Recettes extraordinaires : | | | Dépenses extraordinaires : | | |
| Produits d'emprunts consolidés | 108 | 5.304 | Service de la dette publique | — | — |
| Diverses | 17 | 59 | Crédits relatifs aux avances | 55 | 375 |
| | | | Crédits relatifs aux participations | — | 5 |
| | | | Crédits relatifs { immob. nouv. ... | 1.393 | 895 |
| | | | aux immobilis. { rest. du dom. pub. | 140 | 1 |
| | | | Autres dépenses | — | — |
| | | | Résorption du chômage | 163 | — |
| | | | Contrepartie de l'aide E.R.P. 1950/1951 | 9 | — |
| Total ... | 125 | 5.363 | Total ... | 1.760 | 1.276 |
| TOTAL GENERAL ... | 5.198 | 16.220 | TOTAL GENERAL ... | 5.536 | 13.648 |
| Mali ... | 338 | | Boni ... | | 2.572 |

a) Recettes fiscales sans distinction d'exercice

(non compris les additionnels provinciaux et communaux)

(millions de francs)

Source : *Moniteur belge*.

| Périodes | Contributions directes 1 | Douanes et Accises | Enregistrement | Recettes globales 1 | Recettes globales cumulatives depuis janvier 1 |
|------------------------|-----------------------------|--------------------|----------------|------------------------|--|
| 1954 Moyenne mensuelle | 2.711 | 1.122 | 2.057 | 5.890 | — |
| 1955 Moyenne mensuelle | 2.678 | 1.301 | 2.335 | 6.314 | — |
| 1954 Décembre | 1.888 | 1.239 | 2.228 | 5.350 | 70.682 |
| 1955 Janvier | 4.698 | 1.039 | 2.158 | 7.895 | 7.895 |
| Février | 2.079 | 1.171 | 2.081 | 5.331 | 13.226 |
| Mars | 2.100 | 1.309 | 2.186 | 5.595 | 18.821 |
| Avril | 2.281 | 1.279 | 2.061 | 5.621 | 24.442 |
| Mai | 2.698 | 1.244 | 2.162 | 6.104 | 30.546 |
| Juin | 2.707 | 1.489 | 2.377 | 6.573 | 37.119 |
| Juillet | 5.549 | 1.290 | 2.472 | 9.311 | 46.430 |
| Août | 2.767 | 1.307 | 2.280 | 6.354 | 52.784 |
| Septembre | 1.726 | 1.373 | 2.492 | 5.591 | 58.375 |
| Octobre | 1.677 | 1.327 | 2.530 | 5.534 | 63.909 |
| Novembre | 1.888 | 1.308 | 2.596 | 5.792 | 69.701 |
| Décembre | 1.964 | 1.485 | 2.621 | 6.070 | 75.771 |
| 1956 Janvier | 5,047 | 1.249 | 2.391 | 8.687 | 8.687 |
| Février | 1.980 | 1.147 | 2.526 | 5.653 | 14.340 |

b) Recettes totales effectuées jusqu'au 29 février 1956 pour les exercices 1955 et 1956

(non compris les additionnels provinciaux et communaux)

(millions de francs)

Source : *Moniteur belge*.

| | Exercice 1955 2 | | Exercice 1956 | | Février 1956 |
|---|---------------------|----------------------------|---------------------|----------------------------|---|
| | Recettes effectuées | Evaluations budgétaires | Recettes effectuées | Evaluations budgétaires | Recettes effectuées pour l'exerc. 1956 |
| I. Contributions directes 1 | 31.406 | 32.781 | 2.716 | 2.664 | 1.083 |
| II. Douanes et accises | 15.656 | 15.032 | 2.101 | 2.113 | 1.147 |
| dont douanes | 4.990 | 4.595 | 810 | 828 | 402 |
| accises | 9.703 | 10.192 | 1.176 | 1.239 | 670 |
| taxes spéciales de consommat. | 672 | | 92 | | 67 |
| III. Enregistrement | 28.011 | 25.374 | 4.914 | 4.839 | 2.525 |
| dont enregistrement | 2.752 | 2.600 | 420 | 379 | 208 |
| successions | 1.404 | 1.150 | 234 | 180 | 103 |
| timbres et taxes assimilées ... | 23.561 | 21.265 | 4.212 | 4.234 | 2.189 |
| Total 1 ... | 75.073 | 73.187 | 9.731 | 9.616 | 4.755 |
| Différence par rapport aux éval. budgét. | + 1.886 | | + 115 | | — 11 |

1 Y compris le produit des versements anticipatifs à valoir sur la taxe professionnelle.

2 L'exercice 1955 commencé le 1^{er} janvier 1955 se clôture le 31 mars 1956.

NOTE. — Pour les impôts directs, la période de perception dépasse l'année civile. Les chiffres pour cette catégorie d'impôts ne sont donc définitifs qu'à la clôture de l'exercice.

REVENUS ET EPARGNE

I. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS BELGES ET CONGOLAISES

30¹

Dividendes et coupons d'obligations mis en paiement en novembre 1955

Source : Institut National de Statistique.

| Rubriques | Nombre de sociétés | | | Capital versé | Réserves | Résultats nets | | Dividende brut mis en paiement | Dette obligataire 1 | Coupons d'obligations bruts 2 |
|--|--------------------|-------------|------------|----------------|----------------|----------------|-------------|--------------------------------|------------------------|----------------------------------|
| | recensées | en bénéfice | en perte | | | Bénéfice | Perte | | | |
| (millions de francs) | | | | | | | | | | |
| A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique | | | | | | | | | | |
| Banques | 2 | 1 | 1 | 180,0 | 204,9 | 11,1 | 1,1 | — | 229,3 | 6,2 |
| Assurances | 1 | 1 | — | 1,6 | — 0,5 | 0,1 | — | — | — | — |
| Opérations financières et immobilières ... | 28 | 22 | 6 | 1.963,0 | 770,6 | 194,2 | 0,6 | 166,6 | 1.547,9 | 58,9 |
| Commerce de détail | 21 | 13 | 8 | 216,9 | 45,2 | 50,8 | 2,5 | 22,2 | — | — |
| Commerce de gros et commerce extérieur | 82 | 58 | 24 | 97,7 | 118,7 | 14,8 | 3,5 | 4,4 | 12,4 | 0,8 |
| Fabrications métalliques | 42 | 28 | 14 | 955,6 | 1.131,0 | 133,5 | 61,4 | 96,8 | 177,2 | 10,9 |
| Métallurgie du fer | 6 | 4 | 2 | 1.424,7 | 664,0 | 266,3 | 0,7 | 108,6 | 267,7 | 14,1 |
| Métaux non ferreux | 4 | 3 | 1 | 554,2 | 389,4 | 281,0 | 0,1 | 225,0 | 6,2 | 0,3 |
| Industries textiles | 26 | 21 | 5 | 216,0 | 159,2 | 19,3 | 2,3 | 7,1 | 8,8 | 0,5 |
| Industries alimentaires | 29 | 20 | 9 | 172,3 | 75,1 | 18,3 | 2,0 | 5,3 | 28,6 | 1,5 |
| Industrie du bois | 8 | 5 | 3 | 3,5 | 4,4 | 1,3 | 1,9 | 0,1 | 5,0 | 0,3 |
| Industries chimiques | 19 | 16 | 3 | 1.406,3 | 728,0 | 147,6 | 11,7 | 69,6 | 13,0 | 0,9 |
| Industrie du verre | 1 | 1 | — | 30,9 | 53,0 | 4,3 | — | 3,7 | — | — |
| Electricité | 1 | 1 | — | 731,2 | 253,8 | 85,0 | — | — | 239,3 | 14,1 |
| Gaz | — | — | — | — | — | — | — | — | 30,0 | 1,9 |
| Eau | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Cuir | 4 | 1 | 3 | 10,1 | — 0,4 | 0,0 | 0,7 | — | — | — |
| Papier et imprimerie | 5 | 4 | 1 | 187,8 | 125,4 | 8,9 | 0,0 | 5,3 | 7,7 | 0,4 |
| Transport | 9 | 6 | 3 | 30,9 | 18,0 | 4,8 | 2,2 | 1,7 | 12,0 | 0,6 |
| Tourisme | 5 | 2 | 3 | 3,5 | 1,3 | 1,1 | 0,7 | — | — | — |
| Intermédiaires | 9 | 8 | 1 | 7,3 | 2,2 | 2,1 | 0,0 | 0,6 | 1,1 | 0,1 |
| Déchets et matières de récupération | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Construction | 6 | 6 | — | 75,8 | 39,5 | 6,3 | — | 3,8 | 47,8 | 2,8 |
| Charbon | — | — | — | — | — | — | — | — | 30,0 | 1,3 |
| Terre cuite | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Ciment et industries connexes | 1 | 1 | — | 1,5 | 8,8 | 0,4 | — | 0,1 | — | — |
| Carrières | 5 | 5 | — | 55,5 | 103,7 | 4,1 | — | 2,8 | — | — |
| Chaux | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Industries céramiques | 1 | — | 1 | 1,3 | 0,7 | — | 0,0 | — | — | — |
| Industrie du tabac | 1 | 1 | — | 1,5 | 3,7 | 0,1 | — | — | — | — |
| Industrie du diamant | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Editions, librairies, presse | 6 | 3 | 3 | 3,3 | 1,0 | 0,4 | 0,0 | 0,1 | 1,2 | 0,1 |
| Films, théâtres, attractions | 8 | 5 | 3 | 5,0 | 5,1 | 2,0 | 0,4 | — | — | — |
| Artisanat | 11 | 8 | 3 | 5,1 | 10,0 | 1,0 | 0,2 | 0,2 | 2,0 | 0,2 |
| Agriculture, horticulture, élevage, pêche | 5 | 2 | 3 | 18,3 | 0,8 | 0,4 | 0,2 | — | 1,0 | 0,1 |
| Divers non dénommés | 13 | 7 | 6 | 12,8 | — 0,3 | 1,1 | 2,1 | 0,1 | 5,0 | 0,2 |
| TOTAL ... | 359 | 253 | 106 | 8.373,6 | 4.916,3 | 1.260,3 | 94,3 | 724,1 | 2.673,2 | 116,2 |
| B. — Sociétés ayant leur principale exploitation au Congo belge | | | | | | | | | | |
| Banques, sociétés financières | 1 | 1 | — | 20,0 | — 0,6 | 0,7 | — | — | 1,4 | 0,1 |
| Sociétés commerciales | 3 | 2 | 1 | 7,5 | 4,1 | 1,0 | 0,3 | 0,1 | — | — |
| Sociétés industrielles | 10 | 8 | 2 | 773,5 | 143,9 | 172,7 | 0,4 | 117,6 | 143,4 | 9,0 |
| Sociétés agricoles | 6 | 4 | 2 | 212,1 | 196,0 | 56,6 | 0,2 | 42,8 | — | — |
| Mines | 1 | 1 | — | 100,0 | 41,4 | 17,0 | — | 14,2 | — | — |
| Construction | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Transport | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Sociétés diverses | 1 | 1 | — | 2,5 | 6,3 | 0,7 | — | — | — | — |
| TOTAL ... | 22 | 17 | 5 | 1.115,6 | 391,1 | 248,7 | 0,9 | 174,7 | 144,8 | 9,1 |
| C. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger | | | | | | | | | | |
| Electricité | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Chemins de fer | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Tramways | 1 | 1 | — | 65,1 | — 0,9 | 0,1 | — | — | — | — |
| Plantations, sociétés coloniales | 3 | 3 | — | 41,8 | 19,5 | 6,6 | — | 5,4 | — | — |
| Sociétés diverses | 4 | 4 | — | 194,7 | 687,7 | 57,5 | — | 49,8 | 5,5 | 0,3 |
| TOTAL ... | 8 | 8 | — | 301,6 | 706,3 | 64,2 | — | 55,2 | 5,5 | 0,3 |
| TOTAL GENERAL ... | 389 | 278 | 111 | 9.790,8 | 6.013,7 | 1.573,2 | 95,2 | 954,0 | 2.823,5 | 125,6 |

¹ Les emprunts recensés se rapportent à des sociétés différentes de celles faisant l'objet des colonnes précédentes.

² En outre, il a été mis en paiement pendant le mois de décembre 1955 :

(millions de francs)

| | |
|--|---------|
| Coupons d'emprunts de l'Etat | 1.010,8 |
| Coupons d'emprunts de la Colonie | — |
| Coupons d'emprunts des Provinces et Communes | 57,2 |
| Coupons d'emprunts d'organismes divers | 7,0 |
| | 1.075,0 |
| Coupons d'emprunts extérieurs | 81,8 |

I. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS BELGES ET CONGOLAISES
Dividendes et coupons d'obligations mis en paiement en décembre 1955

30¹

Source : Institut National de Statistique.

| Rubriques | Nombre de sociétés | | | Capital versé | Réserves | Résultats nets | | Dividen- de brut mis en paiement | Dette obliga- taire 1 | Coupons d'obliga- tions bruts 2 |
|-----------|--------------------|---------------------|-------------|---------------|----------|----------------|-------|---|--------------------------------|---|
| | recen- sées | en béné- fice | en perte | | | Bénéfice | Perte | | | |

(millions de francs)

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

| | | | | | | | | | | |
|---|-----|-----|-----|---------|---------|-------|------|-------|---------|-------|
| Banques | 4 | 4 | — | 156,0 | 24,5 | 10,9 | — | 3,0 | 229,3 | 6,3 |
| Assurances | 1 | 1 | — | 1,8 | 0,1 | 0,1 | — | 0,1 | — | — |
| Opérations financières et immobilières ... | 41 | 35 | 6 | 487,0 | 229,4 | 60,6 | 0,0 | 30,0 | 1.564,8 | 59,7 |
| Commerce de détail | 18 | 14 | 4 | 485,3 | 364,6 | 96,0 | 0,3 | 54,9 | 55,6 | 3,1 |
| Commerce de gros et commerce extérieur | 69 | 48 | 21 | 111,6 | 197,3 | 23,2 | 3,8 | 11,0 | 86,6 | 5,9 |
| Fabrications métalliques | 26 | 17 | 9 | 338,7 | 483,5 | 65,2 | 13,7 | 22,8 | 301,3 | 18,7 |
| Métallurgie du fer | 4 | 4 | — | 199,2 | 193,8 | 12,7 | — | 7,8 | 88,8 | 4,9 |
| Métaux non ferreux | 2 | 2 | — | 222,3 | 613,5 | 183,9 | — | 36,6 | 4,4 | 0,2 |
| Industries textiles | 25 | 13 | 12 | 716,5 | 466,2 | 12,0 | 35,8 | 5,6 | 135,5 | 8,5 |
| Industries alimentaires | 22 | 15 | 7 | 275,9 | 288,5 | 47,8 | 4,8 | 32,5 | 87,2 | 5,4 |
| Industrie du bois | 6 | 4 | 2 | 20,4 | 15,8 | 0,7 | 1,5 | 0,2 | 3,9 | 0,3 |
| Industries chimiques | 13 | 11 | 2 | 396,8 | 89,4 | 37,4 | 0,5 | 23,0 | 154,9 | 7,3 |
| Industrie du verre | — | — | — | — | — | — | — | — | 15,1 | 0,9 |
| Electricité | 1 | 1 | — | 1,0 | 2,4 | 0,2 | — | 0,1 | 254,6 | 14,2 |
| Gaz | — | — | — | — | — | — | — | — | 51,2 | 3,2 |
| Eau | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Cuir | 2 | 1 | 1 | 2,5 | 8,2 | 0,1 | 0,1 | — | 7,1 | 0,4 |
| Papier et imprimerie | 10 | 5 | 5 | 70,3 | 55,2 | 4,8 | 0,3 | 0,4 | 88,6 | 5,5 |
| Transport | 2 | 1 | 1 | 12,7 | -3,1 | 1,0 | 0,8 | — | 243,7 | 12,6 |
| Tourisme | 12 | 9 | 3 | 6,1 | 28,9 | 0,7 | 0,7 | 0,0 | 5,7 | 0,3 |
| Intermédiaires | 13 | 7 | 6 | 8,3 | 3,2 | 2,0 | 1,1 | 1,2 | 3,7 | 0,2 |
| Déchets et matières de récupération | 4 | 2 | 2 | 3,6 | -1,1 | 0,1 | 0,7 | — | 3,8 | 0,2 |
| Construction | 6 | 4 | 2 | 2,7 | 6,3 | 1,3 | 0,2 | — | 57,5 | 4,2 |
| Charbon | — | — | — | — | — | — | — | — | 68,2 | 3,6 |
| Terre cuite | 3 | 2 | 1 | 6,5 | 10,1 | 1,3 | 0,5 | — | 6,2 | 0,3 |
| Ciment et industries connexes | 1 | — | 1 | 0,2 | 1,6 | — | 0,1 | — | 49,4 | 3,0 |
| Carrières | 2 | 1 | 1 | 12,7 | 6,8 | 0,0 | 0,8 | — | 1,7 | 0,1 |
| Chaux | 1 | 1 | — | 4,9 | 0,4 | 0,1 | — | 0,1 | 11,3 | 0,9 |
| Industries céramiques | 4 | 4 | — | 72,6 | 76,5 | 10,0 | — | 3,9 | 4,1 | 0,3 |
| Industrie du tabac | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Industrie du diamant | 2 | 1 | 1 | 1,7 | 1,6 | 0,2 | 0,4 | — | — | — |
| Editions, librairies, presse | 10 | 6 | 4 | 10,6 | 42,6 | 11,0 | 0,1 | 0,3 | 21,0 | 1,3 |
| Films, théâtres, attractions | 9 | 7 | 2 | 16,7 | 4,3 | 4,3 | 0,1 | 2,8 | 6,3 | 0,4 |
| Artisanat | 19 | 15 | 4 | 16,2 | 13,4 | 4,6 | 0,1 | 0,5 | 8,3 | 0,5 |
| Agriculture, horticulture, élevage, pêche . | 3 | 2 | 1 | 2,1 | 2,0 | 0,3 | 0,1 | — | 1,7 | 0,1 |
| Divers non dénommés | 11 | 8 | 3 | 10,3 | 11,3 | 1,3 | 0,1 | — | 14,5 | 0,8 |
| TOTAL ... | 346 | 245 | 101 | 3.613,2 | 3.237,2 | 593,8 | 66,6 | 236,3 | 3.636,0 | 173,3 |

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation au Congo belge

| | | | | | | | | | | |
|-------------------------------------|----|----|---|---------|-------|------|------|------|-------|------|
| Banques, sociétés financières | 1 | 1 | — | 12,5 | 5,4 | 3,5 | — | 0,3 | 7,9 | 0,5 |
| Sociétés commerciales | 1 | 1 | — | 2,0 | 0,4 | 0,5 | — | 0,1 | — | — |
| Sociétés industrielles | 8 | 6 | 2 | 1.758,0 | 35,3 | 29,4 | 8,0 | 20,1 | 89,8 | 3,6 |
| Sociétés agricoles | 4 | 2 | 2 | 46,0 | 65,0 | 21,5 | 0,8 | 10,6 | 2,8 | 0,2 |
| Mines | 6 | 4 | 2 | 916,0 | 426,9 | 34,7 | 2,8 | 27,7 | 30,0 | 1,9 |
| Construction | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Transport | — | — | — | — | — | — | — | — | 214,1 | 10,7 |
| Sociétés diverses | 2 | 1 | 1 | 245,5 | 82,0 | 8,7 | 0,3 | 15,0 | — | — |
| TOTAL ... | 22 | 15 | 7 | 2.980,0 | 615,1 | 98,3 | 11,9 | 74,3 | 344,6 | 16,9 |

C. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

| | | | | | | | | | | |
|--|-----|-----|-----|---------|---------|-------|------|-------|---------|-------|
| Electricité | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Chemins de fer | — | — | — | — | — | — | — | — | 1,5 | 0,1 |
| Tramways | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Plantations, sociétés coloniales | 1 | 1 | — | 60,0 | 21,0 | 8,9 | — | 6,5 | — | — |
| Sociétés diverses | 7 | 5 | 2 | 462,0 | 201,0 | 50,6 | 4,9 | 19,8 | — | — |
| TOTAL ... | 8 | 6 | 2 | 522,0 | 222,0 | 59,5 | 4,9 | 26,3 | 1,5 | 0,1 |
| TOTAL GENERAL ... | 376 | 266 | 110 | 7.115,2 | 4.074,3 | 751,6 | 83,4 | 336,9 | 3.982,1 | 190,3 |

¹ Les emprunts recensés se rapportent à des sociétés différentes de celles faisant l'objet des colonnes précédentes.

² En outre, il a été mis en paiement pendant le mois de décembre 1955 :

| | |
|--|-------|
| (millions de francs) | |
| Coupons d'emprunts de l'Etat | 180,8 |
| Coupons d'emprunts de la Colonie | 55,2 |
| Coupons d'emprunts des Provinces et Communes | 8,7 |
| Coupons d'emprunts d'organismes divers | 110,9 |
| 850,1 | |
| Coupons d'emprunts extérieurs | 87,0 |

Tableau rétrospectif

Source : Institut National de Statistique.

| Périodes | Nombre de sociétés | | | Capital versé | Réserves | Résultats nets | | Dividende brut mis en paiement | Dettes obligataires 1 | Coupons d'obligations bruts |
|--------------|--------------------|-------------|----------|---------------|----------|----------------|-------|--------------------------------|-----------------------|-----------------------------|
| | recensées | en bénéfice | en perte | | | bénéfice | perte | | | |
| | | | | | | | | | | |
| 1953 2 | 12.805 | 9.046 | 3.759 | 136.107 | 86.053 | 23.561 | 2.078 | 13.128 | 32.271 3 | 1.493 |
| 1954 2 | 13.661 | 9.607 | 4.054 | 142.385 | 92.998 | 23.734 | 1.957 | 13.367 | 37.584 3 | 1.627 |
| 1954 Octobre | 595 | 434 | 161 | 11.398 | 7.270 | 1.090 | 158 | 652 | 2.568 | 123 |
| Novembre | 362 | 261 | 101 | 11.050 | 5.661 | 1.364 | 91 | 904 | 2.431 | 116 |
| Décembre | 302 | 212 | 90 | 5.317 | 3.610 | 519 | 68 | 271 | 2.991 | 144 |
| 1955 Janvier | 123 | 94 | 29 | 2.426 | 782 | 247 | 9 | 150 | 3.633 | 165 |
| Février | 171 | 126 | 45 | 678 | 1.617 | 232 | 6 | 167 | 3.017 | 132 |
| Mars | 1.592 | 1.214 | 378 | 12.785 | 10.857 | 2.187 | 150 | 1.199 | 2.850 | 125 |
| Avril | 2.622 | 1.918 | 704 | 22.906 | 11.715 | 2.927 | 338 | 1.653 | 3.530 | 163 |
| Mai | 2.785 | 2.090 | 695 | 34.174 | 27.382 | 6.255 | 362 | 3.684 | 2.672 | 116 |
| Juin | 1.491 | 1.109 | 382 | 22.410 | 12.653 | 3.938 | 194 | 2.099 | 2.967 | 132 |
| Juillet | 574 | 435 | 139 | 15.819 | 11.551 | 5.627 | 136 | 3.612 | 3.698 | 167 |
| Août | 176 | 125 | 51 | 1.762 | 1.727 | 359 | 47 | 228 | 2.518 | 102 |
| Septembre | 310 | 228 | 82 | 1.783 | 1.556 | 287 | 45 | 121 | 2.828 | 123 |
| Octobre | 560 | 411 | 149 | 9.787 | 4.956 | 1.369 | 111 | 793 | 3.063 | 138 |
| Novembre | 389 | 278 | 111 | 9.791 | 6.014 | 1.573 | 95 | 954 | 2.824 | 126 |
| Décembre | 376 | 266 | 110 | 7.115 | 4.074 | 752 | 83 | 337 | 3.982 | 190 |

1 En ce qui concerne les résultats mensuels, les emprunts recensés se rapportent à des sociétés différentes de celles faisant l'objet des colonnes précédentes.

2 Déduction faite des doubles emplois.

3 Au 31 décembre.

II. — CAISSE GÉNÉRALE D'ÉPARGNE ET DE RETRAITE

31

a) Dépôts sur livrets particuliers
à la Caisse d'Épargne 1 (épargne pure)

(millions de francs)

| Périodes | Versements | Remboursements | Excédents | Solde des dépôts à la fin de période |
|-----------------|------------|----------------|-----------|--------------------------------------|
| 1953 Moy. mens. | 1.100 | 807 | 293 | 45.493 2 |
| 1954 Moy. mens. | 1.115 | 897 | 218 | 49.459 2 |
| 1955 Janvier | 1.579 | 733 | 846 | 50.305 |
| Février | 1.135 | 788 | 347 | 50.652 |
| Mars | 1.015 | 1.117 | -102 | 50.550 |
| Avril | 973 | 1.430 | -457 | 50.093 |
| Mai | 993 | 1.135 | -142 | 49.951 |
| Juin | 1.038 | 1.090 | -52 | 49.899 |
| Juillet | 1.219 | 1.019 | 200 | 50.099 |
| Août | 1.117 | 917 | 200 | 50.299 |
| Septembre | 1.082 | 899 | 183 | 50.482 |
| Octobre | 1.131 | 941 | 190 | 50.672 |
| Novembre | 1.040 | 809 | 231 | 50.903 |
| Décembre | 1.301 | 1.196 | 5 | 52.354 2 |
| 1956 Janvier | 1.638 | 838 | 800 | 53.154 |
| Février | 1.032 | 726 | 306 | 53.460 |
| Mars | 1.109 | 1.023 | 86 | 53.546 |

b) Versements inscrits aux comptes des affiliés
à la Caisse de Retraite *

(millions de francs)

| Périodes | Loi de 1865 | Lois coordonnées de 1946 | | Employés (Lois des 10-3-1925 et 18-6-1930) | Totaux |
|-----------------|-------------|--|------------------------|--|--------|
| | | Versements obligat. (travailleurs manuels) | Versements facultatifs | | |
| 1954 Moy. mens. | 4,7 | | 12,3 | 26,3 | |
| 1954 Juin | 5,1 | 2,6 | 12,5 | 25,6 | 45,8 |
| Juillet | 3,4 | 2,4 | 12,5 | 27,0 | 45,3 |
| Août | 3,7 | 2,2 | 11,8 | 25,7 | 43,4 |
| Septembre | 4,9 | 1,8 | 11,9 | 26,0 | 44,6 |
| Octobre | 4,8 | 1,7 | 11,1 | 27,1 | 44,7 |
| Novembre | 4,6 | 1,7 | 11,0 | 25,1 | 42,4 |
| Décembre | 6,6 | 1,9 | 12,0 | 27,7 | 48,2 |
| 1955 Janvier | 5,3 | 1,9 | 12,7 | 25,6 | 45,5 |
| Février | 4,9 | 1,6 | 10,8 | 25,3 | 42,6 |
| Mars | 6,5 | 1,6 | 11,9 | 26,4 | 46,4 |
| Avril | 5,0 | 1,7 | 11,0 | 26,8 | 44,5 |
| Mai | 5,6 | 1,6 | 11,4 | 25,1 | 43,7 |
| Juin | 6,0 | 1,3 | 10,6 | 26,0 | 43,9 |
| Juillet | 5,2 | 1,4 | 10,4 | 26,0 | 43,0 |
| Août | 3,6 | 1,6 | 10,4 | 25,8 | 41,4 |

* Les versements inscrits aux comptes des affiliés « Ouvriers mineurs » (lois coordonnées par arrêté royal du 25 août 1937 et arrêté du 25 février 1947) au Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs ont été respectivement de 229,0 millions de francs en 1952, 227,6 millions de francs en 1953 et 219,3 millions de francs (montant provisoire) en 1954. (Source : Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs.)

Le montant des versements effectués auprès des organismes d'assurance agréés pour l'exécution de la loi du 18 juin 1930 relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés, à l'exclusion des versements effectués à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite, s'élève pour les années 1952, 1953 et 1954 respectivement à 1.225 millions, 1.236 millions et 1.239 millions de francs.

1 Y compris les livrets des prisonniers de guerre. Nombre de livrets au 31 décembre 1953 : 7.222.827 et au 31 décembre 1954 : 6.541.547.

2 Y compris les intérêts capitalisés de l'exercice.

III. — INDICE TRIMESTRIEL DES SALAIRES (Période 1936 à 1938 = 100)
Conditions d'utilisation et méthode d'établissement : voir notre Bulletin de mai 1949, p. 233

32

| Périodes | Indice général * | Indices par industries | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|------------------|------------------------|------------------------------------|-------------|--------------------|--|----------|----------------------------|------------------------------------|----------------------|-------------------------|--------------------------|----------|-----------|---------------------------------|---------------------|----------------|--------|------------------------------|--------------------------------|------------------|------------------|------------|-----|--------------------|
| | | Cokeries | Carrières, cimenteries, marbreries | Métallurgie | | | | | Industries céramiques briquetières | Industries verrières | Industries alimentaires | Industries textiles | | | Construction et travaux publics | Bois et ameublement | Peaux et cuirs | Tabacs | Papier | | Art et précision | Transports | | | Gaz et électricité |
| | | | | Sidérurgie | Métaux non ferreux | Fonderies, constructions mécaniques et métalliques | Ensemble | Lin, coton chanvre et jute | | | | Laine, tapis, bonneterie | Ensemble | Fabriques | | | | | Imprimerie et transformation | Travail des ports, camionneurs | | Chemins de fer 1 | Ensemble 1 | | |
| a) Indice des salaires horaires moyens | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1940 Mars | 113 | 117 | 110 | 123 | 115 | 114 | 118 | 107 | 114 | 110 | 112 | 113 | 112 | 113 | 109 | 118 | 110 | 119 | 106 | 106 | 112 | 104 | 106 | 114 | |
| 1953 Juin | 487 | 505 | 475 | 493 | 491 | 497 | 495 | 440 | 459 | 467 | 513 | 493 | 503 | 459 | 488 | 458 | 414 | 464 | 463 | 496 | 445 | 453 | 452 | 528 | |
| Septembre | 487 | 499 | 480 | 485 | 497 | 492 | 492 | 444 | 464 | 469 | 512 | 489 | 501 | 458 | 488 | 457 | 414 | 481 | 461 | 491 | 449 | 455 | 454 | 530 | |
| Décembre | 493 | 507 | 491 | 493 | 522 | 496 | 498 | 447 | 469 | 478 | 525 | 501 | 513 | 459 | 487 | 458 | 413 | 494 | 463 | 484 | 455 | 459 | 458 | 538 | |
| 1954 Mars | 494 | 501 | 485 | 494 | 513 | 498 | 498 | 445 | 478 | 479 | 524 | 506 | 515 | 462 | 485 | 466 | 428 | 511 | 495 | 479 | 450 | 458 | 457 | 533 | |
| Juin | 503 | 523 | 495 | 509 | 533 | 499 | 507 | 468 | 486 | 486 | 530 | 513 | 521 | 480 | 494 | 472 | 440 | 514 | 497 | 496 | 459 | 460 | 460 | 556 | |
| Septembre | 502 | 516 | 505 | 499 | 519 | 507 | 507 | 465 | 477 | 480 | 531 | 508 | 519 | 496 | 487 | 473 | 429 | 516 | 499 | 493 | 461 | 461 | 461 | 554 | |
| Décembre | 507 | 531 | 507 | 509 | 529 | 510 | 512 | 468 | 497 | 489 | 536 | 516 | 526 | 499 | 485 | 475 | 428 | 516 | 503 | 493 | 472 | 463 | 465 | 558 | |
| 1955 Mars | 508 | 518 | 496 | 510 | 522 | 512 | 512 | 468 | 491 | 491 | 532 | 513 | 523 | 504 | 486 | 468 | 432 | 535 | 508 | 487 | 467 | 465 | 465 | 556 | |
| Juin | 514 | 528 | 494 | 518 | 535 | 520 | 521 | 471 | 495 | 499 | 541 | 519 | 530 | 511 | 491 | 469 | 431 | 535 | 505 | 494 | 498 | 461 | 468 | 566 | |
| Septembre ² | p513 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Décembre | p522 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| b) Indice des salaires des ouvriers qualifiés ou spécialisés | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1940 Mars | 115 | 113 | 112 | 126 | 117 | 114 | 119 | 107 | 111 | 110 | 112 | 111 | 111 | 114 | 109 | 120 | 112 | 118 | 107 | 126 | 113 | — | — | 115 | |
| 1953 Juin | 470 | 448 | 448 | 445 | 471 | 472 | 462 | 413 | 449 | 449 | 496 | 499 | 498 | 458 | 446 | 466 | 419 | 472 | 493 | 470 | 410 | — | — | 529 | |
| Septembre | 470 | 445 | 448 | 440 | 478 | 472 | 461 | 411 | 457 | 453 | 490 | 506 | 498 | 458 | 442 | 459 | 419 | 472 | 491 | 458 | 410 | — | — | 531 | |
| Décembre | 475 | 446 | 454 | 447 | 483 | 472 | 464 | 406 | 458 | 458 | 511 | 518 | 515 | 458 | 446 | 461 | 419 | 489 | 493 | 462 | 410 | — | — | 531 | |
| 1954 Mars | 478 | 458 | 454 | 452 | 461 | 474 | 466 | 408 | 468 | 463 | 507 | 524 | 515 | 462 | 440 | 465 | 431 | 499 | 516 | 459 | 410 | — | — | 539 | |
| Juin | 483 | 465 | 457 | 462 | 485 | 477 | 472 | 428 | 469 | 467 | 512 | 523 | 518 | 476 | 448 | 472 | 431 | 502 | 520 | 468 | 410 | — | — | 553 | |
| Septembre | 484 | 465 | 464 | 455 | 483 | 484 | 473 | 428 | 469 | 467 | 513 | 520 | 516 | 493 | 447 | 473 | 432 | 503 | 510 | 452 | 410 | — | — | 555 | |
| Décembre | 488 | 467 | 463 | 464 | 492 | 488 | 479 | 426 | 469 | 474 | 516 | 530 | 523 | 493 | 438 | 472 | 431 | 503 | 519 | 465 | 410 | — | — | 555 | |
| 1955 Mars | 490 | 469 | 464 | 464 | 488 | 488 | 479 | 423 | 469 | 474 | 509 | 546 | 528 | 497 | 441 | 467 | 431 | 527 | 528 | 448 | 410 | — | — | 560 | |
| Juin | 496 | 470 | 465 | 468 | 489 | 492 | 483 | 424 | 474 | 482 | 516 | 557 | 537 | 505 | 442 | 465 | 432 | 527 | 522 | 458 | 431 | — | — | 562 | |
| Septembre ² | p497 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Décembre | p503 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| c) Indice des salaires des ouvriers non qualifiés ni spécialisés | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1940 Mars | 113 | 112 | 112 | 125 | 117 | 109 | 116 | 106 | 113 | 111 | 112 | 112 | 112 | 113 | 106 | 116 | 113 | 118 | 106 | 119 | 108 | — | — | 116 | |
| 1953 Juin | 470 | 451 | 464 | 465 | 507 | 473 | 474 | 475 | 427 | 432 | 486 | 501 | 494 | 456 | 488 | 423 | 431 | 430 | 444 | 501 | 457 | — | — | 485 | |
| Septembre | 469 | 448 | 464 | 457 | 505 | 477 | 473 | 475 | 432 | 435 | 483 | 498 | 490 | 456 | 481 | 418 | 431 | 430 | 443 | 499 | 457 | — | — | 486 | |
| Décembre | 475 | 449 | 476 | 466 | 514 | 476 | 477 | 475 | 432 | 442 | 495 | 516 | 506 | 456 | 486 | 424 | 431 | 452 | 444 | 495 | 457 | — | — | 486 | |
| 1954 Mars | 475 | 452 | 473 | 470 | 515 | 479 | 480 | 475 | 444 | 446 | 493 | 513 | 503 | 456 | 485 | 429 | 442 | 462 | 467 | 487 | 457 | — | — | 495 | |
| Juin | 479 | 457 | 473 | 477 | 524 | 481 | 485 | 495 | 444 | 448 | 492 | 514 | 503 | 475 | 471 | 433 | 442 | 465 | 476 | 495 | 457 | — | — | 510 | |
| Septembre | 483 | 457 | 479 | 476 | 512 | 494 | 490 | 495 | 444 | 449 | 491 | 514 | 503 | 496 | 477 | 435 | 442 | 466 | 480 | 509 | 457 | — | — | 510 | |
| Décembre | 489 | 460 | 481 | 483 | 523 | 496 | 495 | 500 | 466 | 449 | 515 | 527 | 521 | 497 | 482 | 433 | 442 | 466 | 505 | 520 | 457 | — | — | 511 | |
| 1955 Mars | 493 | 462 | 484 | 483 | 518 | 498 | 495 | 500 | 469 | 452 | 521 | 527 | 524 | 501 | 483 | 436 | 442 | 472 | 508 | 511 | 457 | — | — | 505 | |
| Juin | 497 | 462 | 487 | 483 | 516 | 501 | 496 | 500 | 471 | 459 | 518 | 540 | 529 | 507 | 478 | 435 | 441 | 472 | 504 | 517 | 479 | — | — | 505 | |
| Septembre ² | p498 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Décembre | p506 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

* L'indice général comprend les salaires dans les charbonnages et les industries chimiques.

¹ Nous ne possédons pas d'éléments pour le calcul des indices des ouvriers qualifiés et non qualifiés des chemins de fer. Seul le salaire moyen nous est connu.

² Etant donné que l'Institut National de Statistique élabore un indice des salaires pour certains secteurs, la présente publication est dorénavant limitée à la communication des indices généraux.

MOUVEMENT DES AFFAIRES

I. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

35

Mouvement du débit

| Périodes | Nombre de chambres à fin de période | Bruxelles | | | | | | | | | | Province | | Bruxelles et province | |
|--------------|-------------------------------------|-------------------------|---------------------|----------------------------------|---------------------|------------------------------------|---------------------|---------------------------|---------------------|--------------------|---------------------|--------------------|---------------------|-----------------------|---------------------|
| | | Call money ¹ | | Titres effets publics et coupons | | Virem. chèques prom., quitt., etc. | | Opérations sur l'étranger | | Totaux | | milliers de pièces | milliards de francs | milliers de pièces | milliards de francs |
| | | milliers de pièces | milliards de francs | milliers de pièces | milliards de francs | milliers de pièces | milliards de francs | milliers de pièces | milliards de francs | milliers de pièces | milliards de francs | | | | |
| 1954 Moyenne | 38 | 2,4 | 138,1 | 1,6 | 8,5 | 169,8 | 79,8 | 2,6 | 3,3 | 176,5 | 229,7 | 199,6 | 55,2 | 376,1 | 285,0 |
| 1955 Moyenne | 38 | 2,4 | 133,2 | 1,5 | 7,6 | 182,9 | 83,9 | 2,9 | 3,9 | 189,7 | 228,6 | 210,2 | 56,0 | 399,9 | 284,5 |
| 1955 Janvier | 38 | 2,4 | 131,5 | 1,5 | 7,7 | 177,9 | 87,2 | 2,8 | 3,4 | 184,5 | 229,8 | 205,2 | 54,4 | 389,7 | 284,3 |
| Février | 38 | 2,3 | 120,1 | 1,2 | 6,5 | 168,6 | 73,7 | 2,5 | 2,9 | 174,6 | 203,2 | 196,0 | 49,2 | 370,6 | 252,3 |
| Mars | 38 | 2,9 | 149,3 | 1,6 | 10,2 | 185,7 | 80,8 | 3,2 | 4,1 | 193,4 | 244,4 | 216,7 | 56,4 | 410,0 | 300,8 |
| Avril | 38 | 2,3 | 127,2 | 1,6 | 9,6 | 178,3 | 84,9 | 2,9 | 4,5 | 185,0 | 226,2 | 205,3 | 53,1 | 390,3 | 279,3 |
| Mai | 38 | 2,2 | 130,7 | 1,8 | 8,7 | 175,4 | 80,9 | 2,8 | 4,0 | 182,1 | 224,3 | 199,3 | 52,6 | 381,4 | 276,9 |
| Juin | 38 | 2,5 | 123,0 | 1,8 | 7,5 | 195,0 | 81,7 | 2,8 | 3,7 | 202,1 | 216,0 | 223,7 | 57,5 | 425,8 | 273,4 |
| Juillet | 38 | 2,5 | 134,5 | 2,0 | 7,7 | 175,0 | 90,3 | 2,9 | 4,2 | 182,3 | 236,7 | 195,4 | 56,2 | 377,8 | 292,9 |
| Août | 38 | 2,5 | 141,2 | 1,4 | 4,5 | 183,1 | 82,7 | 2,9 | 3,7 | 189,9 | 232,2 | 210,4 | 56,9 | 400,3 | 289,1 |
| Septembre | 38 | 2,3 | 128,5 | 1,3 | 4,8 | 178,3 | 78,8 | 3,1 | 4,2 | 185,1 | 216,3 | 209,1 | 56,8 | 394,2 | 273,0 |
| Octobre | 38 | 2,3 | 144,3 | 1,5 | 9,3 | 190,9 | 85,0 | 3,2 | 4,1 | 198,0 | 242,7 | 217,7 | 58,9 | 415,7 | 301,6 |
| Novembre | 38 | 2,1 | 121,2 | 1,2 | 6,7 | 179,8 | 84,8 | 2,8 | 3,6 | 186,0 | 216,4 | 208,4 | 53,9 | 394,3 | 270,2 |
| Décembre | 38 | 2,4 | 146,3 | 1,7 | 7,9 | 206,6 | 96,5 | 3,1 | 4,2 | 213,8 | 254,9 | 234,9 | 65,5 | 448,7 | 320,5 |
| 1956 Janvier | 38 | 2,3 | 142,3 | 1,7 | 4,7 | 197,9 | 93,2 | 3,0 | 4,4 | 204,8 | 254,7 | 215,5 | 62,3 | 420,3 | 317,0 |
| Février | 38 | 2,3 | 114,6 | 1,3 | 5,7 | 184,1 | 80,7 | 2,9 | 3,7 | 190,6 | 204,7 | 204,3 | 54,4 | 395,0 | 259,0 |
| Mars | 38 | 2,3 | 130,2 | 1,5 | 8,6 | 190,8 | 84,5 | 3,3 | 4,5 | 197,9 | 227,8 | 211,8 | 60,9 | 409,7 | 288,7 |

¹ Y compris les remboursements des capitaux prêtés la veille en *call money*.

II. — MOUVEMENT DES CHEQUES POSTAUX

36

(milliards de francs)

| Périodes | Milliers de comptes à fin de période | Avoir global [*] (moyenne journalière) | Avoirs des particuliers [*] | Crédit | | Débit | | Mouvement général | Opérations sans emploi de numéraire % | Vitesse de circulation ² |
|--------------|--------------------------------------|--|--------------------------------------|------------|-----------|-------------------|-----------|-------------------|---------------------------------------|-------------------------------------|
| | | | | Versements | Virements | Chèques et divers | Virements | | | |
| 1954 Moyenne | 678 ¹ | 27,8 | 20,6 | 29,7 | 74,1 | 29,5 | 74,1 | 207,4 | 91 | 3,86 |
| 1955 Moyenne | 703 ¹ | 28,3 | 20,8 | 30,5 | 76,2 | 30,3 | 76,2 | 213,3 | 91 | 3,84 |
| 1955 Janvier | 680 | 29,6 | 21,1 | 31,6 | 82,8 | 34,5 | 82,8 | 231,7 | 90 | 4,13 |
| Février | 681 | 28,3 | 21,1 | 27,1 | 68,6 | 27,1 | 68,6 | 191,4 | 91 | 3,67 |
| Mars | 680 | 27,3 | 20,4 | 28,9 | 74,5 | 29,1 | 74,5 | 206,9 | 91 | 3,66 |
| Avril | 682 | 27,4 | 20,7 | 30,8 | 73,6 | 29,9 | 73,6 | 207,9 | 90 | 3,94 |
| Mai | 683 | 29,2 | 20,8 | 27,8 | 71,7 | 29,2 | 71,7 | 200,4 | 91 | 3,75 |
| Juin | 683 | 28,5 | 20,9 | 30,7 | 74,9 | 28,7 | 74,9 | 209,2 | 91 | 3,64 |
| Juillet | 684 | 30,1 | 21,0 | 34,2 | 84,0 | 35,8 | 84,0 | 238,1 | 91 | 4,13 |
| Août | 685 | 28,0 | 20,5 | 30,0 | 74,8 | 30,7 | 74,8 | 210,4 | 91 | 3,78 |
| Septembre | 684 | 27,5 | 20,4 | 29,2 | 72,5 | 27,9 | 72,5 | 202,2 | 91 | 3,64 |
| Octobre | 690 | 27,9 | 21,0 | 30,5 | 77,8 | 31,4 | 77,8 | 217,4 | 91 | 3,90 |
| Novembre | 696 | 27,5 | 21,0 | 30,2 | 76,8 | 30,4 | 76,8 | 214,2 | 92 | 4,21 |
| Décembre | 703 | 28,0 | 21,2 | 34,6 | 82,6 | 29,5 | 82,6 | 229,4 | 92 | 3,84 |
| 1956 Janvier | 711 | 32,0 | 22,1 | 34,5 | 90,9 | 38,2 | 90,9 | 254,5 | 92 | 4,00 |
| Février | 717 | 28,9 | 21,8 | 29,5 | 75,7 | 30,0 | 75,7 | 210,8 | 92 | 3,78 |
| Mars | 718 | 28,5 | 21,7 | 31,9 | 79,3 | 30,7 | 79,3 | 221,2 | 91 | 3,69 |

¹ Au 31 décembre.

² Rapport par mois-type de 25 jours, du mouvement du débit à l'avoir journalier moyen.

* Ces avoirs comprennent : les avoirs libres et les titres de l'Emprunt d'Assainissement monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués.

PRIX

a) INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

45¹

Base : période 1936 à 1938 = 100

Source : Ministère des Affaires économiques — Service de l'Index.

| Périodes | Indice général | Produits agricoles du règne animal | Produits agricoles du règne végétal | Matières grasses | Produits minéraux | | | | | | Produits chimiques | | | Peaux et cuirs |
|-------------------------------|----------------|------------------------------------|-------------------------------------|------------------|--------------------------|---------|--------------------------|---------------------|--------------------------|------------------------|--------------------------|--------------------|-------------------|----------------|
| | | | | | Indice général du groupe | Charbon | Sous-produits du charbon | Produits pétroliers | Minerais et métaux bruts | Produits des carrières | Indice général du groupe | Produits chimiques | Engrais chimiques | |
| <i>Nombre de produits ...</i> | 135 | 13 | 14 | 2 | 19 | 4 | 4 | 3 | 5 | 3 | 11 | 8 | 3 | 5 |
| 1954 Moyenne | 410 | 384 | 458 | 334 | 422 | 550 | 438 | 278 | 410 | 450 | 304 | 317 | 271 | 341 |
| 1955 Moyenne | 419 | 378 | 429 | 343 | 433 | 551 | 458 | 283 | 432 | 446 | 317 | 337 | 270 | 324 |
| 1955 Janvier | 418 | 390 | 439 | 341 | 429 | 550 | 443 | 281 | 429 | 448 | 314 | 327 | 282 | 323 |
| Février | 416 | 378 | 427 | 338 | 428 | 550 | 443 | 284 | 429 | 438 | 315 | 328 | 282 | 322 |
| Mars | 417 | 370 | 418 | 330 | 434 | 550 | 468 | 287 | 431 | 441 | 320 | 336 | 282 | 324 |
| Avril | 418 | 370 | 415 | 334 | 434 | 550 | 468 | 287 | 430 | 443 | 318 | 336 | 274 | 328 |
| Mai | 418 | 373 | 429 | 340 | 434 | 550 | 468 | 280 | 433 | 446 | 320 | 339 | 274 | 325 |
| Juin | 419 | 366 | 450 | 348 | 432 | 551 | 456 | 279 | 434 | 446 | 315 | 339 | 257 | 324 |
| Juillet | 418 | 366 | 429 | 349 | 432 | 551 | 456 | 279 | 432 | 447 | 316 | 339 | 260 | 321 |
| Août | 419 | 388 | 417 | 339 | 433 | 551 | 458 | 285 | 430 | 447 | 316 | 340 | 260 | 321 |
| Septembre | 420 | 390 | 423 | 344 | 432 | 552 | 458 | 285 | 427 | 447 | 317 | 340 | 261 | 321 |
| Octobre | 420 | 392 | 434 | 345 | 433 | 552 | 458 | 285 | 428 | 448 | 319 | 340 | 269 | 320 |
| Novembre | 420 | 382 | 429 | 349 | 434 | 552 | 459 | 285 | 434 | 447 | 320 | 340 | 270 | 328 |
| Décembre | 423 | 374 | 440 | 364 | 439 | 552 | 459 | 285 | 452 | 447 | 321 | 342 | 271 | 330 |
| 1956 Janvier | 426 | 379 | 442 | 374 | 445 | 552 | 459 | 295 | 464 | 448 | 321 | 342 | 272 | 328 |
| Février | 430 | 402 | 446 | 386 | 447 | 552 | 459 | 299 | 470 | 448 | 324 | 343 | 278 | 329 |
| Mars | 429 | 386 | 449 | 392 | 446 | 552 | 467 | 294 | 465 | 448 | 324 | 343 | 278 | 331 |

a) INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE (suite)

45¹

Base : période 1936 à 1938 = 100

Source : Ministère des Affaires économiques — Service de l'Index.

| Périodes | Caoutchouc | Bois | Papiers et cartons | Produits textiles | | | | | | Matériaux de construction | Métaux et produits métalliques | | | |
|-------------------------------|------------|------|--------------------|--------------------------|-------|-----|-------|------|----------------------|---------------------------|--------------------------------|------------|-------------------|-------------|
| | | | | Indice général du groupe | Laine | Lin | Coton | Jute | Fibres artificielles | | Indice général du groupe | Sidérurgie | Fabr. métalliques | Non ferreux |
| <i>Nombre de produits ...</i> | 1 | 6 | 4 | 21 | 5 | 5 | 6 | 2 | 3 | 13 | 26 | 9 | 13 | 4 |
| 1954 Moyenne | 233 | 629 | 465 | 379 | 436 | 325 | 483 | 347 | 252 | 464 | 427 | 471 | 392 | 450 |
| 1955 Moyenne | 386 | 677 | 489 | 375 | 405 | 317 | 485 | 421 | 244 | 471 | 460 | 524 | 408 | 505 |
| 1955 Janvier | 351 | 677 | 483 | 385 | 412 | 322 | 496 | 461 | 250 | 469 | 441 | 504 | 395 | 465 |
| Février | 336 | 681 | 484 | 388 | 416 | 322 | 493 | 488 | 249 | 470 | 445 | 505 | 397 | 483 |
| Mars | 310 | 682 | 486 | 386 | 420 | 319 | 491 | 476 | 250 | 470 | 453 | 520 | 402 | 488 |
| Avril | 312 | 682 | 486 | 386 | 420 | 322 | 487 | 473 | 246 | 470 | 459 | 524 | 409 | 492 |
| Mai | 317 | 682 | 486 | 380 | 415 | 316 | 486 | 444 | 244 | 470 | 456 | 518 | 409 | 488 |
| Juin | 380 | 682 | 486 | 378 | 416 | 314 | 487 | 432 | 242 | 470 | 456 | 517 | 409 | 491 |
| Juillet | 450 | 682 | 487 | 380 | 410 | 331 | 489 | 405 | 244 | 470 | 459 | 521 | 410 | 502 |
| Août | 469 | 680 | 487 | 373 | 402 | 320 | 486 | 395 | 242 | 470 | 464 | 528 | 411 | 514 |
| Septembre | 489 | 678 | 488 | 368 | 391 | 315 | 484 | 378 | 243 | 473 | 467 | 530 | 411 | 530 |
| Octobre | 421 | 669 | 497 | 363 | 385 | 313 | 479 | 361 | 242 | 473 | 467 | 530 | 415 | 521 |
| Novembre | 430 | 668 | 500 | 362 | 384 | 310 | 472 | 381 | 240 | 473 | 472 | 536 | 417 | 533 |
| Décembre | 433 | 668 | 500 | 359 | 390 | 299 | 472 | 384 | 236 | 473 | 481 | 551 | 417 | 563 |
| 1956 Janvier | 380 | 668 | 508 | 363 | 393 | 302 | 482 | 387 | 236 | 476 | 484 | 560 | 419 | 556 |
| Février | 341 | 669 | 509 | 368 | 394 | 302 | 483 | 428 | 239 | 477 | 486 | 561 | 419 | 567 |
| Mars | 323 | 679 | 507 | 366 | 391 | 301 | 476 | 430 | 236 | 477 | 487 | 561 | 422 | 561 |

b) INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE 45²
ET A L'ETRANGER

Base : moyenne 1953 = 100

| Périodes | Belgique (Ministère des Affaires économiques) | Etats- Unis (Depart- ment of Labor, Bureau Labor Statist- ics) | France (Statist- ique générale de la France) | Pays- Bas (Cen- traal Bureau voor de Statist- iek) | Roya- me-Uni (Board of Trade) | Suède (Admi- nistrat- ion du Com- merce) | Suisse (Office fédéral de l'in- dustrie, des Arts et Métiers et du Travail) | Alle- magne occi- dentale (Statist- isches Bundes- amt) |
|------------------|--|--|---|---|---|---|--|--|
| 1954 Moyenne | 99 | 100 | 98 | 101 | 101 | 100 | 101 | 100 |
| 1955 Moyenne | 101 | 101 | 98 | 102 | p104 | 104 | 101 | 103 |
| 1955 Janvier ... | 101 | 100 | 98 | 103 | 103 | 101 | 102 | 102 |
| Février ... | 100 | 100 | 98 | 102 | 103 | 101 | 101 | 101 |
| Mars | 101 | 100 | 98 | 102 | 102 | 102 | 101 | 101 |
| Avril | 101 | 100 | 97 | 102 | 102 | 102 | 101 | 100 |
| Mai | 101 | 100 | 99 | 102 | 102 | 103 | 101 | 101 |
| Juin | 101 | 100 | 96 | 102 | 103 | 103 | 101 | 102 |
| Juillet | 101 | 100 | 97 | 102 | 105 | 105 | 101 | 103 |
| Août | 101 | 105 | 98 | 102 | 105 | 104 | 101 | 103 |
| Septembre . | 101 | 101 | 99 | 102 | p105 | 105 | 101 | 103 |
| Octobre ... | 101 | 101 | 99 | 102 | p105 | 105 | 101 | 104 |
| Novembre . | 101 | 101 | 99 | 102 | p106 | 107 | 101 | 105 |
| Décembre . | 102 | 101 | 100 | 102 | p106 | 107 | 101 | 106 |
| 1956 Janvier ... | 103 | 102 | 100 | 103 | | 108 | 101 | p105 |
| Février ... | 104 | 102 | p103 | 104 | | 109 | 102 | p106 |
| Mars | 103 | | p101 | | | | 102 | |

c) INDICES DES PRIX DE DETAIL 46
EN BELGIQUE

Base : moyenne 1953 = 100

Source : Ministère des Aff. économ. (Service de l'Index).

| Périodes | Indice général | Produits alimen- taires | Produits non alimen- taires | Services |
|------------------|-------------------|-------------------------------|-----------------------------------|----------|
| Nombre de prod. | 65 | 35 | 25 | 5 |
| 1954 Moyenne . | 100,3 | 102,7 | 99,2 | 100,0 |
| 1955 Moyenne . | 100,8 | 101,6 | 99,2 | 101,0 |
| 1955 Février ... | 100,2 | 101,3 | 98,4 | 100,0 |
| Mars | 100,0 | 101,0 | 98,2 | 100,5 |
| Avril | 99,6 | 99,8 | 98,8 | 100,5 |
| Mai | 99,2 | 99,0 | 98,8 | 100,5 |
| Juin | 99,8 | 99,9 | 99,0 | 100,5 |
| Juillet | 100,9 | 101,6 | 99,4 | 101,0 |
| Août | 101,4 | 102,3 | 99,6 | 101,1 |
| Septembre . | 101,8 | 102,8 | 99,9 | 101,2 |
| Octobre ... | 101,8 | 102,8 | 99,8 | 101,3 |
| Novembre . | 102,1 | 103,0 | 99,9 | 102,6 |
| Décembre . | 102,2 | 103,1 | 100,0 | 102,7 |
| 1956 Janvier ... | 102,2 | 103,0 | 100,1 | 103,0 |
| Février ... | 102,4 | 103,2 | 100,3 | 103,2 |
| Mars | 102,9 | 104,0 | 100,5 | 103,4 |
| Avril | 102,9 | 103,6 | 100,8 | 103,8 |

PRODUCTION

I. — COMBUSTIBLES ET PRODUITS METALLURGIQUES

55¹

Source : Ministère des Affaires économiques (Direction générale des Mines).

| Périodes | Mines de Houille | | | | | | | | | Nombre moyen de jours d'ex- traction | Stock à fin de période (milliers de tonnes) |
|-------------------------|---|----------------|--|--------|-----------|-------|---------|--------------------|-------|--|---|
| | Nombre moyen d'ouvriers présents (milliers) | | Production par bassin (milliers de tonnes) | | | | | | Total | | |
| | du fond | fond. et surf. | Mons | Centre | Charleroi | Liège | Campine | | | | |
| 1936-1938 Moyenne | 87 | 125 | 408 | 358 | 640 | 451 | 541 | 2.425 ¹ | 24,0 | 1.502 | |
| 1954 Moyenne | 91 | 126 | 356 | 300 | 596 | 414 | 771 | 2.437 | 24,0 | 2.815 | |
| 1955 Moyenne | 87 | 120 | 344 | 306 | 602 | 401 | 845 | 2.498 | 24,6 | 371 | |
| 1955 Janvier | 86 | 120 | 349 | 309 | 595 | 405 | 845 | 2.503 | 24,9 | 2.273 | |
| Février | 86 | 119 | 312 | 278 | 549 | 385 | 809 | 2.333 | 23,3 | 1.898 | |
| Mars | 86 | 118 | 370 | 316 | 626 | 445 | 908 | 2.665 | 26,7 | 1.467 | |
| Avril | 86 | 120 | 339 | 300 | 592 | 414 | 848 | 2.493 | 24,7 | 1.367 | |
| Mai | 86 | 119 | 326 | 288 | 583 | 397 | 816 | 2.410 | 23,8 | 1.294 | |
| Juin | 87 | 119 | 357 | 316 | 630 | 414 | 878 | 2.595 | 25,7 | 1.233 | |
| Juillet | 81 | 113 | 247 | 210 | 449 | 298 | 672 | 1.876 | 19,9 | 1.031 | |
| Août | 85 | 117 | 354 | 308 | 598 | 372 | 837 | 2.469 | 25,4 | 860 | |
| Septembre | 86 | 119 | 360 | 325 | 626 | 417 | 861 | 2.590 | 25,7 | 721 | |
| Octobre | 89 | 121 | 373 | 346 | 649 | 426 | 897 | 2.691 | 25,8 | 593 | |
| Novembre | 93 | 126 | 351 | 321 | 625 | 410 | 857 | 2.564 | 23,8 | 497 | |
| Décembre | 94 | 127 | 383 | 351 | 703 | 435 | 914 | 2.786 | 25,5 | 371 | |
| 1956 Janvier | 95 | 127 | 358 | 320 | 632 | 418 | 880 | 2.608 | 23,9 | 281 | |
| Février | 92 | 123 | 319 | 282 | 554 | 372 | 863 | 2.390 | 23,0 | 449 | |
| Mars | p | | 382 | 351 | 666 | 448 | 998 | 2.845 | | 378 | |

¹Y compris 82.000 tonnes provenant du bassin de Namur. Les charbonnages de ce bassin ont été répartis en 1942 entre les bassins de Liège et de Charleroi.

I. — COMBUSTIBLES ET PRODUITS METALLURGIQUES (suite)

55²

Sources : Ministère des Affaires économiques (Direction générale des Mines et Institut National de Statistique) — Ministère des Finances (Accises).

| Périodes | Cokes | | Agglomérés | | Pétroles bruts | Hauts fourneaux en activité (à la fin de la période) | Production métallurgique (milliers de tonnes) | | |
|-------------------------|---------------------------------|-------------------------|---------------------------------|-------------------------|--|--|---|------------|--------------------|
| | Production (milliers de tonnes) | Nombre moyen d'ouvriers | Production (milliers de tonnes) | Nombre moyen d'ouvriers | mise en œuvre (milliers de kilolitres) | | Fonte | Acier brut | Acier et fer finis |
| 1936-1938 Moyenne | 435 | 3.831 | 142 | 855 | — | 37 | 261 | 253 | 202 |
| 1954 | 512 | 4.592 | 115 | 560 | 365 | 47 | 385 | 413 | 302 |
| 1955 | 550 | 4.328 | 129 | 571 | 453 | 50 | 449 | 492 | 366 |
| 1954 Décembre | 558 | 4.482 | 140 | 578 | 478 | 47 | 427 | 462 | 354 |
| 1955 Janvier | 565 | 4.300 | 140 | 610 | 404 | 49 | 431 | 468 | 348 |
| Février | 517 | 4.320 | 126 | 572 | 398 | 51 | 419 | 458 | 343 |
| Mars | 577 | 4.374 | 157 | 610 | 291 | 51 | 477 | 522 | 403 |
| Avril | 558 | 4.352 | 125 | 572 | 384 | 51 | 451 | 493 | 363 |
| Mai | 558 | 4.309 | 97 | 538 | 524 | 51 | 449 | 471 | 346 |
| Juin | 540 | 4.334 | 109 | 519 | 446 | 51 | 440 | 497 | 368 |
| Juillet | 556 | 4.347 | 80 | 542 | 480 | 51 | 434 | 455 | 287 |
| Août | 570 | 4.336 | 116 | 538 | 520 | 50 | 440 | 481 | 359 |
| Septembre | 541 | 4.364 | 135 | 574 | 533 | 51 | 460 | 512 | 395 |
| Octobre | 457 | 4.110 | 152 | 590 | 473 | 48 | 441 | 501 | 393 |
| Novembre | 562 | 4.383 | 150 | 608 | 498 | 51 | 459 | 500 | 371 |
| Décembre | 600 | 4.409 | 166 | 579 | 487 | 51 | 490 | 542 | 416 |
| 1956 Janvier | 600 | 4.444 | 156 | 609 | 536 | p 51 | 489 | 542 | 416 |
| Février | 561 | 4.451 | 119 | 600 | 502 | | p 442 | p 493 | p 379 |

II. — PRODUITS TEXTILES

56¹

Source : Institut National de Statistique.

| Périodes | Production de fils (tonnes) | | | | | | | Production de rayonne (tonnes) | Production de tissus écrus tombés de métiers (pour compte propre, services publics et ordres à façon) (tonnes) | | | | |
|------------------|-----------------------------|-------------|----------------|--------------|-------|--------------|---------|--------------------------------|--|--------|-------|---------|---------|
| | Fil de lin | Fil de jute | Fil de chanvre | Fil de coton | | Fil de laine | | | Lain | Jute 1 | Coton | Laine 2 | Rayonne |
| | | | | fin | cardé | peignée | cardée | | | | | | |
| 1954 Moyenne . | 729 | 6.062 | 181 | 7.662 | 565 | 1.831 | 1.371 | 2.597 | 629 | 3.284 | 6.425 | 2.091 | 604 |
| 1955 Moyenne . | 731 | 6.504 | 193 | 7.378 | 511 | 1.996 | 1.474 | 2.655 | 592 | 3.513 | 6.176 | 2.371 | 586 |
| 1954 Novembre . | 781 | 5.857 | 228 | 7.680 | 608 | 2.057 | 1.576 | 2.664 | 708 | 3.420 | 6.746 | 2.337 | 599 |
| Décembre . | 898 | 6.456 | 186 | 8.731 | 620 | 2.260 | 1.261 | 2.901 | 760 | 3.565 | 7.073 | 2.406 | 639 |
| 1955 Janvier ... | 823 | 6.328 | 223 | 7.783 | 576 | 1.984 | 1.367 | 2.766 | 662 | 3.191 | 6.213 | 2.203 | 609 |
| Février ... | 813 | 6.316 | 215 | 7.727 | 524 | 1.876 | 1.385 | 2.555 | 678 | 3.287 | 6.203 | 2.301 | 563 |
| Mars | 886 | 7.170 | 202 | 8.629 | 590 | 1.999 | 1.495 | 2.761 | 697 | 3.667 | 6.964 | 2.437 | 598 |
| Avril | 823 | 6.221 | 225 | 6.952 | 515 | 1.810 | 1.466 | 2.705 | 580 | 3.262 | 6.034 | 2.369 | 559 |
| Mai | 709 | 6.324 | 174 | 6.552 | 455 | 1.683 | r 1.421 | 2.817 | 534 | 3.128 | 5.605 | 2.273 | 491 |
| Juin | 694 | 6.927 | 197 | 7.876 | 480 | 2.003 | r 1.578 | 2.645 | 615 | 3.881 | 6.319 | 2.469 | 617 |
| Juillet | 514 | 5.179 | 192 | 4.077 | 341 | 1.078 | r 1.147 | 1.988 | 482 | 3.187 | 4.798 | 1.891 | 402 |
| Août | 555 | 5.847 | 205 | 6.896 | 423 | 2.156 | 1.418 | 2.723 | 423 | 3.192 | 5.396 | 2.217 | 520 |
| Septembre . | 676 | 6.762 | 159 | 8.602 | 512 | 2.216 | 1.561 | 2.653 | 504 | 3.889 | 6.370 | 2.555 | 631 |
| Octobre ... | 788 | 6.855 | 181 | 7.444 | 571 | 2.304 | 1.657 | 2.721 | 600 | 3.570 | 6.695 | 2.619 | 659 |
| Novembre . | 733 | 6.681 | 155 | 7.334 | 534 | 2.382 | 1.566 | 2.738 | 645 | 3.882 | 6.557 | 2.561 | 659 |
| Décembre .. | 757 | 7.435 | 182 | 8.668 | 610 | 2.456 | 1.632 | 2.782 | 679 | 4.021 | 6.953 | 2.563 | 722 |
| 1956 Janvier ... | | 7.002 | | 7.702 | 566 | 2.245 | 1.521 | 2.753 | | | | | |

1 Y compris les tapis en jute.

2 Y compris couvertures et tapis en laine.

r Chiffres rectifiés.

III. — PRODUITS DIVERS

56²

Source : Institut National de Statistique et Administration des Douanes et Accises.

| Périodes | Ciment | Chaux | Calcaires | Ammoniaque de synthèse et dérivés | | Engrais composés | Papier | | Briques | | Sucres | | | | Brasseries 4 | Distilleries (milliers d'hectolitres) | Allumettes (millions de tiges) | Pêche Vente de poisson 5 | |
|----------------------|------------------|------------------|------------------|-----------------------------------|------------------------------|----------------------|--------|---------|--------------------|----------------------|--------------|-----------------|---------------------------------|---------------------------|--------------|---------------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|------------------------------|
| | | | | Azote primaire | Azote dans les engrais finis | | Papier | Cartons | Briques ordinaires | Briques de parement | Production | | Stocks (sucres bruts et raf.) 3 | Déclarations en consommm. | | | | Quantités (milliers de tonnes) | Valeurs (millions de francs) |
| | | | | | | | | | | | sucres bruts | sucres raffinés | | | | | | | |
| (milliers de tonnes) | | | | | | (millions de pièces) | | | | (milliers de tonnes) | | | | | | | | | |
| 1936-1938 Moy | 250 ¹ | 117 ² | 154 ² | 18,6 | 17,2 | 10,8 | 21,6 | 3,8 | 174 | 12,5 | 17,5 | 17,2 | 159 | 20,7 | 16,4 | 35,0 | 4.421 | 2,3 | 7,2 |
| 1954 Moyenne | 365 | 130 | 146 | 18,6 | 17,2 | 10,8 | 21,6 | 3,8 | 174 | 12,5 | 26,6 | 14,5 | 254 | 20,8 | 12,6 | 19,7 | 4.757 | 3,4 | 34,0 |
| 1955 Moyenne | 391 | 151 | 148 | 17,4 | 16,3 | 10,9 | 22,8 | 4,0 | 190 | 12,7 | 30,2 | 15,2 | 267 | 21,3 | 13,2 | 21,5 | 4.473 | 3,8 | 35,9 |
| 1954 Décembre | 331 | 145 | 101 | 20,2 | 19,1 | 15,0 | 24,9 | 4,2 | 145 | 12,1 | 43,5 | 15,6 | 254 | 18,8 | 13,1 | 29,8 | 4.732 | 3,1 | 35,9 |
| 1955 Janvier | 217 | 139 | 88 | 20,3 | 19,2 | 6,9 | 22,5 | 3,6 | r118 | r11,1 | 1,4 | 11,6 | 236 | 22,6 | 9,9 | 29,0 | 4.651 | 3,9 | 37,6 |
| Février | 255 | 141 | 102 | 18,1 | 17,1 | 12,5 | 22,5 | 4,0 | 93 | 9,5 | 5,0 | 12,1 | 209 | 17,1 | 10,9 | 14,0 | 4.478 | 4,5 | 36,5 |
| Mars | 237 | 159 | 147 | 20,1 | 18,9 | 18,2 | 25,7 | 4,6 | 99 | 10,2 | — | 14,1 | 186 | 19,6 | 12,0 | 18,4 | 5.046 | 5,5 | 44,3 |
| Avril | 425 | 140 | 159 | 19,8 | 18,7 | 15,9 | 23,2 | 4,4 | 131 | 12,2 | — | 12,8 | 145 | 18,3 | 15,3 | 25,6 | 4.527 | 4,3 | 37,3 |
| Mai | 436 | 157 | 155 | 19,1 | 18,0 | 2,2 | 21,9 | 3,7 | 214 | 12,4 | 0,1 | 12,6 | 121 | 18,8 | 13,8 | 13,1 | 4.365 | 3,6 | 35,3 |
| Juin | 477 | 161 | 136 | 18,4 | 17,3 | 3,4 | 23,7 | 4,4 | 257 | 14,7 | — | 12,4 | 106 | 23,4 | 15,1 | 24,1 | 5.057 | 3,4 | 34,6 |
| Juillet | 457 | 137 | 156 | 19,3 | 18,1 | 3,0 | 18,7 | 2,9 | 248 | 13,7 | — | 13,4 | 80 | 24,1 | 15,5 | 18,4 | 3.709 | 3,0 | 28,1 |
| Août | 449 | 149 | 203 | 19,6 | 18,3 | 7,6 | 20,8 | 3,7 | 245 | 14,5 | — | 12,7 | 46 | 23,7 | 14,6 | 14,7 | 3.575 | 3,7 | 30,2 |
| Septembre | 493 | 163 | 185 | 16,6 | 15,4 | 13,1 | 23,9 | 4,3 | 257 | 14,6 | 0,2 | 13,2 | 18 | 21,9 | 14,2 | 28,1 | 3.525 | 3,6 | 32,4 |
| Octobre | 466 | 153 | 190 | — | — | 7,9 | 23,9 | 4,2 | 244 | 15,6 | 123,9 | 24,1 | 106 | 20,4 | 11,9 | 20,1 | 4.927 | 3,7 | 40,0 |
| Novembre | 403 | 150 | 126 | 17,0 | 15,8 | 17,5 | 21,9 | 4,1 | 204 | 12,6 | 181,1 | 28,4 | 234 | 24,6 | 12,2 | 20,8 | 4.750 | 3,8 | 38,0 |
| Décembre | 373 | 163 | 125 | 20,9 | 19,3 | 22,1 | 24,8 | 4,4 | 170 | 11,3 | 50,0 | 14,8 | 267 | 22,7 | 13,2 | 31,4 | 5.071 | 2,9 | 36,2 |
| 1956 Janvier | 283 | p151 | p 94 | 20,8 | 19,8 | 19,5 | 24,8 | 4,2 | p131 | p10,6 | — | 12,4 | 243 | 18,7 | 10,9 | 15,6 | 5.142 | 3,3 | 40,0 |
| Février | 92 | | | | | | p25,6 | p 4,1 | | | 2,7 | 13,2 | 225 | 17,1 | 9,3 | 18,7 | 4.726 | | |

1 Moyenne 1938.

2 Moyenne 1937-1938-1939.

3 Fin de période.

4 Quantités de matières premières déclarées (substances farineuses et substances sucrées). Y compris le Grand-Duché de Luxembourg.

5 Vente aux minques d'Ostende, Nieuport, Zeebrugge et Blankenbergh; en 1936-1938 : vente à la minque d'Ostende uniquement. Non compris les harengs, esprints et crevettes.

r chiffres rectifiés.

IV. — ENERGIE ELECTRIQUE *

58

(millions de kWh)

Source : Ministère des Affaires économiques — Direction Energie Electrique.

| Périodes | Production 1 | | | | Importations | Exportations | Total énergie absorbée par les réseaux (7) = (4) + (5) - (6) |
|-------------------|---|----------------------|--|--|--------------|--------------|--|
| | Centrales des producteurs-distributeurs | | Centrales des auto-producteurs industriels (3) | Total pour la Belgique (4) = (1) + (2) + (3) | | | |
| | Régies communales (1) | Sociétés privées (2) | | | | | |
| 1936-1938 Moyenne | 20,4 | 190 | 228 | 438 | 5,5 | 2,2 | 441 |
| 1954 Moyenne | 35,0 | 442 | 404 | 881 | 16,6 | 16,3 | 881 |
| 1955 Moyenne | 33,1 | 464 | 436 | 933 | 21,7 | 10,7 | 944 |
| 1954 Décembre | 44,4 | 518 | 446 | 1.008 | 13,0 | 14,3 | 1.007 |
| 1955 Janvier | 42,4 | 503 | 434 | 979 | 22,8 | 4,6 | 997 |
| Février | 40,1 | 451 | 401 | 892 | 23,7 | 1,7 | 914 |
| Mars | 42,1 | 478 | 468 | 988 | 20,3 | 5,9 | 1.003 |
| Avril | 33,6 | 432 | 430 | 896 | 30,8 | 6,9 | 920 |
| Mai | 30,6 | 415 | 426 | 871 | 27,5 | 2,3 | 896 |
| Juin | 30,8 | 423 | 421 | 875 | 30,9 | 1,8 | 904 |
| Juillet | 20,9 | 391 | 386 | 798 | 22,0 | 10,0 | 810 |
| Août | 28,3 | 450 | 420 | 899 | 22,7 | 13,0 | 908 |
| Septembre | 29,8 | 476 | 425 | 931 | 18,1 | 6,0 | 943 |
| Octobre | 29,7 | 480 | 453 | 962 | 12,3 | 26,6 | 948 |
| Novembre | 29,9 | 513 | 471 | 1.014 | 12,6 | 25,8 | 1.001 |
| Décembre | 39,5 | 559 | 494 | 1.093 | 17,0 | 24,9 | 1.085 |
| 1956 Janvier | 45,5 | 537 | 481 | 1.063 | 24,4 | 20,6 | 1.067 |
| Février | 40,9 | 521 | 464 | 1.025 | 20,7 | 22,8 | 1.023 |

* Nombre de centrales en activité au début de l'année 1954 et 1955 : 213.

1 Production brute aux bornes des génératrices diminuée de la consommation des circuits auxiliaires dans les centrales d'une puissance installée totale de plus de 100 kW.

V. — GAZ
(Production, Importation et Exportation) ¹

59

(millions de mètres cubes)

Source : Ministère des Affaires économiques (Administration du Combustible et de l'énergie).

| Périodes | Production des usines à gaz | | Production des cokeries | | | Production des charbonnages | Total de gaz produit en Belgique (7)=(1) + (2) + (3) + (4) + (5) + (6) | Imports | Exports | Solde : imports moins exports (10) = (8) - (9) | Total de gaz disponible en Belgique (11) = (7) + (10) |
|---------------------|------------------------------------|------------------|-------------------------|--|---|-----------------------------|--|---------|---------|---|--|
| | Régies et associations de communes | Sociétés privées | Régies | Sociétés privées | | | | | | | |
| | | | | Production destinée à la distribution publique | Production destinée aux fournitures industrielles | | | | | | |
| (1) | (2) | (3) | (4) | (5) | (6) | (8) | (9) | (10) | (11) | | |
| 1954 Moyenne | 0,05 | 1,05 | 3,87 | 65 | 84 | 8,94 | 162 | 0,07 | 3,62 | -3,55 | 159 |
| 1955 Moyenne | 0,05 | 0,57 | 2,27 | 65 | 92 | 12,77 | 172 | 0,31 | 3,94 | -3,63 | 168 |
| 1954 Novembre | 0,04 | 0,73 | 2,91 | 66 | 91 | 9,58 | 171 | 0,08 | 4,09 | -4,01 | 167 |
| Décembre | 0,04 | 0,75 | 2,82 | 68 | 92 | 10,92 | 175 | 0,24 | 4,28 | -4,04 | 171 |
| 1955 Janvier | r 0,04 | 0,83 | 2,50 | 74 | 94 | 12,10 | 183 | 0,41 | 4,78 | -4,37 | 179 |
| Février | 0,03 | 0,71 | 2,29 | 66 | 89 | 11,34 | 170 | 0,03 | 0,29 | -0,26 | 169 |
| Mars | 0,04 | 0,85 | 2,56 | 74 | 102 | 12,22 | 192 | 0,09 | 4,80 | -4,71 | 187 |
| Avril | r 0,04 | 0,76 | 2,26 | 63 | 95 | 11,20 | 173 | 0,05 | 4,14 | -4,09 | 169 |
| Mai | r 0,05 | 0,83 | 2,27 | 64 | 93 | 11,71 | 172 | 0,23 | 4,45 | -4,22 | 167 |
| Juin | r 0,06 | 0,84 | 2,25 | 62 | 93 | 12,26 | 170 | 0,33 | 4,10 | -3,77 | 166 |
| Juillet | r 0,06 | 0,49 | 2,05 | 60 | 88 | 9,73 | 161 | 0,19 | 3,99 | -3,80 | 157 |
| Août | r 0,06 | 0,37 | 2,12 | 61 | 95 | 10,48 | 169 | 0,43 | 2,51 | -2,08 | 167 |
| Septembre | r 0,05 | 0,35 | 2,21 | 63 | 91 | 12,60 | 168 | 0,38 | 4,31 | -3,93 | 165 |
| Octobre | r 0,05 | 0,31 | 2,20 | 58 | 66 | 17,64 | 144 | 0,75 | 4,15 | -3,40 | 140 |
| Novembre | r 0,04 | 0,29 | 2,16 | 63 | 93 | 15,49 | 174 | 0,41 | 4,62 | -4,21 | 170 |
| Décembre | 0,04 | 0,22 | 2,32 | 69 | 102 | 16,43 | 190 | 0,43 | 5,19 | -4,76 | 185 |
| 1956 Janvier | 0,04 | 0,23 | 2,35 | 72 | 104 | 18,28 | 197 | 0,44 | 5,71 | -5,26 | 191 |

¹ La présente statistique se rapporte à la production de gaz par distillation pyrogénée de la houille dans les usines à gaz et dans les cokeries, gaz auquel sont éventuellement ajoutés du gaz à l'eau, du gaz à l'air, du restgaz des synthèses chimiques, du gaz des hauts fourneaux et du méthane. Elle comprend également la production de méthane en provenance directe des charbonnages ainsi que le gaz de pétrole liquéfié transporté par canalisation, tous ces gaz étant destinés à la distribution publique.

La présente statistique ne comprend pas les volumes de gaz à l'eau, gaz à l'air, restgaz, gaz des hauts fourneaux, gaz méthane ou gaz liquéfié qui sont mélangés en dehors de l'usine de production en gaz provenant de la distillation pyrogénée de la houille, à l'exception de ceux qui sont fournis directement à la distribution publique. Elle ne comprend pas le gaz produit ou reçu par les cokeries, gaz de houille ou autres et utilisés pour leurs besoins propres, chauffage des fours etc.

N. B. — a) La production de gaz indiquée dans les colonnes (1) (2) (3) (4) (6) est destinée à la distribution publique.

b) La production de gaz indiquée à la colonne (5) est destinée aux fournitures directes faites par les cokeries aux autres divisions de la société auxquelles appartiennent les cokeries envisagées ou à d'autres sociétés industrielles juridiquement indépendantes.

c) Les volumes de gaz produit par les cokeries et les charbonnages sont ramenés à 4.250 kcal, 0° C., 760 mm. Hg.

d) Les cokeries produisant du gaz tant pour la distribution publique que pour les consommations industrielles directes sont comprises dans le nombre de cokeries correspondant à la colonne (5). Le nombre total des cokeries (sociétés privées produisant du gaz en 1954 et 1955) s'élève à 18.

r Chiffres rectifiés.

CONSOMMATION *

I. — INDICES DES VENTES A LA CONSOMMATION

65¹

A. — Indices des ventes mensuelles : base moyenne 1936 à 1938 = 100

Source : Banque Nationale de Belgique.

| Mois | Grands magasins | | | | | Magasins à succursales | | Coopératives et magasins patronaux | | | | | | |
|-----------------|------------------------|------|--------------------------|------|---------------------------------------|------------------------|--------------|------------------------------------|-------------|------|--------------|------|-----------|------|
| | Vêtements ¹ | | Ameublement ¹ | | Art. de ménage et divers ¹ | | Alimentation | | Boulangerie | | Alimentation | | Vêtements | |
| | 1954 | 1955 | 1954 | 1955 | 1954 | 1955 | 1954 | 1955 | 1954 | 1955 | 1954 | 1955 | 1954 | 1955 |
| Février | 356 | 366 | 537 | 550 | 550 | 604 | 420 | 423 | 217 | 220 | 610 | 647 | 456 | 527 |
| Mars | 496 | 460 | 629 | 626 | 644 | 661 | 402 | 446 | 244 | 247 | 618 | 698 | 588 | 574 |
| Avril | 548 | 565 | 641 | 636 | 683 | 742 | 415 | 445 | 240 | 241 | 625 | 664 | 549 | 582 |
| Mai | 533 | 518 | 599 | 624 | 655 | 718 | 403 | 424 | 229 | 234 | 620 | 659 | 471 | 521 |
| Juin | 467 | 551 | 537 | 575 | 642 | 716 | 411 | 430 | 236 | 241 | 620 | 658 | 404 | 475 |
| Juillet | 578 | 586 | 621 | 572 | 793 | 813 | 438 | 444 | 241 | 231 | 667 | 671 | 403 | 440 |
| Août | 379 | 572 | 536 | 514 | 699 | 753 | 419 | 422 | 227 | 231 | 616 | 662 | 413 | 425 |
| Septembre | 499 | 491 | 620 | 667 | 695 | 771 | 408 | 446 | 235 | 235 | 637 | 672 | 541 | 591 |
| Octobre | 602 | 639 | 574 | 629 | 701 | 794 | 427 | 445 | 244 | 244 | 650 | 696 | 595 | 674 |
| Novembre | 572 | 566 | 544 | 533 | 995 | 1.124 | 433 | 429 | 226 | 224 | 638 | 670 | 515 | 564 |
| Décembre | 629 | 662 | 605 | 637 | 1.160 | 1.290 | 505 | 525 | 256 | 256 | 781 | 828 | 533 | 603 |
| | 1955 | 1956 | 1955 | 1956 | 1955 | 1956 | 1955 | 1956 | 1955 | 1956 | 1955 | 1956 | 1955 | 1956 |
| Janvier | 421 | 593 | 543 | 581 | 616 | 688 | 431 | 446 | 223 | 225 | 674 | 706 | 716 | 707 |
| Février | 366 | 377 | 550 | 520 | 604 | 609 | 423 | | 220 | | 647 | | 527 | |

* Pour la consommation de sucre, voir tableau no 562.

¹ Indices rectifiés.

B. — Indices des ventes mensuelles : base moyenne mensuelle 1953 = 100

65³

Source : Institut National de Statistique.

| Mois | Grands magasins à rayons multiples | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|------------------|------------------------------------|--------------|----------------|------------|-------|-------------|---------------|---------------|--|---------|-------------|--------------------|-------|--------------------|-------------------------------|-------|-----------------------|---------------------|-----------|-------|-----------------------------|----------|
| | Indices général | Alimentation | | | | Habillement | | | | | Ameublement | | | Ménage | | | Tabacs | Librairie-Papeterie | | Parf. | Jeux, jouets sports, voyage | |
| | | Périssable | Non périssable | Restaurant | Total | Aunages | Dessus hommes | Dessus femmes | Bonneterie, lingerie, chemiserie, chapell. | Total 1 | Textiles | Meubles, lustrerie | Total | Articles de ménage | Appareils ménagers, électrité | Total | Articles pour fumeurs | Librairie | Papeterie | Total | | Toilette |
| 1955 Février ... | 90 | 117 | 109 | 96 | 112 | 81 | 50 | 58 | 79 | 73 | 91 | 105 | 97 | 94 | 117 | 98 | 96 | 76 | 81 | 80 | 91 | 42 |
| Mars | 105 | 131 | 125 | 111 | 127 | 113 | 93 | 88 | 91 | 94 | 114 | 108 | 111 | 107 | 111 | 108 | 107 | 88 | 90 | 90 | 101 | 48 |
| Avril | 118 | 131 | 127 | 121 | 129 | 116 | 166 | 139 | 115 | 122 | 113 | 114 | 113 | 110 | 125 | 113 | 109 | 99 | 91 | 92 | 114 | 74 |
| Mai | 109 | 117 | 110 | 113 | 114 | 102 | 135 | 119 | 112 | 111 | 104 | 119 | 111 | 110 | 129 | 113 | 99 | 87 | 88 | 88 | 110 | 68 |
| Juin | 107 | 112 | 102 | 106 | 108 | 103 | 124 | 110 | 132 | 115 | 94 | 116 | 104 | 107 | 108 | 107 | 111 | 80 | 79 | 79 | 111 | 80 |
| Juillet ... | 118 | 105 | 110 | 114 | 108 | 102 | 138 | 123 | 169 | 133 | 107 | 118 | 112 | 115 | 125 | 116 | 114 | 99 | 83 | 85 | 131 | 115 |
| Août | 97 | 99 | 96 | 113 | 99 | 65 | 75 | 78 | 93 | 85 | 89 | 104 | 96 | 112 | 112 | 112 | 107 | 89 | 158 | 148 | 113 | 71 |
| Septembre . | 111 | 119 | 107 | 114 | 114 | 98 | 106 | 100 | 105 | 103 | 116 | 139 | 127 | 112 | 155 | 119 | 105 | 93 | 178 | 166 | 107 | 48 |
| Octobre | 120 | 126 | 113 | 123 | 121 | 108 | 168 | 147 | 126 | 131 | 106 | 108 | 107 | 114 | 182 | 125 | 109 | 111 | 103 | 105 | 107 | 84 |
| Novembre . | 131 | 120 | 129 | 126 | 123 | 99 | 131 | 106 | 126 | 119 | 102 | 100 | 101 | 99 | 160 | 109 | 120 | 256 | 139 | 156 | 106 | 378 |
| Décembre . | 158 | 158 | 186 | 147 | 166 | 91 | 139 | 119 | 165 | 146 | 108 | 115 | 111 | 140 | 206 | 151 | 248 | 264 | 219 | 225 | 161 | 226 |
| 1956 Janvier ... | 107 | 123 | 111 | 119 | 119 | 98 | 90 | 85 | 135 | 107 | 133 | 89 | 113 | 99 | 140 | 106 | 114 | 97 | 105 | 104 | 99 | 38 |
| Février ... | 96 | 138 | 127 | 97 | 130 | 79 | 61 | 55 | 89 | 77 | 87 | 93 | 90 | 91 | 136 | 99 | 100 | 90 | 85 | 85 | 89 | 31 |

1 Le total comprend, en outre, les rubriques : mercerie, rubans, patrons; chaussures, pantoufles; articles divers de parure.

65³

| Mois | Grandes entreprises spécialisées dans l'habillement | | | Coopératives | | | | | | | | | | Magasins à succursales | | Gros-sistes | |
|--------------------|---|-------|---|-----------------|-------------|-------------------------------|-------------|-------------|--------------------|--------|---------------------|------------------------------|----------------------|------------------------|--|-------------|-----------------------|
| | Hommes | Dames | Sous-vêtements, accessoires, articles de parure | Indices général | Boulangerie | Alimentation sauf boulangerie | Habillement | Ameublement | Articles de ménage | Tabacs | Librairie papeterie | Parfumerie, articles de luxe | Restaurant, tea-room | Divers | Sous-vêtements et mercerie, articles de parure | Chaussures | Alimentation générale |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1955 Février | 73 | 41 | 41 | 107 | 96 | 113 | 101 | 97 | 97 | 86 | 50 | 85 | 72 | 109 | 78 | 74 | 100 |
| Mars | 109 | 91 | 90 | 117 | 108 | 122 | 111 | 130 | 108 | 96 | 68 | 105 | 108 | 118 | 84 | 70 | 115 |
| Avril | 176 | 145 | 104 | 111 | 106 | 116 | 117 | 134 | 98 | 94 | 74 | 90 | 94 | 81 | 109 | 118 | 107 |
| Mai | 137 | 114 | 94 | 112 | 103 | 115 | 106 | 122 | 104 | 95 | 107 | 111 | 116 | 113 | 105 | 127 | 108 |
| Juin | 112 | 80 | 115 | 114 | 106 | 115 | 96 | 105 | 92 | 99 | 116 | 95 | 124 | 160 | 121 | 102 | p121 |
| Juillet | 113 | 84 | 122 | 110 | 101 | 114 | 89 | 147 | 93 | 102 | 209 | 98 | 124 | 113 | 141 | 115 | p108 |
| Août | 69 | 52 | 44 | 109 | 102 | 114 | 80 | 113 | 97 | 101 | 180 | 102 | 112 | 128 | 90 | 70 | p119 |
| Septembre | 93 | 89 | 57 | 116 | 104 | 118 | 111 | 179 | 98 | 96 | 136 | 80 | 108 | 124 | 87 | 95 | p117 |
| Octobre | 140 | 144 | 87 | 121 | 108 | 122 | 131 | 139 | 106 | 100 | 126 | 77 | 109 | 119 | 102 | 100 | p109 |
| Novembre | 110 | 83 | 66 | 112 | 99 | 115 | 117 | 151 | 100 | 97 | 119 | 102 | 105 | 103 | 101 | p 78 | p109 |
| Décembre | 114 | 86 | 110 | p133 | 115 | p143 | p127 | 103 | 112 | 132 | 133 | 156 | 123 | 114 | 126 | p104 | |
| 1956 Janvier | 107 | 78 | 98 | | | | | | | | | | | | 92 | p 75 | |
| Février | 64 | 39 | 48 | | | | | | | | | | | | p 70 | | |

II. — CONSOMMATION DE TABAC 66

(Fabrication et importation)

Source : Administration des Douanes et Accises.

| Périodes | Cigares | Cigarillos | Cigarettes | Tabacs à fumer, priser et mâcher |
|------------------|----------------------|------------|------------|----------------------------------|
| | (millions de pièces) | | | (tonnes) |
| 1936-1938 Moy. . | 16,2 | 49,4 | 430 | 1.097 |
| 1954 Moyenne . | 12,3 | 42,4 | 688 | 819 |
| 1955 Moyenne . | 13,1 | 44,7 | 720 | 788 |
| 1955 Mars | 9,5 | 39,6 | 684 | 831 |
| Avril ... | 10,8 | 39,3 | 717 | 789 |
| Mai | 11,4 | 46,8 | 715 | 821 |
| Juin | 12,6 | 55,3 | 825 | 865 |
| Juillet ... | 13,9 | 42,5 | 743 | 746 |
| Août | 12,0 | 40,5 | 820 | 821 |
| Septembre . | 15,9 | 51,4 | 735 | 800 |
| Octobre ... | 19,4 | 47,4 | 716 | 814 |
| Novembre . | 16,4 | 52,8 | 702 | 746 |
| Décembre . | 13,9 | 50,0 | 712 | 798 |
| 1956 Janvier . | 12,2 | 55,5 | 947 | 980 |
| Février ... | 10,2 | 31,4 | 348 | 471 |
| Mars | 9,6 | 31,2 | 626 | 678 |

(r) Chiffre rectifié.

III. — ABATTAGES DANS LES 67

12 PRINCIPAUX ABATTOIRS DU PAYS

| Périodes | Gros bétail (Bœufs, taureaux, vaches, génisses) | Chevaux | Veaux | Porcs, porcelets | Moutons, agneaux, chèvres |
|------------------|---|---------|-------|------------------|---------------------------|
| | (milliers de têtes) | | | | |
| 1936-1938 Moy. . | 16,5 | 0,7 | 12,2 | 26,7 | 6,5 |
| 1954 Moyenne . | 20,1 | 4,1 | 11,1 | 31,6 | 6,1 |
| 1955 Moyenne . | 21,0 | 3,7 | 10,9 | 31,3 | 5,6 |
| 1955 Février ... | 20,8 | 3,9 | 10,5 | 30,2 | 6,5 |
| Mars | 23,0 | 3,9 | 13,6 | 32,5 | 4,1 |
| Avril 1 ... | 19,8 | 3,2 | 12,7 | 29,4 | 2,9 |
| Mai 1 | 21,0 | 3,2 | 13,0 | 31,7 | 2,2 |
| Juin 1 | 20,3 | 3,1 | 13,0 | 31,4 | 1,7 |
| Juillet ... | 18,4 | 3,1 | 10,1 | 28,0 | 1,3 |
| Août | 21,8 | 3,6 | 11,5 | 34,0 | 1,8 |
| Septembre . | 21,7 | 3,6 | 9,5 | 29,6 | 3,8 |
| Octobre ... | 21,7 | 3,9 | 9,3 | 32,9 | 9,5 |
| Novembre . | 23,2 | 4,3 | 9,5 | 34,0 | 13,1 |
| Décembre . | 19,5 | 4,2 | 8,2 | 31,1 | 9,5 |
| 1956 Janvier ... | 20,5 | 4,2 | 8,5 | 33,7 | 9,1 |
| Février ... | 20,2 | 3,8 | 10,1 | 34,7 | 8,6 |

1 Estimation.

TRANSPORTS

I. — ACTIVITE DE LA SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER BELGES

70¹

a) Recettes et dépenses d'exploitation

(millions de francs)

| Périodes | Recettes | | | | Dépenses | Excédent des recettes totales sur les dépenses | Coefficient d'exploitation |
|---------------------------|----------------------|--------------|-----------------------|-------|----------|--|----------------------------|
| | Voyageurs et bagages | Marchandises | Diverses ² | Total | | | |
| 1938 Moyenne ¹ | 74 | 147 | 5 | 226 | 239 | — 13 | 106 |
| 1954 Moyenne | 291 | 557 | 107 | 955 | 956 | — 1 | 100 |
| 1955 Moyenne | 319 | 604 | 111 | 1.034 | 996 | 38 | 96 |
| 1954 Octobre | 283 | 612 | 113 | 1.008 | 963 | 45 | 96 |
| Novembre | 258 | 602 | 114 | 974 | 933 | 41 | 96 |
| Décembre | 266 | 631 | 123 | 1.020 | 991 | 29 | 97 |
| 1955 Janvier | 313 | 575 | 116 | 1.004 | 1.019 | — 15 | 101 |
| Février | 265 | 549 | 105 | 919 | 973 | — 54 | 106 |
| Mars | 296 | 632 | 107 | 1.035 | 1.021 | 14 | 99 |
| Avril | 315 | 611 | 109 | 1.035 | 999 | 36 | 97 |
| Mai | 315 | 591 | 109 | 1.015 | 971 | 44 | 96 |
| Juin | 321 | 611 | 108 | 1.040 | 985 | 55 | 95 |
| Juillet | 400 | 527 | 124 | 1.051 | 997 | 54 | 95 |
| Août | 369 | 597 | 109 | 1.075 | 1.011 | 64 | 94 |
| Septembre | 331 | 625 | 108 | 1.064 | 1.006 | 58 | 94 |
| Octobre | 307 | 648 | 113 | 1.068 | 1.009 | 59 | 94 |
| Novembre | 284 | 657 | 109 | 1.050 | 986 | 64 | 94 |
| Décembre | 313 | 629 | 116 | 1.060 | 978 | 82 | 92 |

¹ Y compris le Nord-Belge.

² Y compris les subventions de l'Etat pour compenser l'insuffisance des tarifs et la hausse des prix des combustibles.

b) Nombre de wagons fournis à l'industrie¹

c) Statistique du trafic

1° Trafic général

70²

| Périodes | A | B | C | A + C | Voyageurs | | Wagons complets ² | | | | |
|---------------------------|-----|-----|----|------------|-----------|---------------|------------------------------|-----------------------|-----------------------|---------|-------|
| | | | | | Nombre | Voyageurs km. | Tonnes transp. | Tonnes-km. | | | Total |
| | | | | | | | | Service interne belge | Service international | Transit | |
| (milliers) | | | | (millions) | | (milliers) | (millions) | | | | |
| 1938 Moyenne ³ | 389 | 115 | 91 | 480 | 16,8 | 535 | 6.169 | 186 | 154 | 88 | 428 |
| 1954 Moyenne | 264 | 97 | 58 | 322 | 18,9 | 630 | 5.104 | 162 | 218 | 90 | 470 |
| 1955 Moyenne | 279 | 100 | 67 | 346 | 19,4 | 654 | 5.745 | 175 | 261 | 111 | 547 |
| 1954 Décembre | 290 | 123 | 67 | 357 | 19,7 | 641 | 5.961 | 180 | 266 | 115 | 562 |
| 1955 Janvier | 261 | 117 | 60 | 321 | 19,8 | 634 | 5.393 | 160 | 248 | 110 | 518 |
| Février | 251 | 106 | 60 | 311 | 19,1 | 602 | 5.163 | 148 | 255 | 98 | 501 |
| Mars | 285 | 118 | 70 | 355 | 19,8 | 627 | 5.866 | 162 | 280 | 110 | 551 |
| Avril | 280 | 101 | 68 | 348 | 19,4 | 643 | 5.760 | 179 | 255 | 109 | 543 |
| Mai | 260 | 90 | 67 | 327 | 19,7 | 641 | 5.486 | 166 | 254 | 107 | 527 |
| Juin | 283 | 96 | 68 | 351 | 19,1 | 657 | 5.857 | 181 | 257 | 111 | 549 |
| Juillet | 242 | 78 | 64 | 306 | 17,3 | 701 | 4.953 | 149 | 241 | 94 | 484 |
| Août | 288 | 97 | 65 | 353 | 17,9 | 681 | 5.814 | 183 | 257 | 108 | 548 |
| Septembre | 300 | 98 | 68 | 368 | 19,8 | 659 | 5.935 | 193 | 262 | 101 | 555 |
| Octobre | 302 | 95 | 69 | 371 | 19,8 | 647 | 6.210 | 197 | 268 | 106 | 571 |
| Novembre | 297 | 97 | 71 | 368 | 20,6 | 670 | 6.224 | 197 | 268 | 129 | 594 |
| Décembre | 298 | 106 | 76 | 374 | 21,0 | 683 | 6.276 | 184 | 286 | 146 | 617 |
| 1956 Janvier | 263 | 99 | 64 | 327 | | | 5.592 | | | | 541 |
| Février | 225 | 81 | 63 | 288 | | | 4.799 | | | | 516 |

A. — Nombre de wagons fournis pour transports taxés au départ des stations de la Société, y compris ceux pour transports de houille, coke et briquettes.

B. — Nombre de wagons fournis spécialement pour le transport de houille, coke et briquettes.

C. — Nombre de wagons chargés en provenance de réseaux étrangers et destinés, soit à des stations du réseau de la Société, soit à des stations d'autres réseaux situés au delà.

¹ Wagons chemins de fer et particuliers.

² Non compris les transports militaires.

³ Y compris le Nord-Belge, sauf en ce qui concerne les tonnes-km.

c) Statistique du trafic

2° Transport des principales grosses marchandises

A. — Ensemble du trafic ¹

| Périodes | Tonnes-km. | Total | Produits agricoles et aliment. | Combustibles, huiles et graisses | Minerais | Produits métallurgiques | Matériaux de constructions, produits des carrières | Textiles | Produits chimiques | Divers |
|--------------------|------------|-------|--------------------------------|----------------------------------|----------|-------------------------|--|----------|--------------------|--------|
| | (millions) | | | | | | | | | |
| 1954 Moyenne ... | 470 | 5.103 | 194 | 2.239 | 794 | 681 | 894 | 27 | 254 | 20 |
| 1955 Moyenne | 547 | 5.745 | 185 | 2.504 | 946 | 792 | 1.011 | 27 | 259 | 21 |
| 1954 Octobre | 518 | 5.811 | 428 | 2.431 | 837 | 780 | 1.028 | 32 | 253 | 22 |
| Novembre ... | 514 | 5.832 | 613 | 2.524 | 815 | 711 | 901 | 20 | 229 | 19 |
| Décembre ... | 562 | 5.961 | 263 | 2.877 | 863 | 805 | 854 | 19 | 259 | 21 |
| 1955 Janvier | 518 | 5.393 | 112 | 2.752 | 852 | 755 | 623 | 22 | 259 | 18 |
| Février | 501 | 5.163 | 108 | 2.486 | 861 | 761 | 669 | 20 | 239 | 19 |
| Mars | 551 | 5.866 | 127 | 2.879 | 908 | 872 | 767 | 22 | 268 | 23 |
| Avril | 543 | 5.760 | 117 | 2.507 | 983 | 800 | 1.088 | 19 | 225 | 21 |
| Mai | 527 | 5.486 | 110 | 2.346 | 956 | 753 | 1.048 | 18 | 236 | 19 |
| Juin | 549 | 5.857 | 106 | 2.521 | 962 | 779 | 1.206 | 18 | 245 | 20 |
| Juillet | 484 | 4.953 | 88 | 2.084 | 924 | 601 | 1.004 | 15 | 218 | 19 |
| Août | 548 | 5.814 | 83 | 2.509 | 976 | 767 | 1.154 | 43 | 264 | 18 |
| Septembre ... | 555 | 5.935 | 94 | 2.499 | 961 | 767 | 1.232 | 81 | 281 | 20 |
| Octobre | 571 | 6.210 | 450 | 2.412 | 983 | 833 | 1.267 | 19 | 224 | 22 |
| Novembre ... | 594 | 6.224 | 569 | 2.405 | 957 | 861 | 1.070 | 22 | 316 | 24 |
| Décembre | 617 | 6.276 | 257 | 2.650 | 1.034 | 951 | 1.009 | 23 | 330 | 22 |

¹ Non compris les transports militaires.

B. — Service interne belge ¹70⁴

| Périodes | Total | Produits agricoles et aliment. | Combustibles, huiles et graisses | Minerais | Produits métallurgiques | Matériaux de constructions, produits des carrières | Textiles | Produits chimiques | Divers | II |
|----------------------|-------|--------------------------------|----------------------------------|----------|-------------------------|--|----------|--------------------|--------|--|
| | | | | | | | | | | Soc. Nat. des Chemins de fer vicinaux T.-km. transportées (milliers) |
| (milliers de tonnes) | | | | | | | | | | |
| 1954 Moyenne ... | 2.867 | 100 | 1.546 | 171 | 268 | 636 | 8 | 135 | 3 | 1.423 |
| 1955 Moyenne | 3.028 | 95 | 1.625 | 180 | 307 | 688 | 8 | 122 | 3 | 1.201 |
| 1954 Octobre | 3.299 | 323 | 1.646 | 179 | 301 | 705 | 10 | 132 | 3 | 2.745 |
| Novembre ... | 3.845 | 468 | 1.694 | 168 | 272 | 609 | 2 | 127 | 3 | 3.434 |
| Décembre ... | 3.182 | 114 | 1.896 | 178 | 291 | 567 | 1 | 132 | 3 | 1.429 |
| 1955 Janvier | 2.833 | 32 | 1.834 | 162 | 279 | 391 | 2 | 130 | 3 | 791 |
| Février | 2.636 | 30 | 1.626 | 146 | 287 | 417 | 1 | 127 | 3 | 716 |
| Mars | 2.956 | 32 | 1.796 | 151 | 343 | 487 | 2 | 141 | 4 | 691 |
| Avril | 3.124 | 28 | 1.692 | 182 | 318 | 773 | 2 | 126 | 3 | 898 |
| Mai | 2.889 | 25 | 1.504 | 190 | 304 | 749 | 1 | 114 | 2 | 884 |
| Juin | 3.135 | 26 | 1.587 | 197 | 312 | 871 | 2 | 137 | 3 | 929 |
| Juillet | 2.515 | 29 | 1.264 | 180 | 238 | 696 | 1 | 105 | 2 | 781 |
| Août | 3.078 | 27 | 1.580 | 190 | 311 | 827 | 23 | 117 | 3 | 957 |
| Septembre ... | 3.194 | 33 | 1.621 | 183 | 327 | 844 | 52 | 131 | 3 | 1.021 |
| Octobre | 3.399 | 380 | 1.594 | 191 | 325 | 867 | 3 | 87 | 2 | 2.744 |
| Novembre ... | 3.371 | 419 | 1.629 | 190 | 299 | 710 | 1 | 120 | 3 | 2.453 |
| Décembre | 3.206 | 131 | 1.771 | 198 | 341 | 629 | 2 | 133 | 1 | 1.552 |

¹ Non compris les transports militaires.

* Le montant pour janvier s'élève à 690.

III. — MOUVEMENT DES PORTS

71¹

a) Port d'Anvers

Sources : Administration du Port d'Anvers et Institut National de Statistique.

| Périodes | Navigation maritime | | | | | | Navigation fluviale | | | | | |
|--------------------|---------------------|---|--|-------------------|-----|--|---------------------|--|--|-------------------|--|--|
| | Entrées | | | Sorties | | | Entrées | | | Sorties | | |
| | Nombre de navires | Tonnage net belge (milliers de tonnes de jauge) | Marchandises (milliers de tonnes métriques) ¹ | Nombre de navires | | Marchandises (milliers de tonnes métriques) ¹ | Nombre de bateaux | Capacité (milliers de m ³) | Marchandises (milliers de tonnes métriques) ² | Nombre de bateaux | Capacité (milliers de m ³) | Marchandises (milliers de tonnes métriques) ² |
| 1954 Moyenne ... | 1.075 | 2.634 | 1.276 | 924 | 150 | 1.091 | 3.563 | 1.561 | 679 | 3.575 | 1.570 | 853 |
| 1955 Moyenne | 1.144 | 2.830 | 1.439 | 979 | 163 | 1.234 | 3.632 | 1.636 | 697 | 3.640 | 1.643 | 934 |
| 1955 Mars | 1.232 | 2.926 | 1.348 | 1.081 | 150 | 1.331 | 3.953 | 1.795 | 794 | 3.701 | 1.652 | 868 |
| Avril | 1.162 | 2.790 | 1.201 | 1.025 | 144 | 1.391 | 3.719 | 1.662 | 827 | 3.850 | 1.727 | 863 |
| Mai | 1.145 | 2.926 | 1.663 | 941 | 164 | 1.193 | 3.665 | 1.644 | 701 | 3.671 | 1.671 | 948 |
| Juin | 1.069 | 2.650 | 1.397 | 930 | 159 | 1.322 | 3.609 | 1.636 | 726 | 3.569 | 1.606 | 923 |
| Juillet | 770 | 1.989 | 1.088 | 587 | 147 | 673 | 3.006 | 1.333 | 508 | 3.012 | 1.344 | 793 |
| Août | 1.236 | 3.048 | 1.604 | 1.083 | 172 | 934 | 3.583 | 1.607 | 682 | 3.887 | 1.766 | 1.063 |
| Septembre ... | 1.224 | 3.120 | 1.660 | 999 | 201 | 1.167 | 3.802 | 1.727 | 722 | 3.691 | 1.686 | 986 |
| Octobre | 1.183 | 2.895 | 1.540 | 984 | 189 | 1.425 | 3.967 | 1.797 | 741 | 3.833 | 1.717 | 1.009 |
| Novembre ... | 1.263 | 3.144 | 1.593 | 1.091 | 185 | 1.036 | 3.749 | 1.688 | 654 | 3.775 | 1.703 | 993 |
| Décembre ... | 1.257 | 3.165 | 1.644 | 1.081 | 187 | 1.782 | 3.744 | 1.676 | 617 | 3.941 | 1.786 | 1.109 |
| 1956 Janvier ... | 1.243 | 2.983 | | 1.057 | 171 | | 3.845 | 1.775 | 759 | 3.771 | 1.696 | 1.049 |
| Février | 1.169 | 2.943 | | 967 | 169 | | 1.809 | 822 | 244 | 1.723 | 800 | 541 |
| Mars | 1.392 | 3.192 | | 1.209 | 240 | | 4.000 | 1.804 | 695 | 4.254 | 1.941 | 1.270 |

¹ Trafic international. — ² Trafic international et intérieur.

b) Port de Gand

71²

Sources : Administration du Port de Gand et Institut National de Statistique.

| Périodes | Navigation maritime | | | | | | Navigation fluviale | |
|--------------------|---------------------|---------------------------------------|--|-------------------|---------------------------------------|--|---------------------------|---------|
| | Entrées | | | Sorties | | | Marchandises ¹ | |
| | Nombre de navires | Tonnage (milliers de tonnes de jauge) | Marchandises (milliers de tonnes métriques) ¹ | Nombre de navires | Tonnage (milliers de tonnes de jauge) | Marchandises (milliers de tonnes métriques) ¹ | Entrées | Sorties |
| 1954 Moyenne | 146 | 119 | 113 | 144 | 115 | 85 | 133 | 62 |
| 1955 Moyenne | 184 | 154 | 155 | 182 | 152 | 118 | 144 | 155 |
| 1955 Mars | 166 | 129 | 83 | 165 | 139 | 130 | 101 | 84 |
| Avril | 175 | 140 | 126 | 182 | 137 | 98 | 144 | 169 |
| Mai | 176 | 142 | 161 | 168 | 140 | 95 | 138 | 179 |
| Juin | 225 | 157 | 148 | 218 | 137 | 143 | 194 | 211 |
| Juillet | 242 | 201 | 183 | 242 | 207 | 120 | 166 | 170 |
| Août | 186 | 151 | 228 | 199 | 162 | 137 | 184 | 218 |
| Septembre | 179 | 164 | 150 | 171 | 157 | 103 | 152 | 196 |
| Octobre | 166 | 144 | 189 | 165 | 151 | 88 | 185 | 212 |
| Novembre | 153 | 129 | 175 | 149 | 127 | 64 | 129 | 181 |
| Décembre | 216 | 180 | 162 | 208 | 166 | 106 | 112 | 97 |
| 1956 Janvier | 208 | 183 | | 203 | 170 | | | |
| Février | 177 | 154 | | 184 | 166 | | | |
| Mars | 205 | 182 | | 198 | 189 | | | |

¹ Trafic international.

IV. — MOUVEMENT GENERAL DE LA NAVIGATION INTERIEURE

72

Sources : Institut National de Statistique.

| Périodes | Bateaux chargés | | | | | | | | | | | | | | |
|-------------------|------------------|--------------|--------------|---------|----------------------|------------------------------|--------------|--------------|---------|----------------------|------------------------|--------------|--------------|---------|----------------------|
| | Nombre | | | | | Milliers de tonnes métriques | | | | | Millions de tonnes-km. | | | | |
| | Trafic intérieur | Importations | Exportations | Transit | Ensemble des trafics | Trafic intérieur | Importations | Exportations | Transit | Ensemble des trafics | Trafic intérieur | Importations | Exportations | Transit | Ensemble des trafics |
| 1953 Moyenne ... | 7.177 | 3.152 | 2.615 | 400 | 13.344 | 1.778 | 1.039 | 877 | 94 | 3.788 | 181,3 | 71,1 | 57,4 | 13,4 | 323,2 |
| 1954 Moyenne ... | 6.838 | 3.672 | 2.914 | 580 | 14.004 | 1.745 | 1.317 | 1.062 | 134 | 4.258 | 169,7 | 86,2 | 69,3 | 17,8 | 343,0 |
| 1954 Novembre ... | 7.306 | 3.652 | 3.142 | 543 | 14.643 | 1.844 | 1.314 | 1.226 | 130 | 4.514 | 171,9 | 87,0 | 76,7 | 17,8 | 353,4 |
| Décembre ... | 6.820 | 3.203 | 3.180 | 607 | 13.810 | 1.757 | 1.225 | 1.307 | 141 | 4.430 | 177,2 | 81,8 | 85,9 | 18,6 | 363,5 |
| 1955 Janvier ... | 6.011 | 2.757 | 2.622 | 469 | 11.859 | 1.653 | 1.094 | 1.138 | 109 | 3.994 | 165,3 | 67,2 | 75,2 | 15,6 | 323,3 |
| Février ... | 5.936 | 3.118 | 2.769 | 536 | 12.359 | 1.599 | 1.177 | 1.140 | 128 | 4.044 | 166,2 | 73,3 | 75,0 | 17,2 | 331,7 |
| Mars | 6.417 | 3.578 | 3.036 | 596 | 13.627 | 1.792 | 1.283 | 1.276 | 143 | 4.494 | 178,7 | 83,7 | 81,8 | 19,4 | 363,6 |
| Avril | 7.070 | 3.996 | 3.504 | 644 | 15.214 | 1.842 | 1.417 | 1.352 | 156 | 4.767 | 183,4 | 99,1 | 85,6 | 20,6 | 388,7 |
| Mai | 7.584 | 4.205 | 3.710 | 699 | 16.198 | 1.938 | 1.478 | 1.369 | 163 | 4.948 | 196,1 | 102,2 | 90,5 | 22,6 | 411,4 |
| Juin | 7.200 | 4.534 | 3.928 | 768 | 16.430 | 1.869 | 1.629 | 1.524 | 182 | 5.204 | 186,4 | 111,4 | 93,3 | 25,3 | 416,4 |
| Juillet | 6.870 | 4.224 | 3.672 | 824 | 15.590 | 1.738 | 1.459 | 1.428 | 197 | 4.822 | 171,3 | 104,6 | 91,1 | 27,3 | 394,3 |
| Août | 7.583 | 4.285 | 3.811 | 732 | 16.411 | 1.929 | 1.434 | 1.496 | 180 | 5.039 | 191,6 | 94,4 | 94,9 | 24,4 | 405,3 |
| Septembre ... | 8.024 | 4.013 | 3.723 | 738 | 16.498 | 2.111 | 1.377 | 1.409 | 177 | 5.074 | 197,5 | 93,4 | 89,8 | 24,9 | 405,6 |
| Octobre ... | 8.187 | 4.216 | 3.583 | 742 | 16.728 | 2.129 | 1.507 | 1.398 | 182 | 5.216 | 206,3 | 100,6 | 89,9 | 26,0 | 422,8 |
| Novembre ... | 7.394 | 3.728 | 3.118 | 747 | 14.987 | 1.934 | 1.322 | 1.130 | 180 | 4.566 | 180,5 | 91,8 | 70,9 | 25,7 | 368,9 |

COMMERCE EXTERIEUR

DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

NOMENCLATURE DES SECTIONS DU COMMERCE SPECIAL

75

D'APRES LA CLASSIFICATION TYPE DU COMMERCE INTERNATIONAL (C.T.C.I.)

Source : Institut National de Statistique.

| Périodes | (0) Produits alimentaires | (1) Boissons et tabacs | (2) Mat. brutes non comest. à l'ex- ception des car- burants | (3) Com- bustibles miné- raux, lu- brifiants et produits connexes | (4) Huiles et graisses d'origine animale ou végétale | (5) Produits chimi- ques | (6) Art. manuf., classés princi- palement d'après la mat. première | (7) Ma- chines et matériel de transport | (8) Articles manu- facturés divers | (9) Mar- chandises non dénom- mées ailleurs | Totaux | Prix moyen par tonne (france) | Excédent (+) ou déficit (-) de la balance commerciale (millions de francs) | Rapport des exporta- tions aux importa- tions en p.c. |
|---------------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|--|---|---|-----------------------------------|--|---|--|---|--------|---|---|--|
| <i>Valeurs (millions de francs)</i> | | | | | | | | | | | | | | |
| <i>Importations.</i> | | | | | | | | | | | | | | |
| 1955 Février | 1.599 | 154 | 2.539 | 1.041 | 169 | 570 | 2.556 | 1.735 | 455 | 63 | 10.881 | 3.184 | | |
| Mars | 1.731 | 173 | 2.762 | 1.234 | 215 | 681 | 2.965 | 2.198 | 591 | 128 | 12.678 | 3.308 | | |
| Avril | 1.338 | 172 | 2.495 | 1.092 | 233 | 668 | 2.485 | 1.990 | 546 | 115 | 11.134 | 2.872 | | |
| Mai | 1.448 | 174 | 2.368 | 1.314 | 208 | 586 | 3.052 | 2.011 | 504 | 67 | 11.732 | 2.815 | | |
| Juin | 1.548 | 197 | 2.354 | 1.127 | 165 | 609 | 2.470 | 1.987 | 510 | 107 | 11.074 | 2.602 | | |
| Juillet | 1.265 | 165 | 2.701 | 1.183 | 149 | 595 | 2.918 | 1.990 | 477 | 90 | 11.533 | 2.818 | | |
| Août | 1.473 | 148 | 2.959 | 1.183 | 143 | 608 | 2.510 | 1.608 | 523 | 97 | 11.252 | 2.560 | | |
| Septembre ... | 1.619 | 182 | 2.667 | 1.278 | 140 | 606 | 2.791 | 1.778 | 620 | 109 | 11.790 | 2.655 | | |
| Octobre | 1.919 | 181 | 2.805 | 1.257 | 150 | 715 | 3.524 | 1.782 | 624 | 97 | 13.054 | 2.858 | | |
| Novembre | 1.764 | 198 | 2.974 | 1.262 | 110 | 746 | 2.834 | 1.772 | 548 | 107 | 12.315 | 2.847 | | |
| Décembre ... | 1.708 | 227 | 3.057 | 1.362 | 114 | 744 | 3.021 | 2.336 | 537 | 127 | 13.233 | 3.091 | | |
| 1956 Janvier | | | | | | | | | | | 12.347 | 3.074 | | |
| Février p | | | | | | | | | | | 11.670 | 3.548 | | |
| <i>Exportations.</i> | | | | | | | | | | | | | | |
| 1955 Février | 352 | 20 | 861 | 708 | 101 | 811 | 6.295 | 1.058 | 391 | 88 | 10.685 | 4.774 | - 196 | 98,2 |
| Mars | 384 | 15 | 981 | 784 | 115 | 894 | 7.017 | 1.426 | 430 | 75 | 12.121 | 4.628 | - 557 | 95,6 |
| Avril | 376 | 19 | 840 | 617 | 150 | 806 | 6.388 | 1.333 | 406 | 149 | 11.084 | 4.715 | - 50 | 99,6 |
| Mai | 321 | 19 | 795 | 568 | 103 | 795 | 5.901 | 1.136 | 390 | 144 | 10.175 | 4.674 | -1.557 | 86,7 |
| Juin | 416 | 20 | 932 | 862 | 94 | 760 | 7.114 | 1.222 | 401 | 155 | 11.976 | 4.244 | + 902 | 108,1 |
| Juillet | 384 | 23 | 764 | 733 | 96 | 574 | 5.364 | 1.046 | 364 | 106 | 9.454 | 4.132 | -2.079 | 82,0 |
| Août | 336 | 29 | 825 | 716 | 63 | 730 | 5.828 | 1.232 | 441 | 119 | 10.319 | 4.166 | - 933 | 91,7 |
| Septembre ... | 341 | 22 | 797 | 914 | 71 | 848 | 6.853 | 1.198 | 538 | 132 | 11.714 | 4.324 | - 76 | 99,4 |
| Octobre | 513 | 19 | 905 | 922 | 75 | 818 | 8.103 | 1.457 | 567 | 160 | 13.539 | 4.746 | + 485 | 103,7 |
| Novembre ... | 548 | 18 | 846 | 751 | 66 | 570 | 6.922 | 1.439 | 533 | 120 | 11.813 | 5.087 | - 502 | 95,9 |
| Décembre | 634 | 20 | 1.014 | 892 | 87 | 1.124 | 8.525 | 1.333 | 605 | 190 | 14.424 | 4.671 | +1.191 | 109,0 |
| 1956 Janvier | 493 | 18 | 928 | 913 | 85 | 893 | 7.791 | 1.334 | 471 | 149 | 13.075 | 5.064 | + 728 | 105,9 |
| Février p | | | | | | | | | | | 11.741 | 6.272 | + 71 | 100,6 |
| <i>Quantités (milliers de tonnes)</i> | | | | | | | | | | | | | | |
| <i>Importations.</i> | | | | | | | | | | | | | | |
| 1955 Février | 234 | 8,4 | 1.828 | 1.060 | 13,6 | 97 | 137 | 33,7 | 4,1 | 1,4 | 3.417 | | | |
| Mars | 242 | 9,8 | 2.033 | 1.211 | 17,6 | 125 | 149 | 36,4 | 5,4 | 2,4 | 3.832 | | | |
| Avril | 188 | 9,9 | 2.199 | 1.127 | 19,0 | 141 | 150 | 36,6 | 5,2 | 1,6 | 3.877 | | | |
| Mai | 240 | 9,9 | 2.259 | 1.348 | 16,8 | 109 | 145 | 32,7 | 5,2 | 1,1 | 4.167 | | | |
| Juin | 258 | 10,6 | 2.463 | 1.183 | 13,2 | 117 | 172 | 32,8 | 5,5 | 1,6 | 4.256 | | | |
| Juillet | 191 | 9,4 | 2.345 | 1.226 | 11,8 | 112 | 150 | 40,1 | 5,1 | 0,9 | 4.092 | | | |
| Août | 231 | 8,7 | 2.562 | 1.275 | 11,9 | 106 | 152 | 42,1 | 5,1 | 1,8 | 4.396 | | | |
| Septembre ... | 257 | 9,9 | 2.499 | 1.358 | 11,2 | 108 | 163 | 26,9 | 6,1 | 1,7 | 4.441 | | | |
| Octobre | 364 | 9,9 | 2.550 | 1.272 | 12,4 | 143 | 165 | 42,8 | 5,9 | 2,2 | 4.567 | | | |
| Novembre | 355 | 10,3 | 2.324 | 1.294 | 9,4 | 147 | 149 | 27,4 | 5,6 | 3,0 | 4.325 | | | |
| Décembre ... | 260 | 11,5 | 2.248 | 1.389 | 9,5 | 148 | 170 | 36,5 | 5,5 | 3,1 | 4.281 | | | |
| 1956 Janvier | | | | | | | | | | | 4.016 | | | |
| Février p | | | | | | | | | | | 3.289 | | | |
| <i>Exportations.</i> | | | | | | | | | | | | | | |
| 1955 Février | 62 | 0,7 | 236 | 888 | 7,2 | 292 | 684 | 22,6 | 4,7 | 40,6 | 2.238 | | | |
| Mars | 56 | 0,6 | 343 | 977 | 8,6 | 307 | 839 | 33,0 | 4,6 | 50,2 | 2.619 | | | |
| Avril | 57 | 0,8 | 401 | 695 | 10,6 | 304 | 791 | 37,3 | 4,7 | 49,3 | 2.351 | | | |
| Mai | 56 | 1,2 | 400 | 592 | 7,4 | 303 | 739 | 29,6 | 4,4 | 44,2 | 2.177 | | | |
| Juin | 99 | 1,9 | 514 | 950 | 6,6 | 308 | 850 | 25,5 | 5,3 | 61,2 | 2.822 | | | |
| Juillet | 71 | 2,2 | 460 | 797 | 6,7 | 209 | 664 | 33,4 | 4,0 | 40,6 | 2.288 | | | |
| Août | 53 | 3,0 | 464 | 759 | 4,6 | 346 | 777 | 26,3 | 4,8 | 39,9 | 2.477 | | | |
| Septembre ... | 51 | 2,1 | 489 | 904 | 5,3 | 356 | 814 | 27,0 | 5,1 | 55,3 | 2.709 | | | |
| Octobre | 85 | 1,0 | 459 | 957 | 5,4 | 303 | 941 | 29,4 | 6,0 | 66,4 | 2.853 | | | |
| Novembre ... | 100 | 5,8 | 402 | 746 | 4,9 | 208 | 772 | 28,3 | 5,0 | 49,9 | 2.322 | | | |
| Décembre | 111 | 1,7 | 453 | 894 | 6,2 | 448 | 1.054 | 26,3 | 6,5 | 87,6 | 3.088 | | | |
| 1956 Janvier | 83 | 1,4 | 380 | 857 | 5,9 | 341 | 815 | 24,7 | 5,3 | 68,8 | 2.582 | | | |
| Février p | | | | | | | | | | | 1.872 | | | |

CHOMAGE

I. — CHOMAGE COMPLET ET PARTIEL

81¹

Source : Office National du Placement et du Chômage.

| Périodes | Nombre de chômeurs contrôlés | | | | | | Nombre de journées perdues | | |
|--------------------|------------------------------------|-------------------------|--------|---------------------|-------------------------|------------|----------------------------|-------------------------|--------|
| | Chômeurs inscrits au cours du mois | | | Moyenne journalière | | | Chômeurs | | Totaux |
| | Chômeurs | | Totaux | Chômeurs | | Totaux | complets | partiels et accidentels | |
| | complets | partiels et accidentels | | complets | partiels et accidentels | | | | |
| (milliers) | | | | | | (milliers) | | | |
| 1955 Mars | 191 | 231 | 422 | 156 | 86 | 242 | 3.750 | 2.051 | 5.801 |
| Avril | 161 | 127 | 288 | 130 | 41 | 171 | 2.987 | 983 | 3.920 |
| Mai | 147 | 137 | 284 | 112 | 39 | 151 | 3.135 | 1.087 | 4.222 |
| Juin | 125 | 122 | 247 | 98 | 39 | 137 | 2.351 | 937 | 3.288 |
| Juillet | 121 | 134 | 255 | 90 | 36 | 126 | 2.618 | 1.031 | 3.649 |
| Août | 109 | 99 | 208 | 83 | 28 | 111 | 1.905 | 646 | 2.551 |
| Septembre | 109 | 105 | 214 | 81 | 29 | 110 | 1.878 | 658 | 2.536 |
| Octobre | 116 | 125 | 241 | 82 | 31 | 113 | 2.388 | 894 | 3.277 |
| Novembre | 124 | 116 | 240 | 97 | 33 | 130 | 2.228 | 764 | 2.992 |
| Décembre | 141 | 172 | 313 | 115 | 57 | 172 | 2.761 | 1.378 | 4.139 |
| 1956 Janvier | 166 | 298 | 464 | 136 | 100 | 236 | 4.081 | 3.007 | 7.088 |
| Février | | | | 136 | 206 | 342 | | | |
| Mars | | | | 116 | 50 | 166 | | | |

II. — REPARTITION DES CHOMEURS CONTROLES PAR PROVINCE

81²

Source : Office National du Placement et du Chômage.

| Périodes | Semaine | | Nombre de jours ouvrables | Royaume | Anvers | Brabant | Flandre occidentale | Flandre orientale | Hainaut | Liège | Limbourg | Luxembourg | Namur |
|------------|---------|----|---------------------------|---------|--------|---------|---------------------|-------------------|---------|-------|----------|------------|-------|
| | du | au | | | | | | | | | | | |
| (milliers) | | | | | | | | | | | | | |

Moyenne journalière par mois

| | | | | | | | | | | | | | |
|--------------------|---|---|----|-------|------|------|------|------|------|------|------|-----|-----|
| 1955 Mars | — | — | 24 | 242,4 | 50,5 | 37,9 | 43,9 | 54,0 | 20,8 | 16,4 | 10,2 | 3,8 | 4,9 |
| Avril | — | — | 23 | 170,6 | 37,0 | 26,3 | 32,7 | 42,4 | 14,7 | 9,9 | 4,8 | 0,5 | 2,3 |
| Mai | — | — | 28 | 151,0 | 31,7 | 22,9 | 29,3 | 38,9 | 13,0 | 9,2 | 3,7 | 0,3 | 2,0 |
| Juin | — | — | 24 | 136,9 | 28,2 | 21,1 | 25,1 | 36,5 | 12,3 | 8,6 | 3,0 | 0,3 | 1,8 |
| Juillet | — | — | 29 | 125,8 | 24,5 | 19,8 | 22,4 | 34,4 | 11,9 | 8,4 | 2,4 | 0,3 | 1,7 |
| Août | — | — | 23 | 110,9 | 21,8 | 17,6 | 18,8 | 30,4 | 10,4 | 7,4 | 2,5 | 0,3 | 1,7 |
| Septembre | — | — | 23 | 109,9 | 23,1 | 17,0 | 19,2 | 29,4 | 9,5 | 7,4 | 2,3 | 0,3 | 1,7 |
| Octobre | — | — | 29 | 113,0 | 24,0 | 16,5 | 21,5 | 28,7 | 9,6 | 7,9 | 2,6 | 0,4 | 1,8 |
| Novembre | — | — | 23 | 129,9 | 27,5 | 19,4 | 25,7 | 32,6 | 10,3 | 8,4 | 3,4 | 0,6 | 2,0 |
| Décembre | — | — | 24 | 172,5 | 34,8 | 25,4 | 33,5 | 43,6 | 13,7 | 10,8 | 5,7 | 2,1 | 2,9 |
| 1956 Janvier | — | — | 30 | 236,2 | 45,0 | 35,6 | 44,2 | 55,7 | 20,6 | 15,5 | 10,4 | 3,9 | 5,3 |
| Février | — | — | 24 | 341,6 | 60,5 | 51,4 | 62,5 | 78,5 | 34,8 | 22,3 | 15,7 | 6,5 | 9,4 |
| Mars | — | — | 24 | 166,0 | 32,7 | 26,3 | 30,4 | 40,7 | 13,1 | 10,5 | 7,2 | 1,9 | 3,2 |

Moyenne journalière par semaine

| | | | | | | | | | | | | | |
|-----------------|----|----|---|-------|------|------|------|------|------|------|------|-----|-----|
| 1956 Mars | 4 | 10 | 6 | 196,7 | 36,0 | 31,2 | 36,1 | 46,5 | 15,8 | 13,3 | 10,0 | 3,4 | 4,4 |
| | 11 | 17 | 6 | 176,7 | 36,1 | 28,1 | 31,6 | 42,1 | 13,6 | 11,2 | 8,1 | 2,3 | 3,6 |
| | 18 | 24 | 6 | 150,1 | 30,1 | 23,7 | 28,0 | 38,0 | 11,6 | 9,1 | 5,8 | 1,2 | 2,6 |
| | 25 | 31 | 6 | 140,6 | 28,6 | 22,3 | 25,8 | 36,2 | 11,3 | 8,3 | 5,1 | 0,7 | 2,3 |
| Avril | 1 | 7 | 5 | 144,8 | 30,0 | 23,3 | 26,3 | 36,6 | 11,7 | 8,5 | 5,0 | 1,0 | 2,4 |
| | 8 | 14 | 6 | 135,7 | 28,6 | 21,8 | 24,7 | 34,8 | 10,7 | 7,9 | 4,6 | 0,5 | 2,1 |

III. — MOYENNE JOURNALIERE DES CHOMEURS CONTROLES

81³

Source : Office National du Placement et du Chômage.

| Périodes | Total | | | Chômeurs complets | | | Chômeurs partiels | | |
|--------------------|------------|--------|-------|-------------------|--------|-------|-------------------|--------|-------|
| | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total |
| | (milliers) | | | | | | | | |
| 1954 Moyenne | 147,7 | 77,1 | 224,8 | 107,4 | 59,5 | 166,9 | 40,3 | 17,6 | 57,9 |
| 1955 Moyenne | 114,2 | 58,2 | 172,4 | 75,1 | 41,4 | 116,5 | 39,1 | 16,8 | 55,9 |
| 1955 Mars | 177,9 | 64,5 | 242,4 | 108,7 | 47,7 | 156,4 | 69,2 | 16,8 | 86,0 |
| Avril | 107,6 | 63,0 | 170,6 | 84,7 | 45,1 | 129,8 | 22,9 | 17,9 | 40,8 |
| Mai | 90,6 | 60,4 | 151,0 | 69,1 | 42,8 | 111,9 | 21,5 | 17,6 | 39,1 |
| Juin | 79,4 | 57,5 | 136,9 | 58,4 | 39,4 | 97,8 | 21,0 | 18,1 | 39,1 |
| Juillet | 72,9 | 52,9 | 125,8 | 54,5 | 35,8 | 90,3 | 18,4 | 17,1 | 35,5 |
| Août | 63,0 | 47,9 | 110,9 | 48,3 | 34,5 | 82,8 | 14,7 | 13,4 | 28,1 |
| Septembre | 63,9 | 46,0 | 109,9 | 47,2 | 34,2 | 81,4 | 16,7 | 11,8 | 28,5 |
| Octobre | 66,4 | 46,6 | 113,0 | 48,1 | 34,0 | 82,1 | 18,3 | 12,6 | 30,9 |
| Novembre | 79,8 | 50,1 | 129,9 | 60,5 | 36,1 | 96,6 | 19,3 | 14,0 | 33,3 |
| Décembre | 114,0 | 58,5 | 172,5 | 76,9 | 38,1 | 115,0 | 37,1 | 20,4 | 57,5 |
| 1956 Janvier | 174,8 | 61,4 | 236,2 | 95,6 | 40,4 | 136,0 | 79,2 | 21,0 | 100,2 |
| Février | 279,4 | 62,2 | 341,6 | 96,7 | 39,5 | 136,2 | 182,7 | 22,7 | 205,4 |
| Mars | 115,6 | 50,4 | 166,0 | 80,5 | 35,7 | 116,2 | 35,1 | 14,7 | 49,8 |

IV. — REPARTITION DES CHOMEURS CONTROLES PAR GROUPE DE PROFESSIONS

81⁴

(Moyenne journalière du nombre de chômeurs contrôlés) (milliers)

Source : Office National du Placement et du Chômage.

| Périodes | Agriculture | Forêt chasse, pêche | Mines | Pierre | Céramique, verre | Diamant | Construction | Bois, ameuble- ment | Métal | Chimie | Papier | Livre | Textile | Vêtement | Cuir, peaux, chaussure | Alimentation Tabac | Transport | Docters | Réparateurs de navires | Hôtels- restaurants | Genes de maison | Services personnels et biens | Employés | Artistes | Total |
|---|-------------|---------------------------|-------|--------|---------------------|---------|--------------|---------------------------|-------|--------|--------|-------|---------|----------|---------------------------|-----------------------|-----------|---------|---------------------------|------------------------|--------------------|------------------------------------|----------|----------|-------|
| Chômeurs complets | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1955 Janvier | 14,7 | 0,7 | 1,4 | 1,6 | 6,9 | 2,1 | 34,4 | 8,4 | 19,2 | 2,0 | 1,3 | 1,1 | 23,0 | 13,0 | 4,1 | 9,3 | 13,3 | — | — | 5,4 | 4,4 | 0,4 | 10,9 | 0,8 | 178,4 |
| Février | 14,3 | 0,7 | 1,3 | 1,4 | 6,6 | 2,1 | 33,1 | 7,8 | 18,2 | 1,8 | 1,3 | 1,1 | 22,5 | 10,9 | 3,5 | 9,2 | 12,8 | — | — | 5,3 | 4,3 | 0,4 | 10,5 | 0,8 | 169,9 |
| Mars | 13,2 | 0,7 | 1,3 | 1,3 | 5,5 | 2,1 | 29,1 | 7,3 | 16,9 | 1,8 | 1,2 | 1,0 | 21,6 | 9,1 | 3,2 | 9,1 | 11,9 | — | — | 5,0 | 4,0 | 0,3 | 10,0 | 0,8 | 156,4 |
| Avril | 10,4 | 0,5 | 1,1 | 1,0 | 3,0 | 1,9 | 18,4 | 5,8 | 14,8 | 1,6 | 1,1 | 1,0 | 20,4 | 7,9 | 2,9 | 8,5 | 10,8 | — | — | 4,1 | 3,8 | 0,3 | 9,5 | 1,0 | 129,8 |
| Mai | 6,7 | 0,4 | 1,0 | 0,9 | 2,2 | 1,5 | 13,5 | 4,8 | 12,8 | 1,4 | 1,1 | 0,9 | 19,6 | 7,3 | 2,6 | 7,4 | 9,8 | — | — | 4,1 | 3,6 | 0,3 | 9,0 | 1,0 | 111,9 |
| Juin | 5,4 | 0,4 | 0,9 | 0,8 | 1,8 | 1,3 | 10,9 | 3,9 | 10,8 | 1,3 | 0,9 | 0,8 | 18,1 | 7,1 | 2,6 | 5,8 | 8,6 | — | — | 3,3 | 3,4 | 0,2 | 8,6 | 1,0 | 97,9 |
| Juillet | 4,8 | 0,4 | 0,9 | 0,7 | 1,8 | 1,2 | 9,8 | 3,6 | 10,1 | 1,2 | 0,9 | 0,7 | 17,2 | 6,6 | 2,4 | 5,1 | 8,1 | — | — | 2,1 | 3,3 | 0,2 | 8,3 | 0,9 | 90,3 |
| Août | 4,0 | 0,4 | 0,7 | 0,6 | 1,6 | 1,0 | 8,8 | 3,3 | 9,2 | 1,2 | 0,8 | 0,7 | 15,3 | 7,1 | 2,1 | 4,5 | 7,4 | — | — | 2,1 | 3,2 | 0,2 | 7,8 | 0,8 | 82,8 |
| Septembre ... | 4,1 | 0,4 | 0,7 | 0,6 | 1,9 | 1,1 | 8,5 | 3,1 | 8,7 | 1,1 | 0,7 | 0,7 | 14,7 | 6,1 | 1,8 | 4,5 | 7,0 | — | — | 3,4 | 3,3 | 0,2 | 7,9 | 0,9 | 81,4 |
| Octobre | 3,1 | 0,4 | 0,7 | 0,6 | 2,7 | 1,1 | 9,5 | 3,2 | 8,8 | 1,1 | 0,7 | 0,7 | 14,1 | 5,5 | 1,9 | 4,3 | 7,0 | — | — | 4,5 | 3,3 | 0,3 | 8,0 | 0,7 | 82,2 |
| Novembre ... | 7,4 | 0,4 | 0,8 | 0,7 | 3,7 | 1,2 | 13,3 | 3,9 | 9,6 | 1,2 | 0,7 | 0,7 | 15,0 | 6,3 | 2,1 | 4,8 | 7,4 | — | — | 4,9 | 3,4 | 0,3 | 8,0 | 0,8 | 96,6 |
| Décembre ... | 10,3 | 0,5 | 0,8 | 0,9 | 4,6 | 1,3 | 19,9 | 5,0 | 10,9 | 1,3 | 0,8 | 0,7 | 16,2 | 8,0 | 2,4 | 5,7 | 8,2 | — | — | 4,8 | 3,4 | 0,3 | 8,2 | 0,8 | 115,0 |
| 1956 Janvier | 12,2 | 0,6 | 0,9 | 1,2 | 5,6 | 1,4 | 28,8 | 5,9 | 12,2 | 1,5 | 0,8 | 0,8 | 17,7 | 9,0 | 2,6 | 6,8 | 9,7 | — | — | 5,0 | 3,5 | 0,3 | 8,6 | 0,9 | 136,0 |
| Chômeurs partiels et accidentels | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1955 Janvier | 2,5 | 0,8 | 0,3 | 2,5 | 1,3 | 0,4 | 54,3 | 6,0 | 6,6 | 0,7 | 0,5 | 0,2 | 14,1 | 9,7 | 2,6 | 3,1 | 4,8 | 3,4 | 1,1 | 0,4 | 0,4 | 0,1 | 0,6 | 0,0 | 117,4 |
| Février | 3,2 | 1,9 | 0,2 | 5,2 | 1,6 | 0,3 | 64,0 | 7,1 | 6,5 | 0,5 | 0,4 | 0,2 | 13,6 | 6,7 | 1,9 | 2,8 | 5,0 | 3,6 | 0,5 | 0,4 | 0,4 | 0,1 | 0,6 | 0,0 | 127,7 |
| Mars | 1,7 | 2,6 | 0,1 | 1,8 | 1,0 | 0,4 | 35,9 | 4,7 | 4,7 | 0,5 | 0,3 | 0,2 | 12,8 | 5,6 | 2,4 | 2,5 | 3,6 | 4,3 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,1 | 0,6 | 0,0 | 86,0 |
| Avril | 0,4 | 1,2 | 0,1 | 0,2 | 0,5 | 0,5 | 1,7 | 1,2 | 3,0 | 0,4 | 0,3 | 0,2 | 14,7 | 4,9 | 2,4 | 2,3 | 2,1 | 4,2 | 0,1 | 0,4 | 0,4 | 0,1 | 0,5 | 0,0 | 40,8 |
| Mai | 0,7 | 0,3 | 0,1 | 0,1 | 0,3 | 0,3 | 1,6 | 0,9 | 2,7 | 0,5 | 0,4 | 0,2 | 14,9 | 4,3 | 2,9 | 1,9 | 1,9 | 4,0 | 0,0 | 0,3 | 0,3 | 0,0 | 0,5 | 0,0 | 39,1 |
| Juin | 1,3 | 0,2 | 0,2 | 0,1 | 0,4 | 0,3 | 1,5 | 0,8 | 2,4 | 0,4 | 0,3 | 0,2 | 12,7 | 5,3 | 4,6 | 1,6 | 1,7 | 3,9 | 0,0 | 0,3 | 0,4 | 0,0 | 0,4 | 0,0 | 39,0 |
| Juillet | 1,0 | 0,2 | 0,1 | 0,1 | 0,4 | 0,3 | 1,3 | 0,8 | 2,2 | 0,4 | 0,3 | 0,2 | 12,7 | 5,2 | 4,0 | 1,6 | 1,7 | 2,0 | 0,0 | 0,3 | 0,3 | 0,0 | 0,4 | 0,0 | 35,5 |
| Août | 0,7 | 0,2 | 0,1 | 0,1 | 0,3 | 0,3 | 1,3 | 0,8 | 1,8 | 0,4 | 0,2 | 0,2 | 10,3 | 4,3 | 1,8 | 1,3 | 1,4 | 1,8 | 0,0 | 0,2 | 0,3 | 0,0 | 0,3 | 0,0 | 28,1 |
| Septembre ... | 0,8 | 0,3 | 0,1 | 0,1 | 0,4 | 0,3 | 1,9 | 0,7 | 1,9 | 0,3 | 0,2 | 0,1 | 9,0 | 3,8 | 1,4 | 1,3 | 1,4 | 3,3 | 0,2 | 0,3 | 0,3 | 0,0 | 0,4 | 0,0 | 28,5 |
| Octobre | 0,7 | 0,4 | 0,1 | 0,1 | 0,4 | 0,2 | 2,2 | 0,8 | 2,4 | 0,4 | 0,2 | 0,1 | 8,4 | 4,2 | 2,3 | 1,5 | 1,5 | 3,3 | 0,1 | 0,3 | 0,3 | 0,1 | 0,4 | 0,0 | 30,9 |
| Novembre ... | 0,8 | 0,3 | 0,1 | 0,1 | 0,3 | 0,2 | 2,9 | 1,2 | 2,1 | 0,3 | 0,2 | 0,1 | 8,4 | 5,6 | 3,0 | 1,6 | 1,6 | 3,5 | 0,0 | 0,3 | 0,3 | 0,0 | 0,4 | 0,0 | 33,3 |
| Décembre ... | 1,3 | 0,9 | 0,1 | 0,4 | 0,4 | 0,2 | 14,8 | 2,3 | 3,0 | 0,5 | 0,3 | 0,1 | 10,7 | 9,4 | 4,3 | 2,2 | 2,5 | 2,8 | 0,1 | 0,4 | 0,4 | 0,0 | 0,4 | 0,0 | 57,5 |
| 1956 Janvier | 2,3 | 1,8 | 0,1 | 2,2 | 0,9 | 0,2 | 45,2 | 5,1 | 4,7 | 0,7 | 0,3 | 0,2 | 12,4 | 9,8 | 2,7 | 2,6 | 4,4 | 3,3 | 0,0 | 0,3 | 0,4 | 0,1 | 0,5 | 0,0 | 100,2 |
| Total des chômeurs contrôlés | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1955 Janvier | 17,2 | 2,5 | 1,6 | 4,2 | 8,2 | 2,4 | 88,7 | 14,5 | 25,8 | 2,7 | 1,7 | 1,3 | 37,1 | 22,7 | 6,7 | 12,4 | 18,1 | 3,4 | 1,1 | 5,8 | 4,8 | 0,5 | 11,5 | 0,9 | 295,8 |
| Février | 17,5 | 3,6 | 1,5 | 6,6 | 8,2 | 2,3 | 97,1 | 14,9 | 24,7 | 2,4 | 1,6 | 1,3 | 36,1 | 17,6 | 5,4 | 12,0 | 17,8 | 3,6 | 0,5 | 5,7 | 4,6 | 0,5 | 11,1 | 0,8 | 297,5 |
| Mars | 14,9 | 2,3 | 1,4 | 3,1 | 6,5 | 2,5 | 65,0 | 12,0 | 21,6 | 2,3 | 1,5 | 1,2 | 34,4 | 14,7 | 5,6 | 11,6 | 15,5 | 4,3 | 0,4 | 5,4 | 4,4 | 0,4 | 10,6 | 0,8 | 242,4 |
| Avril | 10,8 | 0,7 | 1,2 | 1,2 | 3,4 | 2,4 | 20,1 | 7,1 | 17,8 | 2,0 | 1,4 | 1,2 | 35,0 | 12,8 | 5,3 | 10,8 | 12,9 | 4,2 | 0,1 | 4,5 | 4,3 | 0,4 | 10,0 | 1,0 | 170,6 |
| Mai | 7,4 | 0,7 | 1,1 | 1,0 | 2,5 | 1,7 | 15,1 | 5,7 | 15,6 | 1,9 | 1,4 | 1,1 | 34,5 | 11,6 | 5,4 | 9,3 | 11,7 | 4,0 | 0,0 | 4,4 | 4,0 | 0,3 | 9,5 | 1,1 | 151,0 |
| Juin | 6,7 | 0,7 | 1,1 | 0,8 | 2,2 | 1,6 | 12,4 | 4,6 | 13,3 | 1,7 | 1,2 | 1,0 | 30,8 | 12,4 | 7,2 | 7,4 | 10,4 | 3,9 | 0,0 | 3,6 | 3,7 | 0,3 | 8,9 | 1,0 | 136,9 |
| Juillet | 5,9 | 0,6 | 1,0 | 0,8 | 2,0 | 1,5 | 11,1 | 4,4 | 12,3 | 1,6 | 1,2 | 0,9 | 29,8 | 11,8 | 6,4 | 6,7 | 9,8 | 2,0 | 0,0 | 2,4 | 3,6 | 0,3 | 8,7 | 1,0 | 125,8 |
| Août | 4,7 | 0,6 | 0,8 | 0,8 | 1,9 | 1,2 | 10,0 | 4,1 | 11,1 | 1,6 | 1,0 | 0,8 | 25,6 | 11,3 | 3,9 | 5,8 | 8,8 | 1,8 | 0,0 | 2,3 | 3,6 | 0,2 | 8,2 | 0,8 | 110,9 |
| Septembre ... | 4,9 | 0,7 | 0,9 | 0,7 | 2,3 | 1,4 | 10,4 | 3,8 | 10,6 | 1,4 | 0,9 | 0,8 | 23,6 | 9,9 | 3,2 | 5,8 | 8,4 | 3,3 | 0,2 | 3,7 | 3,5 | 0,3 | 8,3 | 0,9 | 109,9 |
| Octobre | 3,8 | 0,7 | 0,8 | 0,7 | 3,1 | 1,3 | 11,7 | 4,1 | 11,2 | 1,5 | 0,9 | 0,8 | 22,6 | 9,8 | 4,2 | 5,7 | 8,5 | 3,8 | 0,1 | 4,8 | 3,6 | 0,3 | 8,4 | 0,7 | 113,1 |
| Novembre ... | 8,2 | 0,7 | 0,8 | 0,8 | 4,0 | 1,4 | 16,2 | 5,0 | 11,7 | 1,5 | 0,9 | 0,8 | 23,4 | 12,0 | 5,1 | 6,3 | 9,1 | 3,5 | 0,0 | 5,3 | 3,7 | 0,3 | 8,4 | 0,8 | 129,9 |
| Décembre ... | 11,6 | 1,4 | 0,9 | 1,3 | 5,0 | 1,5 | 34,7 | 7,3 | 13,8 | 1,8 | 1,1 | 0,9 | 26,9 | 17,3 | 6,7 | 8,0 | 10,7 | 2,8 | 0,1 | 5,2 | 3,8 | 0,3 | 8,6 | 0,8 | 172,5 |
| 1956 Janvier | 14,6 | 2,3 | 1,1 | 3,4 | 6,5 | 1,6 | 73,9 | 11,0 | 17,0 | 2,1 | 1,1 | 1,0 | 30,1 | 18,8 | 5,3 | 9,4 | 14,1 | 3,3 | 0,0 | 5,4 | 3,8 | 0,4 | 9,1 | 0,9 | 236,2 |

STATISTIQUES BANCAIRES ET MONETAIRES

I. — BELGIQUE ET CONGO BELGE SITUATIONS GLOBALES DES BANQUES ¹ (millions de francs)

85¹

| Rubriques | 1955 30 juin | 1955 31 juillet | 1955 31 août | 1955 30 septembre | 1955 31 octobre | 1955 30 novembre | 1955 31 décembre | 1956 31 janvier |
|--|-----------------|--------------------|-----------------|----------------------|--------------------|---------------------|---------------------|--------------------|
| ACTIF | | | | | | | | |
| A. Opér. d'épargne (art. 15, arr. royal 42) | — | — | — | — | — | — | — | — |
| B. Disponible et réalisable : | | | | | | | | |
| Caisse, Banque Nation., Chèques post. | 3.035 | 2.742 | 2.696 | 2.585 | 2.685 | 2.769 | 5.739 | 2.734 |
| Prêts au jour le jour | 2.164 | 2.556 | 1.786 | 2.229 | 2.356 | 2.276 | 1.297 | 1.290 |
| Banquiers | 3.926 | 4.115 | 4.051 | 4.049 | 3.933 | 4.213 | 4.119 | 3.972 |
| Maison-mère, succursales et filiales ... | 933 | 659 | 526 | 541 | 584 | 564 | 626 | 882 |
| Autres valeurs à recevoir à court terme | 3.948 | 4.122 | 3.799 | 3.777 | 3.945 | 4.144 | 4.023 | 3.916 |
| Portefeuille-effets | 43.914 | 41.421 | 42.461 | 43.624 | 44.598 | 46.194 | 45.029 | 45.421 |
| a) Portefeuille commercial ² | 13.095 | 11.171 | 12.296 | 12.778 | 13.135 | 14.635 | 15.696 | 14.586 |
| b) Eff. publ. réesc. à la B.N.B. ... | 8.695 | 7.465 | 9.436 | 10.546 | 10.752 | 11.568 | 9.560 | 9.651 |
| c) Effets publ. mob. à la B.N.B. à concurrence de 95 % | 22.124 | 22.785 | 20.729 | 20.300 | 20.711 | 19.991 | 19.773 | 21.184 |
| Reports et avances sur titres | 1.466 | 1.433 | 1.382 | 1.489 | 1.400 | 1.239 | 1.290 | 1.292 |
| Débiteurs par acceptations | 9.060 | 8.869 | 8.782 | 8.707 | 8.888 | 9.132 | 9.628 | 9.486 |
| Débiteurs divers | 18.932 | 19.181 | 19.257 | 19.210 | 18.816 | 18.854 | 19.080 | 19.325 |
| Portefeuille-titres | 22.094 | 21.929 | 21.931 | 21.925 | 22.129 | 22.559 | 22.810 | 23.493 |
| a) Valeurs de la réserve légale | 279 | 279 | 279 | 279 | 279 | 279 | 280 | 280 |
| b) Fonds publics belges | 19.513 | 19.350 | 19.305 | 19.391 | 19.435 | 19.706 | 20.090 | 20.721 |
| c) Fonds publics étrangers | 64 | 64 | 64 | 86 | 86 | 64 | 82 | 82 |
| d) Actions de banques | 1.075 | 1.075 | 1.077 | 1.077 | 1.078 | 1.079 | 1.077 | 1.078 |
| e) Autres titres | 1.163 | 1.161 | 1.206 | 1.092 | 1.251 | 1.431 | 1.231 | 1.332 |
| Divers | 912 | 806 | 852 | 946 | 819 | 750 | 874 | 1.027 |
| Capital non versé | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 |
| Total disponible et réalisable ... | 110.389 | 107.838 | 107.528 | 109.087 | 110.158 | 112.699 | 114.520 | 112.843 |
| C. Immobilisé : | | | | | | | | |
| Frais de constitut. et de premier établ. | 7 | 7 | 7 | 6 | 7 | 7 | 7 | 7 |
| Immeubles | 946 | 954 | 957 | 947 | 957 | 955 | 969 | 938 |
| Participation dans les filiales immobil. | 257 | 257 | 265 | 265 | 265 | 265 | 270 | 270 |
| Créances sur filiales immobilières | 290 | 295 | 294 | 296 | 295 | 297 | 304 | 298 |
| Matériel et mobilier | 124 | 128 | 127 | 128 | 129 | 132 | 124 | 118 |
| Total de l'immobilisé ... | 1.624 | 1.641 | 1.650 | 1.642 | 1.653 | 1.656 | 1.674 | 1.631 |
| Total général actif..... | 112.013 | 109.479 | 109.178 | 110.729 | 111.811 | 114.355 | 116.194 | 114.474 |
| PASSIF | | | | | | | | |
| A. Opér. d'épargne (art. 15, arr. royal 42) | — | — | — | — | — | — | — | — |
| B. Exigible : | | | | | | | | |
| Créanciers privilégiés ou garantis | 602 | 439 | 453 | 464 | 372 | 393 | 343 | 384 |
| Emprunts au jour le jour | 20 | 12 | 26 | 30 | 33 | 42 | 33 | 19 |
| Banquiers | 7.637 | 7.471 | 7.489 | 7.981 | 7.552 | 7.769 | 7.859 | 8.332 |
| Maison-mère, succursales et filiales ... | 1.823 | 1.768 | 1.544 | 1.702 | 1.747 | 2.047 | 2.254 | 2.260 |
| Acceptations | 9.060 | 8.869 | 8.782 | 8.706 | 8.888 | 9.132 | 9.628 | 9.486 |
| Autres valeurs à payer à court terme | 2.819 | 2.490 | 2.254 | 2.132 | 1.986 | 1.969 | 1.710 | 2.303 |
| Créditeurs pour effets à l'encaissement | 778 | 787 | 754 | 778 | 814 | 859 | 825 | 787 |
| Dépôts et comptes courants | 75.585 | 73.555 | 74.006 | 74.818 | 75.903 | 77.493 | 79.028 | 76.087 |
| a) A vue et à un mois au plus ³ ... | 64.541 | 63.849 | 63.657 | 64.045 | 65.004 | 66.037 | 67.260 | 65.079 |
| b) A plus d'un mois | 11.044 | 9.706 | 10.349 | 10.773 | 10.899 | 11.406 | 11.768 | 11.008 |
| Obligations et bons de caisse | 3.356 | 3.408 | 3.472 | 3.543 | 3.607 | 3.712 | 3.816 | 3.870 |
| Montants à libérer sur titres et partic. | 706 | 634 | 638 | 642 | 655 | 642 | 633 | 658 |
| Divers | 2.672 | 3.093 | 2.808 | 2.971 | 3.246 | 3.292 | 3.017 | 3.118 |
| Total de l'exigible ... | 105.058 | 102.526 | 102.226 | 103.767 | 104.813 | 107.350 | 109.146 | 107.294 |
| C. Non exigible : | | | | | | | | |
| Capital | 4.003 | 4.003 | 4.003 | 4.014 | 4.049 | 4.065 | 4.073 | 4.214 |
| Fonds indispos. par prime d'émission | 179 | 179 | 179 | 178 | 180 | 177 | 173 | 173 |
| Réserve légale (art. 13, A. R. 185) . | 283 | 283 | 283 | 283 | 283 | 283 | 283 | 283 |
| Réserve disponible | 2.411 | 2.411 | 2.411 | 2.411 | 2.412 | 2.406 | 2.449 | 2.432 |
| Provisions | 79 | 77 | 76 | 76 | 74 | 74 | 70 | 78 |
| Total du non exigible ... | 6.955 | 6.953 | 6.952 | 6.962 | 6.993 | 7.005 | 7.048 | 7.180 |
| Total général passif..... | 112.013 | 109.479 | 109.178 | 110.729 | 111.811 | 114.355 | 116.194 | 114.474 |

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger ou dans la colonie, que des éléments d'actif et de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger ou dans la colonie apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, Succursales et Filiales ».

² L'encours des effets réescomptés par les banques à la Banque Nationale de Belgique et aux instituts paratitriques s'élevait aux 30 juin, 31 juillet, 31 août, 30 septembre, 31 octobre, 30 novembre, 31 décembre 1955 et 31 janvier 1956 respectivement à 7.320, 9.330, 7.285, 6.591, 6.593, 6.707, 6.254 et 6.570 millions de francs, montants qui ne sont pas compris dans le portefeuille commercial.

³ Y compris les dépôts inscrits en carnets ou livrets sur lesquels il peut être disposé à concurrence de 5.000 francs par période de quatorze jours, et, à concurrence de 50.000 francs maximum, par période de quatorze jours, moyennant un préavis de quatorze jours au moins. Pour les mois de juin, juillet, août, septembre, octobre, novembre, décembre 1955 et janvier 1956, ces dépôts s'élevaient respectivement à 10.005, 10.051, 10.066, 10.098, 10.117, 10.147, 10.258 et 10.499 millions de francs.

(millions de francs)

| Rubriques | 1956 23 février | 1956 1 ^{er} mars | 1956 8 mars | 1956 15 mars | 1956 22 mars | 1956 29 mars | 1956 5 avril | 1956 12 avril |
|--|--------------------|------------------------------|----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|------------------|
| ACTIF | | | | | | | | |
| Encaisse en or | 47.749 | 47.753 | 47.753 | 47.920 | 47.752 | 47.638 | 47.643 | 47.614 |
| Avoirs sur l'étranger | 272 | 196 | 85 | 197 | 189 | 190 | 76 | 103 |
| Devises étrangères et or à recevoir | — | 253 | 253 | 253 | 253 | 168 | 168 | 168 |
| Créances sur l'étranger dans le cadre d'accords de paiement : | | | | | | | | |
| a) U.E.P. | 9.614 | 9.572 | 9.572 | 9.697 | 9.697 | 9.697 | 9.604 | 9.604 |
| b) pays membres de l'U.E.P. | 605 | 926 | 1.398 | 989 | 1.421 | 1.449 | 1.683 | 2.130 |
| c) autres pays | 615 | 624 | 644 | 633 | 650 | 657 | 700 | 674 |
| Débiteurs pour change et or, à terme ... | 1 | 1 | 1 | — | — | — | — | — |
| Effets commerciaux sur la Belgique | 4.793 | 4.705 | 4.426 | 4.008 | 3.882 | 3.881 | 4.560 | 3.614 |
| Avances sur fonds publics | 193 | 572 | 223 | 231 | 182 | 338 | 380 | 198 |
| Effets publics (art. 20 des statuts. Con- ventions des 14 septembre 1948 et 15 avril 1952) : | | | | | | | | |
| a) certificats du Trésor | 6.910 | 7.415 | 8.115 | 8.450 | 6.130 | 7.240 | 6.090 | 7.420 |
| b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat | 55 | 112 | 85 | 30 | 30 | 30 | 740 | 87 |
| c) autres effets publics belges | 282 | 269 | 252 | 250 | 231 | 228 | 477 | 372 |
| Monnaies divisionnaires et d'appoint | 718 | 704 | 710 | 741 | 759 | 699 | 680 | 699 |
| Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ... | 2 | 2 | 1 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| Créance consolidée sur l'Etat (article 3, § b de la loi du 28 juillet 1948) | 34.660 | 34.660 | 34.660 | 34.660 | 34.660 | 34.660 | 34.660 | 34.660 |
| Fonds publics (art. 18 et 21 des statuts) | 2.059 | 2.069 | 2.069 | 2.069 | 2.069 | 2.069 | 2.069 | 2.069 |
| Immeubles, matériel et mobilier | 1.179 | 1.179 | 1.179 | 1.179 | 1.179 | 1.179 | 1.179 | 1.179 |
| Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel | 845 | 845 | 845 | 845 | 846 | 846 | 846 | 846 |
| Divers | 319 | 410 | 454 | 496 | 499 | 516 | 691 | 587 |
| | 110.871 | 112.267 | 112.725 | 112.590 | 110.431 | 111.487 | 112.248 | 112.026 |

PASSIF

| | | | | | | | | |
|---|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Billets en circulation | 104.248 | 106.573 | 106.450 | 105.544 | 104.695 | 105.005 | 106.574 | 105.718 |
| Comptes courants : | | | | | | | | |
| Trésor public { Compte ordinaire ... | 2 | 3 | 6 | 5 | 7 | 3 | 7 | 3 |
| { Comptes Accord de Coop. Economique | 49 | 49 | 49 | 49 | 49 | 49 | 49 | 49 |
| Banques à l'étranger : comptes ordin. | 141 | 140 | 135 | 171 | 162 | 163 | 197 | 262 |
| Comptes courants divers | 2.107 | 1.175 | 1.740 | 2.527 | 1.153 | 1.866 | 1.084 | 1.298 |
| Engagements envers l'étranger dans le cadre d'accords de paiements : | | | | | | | | |
| Pays membres de l'U.E.P. | 168 | 175 | 186 | 127 | 131 | 163 | 220 | 602 |
| Autres pays | 490 | 460 | 459 | 444 | 448 | 471 | 447 | 428 |
| Total des engagements à vue | 107.205 | 108.575 | 109.025 | 108.867 | 106.645 | 107.720 | 108.578 | 108.360 |
| Provision spéciale (convention du 14-9-54) : S.N.C.I. | 300 | 200 | 200 | 200 | 200 | 200 | 200 | 200 |
| Devises étrangères et or à livrer | 149 | 278 | 272 | 289 | 348 | 311 | 207 | 193 |
| Caisse de Pensions du Personnel | 845 | 845 | 845 | 845 | 846 | 846 | 846 | 846 |
| Divers | 298 | 295 | 309 | 315 | 318 | 336 | 343 | 353 |
| Capital | 400 | 400 | 400 | 400 | 400 | 400 | 400 | 400 |
| Réserves et comptes d'amortissement ... | 1.674 | 1.674 | 1.674 | 1.674 | 1.674 | 1.674 | 1.674 | 1.674 |
| | 110.871 | 112.267 | 112.725 | 112.590 | 110.431 | 111.487 | 112.248 | 112.026 |

DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO BELGE ET DU RUANDA-URUNDI

(millions de francs)

| Rubriques | 1955 31 juillet | 1955 31 août | 1955 30 septembre | 1955 31 octobre | 1955 30 novembre | 1955 31 décembre | 1956 31 janvier | 1956 29 février |
|---|--------------------|-----------------|----------------------|--------------------|---------------------|---------------------|--------------------|--------------------|
| ACTIF | | | | | | | | |
| Encaisse or | 5.769 | 5.776 | 5.781 | 5.786 | 5.791 | 5.794 | 5.799 | 5.804 |
| Avoirs en monnaies convertibles | 3.844 | 3.968 | 3.863 | 3.797 | 3.843 | 3.802 | 3.784 | 3.734 |
| Avoirs en francs belges : | | | | | | | | |
| Banques et divers organismes | 82 | 21 | 8 | 32 | 1 | 39 | 152 | 90 |
| Certificats du Trésor belge | 887 | 630 | 525 | 525 | 525 | 1.740 | 1.783 | 1.783 |
| Autres avoirs | 819 | 1.169 | 988 | 550 | 354 | 618 | 1.309 | 1.252 |
| Avoirs en autres monnaies | 28 | 28 | 17 | 32 | 25 | 30 | 29 | 59 |
| Monnaies étrangères et or à recevoir | — | 35 | 41 | 41 | 13 | 7 | 37 | — |
| Débiteurs pour change et or à terme | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Effets commerc. sur le Congo Belge et le Ruanda-Urundi | 99 | 76 | 53 | 69 | 84 | 109 | 110 | 106 |
| Avances sur fonds publ. et subs. précieuses | 199 | 22 | 2 | 24 | 12 | 52 | 75 | 77 |
| Avoirs aux Offices des Chèques postaux ... | 20 | 8 | 9 | 6 | 8 | 8 | 10 | 8 |
| Effets publics (art. 6, § 1, litt. 3a des Statuts) émis par le Congo Belge | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Effets publics belges émis en francs cong. | 3.993 | 3.993 | 3.993 | 3.993 | 3.993 | 3.993 | 3.993 | 3.993 |
| Fonds publics (art. 6, § 1, litt. 12 et 13 des Statuts) | 790 | 790 | 795 | 796 | 807 | 798 | 783 | 779 |
| Immeubles, matériel et mobilier | 161 | 161 | 164 | 167 | 172 | 177 | 181 | 184 |
| Divers | 89 | 111 | 140 | 117 | 128 | 72 | 67 | 66 |
| | 16.780 | 16.788 | 16.379 | 15.935 | 15.756 | 17.239 | 18.112 | 17.935 |

PASSIF

| | | | | | | | | |
|--|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Billets et monnaies métalliques en circul. | 4.977 | 4.936 | 4.873 | 4.757 | 4.741 | 5.017 | 4.965 | 4.969 |
| Comptes courants et créditeurs divers : | | | | | | | | |
| Congo Belge | 7.469 | 6.428 | 6.171 | 5.812 | 5.529 | 5.618 | 5.294 | 6.053 |
| Ruanda-Urundi | 393 | 929 | 916 | 873 | 883 | 842 | 820 | 1.011 |
| Comptes courants divers | 2.231 | 2.386 | 2.417 | 3.008 | 2.839 | 2.787 | 3.004 | 2.341 |
| Valeurs à payer | 152 | 140 | 104 | 124 | 277 | 219 | 207 | 161 |
| <i>Total des engagements à vue</i> | 15.222 | 14.819 | 14.481 | 14.574 | 14.269 | 14.483 | 14.290 | 14.535 |
| Créditeurs pour change et or à terme .. | — | 34 | 40 | 40 | 13 | 7 | 7 | — |
| Engagements en francs belges : | | | | | | | | |
| A vue | 795 | 1.056 | 952 | 520 | 764 | 703 | 1.756 | 929 |
| A terme | 63 | 33 | 38 | 18 | 23 | 1.443 | 1.423 | 1.823 |
| Engagements en monnaies étrangères : | | | | | | | | |
| En monnaies convertibles | 8 | 8 | 8 | 8 | 7 | 10 | 10 | 10 |
| En autres devises | 7 | 7 | 20 | 6 | 10 | 9 | 7 | 6 |
| Monnaies étrangères et or à livrer | 129 | 259 | 249 | 161 | 45 | 7 | 25 | 18 |
| Divers | 287 | 303 | 322 | 339 | 356 | 308 | 325 | 345 |
| Capital | 150 | 150 | 150 | 150 | 150 | 150 | 150 | 150 |
| Fonds de réserve et d'amortissement | 119 | 119 | 119 | 119 | 119 | 119 | 119 | 119 |
| | 16.780 | 16.788 | 16.379 | 15.935 | 15.756 | 17.239 | 18.112 | 17.935 |

| Mois | | Comptes Chèques postaux ¹ | Mois | | Dépôts à vue dans les banques ^{2 3} |
|------|-----------|--------------------------------------|------|-----------|--|
| 1954 | Décembre | 3,94 | 1954 | Décembre | 2,07 |
| 1955 | Janvier | 4,13 | 1955 | Janvier | 1,90 |
| | Février | 3,67 | | Février | 1,82 |
| | Mars | 3,66 | | Mars | 1,79 |
| | Avril | 3,94 | | Avril | 2,04 |
| | Mai | 3,75 | | Mai | 2,04 |
| | Juin | 3,64 | | Juin | 1,93 |
| | Juillet | 4,13 | | Juillet | 2,02 |
| | Août | 3,78 | | Août | 1,83 |
| | Septembre | 3,64 | | Septembre | 1,83 |
| | Octobre | 3,90 | | Octobre | 1,88 |
| | Novembre | 4,21 | | Novembre | 2,02 |
| | Décembre | 3,84 | | Décembre | 2,12 |
| 1956 | Janvier | 4,00 | 1956 | Janvier | 1,93 |
| | Février | 3,78 | | Février | 1,82 |

¹ Voir tableau no 86.

² Méthode d'établissement : voir notre *Bulletin d'Information et de Documentation* d'octobre 1950, p. 222.

³ Nouvelle série : chiffres réduits en mois-type de 25 jours.

Note. — Les coefficients de rotation des comptes chèques postaux et des dépôts à vue dans les banques ne sont pas comparables, parce qu'ils ne sont pas calculés sur des bases identiques. Les coefficients relatifs aux comptes bancaires sont plus précis.

STOCK MONETAIRE INTERIEUR
(en milliards de francs)

| Dates | Monnaie fiduciaire | | | Monnaie scripturale détenue par | | | | | Total du stock monétaire | Pourcentage de monnaie fiduciaire | Mouvements du stock monétaire total | |
|-----------|-------------------------------|--|-------------------------------|---|--|-------------------------------------|--|------------------------------|--------------------------|-----------------------------------|-------------------------------------|-------|
| | Billets et monnaies du Trésor | Billets de la Banque Nationale de Belgique | Stock de monnaie fiduciaire * | le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés | les entreprises et particuliers ** | | | Stock de monnaie scripturale | | | | |
| | | | | | Comptes courants à la Banque Nationale de Belgique * | Avoirs en comptes chèques postaux * | Dépôts à vue et à un mois au plus dans les banques et établissements paraétatiques * | | | | | Total |
| (1) | (2) | (3) | (4) | (5) | (6) | (7) | (8) | (9) = (4) + (8) | (10) = (3) + (9) | (11) = (3) / (10) | (12) | |
| 1950 30-6 | 4,8 | 87,3 | 90,7 | 5,8 | 0,7 | 17,0 | 39,4 | 57,1 | 62,9 | 153,6 | 59,0 | |
| 31-12 | 5,1 | 88,6 | 92,3 | 6,5 | 1,0 | 17,6 | 38,7 | 57,3 | 63,8 | 156,1 | 59,1 | + 2,5 |
| 1951 31-3 | 5,2 | 86,0 | 89,6 | 6,9 | 0,5 | 17,0 | 40,3 | 57,8 | 64,7 | 154,3 | 58,1 | - 1,8 |
| 30-6 | 5,4 | 88,2 | 92,2 | 6,6 | 0,5 | 17,4 | 40,4 | 58,3 | 64,9 | 157,1 | 58,7 | + 2,8 |
| 30-9 | 5,7 | 91,6 | 96,0 | 6,9 | 0,6 | 17,4 | 41,7 | 59,7 | 66,6 | 162,6 | 59,0 | + 5,5 |
| 31-12 | 5,6 | 95,0 | 99,1 | 7,4 | 0,7 | 18,2 | 43,1 | 62,0 | 69,4 | 168,5 | 58,8 | + 5,9 |
| 1952 31-3 | 5,7 | 94,8 | 99,0 | 7,3 | 0,5 | 18,3 | 44,8 | 63,6 | 70,9 | 169,9 | 58,3 | + 1,4 |
| 30-6 | 5,8 | 96,3 | 100,6 | 6,8 | 0,5 | 18,8 | 44,9 | 64,2 | 71,0 | 171,6 | 58,6 | + 1,7 |
| 30-9 | 5,9 | 96,0 | 100,3 | 7,0 | 0,5 | 19,1 | 45,4 | 65,0 | 72,0 | 172,3 | 58,2 | + 0,7 |
| 31-12 | 5,9 | 97,8 | 102,0 | 7,4 | 0,7 | 18,0 | 46,4 | 65,1 | 72,5 | 174,5 | 58,5 | + 2,2 |
| 1953 31-3 | 5,9 | 97,3 | 101,4 | 6,9 | 0,5 | 18,7 | 45,8 | 65,0 | 71,9 | 173,3 | 58,5 | - 1,2 |
| 30-6 | 5,8 | 98,4 | 102,6 | 6,9 | 0,6 | 19,6 | 46,1 | 66,3 | 73,2 | 175,8 | 58,4 | + 2,5 |
| 30-9 | 5,9 | 100,1 | 104,4 | 7,3 | 0,5 | 19,7 | 46,3 | 66,5 | 73,8 | 178,2 | 58,6 | + 2,4 |
| 31-12 | 5,9 | 101,6 | 105,9 | 7,1 | 0,6 | 19,9 | 46,8 | 67,3 | 74,4 | 180,3 | 58,7 | + 2,1 |
| 1954 31-3 | 5,9 | 98,8 | 102,9 | 7,5 | 0,5 | 19,6 | 46,4 | 66,5 | 74,0 | 176,9 | 58,2 | - 3,4 |
| 30-6 | 5,9 | 100,2 | 104,3 | 8,1 | 0,7 | 20,2 | 49,0 | 69,9 | 78,0 | 182,3 | 57,2 | + 5,4 |
| 30-9 | 5,9 | 101,2 | 105,2 | 7,9 | 0,5 | 19,1 | 47,5 | 67,1 | 75,0 | 180,2 | 58,4 | - 2,1 |
| 31-12 | 5,9 | 102,7 | 106,7 | 7,4 | 0,5 | 20,6 | 48,4 | 69,5 | 76,9 | 183,6 | 58,1 | + 3,4 |
| 1955 31-3 | 5,9 | 104,0 | 107,5 | 7,1 | 0,4 | 19,0 | 50,7 | 70,1 | 77,2 | 184,7 | 58,2 | + 1,1 |
| 30-6 | 5,8 | 105,3 | 108,6 | 7,3 | 0,6 | 20,4 | 50,7 | 71,7 | 79,0 | 187,6 | 57,9 | + 2,9 |
| 30-9 | 5,7 | 106,4 | 109,7 | 7,4 | 0,3 | 20,0 | 50,0 | 70,3 | 77,7 | 187,4 | 58,5 | - 0,2 |
| 31-10 | 5,6 | 106,3 | 109,5 | 7,7 | 0,4 | 20,7 | 50,8 | 71,9 | 79,6 | 189,1 | 57,9 | + 1,7 |
| 30-11 | 5,6 | 105,8 | 108,8 | 7,3 | 0,4 | 20,3 | 51,8 | 72,5 | 79,8 | 188,6 | 57,7 | - 0,5 |
| 31-12 | 5,6 | 107,6 | 110,7 | 7,9 | 0,6 | 21,0 | 52,5 | 74,1 | 82,0 | 192,7 | 57,5 | + 4,1 |
| 1956 31-1 | 5,6 | 104,7 | 107,8 | 7,3 | 0,4 | 21,3 | 49,7 | 71,4 | 78,7 | 186,5 | 57,8 | - 6,2 |

* Déduction faite des encaisses des organismes émetteurs de monnaie.

** Y compris des organismes paraétatiques administratifs.

BILANS INTEGRÉS DES ORGANISMES MONÉTAIRES
(en milliards de francs)

85⁴

| Dates | Stock monétaire | | | | | Avoirs extérieurs nets | | | | Créances sur le Trésor et créances obligataires sur d'autres emprunteurs publics | | | | Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers résidant en Belgique | | Divers | | | Comptes pour balance | Total | Sous déduction de | | | | | Différence (20) - à (25) | |
|--------------------|--------------------|---|----------------------------------|-------|-------|---|-----------------|---|-------|--|--|-----------------------------|-------|---|---|---|---|---|----------------------|-------|-------------------|--|---|-----------------------|--|--------------------------|---|
| | Monnaie fiduciaire | Monnaie scripturale | | | Total | Avoirs et engagements à vue (montants nets) | | Autres avoirs et engagements nets (montants nets) | Total | Dettes de l'Etat | Dette obligatoire d'autres emprunteurs publics | Avances au Fonds des Rentes | Total | Logés dans les organismes monétaires | Pour mémoire Logés dans et hors des organismes monétaires | Solde des opérations du Crédit Communal de Belgique, de la Caisse Nationale de Crédit professionnel et du Fonds Monétaire autres qu'à court terme | Opérations spécifiques de prêts et emprunts avec des organismes financiers non monétaires | Solde des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux | | | Total | Engagements quasi monétaires des organismes émetteurs de monnaie envers l'économie nationale | | | Écart entre les fonds propres et immobilisations et participations (Banque Nationale, Institut de Récompte et banques de dépôts) | | Emprunts obligataires (banques de dépôts) |
| | | détenue par les entreprises et particuliers | détenue par les pouvoirs publics | Total | | B.N.B. | Banques privées | | | | | | | | | | | | | | | Détenus par les entreprises et particuliers | Dépôts en devises détenus par les entreprises et particuliers | Détenus par le Trésor | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| (1) | (2) | (3) | (4) | (5) | (6) | (7) | (8) | (9) | (10) | (11) | (12) | (13) | (14) | (15) | (16) | (17) | (18) | (19) | (20) | (21) | (22) | (23) | (24) | (25) | (26) | | |
| 1950 31 décembre . | 92,3 | 57,3 | 6,5 | 63,8 | 156,1 | +35,3 | -6,5 | +1,9 | 30,7 | 105,6 | 0,8 | 4,1 | 110,5 | 33,2 | 36,6 | +1,2 | +0,9 | -2,2 | +2,4 | 176,7 | -13,7 | -1,9 | - | -4,7 | -0,3 | 156,1 | |
| En p.c. de (20) | 52,2 | 32,4 | 3,7 | 36,1 | 88,3 | 20,0 | 3,7 | 1,1 | 17,4 | 59,7 | 0,5 | 2,3 | 62,5 | 18,8 | | 0,7 | 0,5 | 1,2 | 1,3 | 100,0 | 7,8 | 1,1 | - | 2,6 | 0,2 | 88,3 | |
| 1951 30 juin | 92,2 | 58,3 | 6,6 | 64,9 | 157,1 | +39,7 | -10,8 | +1,2 | 30,1 | 107,7 | 0,9 | 1,8 | 110,4 | 34,6 | 39,5 | +1,2 | +1,1 | -1,8 | +1,6 | 177,2 | -12,9 | -1,5 | -0,3 | -5,0 | -0,4 | 157,1 | |
| En p.c. de (20) | 52,0 | 32,9 | 3,7 | 36,6 | 88,6 | 22,4 | 6,1 | 0,7 | 17,0 | 60,8 | 0,5 | 1,0 | 62,3 | 19,5 | | 0,7 | 0,6 | 1,0 | 0,9 | 100,0 | 7,3 | 0,9 | 0,2 | 2,8 | 0,2 | 88,6 | |
| 31 décembre . | 99,1 | 62,0 | 7,4 | 69,4 | 168,5 | +50,2 | -13,4 | +1,7 | 38,5 | 113,1 | 1,0 | 1,6 | 115,7 | 36,2 | 42,1 | +1,4 | +0,7 | -2,0 | +2,1 | 192,6 | -14,6 | -2,4 | -1,1 | -5,4 | -0,6 | 168,5 | |
| En p.c. de (20) | 51,5 | 32,2 | 3,8 | 36,0 | 87,5 | 26,1 | 7,0 | 0,9 | 20,0 | 58,7 | 0,5 | 0,8 | 60,0 | 18,8 | | 0,7 | 0,4 | 1,0 | 1,1 | 100,0 | 7,6 | 1,2 | 0,6 | 2,8 | 0,3 | 87,5 | |
| 1952 30 juin | 100,6 | 64,2 | 6,8 | 71,0 | 171,6 | +56,2 | -11,4 | +2,7 | 47,5 | 115,7 | 1,0 | 0,8 | 117,5 | 33,7 | 40,3 | +0,1 | +0,1 | -1,2 | +1,0 | 198,8 | -18,3 | -1,5 | -1,3 | -5,3 | -0,8 | 171,6 | |
| En p.c. de (20) | 50,6 | 32,3 | 3,4 | 35,7 | 86,3 | 28,3 | 5,7 | 1,3 | 23,9 | 58,2 | 0,5 | 0,4 | 59,1 | 16,9 | | 0,1 | 0,1 | 0,6 | 0,5 | 100,0 | 9,2 | 0,7 | 0,7 | 2,7 | 0,4 | 86,3 | |
| 31 décembre . | 102,0 | 65,1 | 7,4 | 72,5 | 174,5 | +51,0 | -4,3 | +3,7 | 50,4 | 115,2 | 1,0 | 0,3 | 116,5 | 36,5 | 43,3 | +0,4 | -0,1 | -1,6 | +0,2 | 202,3 | -18,6 | -1,6 | -1,4 | -5,2 | -1,0 | 174,5 | |
| En p.c. de (20) | 50,4 | 32,2 | 3,7 | 35,9 | 86,3 | 25,2 | 2,1 | 1,8 | 24,9 | 56,9 | 0,5 | 0,2 | 57,6 | 18,0 | | 0,2 | - | 0,8 | 0,1 | 100,0 | 9,2 | 0,8 | 0,7 | 2,5 | 0,5 | 86,3 | |
| 1953 30 juin | 102,6 | 66,3 | 6,9 | 73,2 | 175,8 | +48,8 | -4,0 | +2,7 | 47,5 | 118,5 | 1,0 | 0,7 | 120,2 | 36,1 | 43,7 | -0,9 | +0,6 | -1,4 | +1,5 | 203,6 | -19,3 | -1,6 | -0,5 | -5,2 | -1,2 | 175,8 | |
| En p.c. de (20) | 50,4 | 32,5 | 3,4 | 35,9 | 86,3 | 24,0 | 2,0 | 1,3 | 23,3 | 58,2 | 0,5 | 0,3 | 59,0 | 17,7 | | 0,4 | 0,3 | 0,7 | 0,8 | 100,0 | 9,5 | 0,8 | 0,2 | 2,6 | 0,6 | 86,3 | |
| 31 décembre . | 105,9 | 67,3 | 7,1 | 74,4 | 180,3 | +52,4 | -4,8 | +2,7 | 50,3 | 120,4 | 1,1 | - | 121,5 | 38,7 | 45,4 | +0,1 | +0,1 | -1,9 | +1,0 | 209,8 | -20,6 | -1,5 | -0,2 | -5,3 | -1,9 | 180,3 | |
| En p.c. de (20) | 50,5 | 32,0 | 3,4 | 35,4 | 85,9 | 25,0 | 2,3 | 1,3 | 24,0 | 57,4 | 0,5 | - | 57,9 | 18,5 | | - | - | 0,9 | 0,5 | 100,0 | 9,8 | 0,7 | 0,1 | 2,6 | 0,9 | 85,9 | |
| 1954 30 juin | 104,3 | 69,9 | 8,1 | 78,0 | 182,3 | +49,7 | -4,8 | +2,9 | 47,8 | 121,9 | 1,2 | 0,2 | 123,3 | 38,2 | 46,2 | +0,6 | +1,0 | -1,9 | +2,6 | 211,6 | -19,6 | -1,6 | -0,1 | -5,5 | -2,5 | 182,3 | |
| En p.c. de (20) | 49,3 | 33,1 | 3,8 | 36,9 | 86,2 | 23,5 | 2,3 | 1,4 | 22,6 | 57,6 | 0,6 | 0,1 | 58,3 | 18,0 | | 0,3 | 0,5 | 0,9 | 1,2 | 100,0 | 9,3 | 0,7 | - | 2,6 | 1,2 | 86,2 | |
| 31 décembre . | 106,7 | 69,5 | 7,4 | 76,9 | 183,6 | +50,5 | -3,7 | +1,5 | 48,3 | 119,9 | 1,4 | 1,2 | 122,5 | 41,7 | 49,8 | +2,0 | +1,0 | -1,2 | +1,6 | 215,9 | -21,3 | -2,0 | -0,1 | -6,0 | -2,9 | 183,6 | |
| En p.c. de (20) | 49,4 | 32,2 | 3,4 | 35,6 | 85,0 | 23,4 | 1,7 | 0,7 | 22,4 | 55,5 | 0,6 | 0,6 | 56,7 | 19,3 | | 0,9 | 0,5 | 0,5 | 0,7 | 100,0 | 9,9 | 0,9 | - | 2,8 | 1,4 | 85,0 | |
| 1955 30 juin | 108,6 | 71,7 | 7,3 | 79,0 | 187,6 | +52,9 | -4,8 | +2,7 | 50,8 | 121,1 | 1,9 | 0,9 | 123,9 | 43,0 | 50,1 | +2,1 | +1,3 | -2,0 | +2,2 | 221,3 | -22,4 | -1,7 | -0,1 | -6,1 | -3,4 | 187,6 | |
| En p.c. de (20) | 49,0 | 32,4 | 3,3 | 35,7 | 84,7 | 23,9 | 2,1 | 1,2 | 23,0 | 54,7 | 0,9 | 0,4 | 56,0 | 19,4 | | 0,9 | 0,6 | 0,9 | 1,0 | 100,0 | 10,2 | 0,8 | - | 2,8 | 1,5 | 84,7 | |
| 30 septembre . | 109,7 | 70,3 | 7,4 | 77,7 | 187,4 | +54,4 | -4,8 | +2,8 | 52,4 | 120,9 | 1,9 | 1,4 | 124,2 | 41,4 | 49,5 | +3,0 | +1,4 | -2,0 | +1,0 | 221,4 | -22,2 | -2,0 | -0,1 | -6,2 | -3,5 | 187,4 | |
| En p.c. de (20) | 49,5 | 31,8 | 3,3 | 35,1 | 84,6 | 24,6 | 2,2 | 1,3 | 23,7 | 54,6 | 0,8 | 0,6 | 56,0 | 18,7 | | 1,3 | 0,7 | 0,9 | 0,5 | 100,0 | 10,1 | 0,9 | - | 2,8 | 1,6 | 84,6 | |
| 31 décembre . | 110,7 | 74,1 | 7,9 | 82,0 | 192,7 | +56,1 | -4,8 | +3,4 | 54,7 | 122,4 | 2,1 | 0,7 | 125,2 | 44,4 | 52,0 | +3,7 | +1,3 | -1,8 | +0,9 | 228,4 | -23,4 | -2,4 | -0,1 | -6,0 | -3,8 | 192,7 | |
| En p.c. de (20) | 48,5 | 32,4 | 3,5 | 35,9 | 84,4 | 24,6 | 2,1 | 1,4 | 23,9 | 53,6 | 0,9 | 0,3 | 54,8 | 19,4 | | 1,6 | 0,6 | 0,8 | 0,5 | 100,0 | 10,2 | 1,1 | - | 2,6 | 1,7 | 84,4 | |

* Y compris les comptes d'organismes paraétatiques administratifs.

ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(mouvements en milliards de francs)

85⁴

| Périodes | Variations du stock monétaire | Variations des liquidités quasi monétaires | | | | Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (8) = (1) + (5) | Solde des opérations avec l'étranger (à l'exclusion des opérations en capital des pouvoirs publics et des donations officielles) | Financement monétaire des pouvoirs publics * | Monétisation de la dette de l'Etat et autres fonds publics | Mouvements des crédits d'es-compte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers nationaux, logés dans les organismes monétaires | Variations de l'écart entre fonds propres et immobilisations + participations des organismes monétaires | Emprunts obligataires des banques de dépôts | Soldes des opérations autres qu'à court terme du Fonds Monétaire, du Crédit Communal et de la Caisse Nationale de Crédit professionnel | Divers | | Comptes pour balance | Total (17) = de (7) à (16) |
|-------------------------------------|-------------------------------|---|--------------------------------|------------------|-------|---|--|--|--|--|---|---|--|---|--|----------------------|-------------------------------------|
| | | Dépôts à terme et comptes spéciaux des exportateurs vers l'U.E.P. | Dépôts en devises de nationaux | Avoirs du Trésor | Total | | | | | | | | | Opérations spécifiques de prêts et d'emprunts avec des organismes financiers non monétaires | Soldes des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux | | |
| | (1) | (2) | (8) | (4) | (5) | (6) | (7) | (8) | (9) | (10) | (11) | (12) | (18) | (14) | (15) | (16) | (17) = de (7) à (16) |
| 1950 2 ^e semestre | + 2,5 | - 0,2 | + 0,4 | — | + 0,2 | + 2,7 | -12,3 | + 5,5 | + 1,8 | + 5,9 | - 0,2 | - 0,1 | + 1,8 | - 0,6 | - 0,1 | + 1,0 | + 2,7 |
| 1951 1 ^{er} semestre | + 1,0 | - 0,8 | - 0,4 | + 0,3 | - 0,9 | + 0,1 | + 1,3 | + 0,1 | - 2,1 | + 1,4 | - 0,3 | - 0,1 | — | + 0,2 | + 0,4 | - 0,8 | + 0,1 |
| 2 ^e semestre | +11,4 | + 1,7 | + 0,9 | + 0,8 | + 3,4 | +14,8 | + 9,2 | + 4,5 | + 0,4 | + 1,6 | - 0,4 | - 0,2 | + 0,2 | - 0,4 | - 0,2 | + 0,1 | +14,8 |
| Total ... | +12,4 | + 0,9 | + 0,5 | + 1,1 | + 2,5 | +14,9 | +10,5 | + 4,6 | - 1,7 | + 3,0 | - 0,7 | - 0,3 | + 0,2 | - 0,2 | + 0,2 | - 0,7 | +14,9 |
| 1952 1 ^{er} semestre | + 3,1 | + 3,7 | - 0,9 | + 0,2 | + 3,0 | + 6,1 | + 7,0 | + 3,7 | - 0,3 | - 2,5 | + 0,1 | - 0,2 | - 1,3 | - 0,6 | + 0,8 | - 0,6 | + 6,1 |
| 2 ^e semestre | + 2,9 | + 0,3 | + 0,1 | + 0,1 | + 0,5 | + 3,4 | - 0,6 | + 1,5 | + 0,7 | + 2,8 | + 0,1 | - 0,2 | + 0,3 | - 0,2 | - 0,4 | - 0,6 | + 3,4 |
| Total ... | + 6,0 | + 4,0 | - 0,8 | + 0,3 | + 3,5 | + 9,5 | + 6,4 | + 5,2 | + 0,4 | + 0,3 | + 0,2 | - 0,4 | - 1,0 | - 0,8 | + 0,4 | - 1,2 | + 9,5 |
| 1953 1 ^{er} semestre | + 1,3 | + 0,7 | — | - 0,9 | - 0,2 | + 1,1 | - 1,1 | + 1,7 | + 0,9 | - 0,4 | — | - 0,2 | - 1,3 | + 0,7 | + 0,2 | + 0,6 | + 1,1 |
| 2 ^e semestre | + 4,5 | + 1,3 | - 0,1 | - 0,3 | + 0,9 | + 5,4 | + 0,1 | + 4,2 | — | + 2,6 | - 0,1 | - 0,7 | + 1,0 | - 0,5 | - 0,5 | - 0,7 | + 5,4 |
| Total ... | + 5,8 | + 2,0 | - 0,1 | - 1,2 | + 0,7 | + 6,5 | - 1,0 | + 5,9 | + 0,9 | + 2,2 | - 0,1 | - 0,9 | - 0,3 | + 0,2 | - 0,3 | - 0,1 | + 6,5 |
| 1954 1 ^{er} semestre | + 2,0 | - 1,0 | + 0,1 | - 0,1 | - 1,0 | + 1,0 | - 3,8 | + 1,5 | + 1,2 | - 0,5 | - 0,2 | - 0,6 | + 0,5 | + 0,9 | — | + 2,0 | + 1,0 |
| 2 ^e semestre | + 1,3 | + 1,7 | + 0,4 | — | + 2,1 | + 3,4 | - 0,9 | - 1,2 | + 2,0 | + 3,5 | - 0,5 | - 0,4 | + 1,4 | — | + 0,7 | - 1,2 | + 3,4 |
| Total ... | + 3,3 | + 0,7 | + 0,5 | - 0,1 | + 1,1 | + 4,4 | - 4,7 | + 0,3 | + 3,2 | + 3,0 | - 0,7 | - 1,0 | + 1,9 | + 0,9 | + 0,7 | + 0,8 | + 4,4 |
| 1955 1 ^{er} semestre | + 4,0 | + 1,1 | - 0,3 | — | + 0,8 | + 4,8 | + 1,9 | + 1,2 | + 1,0 | + 1,3 | - 0,1 | - 0,5 | + 0,1 | + 0,3 | - 0,8 | + 0,4 | + 4,8 |
| 3 ^e trimestre | - 0,2 | - 0,2 | + 0,2 | — | — | - 0,2 | + 1,7 | - 0,3 | + 0,5 | - 1,5 | - 0,1 | - 0,2 | + 0,8 | — | + 0,1 | - 1,2 | - 0,2 |
| 4 ^e trimestre | + 5,3 | + 1,2 | + 0,4 | — | + 1,6 | + 6,9 | + 0,5 | + 2,3 | + 0,5 | + 2,9 | + 0,2 | - 0,2 | + 0,8 | - 0,1 | + 0,1 | - 0,1 | + 6,9 |
| Total ... | + 9,1 | + 2,1 | + 0,3 | — | + 2,4 | +11,5 | + 4,1 | + 3,2 | + 2,0 | + 2,7 | — | - 0,9 | + 1,7 | + 0,2 | - 0,6 | - 0,9 | +11,5 |

* Mouvement des crédits directs au Trésor + solde des opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger.

II. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

BANQUE DE FRANCE (milliards de francs français)

86¹

| Rubriques | 1955 4 août | 1955 8 septembre | 1955 6 octobre | 1955 10 novembre | 1955 8 décembre | 1956 5 janvier | 1956 9 février | 1956 5 avril |
|--|----------------|---------------------|-------------------|---------------------|--------------------|-------------------|-------------------|-----------------|
| ACTIF | | | | | | | | |
| Encaisse or | 201 | 201 | 201 | 201 | 201 | 301 | 301 | 301 |
| Disponibilités à vue à l'étranger | 200 | 200 | 200 | 200 | 200 | 200 | 198 | 178 |
| Monnaies divisionnaires | 15 | 15 | 15 | 17 | 16 | 17 | 18 | 18 |
| Comptes courants postaux | 24 | 27 | 32 | 33 | 35 | 41 | 32 | 45 |
| Av. au Fonds de Stabilisat. des changes ¹ | 229 | 267 | 273 | 295 | 293 | 191 | 191 | 182 |
| Bon du Trésor négociable : Engagement de l'Etat relatif au dépôt d'or de la Banque Nationale de Belgique | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 |
| Prêts sans intérêts à l'Etat ² | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 |
| Av. provisoires extraordinaires à l'Etat du 25 août 1940 au 20 juillet 1944 ³ | 426 | 426 | 426 | 426 | 426 | 426 | 426 | 426 |
| Avances provisoires à l'Etat ⁴ | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 190 | 183 | 183 |
| Avances spéciales à l'Etat ⁵ | 95 | 98 | 76 | 51 | 79 | 60 | 59 | 23 |
| Portefeuille d'escompte | 1.098 | 1.138 | 1.129 | 1.082 | 1.120 | 1.260 | 1.278 | 1.381 |
| <i>Effets escomptés sur la France</i> | 593 | 635 | 624 | 554 | 565 | 614 | 632 | 625 |
| <i>Effets escomptés sur l'étranger</i> | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,3 |
| <i>Effets garant. par l'Office des céréales</i> ⁶ | 9 | 7 | 25 | 43 | 43 | 45 | 33 | 20 |
| <i>Effets de mobilisation de crédits à moyen terme</i> | 496 | 496 | 480 | 485 | 512 | 601 | 613 | 736 |
| Effets négociables achetés en France ⁷ ... | 233 | 162 | 234 | 256 | 221 | 196 | 186 | 194 |
| Avances à 30 jours sur effets publics | 13 | 9 | 12 | 13 | 9 | 8 | 8 | 16 |
| Avances sur titres | 10 | 8 | 9 | 10 | 9 | 8 | 8 | 9 |
| Avances sur or | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Hôtel et mobilier de la Banque | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Rentes pourvues d'affectations spéciales ⁸ | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 |
| Effets en cours de recouvrement | 28 | 15 | 17 | 22 | 16 | 43 | 15 | 46 |
| Divers | 47 | 47 | 48 | 49 | 49 | 49 | 49 | 49 |
| Total ... | 2.863 | 2.857 | 2.916 | 2.899 | 2.918 | 3.044 | 3.006 | 3.105 |

| | | | | | | | | |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| PASSIF | | | | | | | | |
| Engagements à vue : | | | | | | | | |
| Billets au porteur en circulation | 2.657 | 2.669 | 2.733 | 2.705 | 2.735 | 2.837 | 2.802 | 2.879 |
| Comptes courants créditeurs | 131 | 121 | 115 | 119 | 115 | 128 | 136 | 150 |
| <i>Compte courant du Trésor public</i> | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,1 |
| <i>Comptes courants des accords de coopération économique</i> | 9 | 7 | 4 | 1 | 0,0 | 0,2 | 0,3 | 0,1 |
| <i>Comptes courants des banques et institutions financières françaises et étrangères</i> | 50 | 49 | 47 | 55 | 47 | 57 | 67 | 83 |
| <i>Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue</i> | 72 | 65 | 64 | 63 | 68 | 71 | 69 | 67 |
| Capital de la Banque | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 |
| Bénéfices en addition au capital ⁹ | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 |
| Réserves mobilières légales ⁸ | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Réserve immobilière | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Divers | 75 | 67 | 68 | 75 | 68 | 79 | 68 | 76 |
| Total ... | 2.863 | 2.857 | 2.916 | 2.899 | 2.918 | 3.044 | 3.006 | 3.105 |

¹ Convention du 27 juin 1949.

² Loi du 9 juin 1857, convention du 29 mars 1878, loi du 18 juin 1878, prorogée, lois des 17 novembre 1897, 29 décembre 1911, 20 décembre 1918 et 25 juin 1928, convention du 12 novembre 1938, décret du 12 novembre 1938, convention du 27 mars 1947, loi du 29 mars 1947.

³ Conventions des 25 août, 29 octobre, 12 décembre, 30 décembre 1940, 20 février, 30 avril, 10 mai, 11 juin, 11 septembre, 27 novembre, 26 décembre 1941, 5 mars, 30 avril, 11 juin, 17 septembre, 19 novembre 1942, 21 janvier, 31 mars, 8 juillet, 30 septembre, 16 décembre 1943, 23 mars, 17 mai et 20 juillet 1944.

⁴ Convention du 29 septembre 1938 approuvée par le décret du 1^{er} septembre 1939, convention du 29 février 1940 approuvée par le décret du 29 février 1940, convention du 9 juin 1940 approuvée par le décret du 9 juin 1940, convention du 8 juin 1944 approuvée par la loi du 15 juillet 1944, convention du 24 juin 1947 approuvée par la loi du 26 juin 1947, convention du 25 septembre 1947 approuvée par le décret du 1^{er} octobre 1947, convention du 22 janvier 1953 approuvée par la loi du 23 janvier 1953.

⁵ Convention du 11 juillet 1953 approuvée par la loi du même jour.

⁶ Loi du 15 août 1930, décret du 29 juillet 1939, loi du 19 mai 1941.

⁷ Décret du 17 juin 1938.

⁸ Loi du 17 mai 1834, décrets des 27 avril et 2 mai 1848, loi du 9 juin 1857.

⁹ Lois des 9 juin 1857 et 17 novembre 1897.

BANK OF ENGLAND
(millions de £)

86²

| Rubriques | 1955 7 septembre | 1955 5 octobre | 1955 9 novembre | 1955 7 décembre | 1956 4 janvier | 1956 8 février | 1956 7 mars | 1956 4 avril |
|-----------|---------------------|-------------------|--------------------|--------------------|-------------------|-------------------|----------------|-----------------|
|-----------|---------------------|-------------------|--------------------|--------------------|-------------------|-------------------|----------------|-----------------|

Département d'émission

ACTIF

| | | | | | | | | |
|---|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Dette de l'Etat | 11 | 11 | 11 | 11 | 11 | 11 | 11 | 11 |
| Autres fonds publics | 1.785 | 1.785 | 1.785 | 1.835 | 1.885 | 1.810 | 1.810 | 1.860 |
| Autres titres | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Monnaies autres que monnaies d'or | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 |
| Montant de l'émission fiduciaire | 1.800 | 1.800 | 1.800 | 1.850 | 1.900 | 1.825 | 1.825 | 1.875 |
| Monnaies d'or et lingots | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,4 |
| | 1.800 | 1.800 | 1.800 | 1.850 | 1.900 | 1.825 | 1.825 | 1.875 |

PASSIF

| | | | | | | | | |
|-------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Billets émis : | | | | | | | | |
| En circulation | 1.781 | 1.769 | 1.772 | 1.828 | 1.848 | 1.777 | 1.801 | 1.852 |
| Au Département bancaire | 19 | 31 | 28 | 22 | 52 | 48 | 24 | 23 |
| | 1.800 | 1.800 | 1.800 | 1.850 | 1.900 | 1.825 | 1.825 | 1.875 |

Département bancaire

ACTIF

| | | | | | | | | |
|----------------------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|
| Fonds publics | 287 | 271 | 262 | 288 | 205 | 237 | 257 | 277 |
| Autres titres : | | | | | | | | |
| Escomptes et avances | 26 | 37 | 40 | 22 | 72 | 32 | 29 | 23 |
| Titres | 17 | 16 | 17 | 17 | 17 | 17 | 17 | 17 |
| Billets | 19 | 31 | 28 | 22 | 52 | 48 | 24 | 23 |
| Monnaies | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| | 351 | 357 | 349 | 351 | 348 | 336 | 329 | 342 |

PASSIF

| | | | | | | | | |
|---|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|
| Capital | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 |
| Réserves | 4 | 3 | 3 | 3 | 3 | 4 | 4 | 4 |
| Dépôts publics : | | | | | | | | |
| Comptes publics (y compris Trésor, Banques d'épargne, commissaires de la Dette publique et comptes de dividendes) | 10 | 19 | 16 | 11 | 23 | 9 | 11 | 16 |
| Trésor, compte spécial | 3 | 2 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 |
| Autres dépôts : | | | | | | | | |
| Banquiers | 253 | 251 | 247 | 249 | 232 | 234 | 227 | 225 |
| Autres comptes | 66 | 67 | 65 | 70 | 72 | 71 | 69 | 79 |
| | 351 | 357 | 349 | 351 | 348 | 336 | 329 | 342 |

FEDERAL RESERVE BANKS ¹

86³

(millions de \$)

| Rubriques | 1955 7 septembre | 1955 5 octobre | 1955 9 novembre | 1955 7 décembre | 1956 4 janvier | 1956 8 février | 1956 7 mars | 1956 4 avril |
|---|---------------------|-------------------|--------------------|--------------------|-------------------|-------------------|----------------|-----------------|
| ACTIF | | | | | | | | |
| Certificats-or | 20.145 | 20.153 | 20.172 | 20.137 | 20.141 | 20.156 | 20.166 | 20.191 |
| Fonds de rachat des billets des F.R. | 848 | 841 | 832 | 863 | 868 | 857 | 848 | 845 |
| Total des réserves de certificats-or | 20.993 | 20.994 | 21.004 | 21.000 | 21.009 | 21.013 | 21.014 | 21.036 |
| Billets F.R. d'autres banques | 205 | 239 | 221 | 237 | 351 | 361 | 311 | 293 |
| Autres encaisses | 330 | 353 | 318 | 299 | 332 | 444 | 422 | 382 |
| Escompte et avances | 598 | 650 | 1.201 | 978 | 398 | 827 | 650 | 644 |
| Prêts à l'économie privée | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Acceptations achetées directement | 16 | 18 | 17 | 17 | 23 | 16 | 16 | 15 |
| Acceptations détenues en vertu d'une convention de rachat | — | 2 | — | — | 1 | — | — | — |
| Fonds publics : | | | | | | | | |
| Achetés directement | | | | | | | | |
| Effets | 1.039 | 1.007 | 1.802 | 1.355 | 1.502 | 555 | 538 | 699 |
| Certificats | 2.520 | 2.520 | 2.520 | 2.520 | 5.921 | 5.921 | 5.920 | 10.932 |
| Billets | 17.399 | 17.399 | 17.400 | 17.400 | 14.166 | 14.166 | 14.166 | 9.154 |
| Obligations | 2.802 | 2.802 | 2.802 | 2.802 | 2.802 | 2.802 | 2.802 | 2.802 |
| Total achetés directement ... | 23.760 | 23.728 | 24.024 | 24.077 | 24.391 | 23.444 | 23.426 | 23.587 |
| Détenus en vertu d'une convention de rachat | — | 104 | — | 296 | 272 | — | 91 | 21 |
| Total des fonds publics | 23.760 | 23.832 | 24.024 | 24.373 | 24.663 | 23.444 | 23.517 | 23.608 |
| Total des prêts et des fonds publics | 24.375 | 24.503 | 25.243 | 25.369 | 25.086 | 24.288 | 24.184 | 24.268 |
| Avoirs sur banques étrangères | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Moyens de trésorerie non encaissés | 3.600 | 4.184 | 3.949 | 4.164 | 5.212 | 3.936 | 4.113 | 4.205 |
| Immeubles | 59 | 59 | 60 | 60 | 61 | 62 | 63 | 65 |
| Autres avoirs | 176 | 135 | 175 | 210 | 168 | 211 | 140 | 115 |
| Total actif ... | 49.738 | 50.467 | 50.970 | 51.339 | 52.219 | 50.315 | 50.247 | 50.364 |

EXIGIBLE

| | | | | | | | | |
|---|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Billets de la Federal Reserve | 26.187 | 26.131 | 26.413 | 26.781 | 26.838 | 26.122 | 26.044 | 26.046 |
| Dépôts : | | | | | | | | |
| Banques affiliées — compte de réserve | 18.207 | 18.507 | 18.554 | 18.647 | 19.418 | 18.675 | 18.518 | 18.586 |
| Trésor américain — compte général ... | 475 | 481 | 616 | 469 | 265 | 305 | 452 | 503 |
| Etrangers | 377 | 389 | 400 | 442 | 451 | 369 | 357 | 327 |
| Autres | 374 | 388 | 388 | 427 | 424 | 315 | 347 | 302 |
| Total dépôts | 19.433 | 19.765 | 19.958 | 19.985 | 20.558 | 19.664 | 19.674 | 19.718 |
| Moyens de trésor. avec disponib. différée | 2.941 | 3.367 | 3.425 | 3.372 | 3.672 | 3.338 | 3.305 | 3.339 |
| Autres engagements et dividendes courus | 15 | 18 | 21 | 22 | 14 | 14 | 16 | 18 |
| Total exigible ... | 48.576 | 49.281 | 49.817 | 50.160 | 51.082 | 49.138 | 49.039 | 49.121 |

COMPTES DE CAPITAL

| | | | | | | | | |
|---|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Capital libéré | 297 | 298 | 300 | 300 | 303 | 306 | 309 | 310 |
| Surplus (section 7) | 661 | 661 | 661 | 661 | 694 | 694 | 694 | 694 |
| Surplus (section 13b) | 27 | 27 | 27 | 27 | 27 | 28 | 27 | 27 |
| Autres comptes de capital | 177 | 200 | 165 | 191 | 113 | 149 | 178 | 212 |
| Total passif ... | 49.738 | 50.467 | 50.970 | 51.339 | 52.219 | 50.315 | 50.247 | 50.364 |
| Engagements éventuels sur acceptations achetées p ^r correspondants étrangers ... | 27 | 27 | 29 | 27 | 33 | 32 | 39 | 42 |
| Engagem. d'emprunts à l'économie privée | 3 | 3 | 3 | 2 | 2 | 3 | 2 | 2 |
| Coefficient des réserves de certificats-or par rapport aux dépôts et billets F.R. | 46,0 % | 45,7 % | 45,3 % | 44,9 % | 44,3 % | 45,9 % | 46,0 % | 46,0 % |

¹ Situation globale des douze banques de réserve fédérales.

NEDERLANDSCHE BANK
(millions de florins)

86⁴

| Rubriques | 1955 5 septembre | 1955 10 octobre | 1955 7 novembre | 1955 ¹ 5 décembre | 1956 9 janvier | 1956 6 février | 1956 5 mars | 1956 9 avril |
|---|---------------------|--------------------|--------------------|---------------------------------|-------------------|-------------------|----------------|-----------------|
| ACTIF | | | | | | | | |
| Effets, promesses et obligat. escomptés ¹ | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Effets, certificats du Trésor et obligations achetés par la Banque (art. 15, 4 ^o , de la loi bancaire de 1948) | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Certif. du Trésor repris par la Banque à l'Etat en vertu de la conv. du 26-2-1947 | 322 | 322 | 322 | 322 | 322 | 242 | 217 | 240 |
| Avances en comptes courants nantis (y compris les prêts) | 26 | 27 | 29 | 30 | 307 | 81 | 27 | 173 |
| <i>sur titres, etc.</i> ² | 25 | 25 | 26 | 28 | 305 | 79 | 25 | 172 |
| <i>sur produits et cédulas</i> | 1 | 2 | 3 | 2 | 2 | 2 | 2 | 1 |
| Avances à l'Etat (art. 20 de la loi bancaire de 1948) | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Créance comptable sur l'Etat en vertu de la convention du 26-2-47 | 300 | 300 | 300 | 300 | 200 | 200 | 200 | 200 |
| Lingots et monnaies | 3.077 | 3.090 | 3.207 | 3.282 | 3.320 | 3.314 | 3.345 | 3.334 |
| <i>Monnaies et lingots d'or</i> | 3.046 | 3.057 | 3.171 | 3.241 | 3.275 | 3.275 | 3.315 | 3.315 |
| <i>Monnaies d'argent, etc.</i> | 31 | 33 | 36 | 41 | 45 | 39 | 30 | 19 |
| Créances et titres libellés en monnaies étrangères | 1.472 | 1.471 | 1.405 | 1.366 | 1.426 | 1.511 | 1.458 | 1.414 |
| Moyens de paiement étrangers | 0,4 | 0,1 | 0,3 | 0,2 | 0,1 | 0,2 | 0,2 | 0,2 |
| Créances en florins résultant d'accords de paiement ³ | 218 | 251 | 214 | 223 | 218 | 168 | 193 | 192 |
| Placement du capital, des réserves, du fonds des pensions et du fonds de prévision | 150 | 150 | 151 | 150 | 151 | 151 | 151 | 150 |
| Immeubles et inventaires | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Comptes divers | 36 | 37 | 39 | 45 | 56 | 59 | 71 | 73 |
| | 5.602 | 5.649 | 5.668 | 5.719 | 6.001 | 5.727 | 5.663 | 5.777 |
| PASSIF | | | | | | | | |
| Capital | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 |
| Fonds de réserve | 26 | 26 | 26 | 26 | 26 | 26 | 26 | 26 |
| Réserves spéciales | 103 | 103 | 103 | 103 | 103 | 103 | 103 | 103 |
| Fonds de pension | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Fonds de prévis. du personnel temporaire | 2 | 1 | 1 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| Billets en circulation (émissions anciennes) | 28 | 28 | 28 | 28 | } 3.851 | } 3.838 | } 3.879 | } 3.857 |
| Billets en circulation (émissions nouvelles) | 3.772 | 3.752 | 3.786 | 3.831 | | | | |
| Accréditifs en circulation | — | — | 6 | — | — | — | 1 | — |
| Comptes courants | 1.552 | 1.631 | 1.608 | 1.626 | 1.894 | 1.624 | 1.530 | 1.665 |
| <i>Trésor public</i> | 357 | 345 | 196 | 338 | 571 | 421 | 251 | 400 |
| <i>Trésor public, compte spécial</i> | 514 | 514 | 514 | 490 | 490 | 490 | 490 | 490 |
| <i>Avoirs des banques aux Pays-Bas</i> | 499 | 574 | 725 | 595 | 636 | 510 | 576 | 549 |
| <i>Engagements résultant d'accords de paiement</i> | 112 | 125 | 96 | 109 | 112 | 113 | 110 | 127 |
| <i>Autres avoirs de non-résidents</i> | 22 | 21 | 20 | 19 | 18 | 20 | 16 | 15 |
| <i>Autres engagements</i> | 48 | 52 | 57 | 72 | 67 | 70 | 87 | 84 |
| Engagements libellés en monnaies étrang. | 46 | 31 | 32 | 24 | 45 | 45 | 30 | 39 |
| Comptes divers | 53 | 57 | 58 | 59 | 60 | 69 | 72 | 65 |
| | 5.602 | 5.649 | 5.668 | 5.719 | 6.001 | 5.727 | 5.663 | 5.777 |
| ¹ Dont Certificats du Trésor (escomptés directement par la Banque) | — | — | — | — | — | — | — | — |
| ² Dont à l'Indonésie (Loi du 15 mars 1938 — Staatsblad, nr 99) | 18 | 18 | 18 | 18 | 18 | 18 | 18 | 18 |
| ³ Dont créances consolidées suite à des conventions avec certains pays débiteurs. | — | 32 | 30 | 29 | 27 | 26 | 24 | 23 |
| N.B. — Soldes en florins résultant d'accords de paiement et placés en bons du Trésor néerlandais | 30 | 25 | 27 | 31 | 34 | 42 | 43 | 65 |
| Billets mis en circulation par la Banque pour compte de l'Etat | 164 | 166 | 168 | 170 | 169 | 160 | 152 | 146 |

SVERIGES RIKSBANK

(millions de kr.)

86⁵

| Rubriques | 1955 31 août | 1955 30 septembre | 1955 31 octobre | 1955 30 novembre | 1955 31 décembre | 1956 31 janvier | 1956 29 février | 1956 29 mars |
|--|-----------------|----------------------|--------------------|---------------------|---------------------|--------------------|--------------------|-----------------|
| ACTIF | | | | | | | | |
| Monnaies et lingots d'or | 582 | 582 | 594 | 612 | 607 | 612 | 599 | 601 |
| Surplus de valeur d'or | 784 | 784 | 801 | 825 | 819 | 825 | 806 | 810 |
| Fonds publics étrangers * | 584 | 627 | 625 | 628 | 631 | 600 | 590 | 624 |
| Effets sur l'étranger * | 74 | 75 | 76 | 75 | 78 | 75 | 78 | 65 |
| Créances nettes sur banques et banquiers étrangers * | 388 | 384 | 395 | 294 | 295 | 253 | 292 | 245 |
| Autres avoirs sur l'étranger | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Effets et obligations du Trésor suédois * | 2.866 | 2.839 | 3.210 | 3.282 | 4.023 | 3.693 | 3.627 | 3.603 |
| Effets payables en Suède * | 13 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 14 | 15 |
| Prêts nantis * | 55 | 144 | 14 | 66 | 10 | 9 | 9 | 29 |
| Avances en comptes courants * | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Prêts sur ventes à tempérament | 53 | 53 | 53 | 53 | 53 | 54 | 53 | 53 |
| Fonds de pensions déposés à l'administra- tion de la Dette publique | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 |
| Monnaies (autres qu'en or) | 28 | 29 | 27 | 24 | 21 | 26 | 28 | 28 |
| Chèques et effets bancaires | 8 | 8 | 3 | 7 | 10 | 9 | 10 | 13 |
| Autres valeurs actives intérieures | 32 | 34 | 31 | 32 | 82 | 72 | 55 | 31 |
| Quota de la Suède au F.M.I. | 517 | 517 | 517 | 517 | 517 | 517 | 517 | 517 |
| Participation de la Suède au capital de la B.I.R.D. | 103 | 103 | 103 | 103 | 103 | 103 | 103 | 103 |
| Total ... | 6.095 | 6.202 | 6.472 | 6.541 | 7.272 | 6.871 | 6.789 | 6.745 |
| PASSIF | | | | | | | | |
| Billets en circulation ¹ | 4.775 | 4.861 | 4.925 | 5.029 | 5.318 | 5.047 | 5.014 | 5.073 |
| Effets bancaires | 6 | 6 | 3 | 5 | 4 | 4 | 4 | 2 |
| Dépôts en comptes chèques : | 237 | 193 | 391 | 295 | 747 | 565 | 514 | 325 |
| <i>Institutions officielles</i> | 106 | 97 | 106 | 142 | 320 | 288 | 333 | 213 |
| <i>Banques commerciales</i> | 126 | 89 | 281 | 149 | 418 | 272 | 172 | 108 |
| <i>Autres déposants</i> | 5 | 7 | 4 | 4 | 9 | 5 | 9 | 4 |
| Dépôts | 95 | 150 | 149 | 203 | 210 | 265 | 266 | 345 |
| Comptes d'ajustements de change | 339 | 339 | 339 | 339 | 341 | 341 | 341 | 341 |
| Autres engagements | 35 | 45 | 57 | 61 | 43 | 13 | 14 | 23 |
| Capital | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 |
| Fonds de prêts sur ventes à tempérament | 65 | 65 | 65 | 65 | 65 | 65 | 65 | 65 |
| Fonds de réserve | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 |
| Fonds de pensions | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 |
| Bénéfices reportés | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 |
| Bénéfice pour 1955 | — | — | — | — | — | 28 | 28 | 28 |
| Fonds Monétaire International | 388 | 388 | 388 | 388 | 388 | 388 | 388 | 388 |
| Banque Internationale de Reconstruction et de Développement | 78 | 78 | 78 | 79 | 79 | 78 | 78 | 78 |
| Total ... | 6.095 | 6.202 | 6.472 | 6.541 | 7.272 | 6.871 | 6.789 | 6.745 |

N. B. La couverture supplémentaire des billets (art. 10 de la loi sur la Riksbank) comprend les rubriques actives marquées d'un astérisque.

¹ Le montant maximum de l'émission fiduciaire autorisée par la loi no 326 du 4 juin 1954 est de 5.500 millions de kr.; à partir du 8 juin 1955, la loi no 810 a porté ce montant à 5.800 millions de kr.

BANCA D'ITALIA

(milliards de liras)

86⁶

| Rubriques | 1955 30 juin | 1955 31 juillet | 1955 31 août | 1955 30 septembre | 1955 31 octobre | 1955 30 novembre | 1955 31 décembre | 1956 31 janvier |
|--|-----------------|--------------------|-----------------|----------------------|--------------------|---------------------|---------------------|--------------------|
| ACTIF | | | | | | | | |
| Encaisse en or | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 |
| Or à l'étranger dû par l'Etat | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| Caisse ¹ | 8 | 8 | 8 | 7 | 6 | 7 | 7 | 8 |
| Portefeuille d'escompte | 263 | 270 | 291 | 296 | 303 | 309 | 335 | 329 |
| Effets reçus à l'encaissement | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 |
| Avances sur titres et sur marchandises et comptes courants | 121 | 93 | 90 | 78 | 93 | 77 | 83 | 74 |
| Disponibilités en devises à l'étranger | 71 | 74 | 76 | 76 | 76 | 69 | 70 | 70 |
| Titres émis ou garantis par l'Etat | 47 | 46 | 46 | 46 | 46 | 54 | 60 | 58 |
| Immeubles | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Débiteurs divers | 706 | 727 | 753 | 776 | 790 | 772 | 764 | 774 |
| Créances diverses | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 3 | 4 |
| Avances provisoires à l'Etat | 77 | 77 | 77 | 77 | 77 | 77 | 77 | 77 |
| Avances extraordinaires à l'Etat | 343 | 343 | 343 | 343 | 343 | 343 | 343 | 343 |
| Emissions des autorités militaires alliées ou pour leur compte | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 |
| Compte courant du Trésor ² | 41 | 95 | 67 | 118 | 92 | 143 | 176 | 175 |
| Placements en titres pour le compte du Trésor | 315 | 330 | 320 | 335 | 330 | 345 | 355 | 360 |
| Services divers pour le compte de l'Etat . | 14 | 13 | 7 | 10 | 4 | 5 | 11 | 13 |
| Dépenses diverses | 16 | 17 | 19 | 20 | 22 | 23 | 30 | 1 |
| Total de l'actif ... | 2.177 | 2.248 | 2.252 | 2.337 | 2.337 | 2.379 | 2.465 | 2.437 |
| PASSIF | | | | | | | | |
| Billets en circulation | 1.428 | 1.508 | 1.481 | 1.506 | 1.496 | 1.504 | 1.672 | 1.547 |
| Chèques et autres dettes à vue ³ | 20 | 19 | 18 | 16 | 15 | 16 | 21 | 13 |
| Comptes courants à vue | 57 | 64 | 66 | 67 | 59 | 72 | 81 | 71 |
| Comptes courants à terme et réserves obligatoires des banques | 474 | 486 | 510 | 566 | 587 | 608 | 513 | 645 |
| Créditeurs divers | 127 | 120 | 121 | 130 | 127 | 127 | 124 | 134 |
| Comptes courants du Trésor public : ordinaire | — | — | — | — | — | — | — | — |
| spécial | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Comptes courants des Accords de coopé- ration économique | 53 | 32 | 35 | 29 | 29 | 27 | 22 | 23 |
| Capital | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 |
| Fonds de réserve ordinaire | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Fonds de réserve extraordinaire | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Bénéfices de l'exercice en cours | 16 | 17 | 19 | 21 | 22 | 23 | 30 | 2 |
| Total du passif et du patrimoine ... | 2.177 | 2.248 | 2.252 | 2.337 | 2.337 | 2.379 | 2.465 | 2.437 |
| Déposants de titres et valeurs (compte d'ordre) | 3.349 | 4.289 | 4.179 | 3.822 | 3.706 | 3.669 | 3.684 | 3.478 |
| Escomptes effectués | 31 | 98 | 143 | 41 | 38 | 115 | 161 | 41 |
| Avances effectuées | 353 | 337 | 349 | 276 | 342 | 254 | 486 | 287 |
| Opérations au comptant liquidées par les Chambres de compensation | 5.133 | 5.563 | 5.022 | 5.101 | 5.779 | 4.891 | 6.508 | 5.928 |
| ¹ Comprend les billets et monnaies pour compte du Trésor | 6 | 6 | 6 | 5 | 5 | 6 | 5 | 6 |
| ² Solde du fonds spécial | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| ³ Comprend valeurs et assignations | 14 | 16 | 14 | 14 | 13 | 12 | 14 | 11 |

* Chiffres provisoires.

BANK DEUTSCHER LÄNDER

(millions de D.M.)

86⁷

| Rubriques | 1955 7 septembre | 1955 7 octobre | 1955 7 novembre | 1955 7 décembre | 1956 7 janvier | 1956 7 février | 1956 7 mars | 1956 7 avril |
|---|---------------------|-------------------|--------------------|--------------------|-------------------|-------------------|----------------|-----------------|
| ACTIF | | | | | | | | |
| Or | 3.370 | 3.463 | 3.587 | 3.665 | 3.853 | 3.992 | 4.155 | 4.202 |
| Avoirs auprès de banques étrangères | 8.324 | 8.424 | 8.542 | 8.520 | 8.626 | 8.641 | 8.623 | 8.878 |
| Monnaies étrangères, lettres de change et chèques sur l'étranger | 635 | 591 | 523 | 607 | 631 | 651 | 695 | 703 |
| Avoirs en comptes chèques postaux | 87 | 76 | 78 | 81 | 80 | 83 | 77 | 94 |
| Effets sur l'intérieur | 1.147 | 1.358 | 1.708 | 2.188 | 2.112 | 2.337 | 2.885 | 2.708 |
| Effets du Trésor et bons du Trésor sans intérêt des administrations de l'Etat ... | 85 | 88 | 54 | 147 | 181 | 89 | 292 | 170 |
| Monnaies divisionnaires allemandes | 61 | 51 | 50 | 36 | 53 | 60 | 62 | 55 |
| Prêts sur créances de compensation | 15 | 27 | 29 | 36 | — | — | — | — |
| Avances et crédits à court terme | 108 | 106 | 114 | 108 | 131 | 129 | 115 | 122 |
| Titres | 23 | 24 | 24 | 23 | 19 | 18 | 19 | 21 |
| Créances sur les pouvoirs publics | 1.530 | 1.532 | 1.533 | 1.533 | 1.534 | 1.534 | 1.534 | 1.534 |
| a) <i>créances de compensation</i> | 908 | 910 | 911 | 911 | 912 | 912 | 912 | 912 |
| b) <i>titres d'obligation</i> | 622 | 622 | 622 | 622 | 622 | 622 | 622 | 622 |
| Crédit à l'Etat pour participation au Fonds Monétaire et à la Banque Mondiale | 391 | 391 | 391 | 391 | 391 | 391 | 391 | 391 |
| Autres valeurs actives | 122 | 58 | 65 | 84 | 44 | 64 | 60 | 78 |
| | 15.898 | 16.189 | 16.698 | 17.419 | 17.655 | 17.989 | 18.908 | 18.956 |

| | | | | | | | | |
|--|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| PASSIF | | | | | | | | |
| Billets en circulation | 12.343 | 12.785 | 12.590 | 13.036 | 12.942 | 12.630 | 12.866 | 13.039 |
| Dépôts : | | | | | | | | |
| a) des banques centrales des Länder ... | 934 | 442 | 858 | 804 | 792 | 713 | 765 | 879 |
| b) des Administrations de l'Etat : ... | 1.299 | 1.816 | 2.085 | 2.421 | 2.660 | 3.466 | 4.061 | 3.835 |
| <i>comptes de contre-valeur de l'Etat</i> . | 291 | 309 | 269 | 261 | 245 | 255 | 213 | 222 |
| <i>autres avoirs</i> | 1.008 | 1.507 | 1.816 | 2.160 | 2.415 | 3.211 | 3.848 | 3.613 |
| c) administrations alliées | 297 | 275 | 260 | 244 | 254 | 234 | 238 | 226 |
| d) autres | 34 | 29 | 48 | 17 | 82 | 44 | 43 | 44 |
| Engagements résultant des transactions avec l'étranger | 266 | 206 | 210 | 243 | 261 | 198 | 227 | 228 |
| Autres valeurs passives | 383 | 294 | 305 | 312 | 322 | 362 | 366 | 363 |
| a) <i>provisions</i> | 181 | 181 | 182 | 181 | 180 | 180 | 180 | 180 |
| b) <i>autres</i> | 202 | 113 | 123 | 131 | 142 | 182 | 186 | 183 |
| Capital social | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Réserves légales et autres | 242 | 242 | 242 | 242 | 242 | 242 | 242 | 242 |
| | 15.898 | 16.189 | 16.698 | 17.419 | 17.655 | 17.989 | 18.908 | 18.956 |

BANQUE NATIONALE SUISSE
86⁸
(millions de francs suisses)

| Rubriques | 1955 7 septembre | 1955 7 octobre | 1955 7 novembre | 1955 7 décembre | 1956 7 janvier | 1956 7 février | 1956 7 mars | 1956 7 avril |
|--|---------------------|-------------------|--------------------|--------------------|-------------------|-------------------|----------------|-----------------|
| ACTIF | | | | | | | | |
| Encaisse or | 6.268 | 6.366 | 6.416 | 6.561 | 6.689 | 6.667 | 6.729 | 6.753 |
| Disponibilités à l'étranger | 562 | 580 | 577 | 580 | 570 | 580 | 603 | 580 |
| <i>pouvant servir de couverture</i> | 562 | 580 | 577 | 580 | 570 | 580 | 603 | 580 |
| <i>autres</i> | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Portefeuille effets sur la Suisse | 118 | 118 | 101 | 116 | 137 | 114 | 98 | 91 |
| <i>Effets de change</i> | 101 | 113 | 101 | 115 | 135 | 114 | 98 | 91 |
| <i>Rescriptions de la Confédération Suisse</i> | 17 | 5 | — | 1 | 2 | — | — | — |
| Avances sur nantissement | 50 | 58 | 64 | 66 | 50 | 24 | 27 | 34 |
| Titres | 46 | 46 | 46 | 46 | 46 | 46 | 46 | 45 |
| <i>pouvant servir de couverture</i> | — | — | — | — | — | 1 | 1 | — |
| <i>autres</i> | 46 | 46 | 46 | 46 | 46 | 45 | 45 | 45 |
| Correspondants en Suisse | 11 | 10 | 11 | 16 | 12 | 9 | 12 | 11 |
| Autres postes de l'actif | 31 | 35 | 46 | 41 | 32 | 27 | 31 | 27 |
| Total ... | 7.086 | 7.213 | 7.261 | 7.426 | 7.536 | 7.467 | 7.546 | 7.541 |

PASSIF

| | | | | | | | | |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Fonds propres | 47 | 47 | 47 | 47 | 47 | 47 | 47 | 48 |
| Billets en circulation | 5.069 | 5.136 | 5.142 | 5.231 | 5.287 | 5.028 | 5.060 | 5.120 |
| Engagements à vue | 1.813 | 1.867 | 1.907 | 1.985 | 2.034 | 2.230 | 2.275 | 2.214 |
| <i>Comptes de virements des banques du commerce et de l'industrie</i> | 1.353 | 1.394 | 1.487 | 1.506 | 1.655 | 1.859 | 1.896 | 1.749 |
| <i>Autres engagements à vue</i> | 460 | 473 | 420 | 479 | 379 | 371 | 379 | 465 |
| Autres postes du passif | 157 | 163 | 165 | 163 | 168 | 162 | 164 | 159 |
| Total ... | 7.086 | 7.213 | 7.261 | 7.426 | 7.536 | 7.467 | 7.546 | 7.541 |

TAUX D'ESCOMPTE DES PRINCIPALES BANQUES D'EMISSION
86⁹
(au 31 mars 1956)
(en % depuis la date indiquée)

| | | | | | |
|---|-----------------|-------------------|------------------------|-----------------|------|
| Allemagne | 8 mars 1956 | 4,50 | Grande-Bretagne | 16 février 1956 | 5,50 |
| Autriche | 17 novemb. 1955 | 5,— | Grèce | 1 janvier 1955 | 9,— |
| Belgique | 4 août 1955 | 3,— ¹ | Irlande | 25 mai 1954 | 3,— |
| Canada | 19 novemb. 1955 | 2,75 ² | Italie | 6 avril 1950 | 4,— |
| Congo belge et Ruanda-Urundi | 6 avril 1953 | 3,50 ³ | Norvège | 14 février 1955 | 3,50 |
| Danemark | 25 mai 1955 | 6,— | Pays-Bas | 7 février 1956 | 3,— |
| Espagne | 1 juillet 1954 | 3,75 | Portugal | 12 janvier 1944 | 2,50 |
| Etats-Unis (Federal Reserve Bank of New-York) | 18 novemb. 1955 | 2,50 ⁴ | Suède | 19 avril 1955 | 3,75 |
| Finlande | 1 décemb. 1954 | 5,— | Suisse | 26 novemb. 1936 | 1,50 |
| France | 2 décemb. 1954 | 3,— | Turquie | 28 juin 1955 | 4,50 |

¹ Taux de traites acceptées domiciliées en banque et warrants. Autres taux, voir tableau 2.

² Depuis le 5 avril 1956 : 3 %.

³ Taux de traites acceptées domiciliées en banque.

⁴ Depuis le 18 avril 1956 : 2,75 %.

III. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE ¹

87

Situations en milliers de francs suisses or
[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

| ACTIF | 31 janvier 1956 | | 29 février 1956 | | 31 mars 1956 | | PASSIF | 31 janvier 1956 | | 29 février 1956 | | 31 mars 1956 | |
|---|-----------------|-------|-----------------|-------|--------------|-------|--|-----------------|-------|-----------------|-------|--------------|-------|
| | | % | | % | | % | | | % | | % | | % |
| I. Or en lingots et monnayé | 592.280 | 35,7 | 560.966 | 33,1 | 602.341 | 34,3 | I. Capital : | | | | | | |
| II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue | 53.162 | 3,2 | 54.914 | 3,2 | 56.973 | 3,2 | Actions libérées de 25 % | 125.000 | 7,5 | 125.000 | 7,4 | 125.000 | 7,1 |
| III. Portefeuille réescomptable : | 388.536 | | 465.145 | | 480.882 | | II. Réserves : | 20.949 | 1,3 | 20.949 | 1,2 | 20.949 | 1,2 |
| 1. Effets de commerce et acceptations de banque | 38.417 | 2,3 | 38.553 | 2,3 | 40.281 | 2,3 | 1. Fonds de Réserve légale | 7.606 | | 7.606 | | 7.606 | |
| 2. Bons du Trésor | 350.119 | 21,1 | 426.692 | 25,1 | 440.601 | 25,1 | 2. Fonds de Réserve générale | 13.343 | | 13.343 | | 13.343 | |
| IV. Effets divers remobilisabl. sur dem. | 102.023 | 6,2 | 101.632 | 6,0 | 106.618 | 6,1 | III. Dépôts (br) : | 466.516 | | 485.257 | | 552.044 | |
| V. Fonds à terme, avancés et dépôts : | 125.459 | | 102.336 | | 98.755 | | 1. Banques centr. p ^r leur compte : | | | | | | |
| 1. à 3 mois au maximum | 59.048 | 3,6 | 35.927 | 2,1 | 38.790 | 2,2 | a) de 3 à 6 mois | 6.890 | 0,4 | — | — | 31.035 | 1,8 |
| 2. de 3 à 6 mois | 6.442 | 0,4 | 6.442 | 0,4 | — | — | b) à 3 mois au maximum | 188.236 | 11,4 | 195.144 | 11,5 | 146.898 | 8,4 |
| 3. de 6 à 9 mois | — | — | — | — | 12.867 | 0,7 | c) à vue | 207.222 | 12,5 | 195.335 | 11,5 | 279.333 | 15,9 |
| 4. de 9 à 12 mois | 12.867 | 0,8 | 12.867 | 0,7 | — | — | 2. Autres déposants : | | | | | | |
| 5. à plus d'un an | 47.102 | 2,8 | 47.100 | 2,8 | 47.008 | 2,7 | a) de 3 à 6 mois | 30.606 | 1,8 | 30.610 | 1,8 | — | — |
| VI. Effets et placements divers : | 325.542 | | 341.634 | | 340.976 | | b) à 3 mois au maximum | 31.003 | 1,9 | 61.609 | 3,6 | 92.219 | 5,2 |
| 1. Bons du Trésor. | | | | | | | c) à vue | 2.559 | 0,2 | 2.559 | 0,1 | 2.559 | 0,1 |
| a) à 3 mois au maximum | 117.833 | 7,1 | 133.885 | 7,9 | 118.740 | 6,8 | IV. Dépôts (monnaies) : | 898.895 | | 919.061 | | 911.014 | |
| b) de 3 à 6 mois | 59.279 | 3,6 | 15.285 | 0,9 | 58.280 | 3,3 | 1. Banques centrales : | | | | | | |
| c) de 6 à 9 mois | — | — | 28.292 | 1,7 | 15.356 | 0,9 | a) à plus d'un an | 62.391 | 3,8 | 63.967 | 3,8 | 62.654 | 3,6 |
| d) de 9 à 12 mois | 45.387 | 0,9 | 15.317 | 0,9 | — | — | b) de 9 à 12 mois | 13.273 | 0,8 | 13.298 | 0,8 | 1.427 | 0,1 |
| e) à plus d'un an | 30.775 | 1,9 | 30.748 | 1,8 | 30.714 | 1,7 | c) de 6 à 9 mois | — | — | — | — | 13.323 | 0,8 |
| 2. Autres effets et placem. divers : | | | | | | | d) de 3 à 6 mois | 45.410 | 2,7 | 45.408 | 2,7 | 41.804 | 2,4 |
| a) à 3 mois au maximum | 82.239 | 5,0 | 97.883 | 5,8 | 97.540 | 5,5 | e) à 3 mois au maximum | 667.176 | 40,3 | 683.470 | 40,3 | 694.060 | 39,5 |
| b) de 3 à 6 mois | 2.829 | 0,2 | 2.837 | 0,2 | 2.832 | 0,2 | f) à vue | 60.770 | 3,7 | 58.873 | 3,5 | 55.708 | 3,2 |
| c) à plus d'un an | 17.260 | 1,0 | 17.387 | 1,0 | 17.514 | 1,0 | 2. Autres déposants : | | | | | | |
| VII. Actifs divers | 1.392 | 0,1 | 1.922 | 0,1 | 1.871 | 0,1 | a) de 3 à 6 mois | 15 | 0,0 | 3 | 0,0 | — | — |
| VIII. Fonds propres utilisés en exécution des accords de la Haye de 1930 pour placem. en Allemagne | 68.291 | 4,1 | 68.291 | 4,0 | 68.291 | 3,9 | b) à 3 mois au maximum | 48.433 | 2,9 | 37.778 | 2,2 | 37.851 | 2,1 |
| Total actif ... | 1.656.685 | 100,0 | 1.696.840 | 100,0 | 1.756.707 | 100,0 | c) à vue | 1.427 | 0,1 | 16.264 | 1,0 | 4.187 | 0,2 |
| | | | | | | | V. Divers | 20.389 | 1,2 | 21.637 | 1,3 | 22.764 | 1,3 |
| | | | | | | | VI. Compte de profits et pertes : | | | | | | |
| | | | | | | | Report à nouveau | 3.987 | 0,2 | 3.987 | 0,2 | 3.987 | 0,2 |
| | | | | | | | VII. Provision pour charges éventuelles | 120.949 | 7,3 | 120.949 | 7,1 | 120.949 | 6,9 |
| | | | | | | | Total passif ... | 1.656.685 | 100,0 | 1.696.840 | 100,0 | 1.756.707 | 100,0 |

Exécution des accords de La Haye de 1930 :

| | | | | | | | | | | |
|---|---------|--|---------|--|--|---------|--|---------|--|---------|
| Fonds placés en Allemagne: (voir note 2) | | | | | Dépôts à long terme : | 228.909 | | 228.909 | | 228.909 |
| 1. Créances sur la Reichsbank et la Golddiskontbank, effets de la Golddiskontbank, et de l'adm. des chemins de fer et bons de l'adm. des Postes (échus) | 221.019 | | 221.019 | | 1. Dépôts des Gouvernements créanciers au compte de Trust des Annuités (voir note 3) | 152.606 | | 152.606 | | 152.606 |
| 2. Effets et bons du Trésor du Gouvernement allemand (échus) | 76.181 | | 76.181 | | 2. Dépôt du Gouvernement allemand | 76.303 | | 76.303 | | 76.303 |
| Total ... | 297.200 | | 297.200 | | Fonds propres utilisés en exécution des accords (voir ci-dessus) | 68.291 | | 68.291 | | 68.291 |
| | | | | | Total ... | 297.200 | | 297.200 | | 297.200 |

Note 1. — Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier et les valeurs détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris non plus les fonds et les valeurs détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation Européenne de Coopération Economique (Union Européenne de Paiements), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

Note 2. — Aux termes d'une Convention en date du 9 janvier 1953 conclue entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et la Banque et qui fait partie de l'Accord sur les dettes extérieures allemandes du 27 février 1953, il a été convenu que la Banque ne réclamerait pas avant le 1^{er} avril 1966 le remboursement en principal de ses placements en Allemagne qui sont indiqués ci-dessus, y compris les intérêts arriérés y afférents à la date du 31 décembre 1952.

Note 3. — Sur le total des dépôts des Gouvernements créanciers au compte de Trust des Annuités équivalant à francs suisses or 152.606.250,—, la Banque a reçu de Gouvernements dont les dépôts s'élèvent à l'équivalent de francs suisses or 149.920.380,—, confirmation qu'ils ne pourront lui demander, au titre de tels dépôts, le transfert de montants supérieurs à ceux dont elle pourra elle-même obtenir le remboursement et le transfert par l'Allemagne dans les monnaies agréées par la Banque.

IV. — UNION EUROPEENNE DE PAIEMENTS

88¹

Tableau résumant la situation financière au début des opérations et à la fin de chaque période comptable
en millions d'unités de compte — chaque unité équivalant à 0,88867088 gramme d'or fin

| ACTIF | Début des opérat. 1-7-1950 | A l'issue des opérations pour chaque période comptable | | | | | | | | |
|--|-------------------------------------|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| | | Juin 2 1952 | Déc. 1952 | Juin 1953 | Déc. 1953 | Juin 1954 | Déc. 1954 | Juin 1955 | Déc. 1955 | Fév. 1956 |
| I. Disponibilités. | | | | | | | | | | |
| a) Montant de l'eng. du gouv. des E.U.A. (\$) | 350,0 | 123,3 | 123,3 | 123,5 | 123,5 | 123,5 | 123,5 | 123,5 | 123,5 | 123,5 |
| b) Or en lingots | — | 149,5 | 153,0 | 153,0 | 153,0 | 153,0 | 153,0 | 153,0 | 248,3 | 261,9 |
| c) Solde du compte courant (dollars) | — | 78,4 | 96,7 | 17,1 | 20,1 | 174,7 | 46,2 | 50,6 | 4,0 | 11,8 |
| d) Bons Trésor E.U.A. au prix d'achat | — | — | — | 142,6 | 177,9 | 92,4 | 100,2 | 72,3 | — | — |
| | 350,0 | 351,2 | 373,0 | 436,2 | 474,5 | 543,6 | 422,9 | 399,4 | 375,8 | 397,2 |
| II. Soldes init. débit. attribués pr l'exercice finan. prenant fin le 30-6-1951 et non encore utilisés. | | | | | | | | | | |
| Union Economique Belgo-Luxembourgeoise | 44,1 | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Suède | 21,2 | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Royaume-Uni | 150,0 | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| | 215,3 | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| III. Versement d'or dû par le Danemark et différé par décision du 30-6-1952 | — | 1,9 | 2,6 | — | — | — | — | — | — | — |
| IV. Crédit spécial ouvert à la Turquie (19-9-50) ... | — | — | 3,4 | — | — | — | — | — | — | — |
| V. Prêts consentis à des Parties contract. (19-9-50) | | | | | | | | | | |
| Danemark | — | 27,0 | 29,7 | 40,4 | 62,5 | 97,6 | 97,4 | 122,7 ⁸ | 106,0 | 98,1 |
| France | — | 270,6 | 312,0 | 312,0 | 312,0 | 312,0 | 241,4 | 148,9 | 86,6 | 82,6 |
| Islande | — | 1,8 | 1,6 | 1,8 | 3,4 | 5,6 | 4,5 | 4,6 | 5,2 | 5,2 |
| Italie | — | — | — | 12,0 | 83,9 | 122,3 | 116,9 | 182,7 ⁴ | 179,0 ⁴ | 184,6 ⁴ |
| Norvège | — | — | 16,5 | 49,7 | 79,8 | 89,2 | 98,6 | 107,3 | 114,2 | 114,7 |
| Royaume-Uni | — | 636,0 | 589,6 | 530,3 | 559,4 | 485,4 | 343,4 | 275,9 | 344,3 | 348,2 |
| Turquie | — | 30,0 | 30,0 | 30,0 | 30,0 | 30,0 | 30,0 | 30,0 | 30,0 | 30,0 |
| Portugal | — | — | — | — | — | — | — | 0,2 | 0,2 | 0,2 |
| | — | 965,4 | 979,4 | 976,2 | 1131,0 | 1142,1 | 932,2 | 872,3 | 865,5 | 863,6 |
| VI. Prêts consentis aux Parties contractantes au titre des sold. init. crédit. attribués à titre de prêt ¹ | | | | | | | | | | |
| Norvège | — | 10,0 | 10,0 | 10,0 | 10,0 | 10,0 | 10,0 | 10,0 | 10,0 | 10,0 |
| Turquie | — | 25,0 | 25,0 | 25,0 | 25,0 | 25,0 | 25,0 | 25,0 | 25,0 | 25,0 |
| | — | 35,0 | 35,0 | 35,0 | 35,0 | 35,0 | 35,0 | 35,0 | 35,0 | 35,0 |
| VII. Divers | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| | 565,3 | 1353,5 | 1393,4 | 1447,4 | 1640,5 | 1720,7 | 1390,1 | 1306,7 | 1276,3 | 1295,8 |
| PASSIF | | | | | | | | | | |
| I. Fonds de roulement | 286,3 | 271,6 | 271,6 | 271,6 | 271,6 | 271,6 | 271,6 | 271,6 | 271,6 | 271,6 |
| II. Sold init. crédit. attr. à titre de dons pr l'exerc. finan. prenant fin le 30-6-1951 et non encore util. | | | | | | | | | | |
| Autriche | 80,0 | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Grèce | 115,0 | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Islande | 4,0 | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Pays-Bas | 30,0 | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Norvège | 50,0 | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| | 279,0 | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| III. Crédits reçus de Parties contractantes (19-9-50). | | | | | | | | | | |
| Union Economique Belgo-Luxembourgeoise | — | 201,3 | 201,3 | 201,3 | 201,3 | 201,3 | 148,3 | 162,3 | 165,3 | 173,9 |
| Allemagne | — | 205,5 | 239,0 | 300,0 | 300,0 | 300,0 | 300,0 | 300,0 | 300,0 | 300,0 |
| Autriche | — | — | 15,1 | 19,3 | 42,0 | 42,0 | 42,0 | 1,0 | 1,0 | 0,1 |
| Italie | — | 123,0 | 94,2 | — | — | — | — | — | — | — |
| Norvège | — | 0,6 | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Pays-Bas | — | 153,1 | 183,7 | 213,0 | 213,0 | 206,7 | 181,2 | 182,8 | 171,4 | 168,6 |
| Portugal | — | 42,0 | 38,8 | 38,5 | 33,5 | 29,6 | 6,5 | — | — | — |
| Suède | — | 141,7 | 133,2 | 121,3 | 136,6 | 104,7 | 40,3 | 9,0 | 13,3 | 11,0 |
| Suisse | — | 110,3 | 117,8 | 150,0 | 150,0 | 150,0 | 150,0 | 123,8 | 100,9 | 96,8 |
| | — | 977,5 | 1023,1 | 1043,4 | 1076,4 | 1034,3 | 868,3 | 778,9 | 751,9 | 750,4 |
| IV. Créd. reçus de Part. contr. (19-9-50) (hors quota) | | | | | | | | | | |
| Union Economique Belgo-Luxembourgeoise | — | 42,6 | 47,1 | 34,7 | 34,8 | 15,7 | — | — | — | — |
| Allemagne | — | — | — | 38,7 | 160,6 | 303,8 | 197,9 | 233,5 | 230,2 | 251,2 |
| Autriche | — | — | — | — | 13,6 | 30,8 | 2,0 | — | — | — |
| Italie | — | 1,9 | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Pays-Bas | — | — | — | — | 7,6 | — | — | — | — | — |
| Portugal | — | 9,0 | — | 11,5 | — | — | — | — | — | — |
| Suisse | — | — | — | 4,1 | 32,5 | 31,3 | 17,6 | — | — | — |
| | — | 53,5 | 47,1 | 89,0 | 249,1 | 381,6 | 217,5 | 233,5 | 230,2 | 251,2 |
| V. Crédit spécial accordé par l'U.E.B.L. (19-9-50). | — | 50,0 | 50,0 | 40,0 | 40,0 | 30,0 | 30,0 | 20,0 | 20,0 | 20,0 |
| VI. Divers | — | 0,9 | 1,6 | 3,4 | 3,4 | 3,2 | 2,7 | 2,7 | 2,6 | 2,6 |
| | 565,3 | 1353,5 | 1393,4 | 1447,4 | 1640,5 | 1720,7 | 1390,1 | 1306,7 | 1276,3 | 1295,8 |

N. B. — Les intérêts des prêts accordés ou reçus figurent dans la situation ci-dessus. — 1 Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique a attribué à la Norvège un solde initial créditeur de 10 millions d'unités de compte et à la Turquie, un solde initial créditeur de 25 millions d'unités de compte à titre de prêts consentis par l'Union, en vertu de l'article 10 de l'accord en date du 19 septembre 1950. — 2 Après exécution des ajustements effectués conformément aux décisions du Conseil de l'O.E.C.E. en date du 30 juin 1952. — 3 Y compris un crédit de 5,7 millions d'unités de compte accordé au Danemark en vertu de l'article 18(a) en date du 19 septembre 1950. — 4 Y compris un crédit de 59,7 millions d'unités de compte (juin 1955), 56,0 millions d'unités de compte (décembre 1955) et 61,8 millions d'unités de compte (février 1956) accordé à l'Italie en vertu de l'article 18(a) en date du 19 septembre 1950.

REGLEMENT DE LA POSITION DES PAYS MEMBRES A L'EGARD DE L'UNION EUROPEENNE DE PAIEMENTS

88²

1^{er} juillet 1950 au 29 février 1956

(millions d'unités de compte)

| A — POSITION BRUTE ET POSITION CUMULATIVE NETTE | | | | | B — POSITION COMPTABLE CUMULATIVE | | | | | |
|---|-----------------------|----------------------|--|--|---|--|---|---|--------------------|---|
| Pays membres (et leurs zones monétaires) | Position brute | | Intérêts montant net payé (—) ou reçu (+) par le pays membre | Position nette cumulative au 29 février 1956 excédent (+) ou déficit (—) (b+c+d) 1 | Position comptable cumulative après exécution des opérations relatives au mois de janvier 1956 excédent (+) ou déficit (—) | Opérations effectuées au titre de février 1956 | | Position comptable cumulative après exécution des opérations relatives au mois de février 1956 excédent (+) ou déficit (—) (f+g+h) 1 3 | Quotas | « Rallonges » facilités de règlement au delà des quotas crédeurs (C) ou débiteurs (D) 5 |
| | Excédents (+) b | Déficits (—) c | | | | Ajustements reflétant les versements échelonnés bilatéraux effectués au titre du mois de février 1956 (égaux à quatre fois le crédit remboursé) 2 | Excédent (+) ou déficit (—) comptable pour février 1956 h | | | |
| | | | | | | | | | | |
| a | b | c | d | e | f | g | h | i | j | k |
| Autriche | 390,7 | 494,2 | + 2,8 | — 100,7 | + 2,1 | — 0,5 | — 1,3 | + 0,3 | 168,0 | — |
| U.E.B.L. | 1.687,7 | 815,6 | + 28,1 | + 900,2 | + 689,1 | — 6,4 | + 13,0 | + 695,7 | 864,0 ⁴ | — |
| Danemark | 620,9 | 820,1 | — 8,5 | — 207,8 | — 395,1 | + 3,7 | — 0,8 | — 392,1 | 468,0 | 36,4 D |
| France | 1.207,6 | 2.086,2 | — 26,8 | — 905,5 | — 416,7 | + 8,2 | — 8,7 | — 417,2 ⁸ | 1.248,0 | 91,0 D |
| Allemagne | 2.853,3 | 1.196,0 | + 36,4 | + 1.693,7 | + 2.168,7 | — 4,6 | + 40,8 | + 2.205,0 | 1.200,0 | 950,1 C ⁶ 350,0 C |
| Grèce | 210,2 | 486,0 | + 0,0 | — 275,8 | néant | — | néant | néant ⁸ | 108,0 ⁴ | — |
| Islande | 7,4 | 34,2 | — 0,4 | — 27,1 | — 20,8 | + 0,1 | — 0,1 | — 20,8 | 36,0 | 3,2 D |
| Italie | 845,1 | 1.402,4 | — 3,9 | — 561,2 | — 727,7 | — | — 10,9 | — 738,6 | 492,0 | 328,0 D ⁷ |
| Pays-Bas | 1.540,8 | 1.117,7 | + 15,2 | + 438,2 | + 675,1 | — 4,9 | + 4,1 | + 674,3 | 852,0 | — |
| Norvège | 470,1 | 745,6 | — 8,5 | — 284,0 | — 455,2 | + 1,8 | — 5,5 | — 458,9 | 480,0 | 29,6 D |
| Portugal | 282,0 | 310,7 | + 3,6 | — 25,2 | — 68,2 | — | + 0,5 | — 67,7 | 168,0 | — |
| Suède | 864,9 | 797,8 | + 8,7 | + 75,8 | + 41,9 | — 2,9 | + 5,1 | + 44,0 | 624,0 | — |
| Suisse | 895,9 | 587,7 | + 15,1 | + 323,3 | + 393,2 | — 2,9 | — 3,4 | + 387,0 | 600,0 | 250,0 C |
| Turquie | 297,7 | 655,3 | — 7,3 | — 364,9 | — 334,8 | — | — 8,2 | — 343,0 | 120,0 | — |
| Royaume-Uni | 2.951,2 | 3.576,0 | — 51,9 | — 676,6 | — 1.379,5 | + 8,3 | — 21,6 | — 1.392,8 | 2.544,0 | 155,0 D |
| Totaux ... | 15.125,4 | 15.125,4 | + 109,9 — 107,3 | + 3.431,3 — 3.428,7 | + 3.970,1 — 3.797,9 | + 22,1 — 22,1 | + 63,4 — 60,5 | + 4.006,3 — 3.831,1 | | |

* L'Irlande est comprise dans la zone monétaire du Royaume-Uni; le Royaume-Uni comprend, outre ses territoires d'outre-mer, les pays non participants de la zone sterling.

1 La différence entre la position cumulative nette (colonne e) et la position comptable cumulative (colonne i) correspond à l'effet net des facteurs suivants : utilisation de ressources existantes, de soldes initiaux et de ressources spéciales; règlements spéciaux effectués au 1^{er} juillet 1952 dans le cas de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise et du Portugal; ajustements et règlements opérés lors du renouvellement de l'U.E.P. le 1^{er} juillet 1954; ajustements effectués à l'ouverture des opérations le 1^{er} août 1955; remboursements initiaux effectués par l'Islande au titre des opérations du mois de décembre 1954; remboursement initial additionnel fait par le Danemark à l'U.E.B.L., au titre des opérations de juillet 1955 et à l'Allemagne au titre des opérations de novembre 1955, remboursement initial fait par le Danemark aux Pays-Bas au titre des opérations de janvier 1956; versements échelonnés au titre de l'amortissement effectués jusqu'à ce jour, ainsi que les versements spéciaux en or reçus et effectués par l'Union lors des opérations de janvier et de décembre 1955; solde des montants en or versés par la France et la Grèce au-delà de leurs quotas et remboursables conformément à l'article 10 bis; les trois premiers versements effectués en remboursement du crédit spécial accordé par l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise à l'U.E.P.

2 Ces ajustements n'entraînent aucun versement d'or; ils sont opérés pour maintenir la position comptable cumulative (colonne i) à un montant quadruple de la dette ou de la créance de chaque pays.

3 La position comptable cumulative est égale au quadruple de la dette ou de la créance de chaque pays, sauf dans le cas suivant :

Turquie :
 quota débiteur utilisé Millions d'unités de compte 120,0
 règlement entièrement en or ou en dollars en vertu de l'article 18(a) au delà de son quota débiteur 223,0

De même : la France et le Portugal ayant préféré régler temporairement en or (ou en dollars) une fraction de leurs déficits comptables qui aurait autrement été réglée par l'octroi de crédits, les montants de crédits effectivement accordés à ces deux pays ne s'élevaient en conséquence qu'à 82,5 millions d'u.c. et 0,2 million d'u.c. respectivement.

4 Le quota effectif de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en tant que crédeur est de 805,5 millions d'unités de compte. Le quota débiteur de la Grèce est bloqué et considéré comme égal à zéro.

5 Ces facilités de règlement sont utilisables pour 75 % en or et pour 25 % en crédit.

6 Ce montant, qui fait partie de la « rallonge » de l'Allemagne, était nécessaire pour couvrir les excédents venant en dépassement du quota de ce pays à l'ouverture des opérations le 1^{er} août 1955.

7 Outre sa « rallonge », l'Italie dispose d'un crédit spécial de 50 millions d'u.c.

8 Les soldes des paiements 100 % en or effectués par la France et par la Grèce en règlement de déficits au-delà de leurs quotas qui sont recouvrables dans la mesure où chacun de ces pays a des excédents cumulatifs nets pour la période postérieure au 1^{er} août 1955 et en règlement de ces excédents, n'apparaissent pas dans les positions comptables cumulatives.

A la fin du mois de février 1956, ces soldes s'élevaient à :

pour la France : 196,2 millions d'u.c.
 pour la Grèce : 7,0 millions d'u.c.

TABLE DES MATIERES

STATISTIQUES COURANTES

(Les chiffres précédés de la lettre « p » sont provisoires)

| | | | |
|--|-----------------|---|------------------------------------|
| MARCHE DE L'ARGENT. | Tabl. | PRODUCTION. | Tabl. |
| I. — Taux d'escompte et de prêts | 2 | I. — Combustibles et produits métallurgiques | 55 ¹ et 55 ² |
| II. — Taux des dépôts en banque et à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite | 4 | II. — Produits textiles | 56 ¹ |
| III. — L'argent au jour le jour | 8 | III. — Produits divers | 56 ² |
| IV. — Taux d'escompte des principales banques d'émission | 86 ⁹ | IV. — Energie électrique | 58 |
| | | V. — Gaz | 59 |
| METAUX PRECIEUX. | | CONSOMMATION. | |
| Cours des métaux précieux | 9 | I. — Indices des ventes à la consommation. | |
| | | a) Indices des ventes mensuelles | |
| | | base moyenne : 1936 à 1938 = 100 | 65 ¹ |
| | | b) Indices des ventes mensuelles : base moyenne | |
| | | mensuelle 1953 = 100 | 65 ² et 65 ³ |
| MARCHE DES CHANGES. | | II. — Consommation de tabac | 66 |
| I. — Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles | 10 ¹ | III. — Abattages dans les 12 principaux abattoirs du pays | 67 |
| II. — Cours officiels fixés par la Banque Nationale de Belgique | 10 ² | | |
| | | TRANSPORTS. | |
| MARCHE DES CAPITAUX. | | I. — Activité de la Société nationale des Chemins de fer belges : | |
| I. — Cours comparés de quelques fonds publics | 14 | a) recettes et dépenses d'exploitation | 70 ¹ |
| II. — Indices des actions aux Bourses de Bruxelles et d'Anvers | 15 ¹ | b) wagons fournis à l'industrie | 70 ² |
| III. — Mouvement des opérations à la Bourse de Bruxelles | 15 ² | c) trafic : | |
| IV. — Rendement de titres à revenu fixe cotés à la Bourse de Bruxelles | 16 | 1° trafic général | 70 ² |
| V. — Emissions de capitaux en Belgique et au Congo belge : | | 2° grosses marchandises | 70 ³ |
| Tableau rétrospectif | 17 ¹ | A) ensemble du trafic | |
| Emissions des sociétés congolaises en octobre, novembre et décembre 1955 : | | B) service interne belge | |
| Détail des émissions | 17 ² | II. — Activité de la Société nationale des Chemins de fer vicinaux | 70 ⁴ |
| Groupement par importance du capital | 17 ² | III. — Mouvement des ports : | |
| Emissions des sociétés belges en novembre et décembre 1955 : | | a) Port d'Anvers | 71 ¹ |
| Détail des émissions | 17 ³ | b) Port de Gand | 71 ² |
| Groupement par importance du capital | 17 ⁴ | IV. — Mouvement général de la navigation intérieure | 72 |
| VI. — Emprunts des pouvoirs publics | 18 | | |
| VII. — Opérations bancaires du Crédit Communal | 19 | COMMERCE EXTERIEUR. | |
| VIII. — Inscriptions hypothécaires | 20 | Nomenclature des sections d'après la classification type du commerce international (C.T.C.I.) | 75 |
| | | | |
| FINANCES PUBLIQUES. | | CHOMAGE. | |
| I. — Situation de la Dette publique | 25 ¹ | I. — Chômage complet et partiel | 81 ¹ |
| II. — Situation des avoirs en effets publics de la Banque Nationale de Belgique | 25 ² | II. — Répartition des chômeurs contrôlés par province | 81 ² |
| III. — Aperçu de l'exécution des budgets | 25 ³ | III. — Moyenne journalière des chômeurs contrôlés | 81 ³ |
| IV. — Rendement des impôts | 26 | IV. — Répartition des chômeurs contrôlés par groupe de professions | 81 ⁴ |
| | | | |
| REVENUS ET EPARGNE. | | STATISTIQUES BANCAIRES ET MONETAIRES. | |
| I. — Rendement des sociétés par actions belges et congolaises : | | I. — Belgique et Congo belge : | |
| Dividendes et coupons d'obligations mis en paiement en novembre et décembre 1955 | 30 ¹ | Situations globales des banques | 85 ¹ |
| Tableau rétrospectif | 30 ² | Banque Nationale de Belgique : | |
| II. — Caisse Générale d'Epargne et de Retraite | 31 | Situations hebdomadaires | 85 ² |
| a) Dépôts sur livrets particuliers à la Caisse d'Epargne; | | Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi : | |
| b) Versements inscrits aux comptes des affiliés à la Caisse de Retraite. | | Situations mensuelles | 85 ³ |
| III. — Indice trimestriel des salaires | 32 | Vitesse de circulation de la monnaie scripturale en Belgique | 85 ⁵ |
| | | Stock monétaire intérieur | 85 ⁴ |
| MOUVEMENT DES AFFAIRES. | | Bilans intégrés des organismes monétaires | 85 ⁴ |
| I. — Activité des Chambres de Compensation | 35 | Origines des variations du stock monétaire | 85 ⁴ |
| Mouvement du débit | | II. — Banques d'émission étrangères. | |
| II. — Mouvement des chèques postaux | 36 | Situations : | |
| | | Banque de France | 86 ¹ |
| PRIX. | | Bank of England | 86 ² |
| a) Indices des prix de gros en Belgique | 45 ¹ | Federal Reserve Banks | 86 ³ |
| b) Indices des prix de gros en Belgique et à l'étranger | 45 ² | Nederlandsche Bank | 86 ⁴ |
| c) Indices des prix de détail en Belgique | 46 | Sveriges Riksbank | 86 ⁵ |
| | | Banca d'Italia | 86 ⁶ |
| | | Bank Deutscher Länder | 86 ⁷ |
| | | Banque Nationale Suisse | 86 ⁸ |
| | | Taux d'escompte | 86 ⁹ |
| | | III. — Banque des Règlements Internationaux, à Bâle ... | 87 |
| | | IV. — Union Européenne de Paiements : | |
| | | Résumé de la situation financière | 88 ¹ |
| | | Règlement de la position des pays membres | 88 ² |

Prix de l'abonnement annuel { Belgique, 250 francs.
Etranger, 300 francs.

Virement au compte chèques postaux n° 500 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin d'Information et de Documentation ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.
